



Pacific  
Community  
Communauté  
du Pacifique

# Rapport de résultats 2017

---

## de la Communauté du Pacifique



CPS  
Organisation



# Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique



Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 2018



LA **COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE**  
EST UNE ORGANISATION  
INTERGOUVERNEMENTALE QUI  
ŒUVRE EN ÉTROITE COLLABORATION  
AVEC LES ÉTATS ET TERRITOIRES QUI EN  
SONT MEMBRES:

*AUSTRALIE, ÎLES COOK, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FIDJI, FRANCE,  
GUAM, KIRIBATI, ÎLES MARIANNES DU NORD, ÎLES MARSHALL, ÉTATS  
FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE, NAURU, NIUE, NOUVELLE-CALÉDONIE,  
NOUVELLE-ZÉLANDE, PALAU, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE,  
PITCAIRN, POLYNÉSIE FRANÇAISE, ÎLES SALOMON, SAMOA, SAMOA  
AMÉRICAINES, TOKELAU, TONGA, TUVALU, VANUATU, ET WALLIS ET  
FUTUNA.*



© Communauté du Pacifique (CPS) 2018

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique /  
Communauté du Pacifique

1. Pacific Community
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.

I. Titre II. Communauté du Pacifique

341.2460995

AACR2

ISBN : 978-982-00-1118-2

Conception graphique et mise en page :

Équipe des publications de la CPS

Traduction française :

Équipe de la traduction de la CPS

Préparé pour la publication et imprimé par la Communauté du  
Pacifique au siège de Nouméa, -B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex,  
Nouvelle-Calédonie, 2018

Remerciements	iv
Avant-propos	v
Sigles et acronymes	vi
Comment lire le présent rapport	viii
Tirer les enseignements de nos résultats	
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre 1</b> Renforcer la gestion durable des ressources naturelles	<b>5</b>
<b>Chapitre 2</b> Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers	<b>21</b>
<b>Chapitre 3</b> Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique	<b>27</b>
<b>Chapitre 4</b> Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés	<b>35</b>
<b>Chapitre 5</b> Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes	<b>45</b>
<b>Chapitre 6</b> Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes	<b>55</b>
<b>Chapitre 7</b> Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire	<b>65</b>
<b>Chapitre 8</b> Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale	<b>75</b>
<b>Chapitre 9</b> Améliorer la qualité de l'éducation	<b>83</b>
<b>Chapitre 10</b> Progression de la CPS dans la réalisation de ses objectifs organisationnels	<b>91</b>
<b>Chapitre 10A</b> Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires	<b>94</b>
<b>Chapitre 10B</b> Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques	<b>103</b>
<b>Chapitre 10C</b> Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires	<b>107</b>
<b>Chapitre 10D</b> Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation	<b>110</b>
<b>Chapitre 10E</b> Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus	<b>116</b>
<b>Index</b>	<b>124</b>



## REMERCIEMENTS

*La Communauté du Pacifique est une organisation intergouvernementale qui œuvre en étroite collaboration avec les 26 États et Territoires qui en sont membres.*

*Nous les remercions pour leur soutien.*

*Nos membres sont, au travers du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), les premiers destinataires du présent rapport. Le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique joue un rôle essentiel dans l'élaboration du rapport de résultats ; il en passe en revue les différentes moutures et formule des recommandations détaillées visant à en améliorer le contenu.*

*La CPS tient également à saluer le rôle joué par ses membres et par ses principaux partenaires financiers dans la réalisation des résultats présentés ici.*

*L'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède contribuent sensiblement aux efforts engagés pour améliorer l'efficacité du développement grâce à leur contribution spécifique au budget ordinaire et aux fonds programme de la CPS.*

## PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT

**En 2017, les partenaires du développement ci-après nous ont apporté leur concours financier :**

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA)	International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)
Agence française de développement (AFD)	Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)
Agence française pour la biodiversité	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)
Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)	National Institute of Water and Atmospheric Research (NIWA)
Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)	National Marine Fisheries Service (NMFS)
Asia Pacific Network for Global Change Research (APN)	Nouvelle-Calédonie
Banque asiatique de développement (BASD)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)	Organisation maritime internationale (OMI)
Comic Relief	Organisation mondiale de la Santé (OMS)
Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)	Pacific Biosecurity
Commission des transports maritimes du Pacifique central	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Conseil australien de recherche pédagogique (ACER)	Pew Charitable Trusts
Conservation International (CI)	PNG Ports Corporation
Crop Trust	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)	Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts (AFPNet)
Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)	The Nature Conservancy (TNC)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Union européenne (UE)
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Fonds international de développement agricole (FIDA)	Université de Wollongong
Fonds Pacifique	US Centres for Disease Control and Prevention (CDC)
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	WWF
Fonds vert pour le climat (FVC)	
Gouvernement des États-Unis d'Amérique	
Groupe de la Banque mondiale	



## Objectifs de développement des membres de la Communauté du Pacifique

- 1 Objectif 1 : Les peuples océaniques profitent d'un développement économique durable.
- 2 Objectif 2 : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.
- 3 Objectif 3 : Les Océaniques réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

## AVANT-PROPOS

Au nom de la Communauté du Pacifique (CPS), je suis fier de pouvoir vous présenter ce rapport, qui brosse un tableau des résultats obtenus par l'Organisation en 2017, alors qu'elle célébrait 70 années au service de la région, depuis la signature du Traité de Canberra en 1947. Aujourd'hui, la CPS est considérée comme le premier pourvoyeur de données scientifiques et de savoirs devant permettre à l'Océanie de relever les défis du développement.

Nos membres décrivent souvent la CPS comme « l'Organisation du Pacifique », ce qui s'explique notamment par le fait qu'en 1983, la vingt-troisième Conférence du Pacifique Sud a conféré le statut de membre à part entière à l'ensemble des États et Territoires insulaires océaniques, afin que ces derniers s'approprient pleinement la CPS, en faisant par là même la première organisation intergouvernementale océanique à mettre véritablement en pratique le concept du régionalisme. Les réussites engrangées par la CPS depuis lors témoignent de la force de l'engagement et de la qualité de la gouvernance de nos 26 membres, ainsi que de la contribution de nos partenaires régionaux et internationaux, qui partagent notre vision d'une Océanie prospère et résiliente.

Le présent rapport de résultats met en évidence la manière dont notre démarche scientifique, technique et factuelle fait évoluer les connaissances, les comportements et les pratiques, améliore le bien-être des communautés et des populations, et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable. Il indique également sans détour ce qui a plus ou moins bien fonctionné et les enseignements que nous en avons tirés. Il est toujours possible de faire mieux, et nous avons la ferme intention de continuer dans ce sens, même lorsque les progrès sont lents à venir.

Nous savons pertinemment qu'en raison de leur complexité, certains enjeux du développement imposent l'intervention de plusieurs secteurs, voire d'autres organisations aux côtés de la CPS. Il convient à cet égard de mentionner deux initiatives approuvées par la dixième

Conférence de la Communauté du Pacifique en 2017, à savoir la création du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine et des travaux d'analyse relatifs à un Hub océanique pour l'apprentissage et l'innovation. Ces deux structures contribueront au renforcement de l'impact et de l'efficacité de nos interventions. Le Centre pour la science marine regroupera l'ensemble de nos compétences scientifiques dans tous les domaines de la recherche océanique et facilitera l'accès aux bases de données et aux ressources intellectuelles détenues par la CPS. Avec nos membres, nous allons réfléchir à la conception d'un Hub océanique pour l'apprentissage et l'innovation, dans le but de promouvoir les idées novatrices et de trouver des solutions à quelques-uns des enjeux du développement les plus critiques pour l'Océanie.

Sur le plan institutionnel, en 2017, les documents relatifs à la gouvernance interne de la CPS ont été actualisés et nos systèmes financiers mis à niveau et unifiés, afin de renforcer sensiblement le contrôle exercé par la direction et la responsabilité de cette dernière. Ces changements majeurs doivent nous permettre de conserver la confiance des membres et des bailleurs de fonds, et de garantir une bonne utilisation de nos ressources.

Le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique a suivi de près l'élaboration du présent rapport et nous sommes reconnaissants à ses membres de leurs conseils avisés. Je souhaite également remercier les partenaires du développement qui permettent à la CPS de mener à bien ses activités. Je tiens enfin à saluer le travail, le savoir et les compétences des agents de la CPS, ainsi que leur détermination à œuvrer en faveur du développement de notre région.



Colin Tukuitonga  
Directeur général de la  
Communauté du Pacifique

## Sigles et acronymes

**ACIAR**

Centre australien pour la recherche agricole internationale

**ACP**

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

**AFD**

Agence française de développement

**BAoD**

Banque asiatique de développement

**CCNUCC**

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

**CEDEF**

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

**CePaCT**

Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CPS)

**CESAP**

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique

**COP**

Conférence des Parties [à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992]

**CPS**

Communauté du Pacifique

**CRGA**

Comité des représentants des gouvernements et administrations

**CORP**

Conseil des organisations régionales du Pacifique

**DCP**

dispositif de concentration du poisson

**DECC**

Programme durabilité environnementale et changement climatique (CPS)

**DFAT**

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce

**EQAP**

Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement

**FAO**

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

**FEM**

Fonds pour l'environnement mondial

**FFA**

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique

**FIP**

Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique

**FVC**

Fonds vert pour le climat

**GIZ**

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH – Agence allemande de coopération internationale

**HCDH**

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

**IATA**

Association du transport aérien International

**INTEGRE**

Initiative des Territoires pour la gestion régionale de l'environnement

**IPC**

indice des prix à la consommation

**KfW**

(banque publique allemande de développement)

**MEL**

suivi-évaluation et amélioration continue

**MFAT**

Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce

**MNT**

maladies non transmissibles.

**ODD**

Objectif de développement durable

**OMS**

Organisation mondiale de la Santé

**ONG**

organisation non gouvernementale

**ONU**

Organisation des Nations Unies

**PEARL**

planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue [dispositif stratégique]

**PEID**

petit État insulaire en développement

**PHAMA**

Projet sur l'accès aux marchés des produits horticoles et agricoles du Pacifique

**PILNA**

évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul

**PIRFO**

programme régional océanien d'observation des pêcheries

**PNUD**

Programme des Nations Unies pour le développement

**POETCom**

Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique

**PQRS**

Registre océanien des qualifications et des normes

**PROE**

Programme régional océanien de l'environnement

**PTOM**

Pays et Territoires d'Outre-mer

**REDD+**

Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts

**RESCCUE**

projet Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique

**RRRT**

Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne

**SAMOA, la Voie à suivre**

Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement

**SIG**

système d'information géographique

**SIPA**

Autorité portuaire des Îles Salomon

**SPAC**

Équipe Stratégie, performance et amélioration continue (CPS)

**STCW**

Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille

**UE**

Union européenne

**UNESCO**

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

**UNICEF**

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**UNISDR**

Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

**USP**

Université du Pacifique Sud

**WCFPC**

Commission des pêches du Pacifique occidental et central

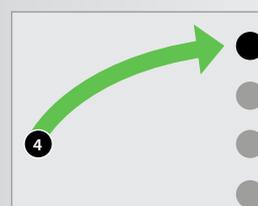
**ZEE**

zone économique exclusive

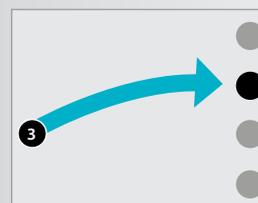
## OUTIL D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE

Cette année, le Rapport de résultats comporte une grille d'autoévaluation.

En rendant compte de leurs activités au titre de leurs cadres de résultats pour 2017, les divisions et programmes ont procédé, à partir de données factuelles, à l'évaluation de la progression de leurs secteurs clés de résultats ou indicateurs de performance, par comparaison avec des données de référence et des objectifs quantitatifs ou qualitatifs. L'évaluation de chaque secteur clé de résultat a débouché sur l'attribution d'un des scores suivants :



Réalisation de progrès substantiels



Réalisation de certains progrès



Absence globale de progrès



Inversion de la courbe de progression

La moyenne des scores des différents secteurs clés de résultat a ensuite permis d'évaluer la progression au titre des objectifs de développement et des objectifs organisationnels. Ces scores sont présentés au début de chaque chapitre.

## COMMENT LIRE LE PRÉSENT RAPPORT

***Le présent rapport met l'accent sur les résultats obtenus, les enseignements tirés et les ajustements mis en pratique par les membres de la Communauté du Pacifique grâce à l'assistance scientifique et technique que leur fournit la CPS.***

La performance de la CPS en 2017 est décrite au regard de chacun de ses neuf objectifs de développement (chapitres 1 à 9) et de ses cinq objectifs organisationnels (chapitre 10). Pour illustrer les résultats des interventions de la CPS, le rapport met en exergue certaines réalisations obtenues dans les pays (« zooms sur les réalisations ») et présente des données fournies par les divisions et programmes de l'Organisation. Il précise également la manière dont ces résultats contribuent aux Objectifs de développement durable (ODD).

En 2017, la CPS a continué à œuvrer à l'amélioration de la présentation de ses résultats en intégrant les enseignements et les ajustements réalisés dans le cadre de ses interventions auprès des membres, et en se livrant à davantage d'introspection, comme le lui avait demandé le CRGA.

Les vignettes ci-dessous, qui apparaissent tout au long du Rapport, illustrent les résultats attendus dans les principaux domaines reconnus comme étant prioritaires par les organes de gouvernance de la CPS :



Genre



Jeunesse



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience



Coordination et diffusion des données régionales



Approches pluridisciplinaires au service des priorités de développement des membres



Engagement avec les membres, les partenaires, le secteur privé et la société civile

# Synthèse de l'autoévaluation au regard des objectifs de développement

## 1. Renforcer la gestion durable des ressources naturelles



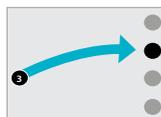
### Autoévaluation

Globalement, des progrès substantiels ont été réalisés pour plus de 52 résultats relatifs aux pêches, à la foresterie, à l'occupation des sols, à l'agriculture, aux ressources minérales et à l'eau.

### Exemple de résultats

Production et application d'un volume important de données scientifiques afin d'améliorer la gestion des pêches, de la foresterie, de l'occupation des sols, de l'agriculture, des ressources minérales et de l'eau (réalisation de plus de 6 000 évaluations, enquêtes, collectes de données, examens et analyses).

## 2. Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers



### Autoévaluation

Globalement, certains progrès ont été réalisés pour ce qui est de 7 résultats relatifs à la mobilité des apprenants, à l'accès des entreprises privées aux marchés, et aux normes phytosanitaires et de biosécurité favorisant le commerce.

### Exemple de résultats

Amélioration de 13 pratiques dans le but de faciliter l'accès à des marchés nouveaux ou plus lucratifs, notamment lois sur la biosécurité visant à assurer la conformité avec les mesures sanitaires et phytosanitaires, et procédures permettant de respecter les normes de l'agriculture biologique.

Impact conforté en matière d'amélioration de l'efficacité des installations portuaires dans 2 pays océaniques.

## 3. Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique



### Autoévaluation

Globalement, certains progrès ont été réalisés pour ce qui est de 25 résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique.

### Exemple de résultats

Interventions ayant permis, à 13 reprises, de définir et d'orienter des stratégies nationales ou régionales en matière de transports et d'énergie, ainsi que la législation correspondante.

## 4. Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés



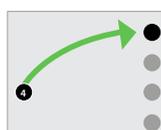
### Autoévaluation

Globalement, des progrès substantiels ont été accomplis s'agissant de 54 résultats relatifs à l'accès aux statistiques sur le développement et à leur utilisation pour étayer les politiques et suivre les progrès réalisés.

### Exemple de résultats

Interventions ayant permis, à 22 reprises, de renforcer la compréhension, les connaissances et les capacités relatives aux systèmes, processus et méthodes statistiques, ce qui met en évidence le rôle de chef de file et de coordonnatrice joué par la CPS dans la région en matière de méthodes de collecte des données et de normalisation.

## 5. Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes



### Autoévaluation

Globalement, des progrès substantiels ont été réalisés pour ce qui est de 17 résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes.

### Exemple de résultats

129 résultats témoignant d'interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe/résilience, allant du renforcement de la préparation et de la sensibilisation aux mesures d'atténuation ou d'adaptation.

Impact conforté en matière de production de plantes climato-résilientes et de gestion intégrée de certaines zones spécifiques dans 3 pays océaniques.

## 6. Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes



### Autoévaluation

Globalement, certains progrès ont été réalisés s'agissant de 45 résultats relatifs au développement social passant par la promotion des droits de la personne, l'égalité entre les sexes, la diversité culturelle et les débouchés d'avenir pour les jeunes.

### Exemple de résultats

Les actions de renforcement des capacités (1 369 représentants des pouvoirs publics et de la société civile formés ou encadrés) ont amélioré le niveau des connaissances et la capacité à promouvoir, suivre et rendre compte de la situation relative aux droits de la personne, au genre, à la culture et à la jeunesse.

Impact conforté en matière d'élargissement des services proposés aux survivant(e)s de la violence domestique et pour ce qui est de l'augmentation du budget national consacré aux questions de genre dans 5 pays océaniques.

## 7. Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) et l'insécurité alimentaire



### Autoévaluation

Globalement, des progrès substantiels ont été réalisés concernant 52 résultats relatifs aux interventions plurisectorielles de lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire.

### Exemple de résultats

Réussite des efforts soutenus visant à renforcer, à l'échelon national, les connaissances, les compétences, la détermination et l'engagement dans la lutte contre les MNT (230 exemples d'évolution des connaissances, 31 changements d'attitude et 34 changements de pratiques).

Impact conforté en matière de protection des ressources génétiques végétales et arboricoles (33 exemples).

## 8. Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale



### Autoévaluation

Globalement, des progrès substantiels ont été réalisés au regard de 27 résultats relatifs à la surveillance en santé publique à l'échelle régionale.

### Exemple de résultats

Surveillance en santé publique renforcée grâce à des actions d'évaluation de la qualité des systèmes, de formation et de sensibilisation au sujet de la gestion de la santé publique, et remontée accrue des informations (105 résultats).

## 9. Améliorer la qualité de l'éducation



### Autoévaluation

Globalement, des progrès ont été réalisés pour ce qui est de 19 résultats relatifs à l'amélioration de la qualité de l'éducation.

### Exemple de résultats

Avancées substantielles dans l'amélioration des systèmes éducatifs (y compris les évaluations), des qualifications et des acquis d'apprentissage (31 changements de pratiques).

Impact conforté en matière d'amélioration de la gestion des données relatives à l'éducation dans 6 pays océaniques.

## Objectifs organisationnels

### a) Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires



#### Autoévaluation

Globalement, certains progrès ont été réalisés s'agissant de 53 résultats relatifs au renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres et les partenaires.

#### Exemple de résultats

100 exemples d'amélioration de l'engagement et de la collaboration avec les membres et les partenaires (grâce à un renforcement de la participation, du dialogue et des partenariats).

### b) Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques



#### Autoévaluation

Globalement, des progrès substantiels ont été réalisés pour ce qui est de 26 résultats relatifs au renforcement de l'expertise technique et scientifique.

#### Exemple de résultats

35 exemples de renforcement du savoir et de l'expertise techniques et scientifiques (publications scientifiques et techniques de la CPS, mise au point du concept de Hub océanien pour l'apprentissage et l'innovation, perfectionnement des instruments utilisés pour la PILNA).

### c) Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires



#### Autoévaluation

Globalement, certains progrès ont été réalisés pour ce qui est de 11 résultats relatifs à la réponse apportée aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires.

#### Exemple de résultats

11 exemples de mise en œuvre d'approches pluridisciplinaires au service des priorités de développement des membres (prise en compte systématique du changement climatique à la CPS, collaboration entre les divisions de l'Organisation).

### d) Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation



#### Autoévaluation

Des progrès substantiels ont été réalisés en ce qui concerne 15 résultats relatifs au renforcement de la planification, de la hiérarchisation des priorités, de l'évaluation, de l'amélioration continue et de l'innovation.

#### Exemple de résultats

16 exemples de renforcement de la planification, de la hiérarchisation des priorités, de l'évaluation, de l'amélioration continue et de l'innovation (investissement dans des ressources, processus et outils relatifs au suivi-évaluation et à l'amélioration continue, renforcement des systèmes des divisions et actualisation des plans d'activité).

### e) Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus



#### Autoévaluation

Globalement, certains progrès ont été réalisés s'agissant de 41 résultats relatifs à l'optimisation des capacités des agents, des systèmes et des processus de la CPS.

#### Exemple de résultats

38 exemples d'optimisation des capacités, des systèmes et des processus (introduction de nouveaux systèmes, approches et méthodes, actualisation des politiques, rationalisation de l'emploi des ressources).

On trouvera une description du processus d'autoévaluation mis en œuvre par la CPS dans la rubrique « Comment lire le présent rapport ».

# Tirer les enseignements de nos résultats

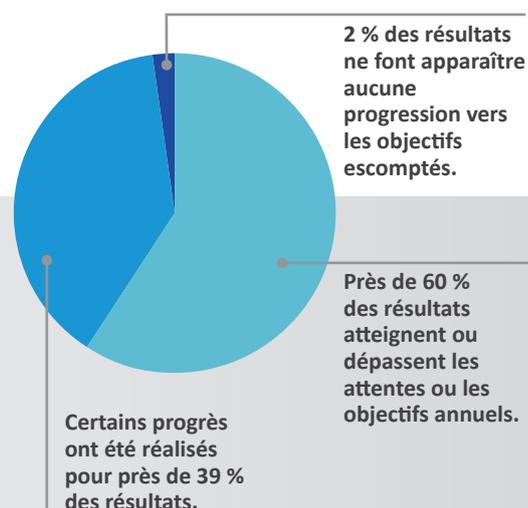
La CPS a continué à fournir à ses membres des informations scientifiques pertinentes issues tant de travaux de recherche originaux que de la synthèse et de l'analyse de données et d'éléments existants. L'application des conseils scientifiques et techniques se traduit par une évolution mesurable des connaissances, des comportements et des pratiques dans les États et Territoires insulaires océaniques. Dans certaines régions, où la CPS intervient depuis de nombreuses années dans le cadre d'efforts coordonnés, on constate un impact à plus long terme tant à l'échelon communautaire qu'au niveau institutionnel ou national.

Fidèle à sa volonté d'amélioration constante, la CPS a mis au point en 2017 plusieurs outils devant lui permettre de faire mieux en matière de communication et de présentation de ses résultats. L'un de ces outils est la hiérarchie des résultats qui définit les « voies du changement » suivies par l'Organisation. Les temps forts de l'année 2017 sont présentés en fonction de cette hiérarchie.

Le Secrétariat a également procédé à une autoévaluation de sa performance en 2017 au moyen de l'outil présenté à la page viii.

Globalement, ce processus a débouché sur une évaluation positive de la performance des divisions de la CPS dans la mise en œuvre du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique. Les secteurs de résultats pour lesquels certains progrès seulement ont été enregistrés feront l'objet d'un suivi et d'ajustements en 2018. Les domaines dans lesquels aucun progrès n'a été constaté seront quant à eux soumis à un examen approfondi en 2018 afin de mieux comprendre la nature des obstacles rencontrés et de tirer les enseignements de ces contre-performances.

L'évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) réalisée par le **Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP)** de la CPS est un des domaines où des progrès substantiels ont été constatés. Les résultats obtenus en 2017 témoignent de la réussite du Programme dans l'élaboration d'outils d'évaluation et de systèmes pédagogiques adaptés à la région pour suivre et mesurer les acquis d'apprentissage ainsi que la performance des enseignants et des directeurs d'établissements. Ce faisant, l'EQAP aide les ministères océaniques de l'Éducation à atteindre leurs objectifs et à améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans leurs pays.



Les autoévaluations ont également mis en évidence des domaines prioritaires dans lesquels la CPS peut renforcer ses interventions :

- Assurer **l'égalité entre les sexes** est une entreprise de longue haleine imposant des interventions plurielles pour parvenir à des changements en profondeur. Le Département développement social de la CPS a tiré plusieurs enseignements clés de la première phase d'application du projet intitulé *Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques*. À l'avenir, ce projet sera axé sur le renforcement institutionnel, au travers d'une évaluation en profondeur des mécanismes des administrations publiques. Il s'attachera en outre à renforcer les conditions propices à l'égalité des sexes, à réduire le nombre de normes sociales discriminatoires et à augmenter la capacité des femmes et des filles à participer aux processus du développement.
- **Les maladies non transmissibles (MNT)** restent la première cause de décès en Océanie, en dépit d'efforts concertés et accrus pour y remédier. L'obésité infantile est un phénomène particulièrement préoccupant qui touche plus d'un enfant océanique sur cinq, les taux d'obésité infantile les plus élevés de la planète étant enregistrés en Polynésie française et aux États fédérés de Micronésie. La Division santé publique de la CPS s'est jusqu'à présent attachée à promouvoir le développement de capacités d'initiative et d'instruments stratégiques régionaux et nationaux visant à prévenir et à combattre les MNT, mais elle va désormais recentrer son action sur une démarche plurisectorielle impliquant de multiples acteurs et requérant un engagement des pouvoirs publics ainsi qu'une coopération et des partenariats avec la société civile, et éventuellement avec des structures du secteur privé. L'autonomisation des individus et des communautés est fondamentale pour influencer sur les déterminants sociaux et environnementaux des MNT.

- **Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) de la CPS** participe à la préservation, au développement et à la promotion des ressources génétiques végétales et agricoles dans l'ensemble de la région. Toutefois, la capacité du Centre à améliorer l'approvisionnement alimentaire et la qualité nutritionnelle des aliments, ainsi qu'à contribuer à la création d'activités de subsistance résilientes pour les populations océaniques est compromise par la persistance d'un certain nombre de freins associés à la disponibilité et à l'utilisation des semences sur le plan national. En 2018, la Division ressources terrestres s'attachera en priorité à améliorer, à l'échelon des pays, les connaissances et les compétences relatives à la création et à l'exploitation de systèmes nationaux de production de semences performants pour renforcer la résilience des systèmes de production alimentaire et, partant, la sécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable.
- **Enfin, les sciences halieutiques côtières et hauturières dans la région et, plus généralement, la gestion et la gouvernance des océans** devraient connaître un essor particulier en 2018, au travers des deux initiatives suivantes : la mise en place du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine, approuvée lors de la dixième Conférence de la Communauté du Pacifique, ainsi que la mise au point du premier projet de recherche régional pluridisciplinaire sur les contaminants naturels et anthropiques présents chez les poissons et les fruits de mer. Ces deux initiatives sont en rapport direct avec le bien-être des Océaniens.

## EXEMPLES D'AMÉLIORATION CONTINUE EN 2017 AU REGARD DE LA HIÉRARCHIE DES RÉSULTATS DE LA CPS

### PRATIQUES

L'adaptation des séances semestrielles de réflexion, d'amélioration continue et de planification au contexte ainsi qu'aux méthodes de travail des différentes équipes de la CPS permet à ces dernières de mieux évaluer les progrès accomplis et de partager les enseignements tirés de l'expérience.

La priorité désormais donnée à l'accompagnement de la mise en œuvre des lois et des politiques, plutôt qu'à l'élaboration des textes de loi, débouche sur des actions pratiques contre la violence domestique.

### COMPORTEMENTS

La participation des ministères compétents au processus de planification annuelle des activités renforce leur engagement en faveur de l'égalité des sexes et leurs attentes en la matière.

Une coopération étroite avec les organismes publics contribue à l'évolution des attitudes et des comportements et à l'adoption d'une démarche plus volontariste dans la gestion et l'exploitation des eaux souterraines.

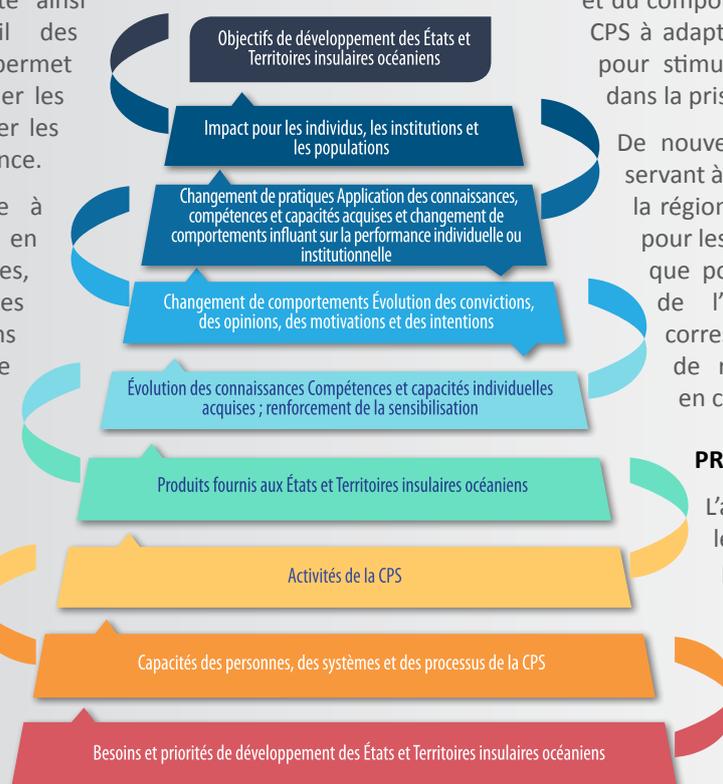
### CONNAISSANCES

Une bonne compréhension des informations recherchées par les utilisateurs de statistiques et du comportement de ces derniers aide la CPS à adapter ses produits et ses services pour stimuler l'utilisation de statistiques dans la prise de décision.

De nouvelles informations halieutiques servant à étayer la prise de décision dans la région constituent un défi aussi bien pour les chercheurs les ayant produites que pour les membres responsables de l'interprétation des résultats correspondants et de la formulation de recommandations appropriées en conséquence.

### PRODUITS

L'apport de modifications légères et économiques aux produits scientifiques et techniques de la CPS est propice au renforcement de l'engagement des membres et au recadrage de leurs besoins.



## EXEMPLES D'AMÉLIORATION CONTINUE EN 2017 AU REGARD DE LA HIÉRARCHIE DES RÉSULTATS DE LA CPS



### Impact

12 exemples de pays océaniques ayant amélioré leur performance institutionnelle, augmenté les services publics disponibles ou les moyens qui y sont consacrés, renforcé la préparation aux catastrophes ou la résilience au changement climatique, protégé les ressources génétiques et mieux respecté leurs engagements en matière de droits fondamentaux



### Changement de pratiques

Plus de 120 descriptions quantitatives et qualitatives de l'intégration par les pays océaniques de produits et services de la CPS dans leurs propres systèmes et pratiques



### Changement de comportements

Près de 30 exemples illustrant le changement de comportements, les pays océaniques se montrant plus disposés à modifier leurs processus ou leurs méthodes de travail, étant résolus à agir, participant activement aux processus de la CPS ou adoptant de nouvelles lois ou politiques



### Évolution des connaissances

Plus de 50 exemples illustrant l'évolution des connaissances découlant des interventions menées par la CPS, notamment les formations, l'accompagnement, le mentorat, la formation en cours d'emploi, ainsi que les échanges Sud-Sud



### Produits fournis aux États et Territoires insulaires océaniques

Plus de 130 produits scientifiques et techniques ont été fournis :

- élaboration de méthodes, de protocoles, de demandes de financement et de budgets
- recueil, analyse et évaluation de données
- conseils spécialisés, élaboration de politiques et de textes de loi
- publication d'articles dans des revues à comité de lecture et diffusion de l'information
- organisation de manifestations, consultation et négociation

# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DE LA CPS



Le Plan stratégique 2016-2020 de la CPS prend en compte le contexte international dans lequel évoluent les membres de l'Organisation. Cet environnement inclut les engagements associés aux Objectifs de développement durable (ODD), qui font écho à bon nombre des priorités nationales de développement des membres de la CPS, ainsi qu'à des cadres internationaux et régionaux et à des accords multilatéraux auxquels ils participent. La CPS contribue aux engagements mondiaux et régionaux de ses membres en renforçant leur capacité à mettre en œuvre leurs programmes de développement nationaux.

La matrice présentée ici illustre les domaines de synergie spécifiques entre les 17 ODD et les objectifs de développement de la CPS.

OBJECTIF 1 DE LA CPS Renforcer la gestion durable des ressources naturelles	OBJECTIF 6 DE LA CPS Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes
OBJECTIF 2 DE LA CPS Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers	OBJECTIF 7 DE LA CPS Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire
OBJECTIF 3 DE LA CPS Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique	OBJECTIF 8 DE LA CPS Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale
OBJECTIF 4 DE LA CPS Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit	OBJECTIF 9 DE LA CPS Améliorer la qualité de l'éducation
OBJECTIF 5 DE LA CPS Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes	



# INTRODUCTION

Les **22** États et Territoires insulaires océaniques membres de la Communauté du Pacifique (CPS) comptent environ **11** millions d'habitants. **Quatorze** de ces membres sont des petits États insulaires en développement (PEID).

Malgré la pluralité des cultures et des spécificités propres aux pays membres océaniques, tous se heurtent à des difficultés communes découlant de leur isolement géographique, à quoi s'ajoutent le manque de ressources humaines et naturelles, l'exiguïté des économies insulaires et l'éloignement des marchés. Les pays océaniques sont aussi extrêmement vulnérables face à l'impact des événements géopolitiques et économiques externes et, plus encore, aux effets du changement climatique et de catastrophes naturelles toujours plus violentes.

Il est essentiel de tisser des liens de coopération étroits entre les pays océaniques, les organisations internationales et régionales et les partenaires du développement si l'on veut appuyer le développement durable et ininterrompu de la région.

La CPS œuvre depuis 70 ans aux côtés de ses membres et leur apporte une assistance et des conseils techniques et scientifiques leur permettant de faire face aux enjeux de développement complexes qui se posent dans la région.

Soucieuse d'aider ses membres à atteindre leurs objectifs de développement à long terme, la CPS ne cesse d'ajuster ses modalités d'intervention afin de demeurer efficace, performante et à l'écoute. Le Plan stratégique énonce trois grandes aspirations et fixe les objectifs de développement et les objectifs organisationnels qui définissent les modalités de mise en œuvre du texte et déterminent la façon dont la CPS mesure ses résultats, en assure le suivi et en fait rapport.



# LA THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA CPS

## (PLAN STRATÉGIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE 2016-2020)

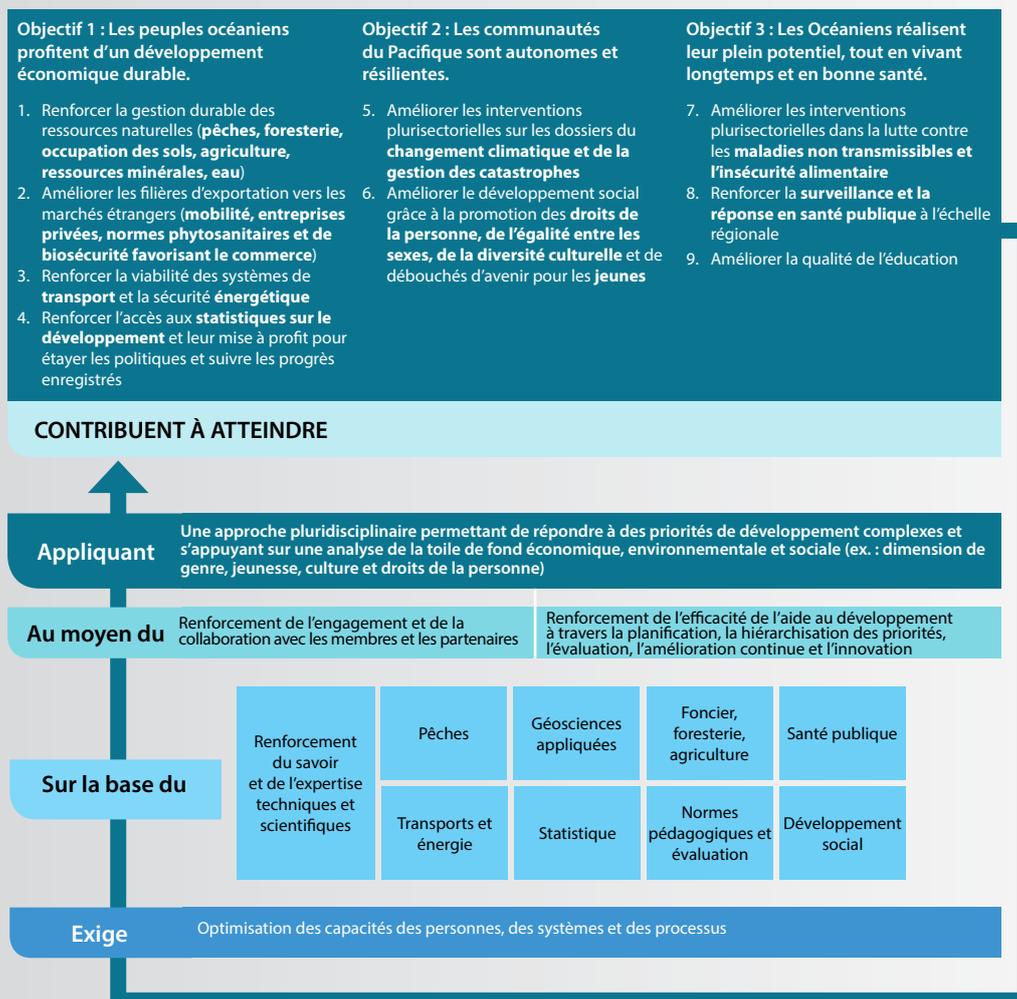
### VISION

Notre vision pour le Pacifique est celle d'une région où règnent la paix, l'harmonie, la sécurité, l'intégration sociale et la prospérité, et où l'ensemble des peuples du Pacifique peuvent vivre libres et en bonne santé tout en étant productifs.

Il s'agit d'une vision commune pour le Pacifique, consacrée par le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique.

### MISSION

Œuvrer en faveur du bien-être des Océaniens en mobilisant la science et le savoir à l'aide de méthodes efficaces et novatrices, s'appuyant sur une compréhension fine des spécificités et des cultures des populations du Pacifique.



### Les valeurs de la CPS

- Nous attachons une grande valeur à la richesse et à la diversité des cultures, des traditions et des environnements propres aux populations du Pacifique ; nous formulons des solutions pérennes fondées sur une compréhension solide des forces et des besoins qui les caractérisent, ainsi que des difficultés auxquelles elles sont confrontées.
- Nous nous engageons à valoriser les capacités scientifiques et techniques de nos membres, dans le cadre d'un processus de développement transformationnel.
- Nous nous engageons à respecter les principes de bonne gouvernance, ainsi qu'à défendre et à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits de la personne, en nous assurant que les besoins des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés sont au cœur du travail que nous menons.
- Nous collaborons avec nos partenaires actuels et tissons de nouvelles relations en vue de mobiliser l'ensemble des forces en présence pour servir collectivement les intérêts de nos membres.
- Nous nous engageons à développer une culture institutionnelle qui permette à nos agents d'améliorer sans cesse l'efficacité de leur action au profit des populations océaniques.

# LE RÉCIT DE L'ANNÉE 2017

## CONTEXTE RÉGIONAL

Les États et Territoires insulaires océaniques ont subi les effets récurrents d'épisodes de sécheresse prolongée, d'inondations persistantes et de tempêtes d'intensité faible à moyenne. Si l'on a eu à déplorer aucune catastrophe naturelle majeure en 2017, la région a continué à subir le contrecoup des cyclones Pam (mars 2015) et Winston (février 2016).

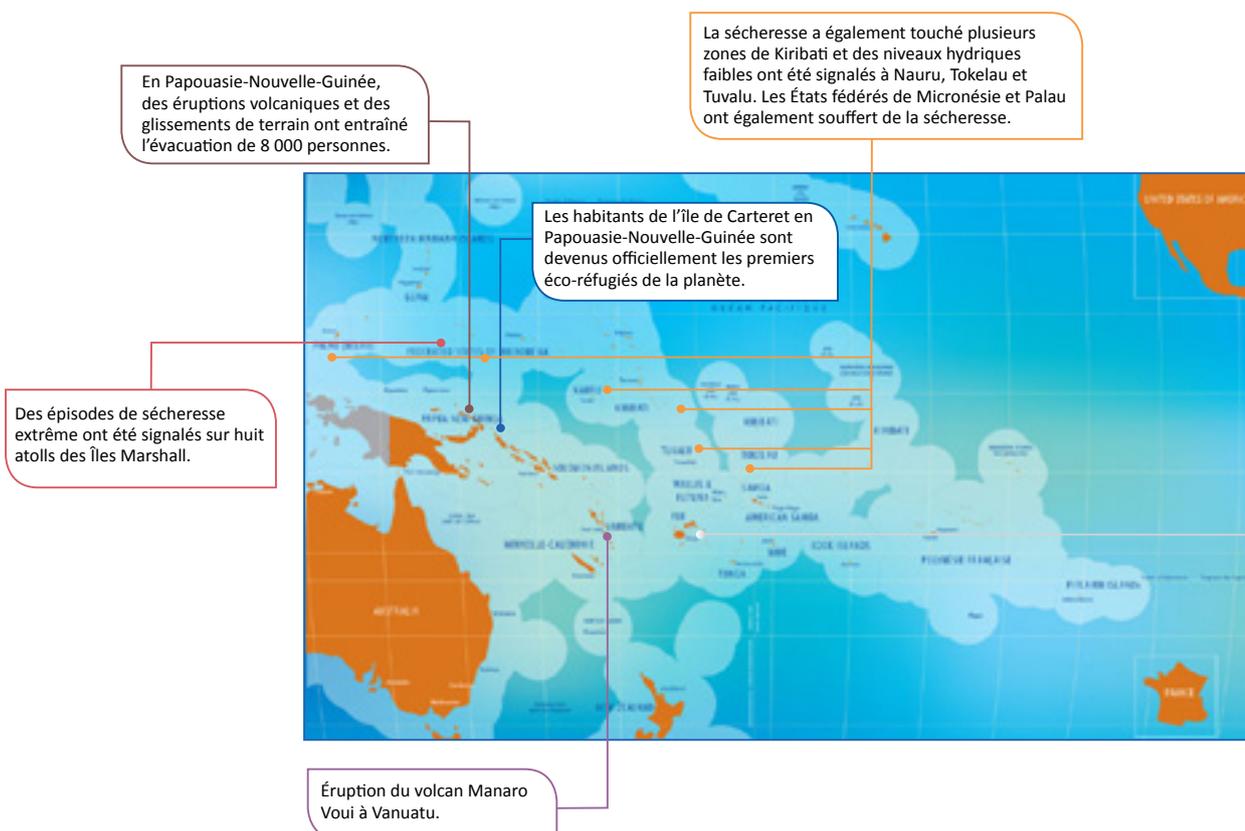
Les habitants de l'île de Carteret en Papouasie-Nouvelle-Guinée sont devenus officiellement les premiers éco-réfugiés de la planète.

À Vanuatu, l'éruption du volcan Manaro Vouï a entraîné l'évacuation de 11 000 personnes. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, des éruptions volcaniques et des glissements de terrain ont contraint 8 000 personnes à quitter leur domicile.

Des épisodes de sécheresse extrême ont été signalés sur huit atolls des Îles Marshall, dont Wotje et Utirik : on estime que 6 400 personnes en ont subi les effets. Plusieurs zones de Kiribati ont été touchées par la sécheresse, et des niveaux hydriques faibles ont été signalés à Nauru, Tokelau et Tuvalu. Les États fédérés de Micronésie et Palau ont également souffert de la sécheresse.

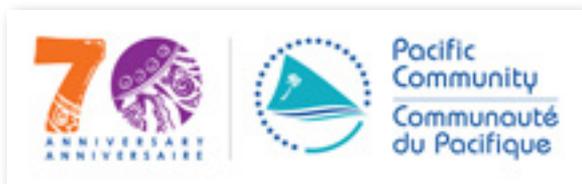
C'est dans ce contexte que les Fidji sont entrées dans l'histoire en devenant le premier PEID à présider la conférence annuelle des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP23, qui s'est tenue à Bonn (Allemagne) en novembre 2017.

Aux côtés de la Suède, les Fidji ont coprésidé la « Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable », organisée à New York en juin 2017.



## CONTEXTE INSTITUTIONNEL PROPRE À LA CPS

En 2017, la CPS a célébré le 70<sup>e</sup> anniversaire de sa création. Pour fêter cet événement, les artistes de tous les pays de la région ont été invités à concevoir un logo résolument océanien. Le logo gagnant a été créé par la néo-calédonienne Pascale Gery. À l'occasion du CRGA et de la Conférence, les équipes des publications et de la communication de la CPS ont en outre organisé une exposition photo intitulée *1947-2017 : La Communauté du Pacifique d'hier à aujourd'hui*, qui illustre de manière captivante les activités menées main dans la main avec les pays membres depuis plus de 70 ans.



En 2017, la CPS a continué à œuvrer à la hiérarchisation de ses priorités, en poursuivant le travail entrepris dans ce sens au cours de l'année précédente et en renforçant les quatre domaines d'action prioritaires recensés dans le Plan stratégique :

- Développement et application des sciences halieutiques (activités tendant vers la création d'un pôle d'excellence)

- Valorisation et utilisation des ressources génétiques végétales et agricoles (en prévision de la création d'un pôle d'excellence)
- Évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale (service régional d'intérêt général)
- Surveillance de la santé publique (service régional d'intérêt général)

Un travail d'analyse supplémentaire a permis de recenser les capacités spécifiques de la CPS, son avantage comparatif et ses possibilités d'action dans six autres domaines :

- Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience (cartographie SIG, notamment)
- Gestion et gouvernance des océans (y compris les transports et les limites maritimes) et création du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine
- Coordination et diffusion des données régionales
- Droits de la personne, y compris l'égalité hommes-femmes et la jeunesse
- Énergie
- Maladies non transmissibles.



Exposition photo intitulée 1947-2017 : La Communauté du Pacifique d'hier à aujourd'hui

# CHAPITRE 1

## RENFORCER LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

En 2017, la CPS a fourni un appui scientifique et technique plurisectoriel aux pays océaniques afin qu'ils soient mieux armés pour gérer durablement leurs ressources. Exemples :

- **44 nouveaux chargés de débriefing** (39 hommes, 5 femmes), **8 nouveaux élèves formateurs** et **21 nouveaux évaluateurs de débriefing** ont été formés dans le cadre du Programme régional océanique d'observation des pêcheries (PIRFO), qui permet la formation d'un nombre croissant d'observateurs par des intervenants locaux dans les établissements de formation aux métiers de la mer agréés par le PIRFO.
- **1 800 agendas des marées** ont été imprimés et distribués dans 14 pays océaniques, où ils ont été utilisés par les services météorologiques nationaux pour avertir la population des grandes marées et des inondations, et par d'autres secteurs pour la prise de décisions relatives à des activités en mer.



### CONTRIBUTION AUX ODD

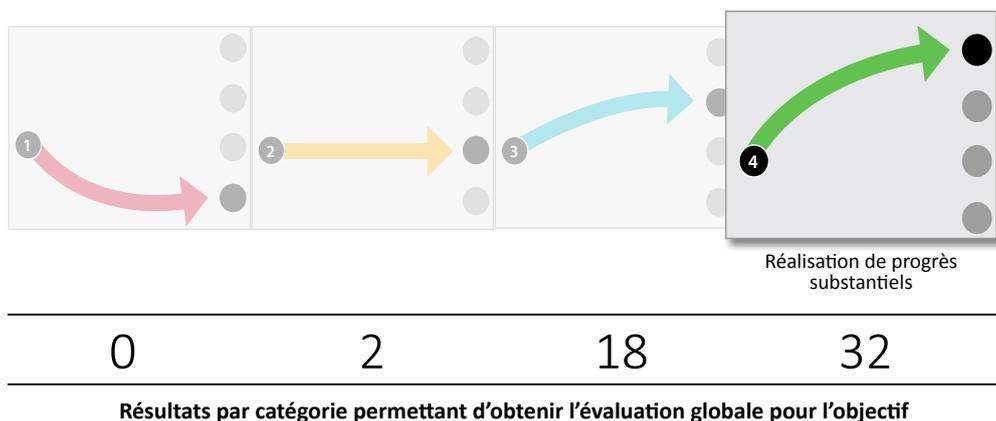
#### Les défis à relever

Les principaux défis à relever dans ce domaine sont notamment les suivants :

- Un nouveau biotype du rhinocéros du cocotier a envahi cinq pays océaniques. D'une capacité adaptative très prononcée, il fait craindre une infestation généralisée dans l'ensemble de la région, menaçant les cocotiers et les activités rémunérées tributaires des produits de cet arbre.
- La sécurité alimentaire passe par l'augmentation de l'offre de poissons à l'échelon local. On estime que, d'ici à 2030, 115 000 tonnes de poisson seront nécessaires pour nourrir les populations océaniques. Aussi efficaces soient-elles, les solutions de gestion localisée des pêches côtières existantes ne suffiront pas à maintenir les stocks de poissons à un niveau durable.

#### Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de progrès substantiels.



## Perspectives pour 2018

- La gestion et la gouvernance des océans constituent un domaine d'action prioritaire de la CPS fermement soutenu par les interventions techniques et scientifiques de l'Organisation dans les secteurs de la pêche, des transports maritimes, des services d'observation et de prévision sur les océans et les littoraux, et des délimitations maritimes. Le futur Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine mutualisera les informations et les données intéressant les sciences océaniques, ainsi que la gestion et la gouvernance des océans.
- De nouveaux partenariats conclus par la CPS avec le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) permettront de continuer à intervenir dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire auprès de pays de l'ensemble de la région.

## PÊCHES

La CPS a fourni des conseils de gestion et des avis scientifiques et techniques aux pays océaniques et aux organisations régionales en vue d'appuyer la gestion durable des ressources halieutiques hauturières, littorales et côtières, dans le but de promouvoir la croissance économique, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. La CPS a conservé son statut de centre régional de recherche scientifique et d'information sur les pêcheries thonières. La mise en place d'un pôle d'excellence dans le domaine des sciences halieutiques était définie par le Plan stratégique comme une priorité pour l'année 2017.

On a enregistré en 2017 de nombreux exemples d'intégration des connaissances :

- Les Fidji et les Îles Salomon ont limité le nombre de licences de pêche palangrière.
- La mesure relative aux thons tropicaux adoptée par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) s'inspire de l'analyse présentée par la CPS lors de la réunion annuelle de la WCPFC.
- Six plans de gestion communautaire ont été mis au point à Vanuatu.
- Le plan de valorisation et de gestion des ressources destinées à l'aquariophilie marine des Tonga a été mis en œuvre.

## Réalisations en chiffres

Tails, l'application pour la collecte de données halieutiques de la CPS, a été adoptée par **quatre nouveaux pays océaniques** en 2017, ce qui porte à **neuf le nombre de pays océaniques** utilisant l'application depuis son lancement en 2016.



En 2017, l'application **Tails** a été utilisée pour saisir les données de **8 525 sorties de pêche**, les données n'ayant été consignées sur papier que pour **803 sorties**.

**14 pays océaniques** ont reçu la synthèse des données sur l'état de leurs stocks de thonidés et sur les incidences pour leurs pêcheries.



# 75

nouveaux observateurs ont été formés



73 HOMMES



2 FEMMES

Le programme PIRFO a permis, depuis sa création, de former **989 observateurs** issus des pays océaniques.

**16 des 18 États et Territoires insulaires océaniques** tenus de déposer la première partie de leurs rapports à la WCPFC en 2017 ont respecté la date butoir de juillet, contre seulement **6 pays** en 2013, avant l'introduction et l'utilisation de la plateforme de gestion des données halieutiques TUFMAN2 et du service d'assistance pour les données thonières.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## LA SURPRENANTE HISTOIRE DU THON OBÈSE

Lors de la 13<sup>e</sup> session ordinaire du Comité scientifique de la WCPFC organisé aux Îles Cook en août 2017, près de 190 participants venus de 29 États, Territoires et organisations se sont rencontrés pour examiner 56 articles signés ou cosignés par des agents du Programme pêche hauturière de la CPS.

La nouvelle évaluation des stocks de thon obèse (*Thunnus obesus*) a constitué l'un des principaux sujets de discussion. En 2014, les chercheurs de la CPS avaient estimé que les stocks de thon obèse du Pacifique occidental et central étaient « en état de surpêche et que la surexploitation de la ressource se poursuivait ». Or, le diagnostic réalisé par la même équipe scientifique en 2017 a démenti cette affirmation.

### Changements apportés à l'évaluation de 2017

La WCPFC a financé un projet de grande envergure du Programme pêche hauturière portant sur l'âge, la croissance et la biologie reproductive du thon obèse. Une étude pilote (2009-2011) ayant permis la collecte de 313 otolithes<sup>1</sup> a montré, pour la première fois, que les plus vieux thons obèses du Pacifique occidental et central étaient peut-être plus petits que ce que l'on pensait précédemment. Cette étude a été suivie par un programme complet d'échantillonnage d'otolithes et de gonades<sup>2</sup>, au cours duquel on a procédé à l'analyse de 1 100 otolithes et 300 échantillons de gonades (2016-2017).



Mesure d'un thon obèse aux îles Gilbert (Kiribati). Photo : Bruno Leroy, Communauté du Pacifique

- 1 Les otolithes sont de petites concrétions calcaires situées dans « l'oreille » du poisson et qui l'aident à s'orienter. Chez de nombreux poissons, dont les thonidés, des anneaux de croissance (généralement annuels, mais quotidiens dans certains cas) peuvent être détectés sur des coupes microscopiques de l'otolithe, ce qui permet aux scientifiques de déterminer l'âge du poisson. Il s'agit d'une méthode semblable à celle que l'on emploie pour déterminer l'âge d'un arbre à partir des anneaux de croissance figurant sur la tranche de coupe de son tronc.
- 2 Les gonades des poissons femelles sont les organes reproductifs, ou ovaires, qui assurent la production des œufs. Les chercheurs estiment le niveau de maturité du poisson en examinant la dimension et la structure internes de ces organes.

On en a conclu que la taille moyenne des poissons les plus vieux de la population — environ 150 cm — estimée à partir de ces nouvelles données est de loin inférieure aux 184 cm présumés par l'évaluation de 2014. De plus, de nouvelles données sur la taille et l'âge à la maturité ont montré que le thon obèse atteignait la maturité sexuelle à un âge plus précoce qu'on ne l'avait présumé antérieurement (50 % des femelles atteignant la maturité sexuelle à environ 3 ans et non 4 ans) et que le thon obèse continue à se reproduire de manière plus fréquente et jusqu'à un âge plus avancé qu'on ne le croyait.

### Conclusion

En résumé, de nouvelles données biologiques ont corrigé les hypothèses employées lors des précédentes évaluations sur l'âge, la croissance et la maturité sexuelle du thon obèse. Ces nouvelles données ont modifié de manière substantielle les résultats des diagnostics précédents sur l'état des stocks et produit une estimation à la fois plus optimiste et plus précise. Le Comité scientifique réuni en sa 13<sup>e</sup> session a accepté les résultats de la nouvelle évaluation en recommandant toutefois d'appliquer le principe de précaution et de réaliser des études supplémentaires pour continuer à améliorer la qualité des données et vérifier la fiabilité du dernier diagnostic.

En dépit des perspectives plus optimistes pour le thon obèse découlant de cette dernière évaluation, la WCPFC a reconnu la nécessité de conserver les mesures introduites précédemment pour limiter la mortalité de l'espèce et maintenir le stock à son niveau actuel, et constituées en premier lieu par la clôture saisonnière de la pêche à la senne sur les dispositifs de concentration du poisson (DCP) et par la limitation des prises des palangriers. Quelque peu assouplies lors de la 14<sup>e</sup> session de la WCPFC, ces mesures devraient toutefois permettre d'atteindre en grande partie les objectifs de gestion de la ressource.

Pour obtenir ces résultats, le Programme pêche hauturière a dû travailler en collaboration étroite avec les pays membres et se doter des capacités techniques nécessaires à la collecte du nombre d'échantillons requis dans 17 pays océaniques. Il a également fallu adopter une démarche pluridisciplinaire en faisant appel à des statisticiens, à des biologistes, à des écologistes et à des spécialistes des données géospatiales pour étayer la nouvelle évaluation.

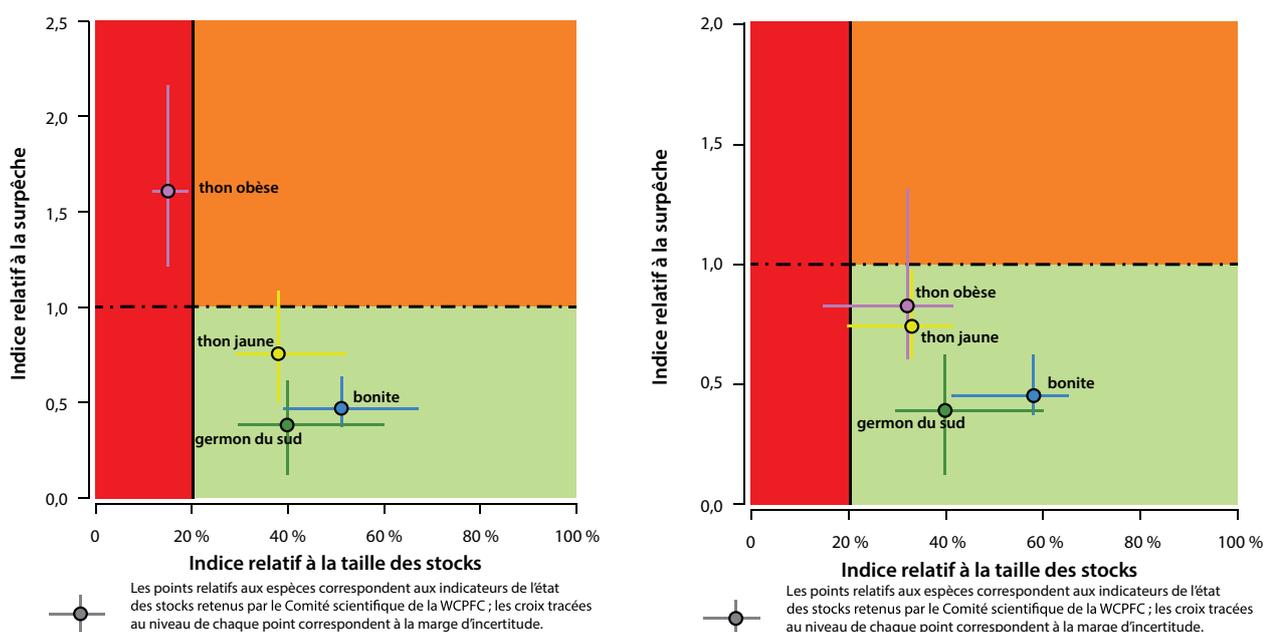


Figure 1.1 : « Graphique de Majuro » montrant l'évaluation de l'état des stocks de thon obèse en 2014 (avant) et 2017 (après).

## Enseignements tirés

Les changements rapides et importants sont rarement sécurisants. Ceux qui ont découlé de l'évaluation du stock de thon obèse de 2017 ont certainement ébranlé l'assurance des chercheurs.

« Parfaitement conscients des répercussions qu'auraient les résultats de la nouvelle évaluation, nous étions tous soucieux de formuler les bonnes conclusions dans les limites des informations dont nous disposions. Tous avaient le sentiment que notre crédibilité, et celle du processus scientifique dans son ensemble, feraient l'objet d'une grande attention. » John Hampton, Directeur scientifique du Programme pêche hauturière de la CPS

Les représentants des membres de la WCPFC qui ont assisté à la 13<sup>e</sup> session du Comité scientifique ont aussi dû s'acquitter de la délicate mission consistant à interpréter les résultats et à formuler des recommandations appropriées. Nombre d'entre eux ont dû expliquer à leurs responsables nationaux de la gestion halieutique et à leurs industries nationales de la pêche les raisons des changements apportés à l'évaluation et de l'embellie considérable qu'ils laissent entrevoir. L'exercice n'a pas été de tout repos, surtout lorsque des décisions difficiles avaient dû être prises par le passé.

On peut en revanche se féliciter du bon fonctionnement de la démarche scientifique. Les sources d'incertitude des évaluations antérieures ont été définies et les études visant à les éliminer ont été conçues, financées et mises en œuvre. Les résultats de ces travaux ont été pris en compte dans une nouvelle évaluation, tandis que les études de suivi et les mesures de gestion requises ont été élaborées, afin de poursuivre le travail d'amélioration des évaluations et des décisions de gestion qui en découlent.

---

Bibliographie : J. Hampton, « Le point sur le stock de thon obèse », *Lettre d'information sur les pêches*, numéro 153

Cet article est disponible en anglais et en français :

En anglais : [http://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/FAME/InfoBull/FishNews/153/FishNews153\\_23\\_Hampton.pdf](http://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/FAME/InfoBull/FishNews/153/FishNews153_23_Hampton.pdf)

En français : [http://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/FAME/InfoBull/FishNews\\_VF/153/FishNews153\\_23\\_Hampton\\_VF.pdf](http://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/FAME/InfoBull/FishNews_VF/153/FishNews153_23_Hampton_VF.pdf)

---

## INNOVATION DANS L'IDENTIFICATION DES ESPÈCES DE POISSONS CÔTIERS

Les ressources halieutiques côtières revêtent une importance fondamentale pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations côtières en Océanie. Pour une bonne valorisation de ces ressources, les mesures de gestion et les politiques doivent s'appuyer sur des données précises<sup>3</sup>. Dans le but de promouvoir la cohérence du suivi des ressources en poissons dans l'ensemble de la région, le Programme pêche côtière de la CPS a mis au point des méthodes normalisées pour les relevés sur les marchés et les enquêtes auprès des pêcheurs<sup>4</sup>. Le manuel correspondant a été élaboré en tenant compte des enseignements indiquant que le moment était venu de mettre en place des méthodes d'enquête plus simples et moins coûteuses pour les pays océaniques. Depuis 2012, des relevés sur les marchés et des enquêtes auprès des pêcheurs, ainsi que des formations sur leur mise en œuvre, ont été réalisés dans sept pays océaniques (États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tonga). Ces enquêtes ont été regroupées dans un manuel publié en 2016 après quatre années d'essais et de formations dans l'ensemble de la région<sup>5</sup>.

Ces essais ont montré que les partenaires océaniques rencontraient souvent des difficultés pour identifier les espèces. On a donc élaboré un outil dans ce sens pour compléter le manuel relatif aux enquêtes et faire en sorte que les poissons soient identifiés de manière plus juste. Le produit d'une sortie de pêche peut mettre l'artisan pêcheur ou le poissonnier du marché en présence d'une très grande variété d'espèces, et il faut donc que les pêcheurs et les personnes chargées de recueillir les données soient capables de différencier les poissons.

3 Le deuxième résultat escompté de la « Nouvelle partition pour les pêches côtières - les trajectoires de changement : La Stratégie de Nouméa » se lit justement comme suit : « Les mesures de gestion et les politiques s'appuient sur des informations suffisantes et pertinentes ». Consultable en ligne : <http://www.spc.int/coastfish/component/content/article/461-a-new-song-for-coastal-fisheries.html>

4 Les enquêtes auprès des pêcheurs, ou enquêtes sur les sites de débarquement, permettent de recueillir des données sur les prises débarquées par les pêcheurs. Les relevés effectués sur les marchés portent sur les poissons et les invertébrés échangés ou commercialisés sur un marché au poisson, un étal ou dans un commerce, et sur la valeur économique des produits de la pêche.

5 Kaly U., Preston G., Yeeting B., Bertram I. et Moore B. (2016) *Creel and market surveys : A manual for Pacific Island fisheries officers*. Communauté du Pacifique, Nouméa. Consultable en ligne : <http://www.spc.int/coastfish/en/component/content/article/44-handbooks-a-manuals/478-creel-and-market-surveys-manual.html>

Des espèces pourtant apparentées présentent souvent des cycles biologiques radicalement différents (taux de croissance, maturité, etc.) et affichent donc des vulnérabilités inégales face à la pression de pêche, ce qui impose la mise en place de mesures de gestion distinctes.

### Résultats et impact

Afin de prendre en compte les besoins constatés, la CPS a élaboré un guide très complet (*Guide d'identification des poissons côtiers les plus consommés en Océanie*), pour faciliter l'identification des poissons dans l'ensemble de la région. Cette publication regroupe 320 espèces de poissons côtiers, requins et raies les plus couramment pêchés en Océanie. Depuis sa publication en 2016 en format imperméabilisé, 900 exemplaires de ce guide ont été distribués dans 30 pays, dont la totalité des États et Territoires insulaires océaniques.

À chaque espèce correspond une photographie haute résolution de l'animal, son nom scientifique et ses noms communs en français, une description de ses principaux caractères d'identification renvoyant à la photo, la présence ou absence probable de l'espèce dans chaque État ou Territoire insulaire océanique, et les principales caractéristiques permettant de la différencier d'autres espèces semblables.

Ce guide a renforcé les capacités et la volonté d'identifier correctement les poissons côtiers dans l'ensemble de la région et a permis d'améliorer l'exactitude des données sur lesquelles reposent les mesures de gestion. En 2017, on a constaté que les enquêteurs locaux chargés de recueillir les données qui utilisaient le guide obtenaient de très bons résultats lors de tests post-formation relatifs à l'identification des poissons. La CPS constate une augmentation de la variété de poissons de récifs identifiés dans les données qui lui sont soumises en provenance de régions où le guide a été distribué aux enquêteurs.

Si le guide d'identification a été conçu pour les enquêtes auprès des pêcheurs et les relevés sur les marchés, son application a été beaucoup plus large. Il est également utilisé par les pêcheurs qui doivent remplir des fiches de pêche et par ceux qui ont simplement envie de savoir ce qu'ils ont pêché. Les retours qualitatifs montrent que, grâce à l'amélioration des compétences en matière d'identification des espèces et à la plus grande justesse des



Guide d'identification des poissons côtiers contenant 320 espèces.

données, les populations locales se sentent davantage concernées par les données sur les prises, qu'elles sont désormais plus enclines à utiliser pour mettre en œuvre des mesures de gestion.

« *Le guide est très utile car il permet de trouver très facilement les codes des poissons !* » – Enquêteur chargé de la collecte des données en milieu communautaire à Naluvea (Fidji).

### **Enseignements tirés, innovations et ajustements**

#### *Développement de formats multiples pour les supports d'information*

La production et la distribution du guide en format imprimé et imperméable étant coûteuses, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins de la CPS a développé une application mobile gratuite (PacFishID) qui permet d'accéder à la totalité des informations figurant dans le guide. Cette application a déjà été téléchargée 8 500 fois depuis sa sortie en mars 2017 (3 350 installations pour le système d'exploitation Android avec environ 1 500 « installations actives » et 5 193 téléchargements pour Apple IOS).

#### *Choix des images disponibles sur l'application*

Le guide ayant pour vocation d'aider les agents des services des pêches à identifier les espèces qu'ils observent lors des relevés des prises ou des enquêtes sur les marchés, il a été jugé important d'inclure non pas des clichés sous-marins, mais des photos de poissons morts qui illustrent au plus près l'état et la couleur des poissons auxquels ils ont affaire. La qualité de cet outil a conduit à son utilisation dans des contextes beaucoup plus variés que prévu. Le travail de développement de l'application va se poursuivre afin de proposer à ces autres utilisateurs une large gamme d'images pour chaque espèce.

#### *Ajustement des livrables escomptés du projet pour en augmenter la pertinence et l'efficacité*

L'élaboration du manuel consacré aux enquêtes auprès des pêcheurs et aux relevés sur les marchés a constitué un travail considérable dont la réalisation a pris plus de temps que prévu une fois mise en évidence la nécessité de produire également un guide d'identification des espèces pour l'accompagner. Il a été nécessaire de trouver des fonds supplémentaires pour obtenir les nouveaux produits attendus une fois le projet initial arrivé à son terme. C'est l'Union européenne qui a financé les essais sur le terrain et la rédaction du manuel par le biais du projet SciCOFish (Soutien scientifique à la gestion des pêcheries côtières et hauturières dans la région océanique). Pour adapter le manuel aux nouveaux besoins cernés et produire le guide d'identification, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins a pu faire appel au fonds programme flexible du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) pour la production et la distribution finales du manuel, ainsi que pour l'élaboration et la production du guide.

## AGRICULTURE, FORESTERIE ET AUTRES MODES D'OCCUPATION DES SOLS

La CPS a conseillé et accompagné les pays océaniques sur le plan technique dans l'élaboration de politiques et l'analyse économique et environnementale des pratiques de gestion agricole, forestière et foncière. En 2017, la création d'un pôle d'excellence autour de la valorisation et de l'utilisation des ressources génétiques végétales et agricoles a été définie comme une priorité pour la CPS.

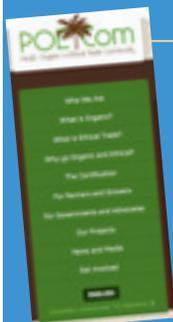
### Réalisations en chiffres

Lancement d'1 plan forestier et d'une réglementation connexe – le plan de gestion des ressources forestières et arboricoles des Tonga (2017) et la réglementation relative au bois de santal (2016) vont dans le sens d'une gestion durable des ressources forestières.



**1** association,

l'Association des producteurs biologiques des Îles Marshall (MIOFA), est désormais bien établie et aide ses membres à accéder aux marchés du bio.



Production et publication d'1 guide régional pour l'élaboration des politiques relatives à l'agriculture biologique (Pacific Regional Organic Policy Toolkit) destiné à tous les pays océaniques.



Dans 2 pays océaniques – Kiribati et Îles Marshall –

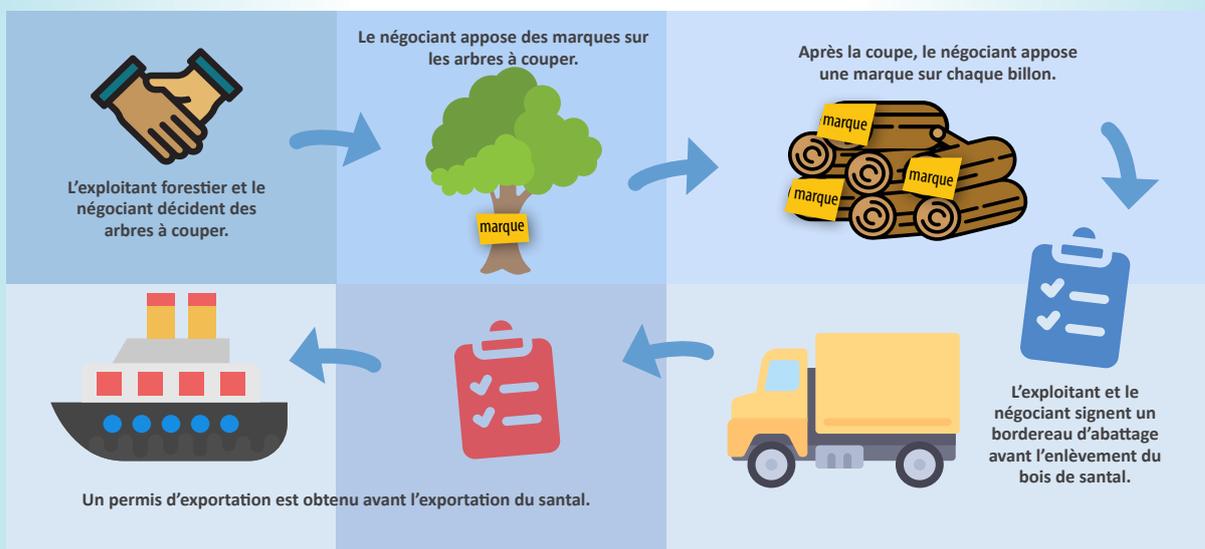
les agriculteurs et les partenaires locaux ont continué à œuvrer à l'amélioration de la santé des sols.



Le santal, composante du système agroforestier aux Tonga.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## CRÉATION D'UNE « CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ » GRÂCE À LA RÈGLEMENTATION RELATIVE AU BOIS DE SANTAL



Résumé des démarches réglementaires relatives à la récolte et à la vente du bois de santal.

Les autorités du Royaume des Tonga estiment que le santal, petit arbre autochtone, est susceptible de contribuer de manière substantielle aux revenus des propriétaires fonciers et à l'économie nationale.

Le santal est une essence commerciale idéale pour les Tonga et les pays océaniques. Ses points forts (valeur élevée, faibles coûts de gestion, de récolte et de transport, et caractère non périssable) compensent certaines des difficultés posées aux petits États insulaires par l'absence d'économies d'échelle et l'éloignement des marchés. Toutefois, en raison de la relative facilité de transformation du santal et de l'existence de marchés locaux, la ressource est souvent prélevée de manière prématurée et non pérenne.

Confrontées à cette problématique, en 2015, les autorités tongiennes ont demandé à la CPS de participer à la conception d'un système propice aux investissements, afin de permettre aux propriétaires fonciers de développer et de gérer leurs ressources en santal de manière durable. L'agriculture et la foresterie contribuent à hauteur de 16 % au PIB des Tonga. Le dernier recensement agricole (2015) montre que plus de 2 400 ménages d'agriculteurs pratiquent la foresterie, axée le plus souvent sur des essences commerciales telles que le santal.

La CPS a participé à l'élaboration de la Règlementation relative au bois de santal de 2016, dans le cadre de laquelle les Tonga mettent en œuvre un système de certification associé à une « chaîne de responsabilité » visant à garantir que tous les produits de santal échangés dans le pays proviennent d'une source légitime.

L'expérience internationale montre que les États ont un rôle crucial à jouer pour fournir aux propriétaires fonciers les informations leur permettant de prendre des décisions en connaissance de cause sur la plantation et la récolte de santal. Toutefois, des contraintes telles que les moratoires sur les coupes, les limites de taille et les ententes sur les prix faussent le marché, dissuadent les propriétaires fonciers de planter du santal et mettent hors la loi les habitants qui opèrent en dehors du cadre réglementaire.

Tenant compte de cette expérience, la règlementation tongienne se veut pratique et simple d'application pour les propriétaires fonciers, les négociants et les pouvoirs publics, tout en respectant les exigences de rigueur, de transparence et de crédibilité du marché international.



Formation à la bonne manipulation de jeunes plants de santal aux Tonga.

La CPS a continué à accompagner les parties prenantes pour garantir l'efficacité de la réglementation et la mise en œuvre du système de certification. En 2017, elle a organisé une formation sur l'application de la réglementation à l'intention des agents des services forestiers et participé au lancement de la nouvelle réglementation par le ministère de l'Agriculture.

On a immédiatement constaté un regain d'intérêt pour le santal, avec notamment des plantations sur des parcelles de brousse sur les îles de 'Eua, Vava'u et Tongatapu. La crainte des vols et la non-réglementation du commerce n'encourageaient pas ce type d'initiative auparavant. Par ailleurs, les agriculteurs mettent désormais en place des conseils locaux sur le santal dans un souci de partage d'informations et de préservation de leurs intérêts. Les bénéfices de la réglementation du secteur devraient se multiplier à long terme avec le renforcement de la sensibilisation et du respect des règles.

#### **Enseignements tirés et généralisation du modèle**

D'autres pays producteurs de santal se disent intéressés par la mise en œuvre d'un système de gestion analogue. La CPS assiste actuellement les Fidji dans la mise en place d'un dispositif visant à encourager les plantations et à améliorer la gestion de la ressource. Cette assistance technique s'appuiera sur certains des enseignements glanés aux Tonga, notamment pour ce qui concerne les difficultés rencontrées dans l'élaboration d'une législation d'accompagnement. Sur le plan international, la CPS a animé une série de discussions régionales pour inciter les pays producteurs de santal à coopérer pour promouvoir une production de qualité et respectueuse de la légalité en Océanie. Une telle démarche contribuera à pallier certaines des difficultés rencontrées par les producteurs, dont les freins liés au marché (ententes sur les prix et absence d'économies d'échelle, entre autres).

## OCÉANS, RESSOURCES MINÉRALES ET EAU

La Division géosciences, énergie et services maritimes de la CPS a accompagné les pays océaniques dans la délimitation de leurs zones maritimes, le tracé des limites communes et la préparation de demandes d'extension du plateau continental, et elle a par ailleurs contribué à la mise en place des cadastres marins dont les pays océaniques ont besoin pour exercer leurs droits et responsabilités dans les espaces maritimes relevant de leur compétence. Dans les pays souhaitant développer leurs propres régimes de gestion des ressources minérales des grands fonds marins, la CPS a aussi soutenu la réalisation de travaux sur la législation à mettre en place.

La CPS a appuyé les stratégies de gestion des ressources en eau au travers d'actions de renforcement des capacités, de sensibilisation et de plaidoyer, de suivi, d'évaluation et de protection des ressources en eau, en mettant l'accent sur la disponibilité de ces ressources en cas de phénomènes climatiques extrêmes tels que sécheresses et inondations.

### Réalisations en chiffres

**1** politique entérinée –  
La politique nationale sur les ressources minérales des Îles Salomon (2017-2021) met en place un cadre juridique permettant de renforcer l'autorité réglementaire, la surveillance du secteur et la transparence des revenus.

**14** exemples  
d'évaluations et d'analyses techniques visant à renforcer les connaissances, dont l'évaluation des eaux souterraines dans les atolls et l'étude des mécanismes hydrogéologiques pour un approvisionnement en eau résilient des populations.



**1** loi promulguée  
loi sur les ressources minérales des grands fonds marins de Kiribati, 2017.

**9** agents spécialistes de l'hydrogéologie

procèdent à l'intégration des connaissances pour améliorer les pratiques à Vanuatu, aux Fidji et aux Îles Salomon.



## ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

### AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ HYDRIQUE ET DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE SUR LES ATOLLS



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

Des travaux réalisés sur le comportement de la lentille d'eau douce d'un atoll ont permis d'améliorer la sécurité hydrique des habitants de Tarawa Sud à Kiribati.

Dans les atolls, la nappe phréatique est constituée par une fine lentille d'eau douce qui flotte sur une couche d'eau de mer plus dense. Ces lentilles sont souvent la seule source naturelle d'eau douce sur ces îles et revêtent donc une importance critique pour les populations locales. Elles se rechargent naturellement lorsqu'il pleut, mais s'affinent et deviennent plus saumâtres au cours des périodes de faibles précipitations, en particulier pendant les épisodes de sécheresse. Compte tenu de la nature dynamique des systèmes hydriques souterrains et de la nécessité de maintenir la qualité de l'eau à un niveau stable, une approche sur mesure s'impose pour les lentilles d'eau douce des atolls.

Dans le cadre de travaux soutenus par le Secrétariat ACP, lui-même financé par l'UE, la CPS a étudié les effets des conditions climatiques et des captages sur les lentilles d'eau douce des atolls. La modélisation numérique des eaux souterraines de la réserve d'eau de Bonriki, à Kiribati, a permis de mieux comprendre le comportement de la lentille d'eau face à certains facteurs de stress et de concevoir des solutions pour son suivi et sa gestion à l'avenir.

La réserve d'eau de Bonriki constitue la principale source d'eau douce pour les 56 000 habitants de Tarawa Sud. Or, la population, ainsi que ses besoins en eau, continue à augmenter. Avec un rendement durable à long terme estimé à 1,6 million de litres d'eau douce par jour, la réserve est l'un des aquifères les plus « exploités » de la région. La demande excède l'offre.

À partir de relevés historiques et de données de suivi recueillies dans le cadre du projet, la CPS et ses partenaires ont construit un modèle numérique en trois dimensions des eaux souterraines de cet aquifère si important malgré son faible périmètre (0,72 km<sup>2</sup>). En projetant des scénarios possibles de précipitations et d'ondes de tempête, on a pu modéliser le comportement de la lentille d'eau douce, ainsi que les répercussions des épisodes de sécheresse prolongés et du débordement des vagues, en mesurant notamment la durée des effets et de la récupération de la lentille d'eau dans des conditions climatiques différentes. Ces



#### Les agendas des marées sauvent des vies

*Sous réserve de disposer de données suffisantes, on peut calculer les marées avec précision plusieurs années à l'avance. Ces informations sauvent des vies en Océanie.*

*« Les gens consultent leur agenda pour déterminer à quel moment ils peuvent prendre la mer pour rejoindre une île voisine sans risquer de voir chavirer leur bateau ou de mettre en danger la vie des personnes à bord. » – Reginald White, Directeur du Service météorologique des Îles Marshall*

*Ces agendas sont produits grâce au Programme océanien de soutien climat et océans dans la région Pacifique (COSPPac). Depuis 2015, la consultation des parties prenantes et la prise en compte de leurs demandes ont permis d'en améliorer considérablement la présentation et le contenu. Ces publications en couleur comprennent désormais une carte locale, un récapitulatif des plus hautes et basses marées prévues au cours de l'année, les phases lunaires, des données sur les plus basses et hautes mers de chaque mois, ainsi qu'une fiche d'information sur les variations du niveau de la mer et les grandes marées. Plus de 1 800 agendas annuels des marées concernant 19 sites du Pacifique ont été distribués en 2017.*

*Selon les responsables de l'Initiative régionale sur la navigation en Océanie, les agendas du COSPPac sont généralement plus précis que les tables des marées de l'Amirauté britannique, annuaires officiels publiés à l'intention de tous les marins de la planète. En 2018, la CPS a pour objectif d'obtenir la reconnaissance officielle de ces agendas dans les zones concernées, afin que les pays et les gens de mer utilisent les tables des marées les plus précises qui soient.*



Présentation de l'agenda des marées utilisé à bord du navire national de la police maritime de Tuvalu.

travaux ont conduit à repenser le mode d'exploitation et de gestion de ces systèmes souterrains dynamiques hors du commun, dans le but d'améliorer celui-ci et, partant, de renforcer la sécurité hydrique.

À Tarawa Sud, les résultats de la modélisation ont orienté la mise au point d'une démarche pragmatique de gestion de l'aquifère lors des épisodes de sécheresse. L'accent mis sur la qualité de l'eau disponible, plutôt que sur sa quantité, pour garantir un approvisionnement adapté aux besoins constitue une évolution fondamentale dans la gestion des lentilles d'eau douce des atolls.

En travaillant aux côtés des organismes publics participant au Comité de lutte contre la sécheresse de Tarawa Sud (gestionnaires de la ressource, distributeurs, gestionnaires des catastrophes, météorologues, et fonctionnaires des services sanitaires et environnementaux), la CPS a pu préciser les attributions et les responsabilités de chaque organisme et élaborer un cadre d'action et d'atténuation s'appuyant sur des données factuelles. Le projet a entraîné une modification des comportements : l'attitude consistant à pomper l'eau sans réfléchir a laissé la place à une approche plus volontariste de la gestion et de l'exploitation des ressources hydriques souterraines.

Un financement bilatéral des ministères australien et néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce a permis l'installation de pompes à vitesse variable sur les puits horizontaux. La possibilité de faire varier le débit et le volume d'eau pompée à tout moment permet aux exploitants de gérer activement la salinité des captages et d'optimiser la qualité de l'eau disponible en fonction de critères précis, ce qui débouche sur une exploitation plus efficace et pérenne de la ressource.

## Enseignements tirés et généralisation du modèle

En mettant à profit les connaissances scientifiques, ce projet a fait la démonstration d'une nouvelle méthode de gestion des eaux souterraines dans les atolls et permis l'adoption d'un plan de gestion de la sécheresse plus performant. Les enseignements tirés de l'expérience de Bonriki ont été reproduits avec succès ailleurs, notamment sur la lentille d'eau de Laura aux îles Marshall, et ont contribué à la mise en œuvre d'une gestion plus active et adaptable des eaux souterraines. S'il reste encore du chemin à parcourir pour que Tarawa Sud puisse satisfaire ses besoins en eau douce à l'avenir, les résultats de ce projet constituent un point de départ solide pour améliorer la gestion des eaux souterraines, contribuant ainsi à la sécurité hydrique et à la résilience face à la sécheresse dans ces environnements hors du commun.



Puits de surface de Bonriki, Tarawa Sud (Kiribati).



Réserve d'eau de Bonriki, Tarawa Sud (Kiribati).

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances, notamment collecte et cartographie des données (plus de 5 000 exemples)</b>	
Collecte de données sur les invertébrés et les poissons dans 3 pays océaniques, pour un total de 352 stations inventoriées	États fédérés de Micronésie, Niue, Wallis et Futuna
En 2017, 7 206 échantillons prélevés sur 1 332 individus ont été collectés pour le Centre de ressources biologiques du thon (échantillons provenant de 10 pays océaniques). Au total, 1 390 otolithes ont été analysés en partenariat avec le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO). Le Centre de ressources biologiques du thon compte donc au total 95 307 échantillons prélevés au cours de 996 missions, 27 223 de ces échantillons ayant été analysés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Traitement des données des fiches de 1 626 campagnes de pêche (senneurs et palangriers) pour des navires battant pavillon de 16 pays (10 pays océaniques, Nouvelle-Zélande et 5 pays asiatiques)	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Traitement par la CPS des données de 1 140 sorties réalisées dans le cadre des programmes d'observation de 14 pays océaniques et des dispositifs régionaux (Accord des États fédérés de Micronésie et Traité multilatéral des États-Unis)	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Publication de directives de base sur le suivi de l'état de l'environnement et des données socioculturelles, et d'un manuel sur la surveillance des eaux usées	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration d'une méthode d'analyse diagnostique pour la définition d'une série d'indicateurs portant par exemple sur les conditions biologiques, environnementales et socioéconomiques dans les pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration par la Division ressources terrestres, et adoption lors de la Conférence des Directeurs de l'agriculture et de la foresterie, de la Stratégie de vulgarisation régionale pour les îles du Pacifique (PIES)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Développement des connaissances, notamment évaluation et analyse (111 exemples)</b>	
En 2017, soumission de 68 articles scientifiques à la WCPFC (56 au Comité scientifique et 8 articles nouveaux ou révisés au Comité technique et de contrôle et aux réunions de la Commission)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Établissement du profil du secteur des ressources minérales des Fidji	Fidji
Communication à 14 pays océaniques de la synthèse des données sur l'état des stocks de thonidés et des incidences pour les pêcheries nationales	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Vanuatu
Communication à 9 pays océaniques d'analyses réalisées à l'échelon national sur la pêche à la senne pendant les périodes de fermeture de la pêche sur DCP	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu
Communication à 3 pays océaniques d'analyses réalisées à l'échelon national sur le statut des invertébrés (holothuries ou trocas)	États fédérés de Micronésie, Tonga, Wallis et Futuna
Contribution à l'analyse des écosystèmes marins de Niue et du récif de Beveridge	Niue
Contribution à l'analyse du coût socioéconomique de la pêche des holothuries	Fidji
Communication à 7 pays océaniques d'informations relatives à la variabilité saisonnière et à la valeur des thonidés ciblés et des espèces accessoires principales dans les captures de la pêche palangrière dans leurs ZEE	Kiribati, Nauru, Niue, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tuvalu
PacFish / DFATFish Quatre publications : i. Préviation du déficit en poissons (version préliminaire) ii. Intérêt du poisson pour la sécurité alimentaire et la nutrition (version préliminaire) iii. Disponibilité énergétique alimentaire (version préliminaire) iv. Publication de <i>Hidden Harvest</i>	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Résultats de l'évaluation des eaux souterraines présentés lors d'une conférence internationale	Fidji
Négociations relatives aux limites maritimes de plusieurs pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Organisation d'un atelier relatif aux investissements dans la gestion intégrée des bassins versants et des ressources en eau	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Progrès accomplis en 2017	Pays
Élaboration de la trame et du contenu du rapport sur l'état des zones littorales ( <i>State of the Coast report</i> )	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration de la stratégie de communication du projet régional « de la montagne au récif »	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement de la visibilité du projet « de la montagne au récif »	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des systèmes, par exemple conception d'applications ou de programmes (10 exemples)</b>	
Conception d'une nouvelle application, <i>Onboard</i> , pour la notification électronique des prises de la pêche palangrière par les patrons de pêche Mise à l'essai dans 3 pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Communication à 9 pays océaniques d'un outil permettant d'accéder aux données et aux graphiques relatifs à la pêche commerciale	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances (8502 exemples)</b>	
Utilisation, dans l'évaluation des stocks de thon obèse de 2017, de nouvelles informations scientifiques sur l'âge et la croissance de ce poisson obtenues grâce à l'analyse d'otolithes	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Développement d'une application mobile gratuite pour l'identification des espèces de poissons côtiers (PacFishID). Cette application a déjà été téléchargée 8 500 fois depuis sa sortie en mars 2017 (3 350 installations pour le système d'exploitation Android et 5 193 téléchargements pour Apple IOS).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de représentants de certains pays océaniques sur la question des limites maritimes	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des capacités (155 exemples)</b>	
Formation de 75 nouveaux observateurs (73 hommes et 2 femmes). À ce jour, le programme PIRFO a permis la formation de 898 observateurs océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de 44 chargés de débriefing (39 hommes, 5 femmes), de 8 élèves formateurs et de 21 évaluateurs de débriefing	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des partenariats en matière d'évaluation, d'exploitation et de gestion des ressources hydriques souterraines des atolls	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Amélioration de la compréhension des effets des conditions climatiques et des captages sur les ressources hydriques souterraines des atolls	Kiribati
Cartographie des habitats ; formation de personnels de l'Université des Fidji aux méthodes d'études de terrain ; analyse de données bathymétriques d'origine satellitaire ; et élaboration d'un rapport concernant deux sites de la côte de Corail	Fidji
Renforcement, dans le cadre des interventions menées après le passage du cyclone Winston, de la résilience de l'approvisionnement collectif en eau des populations de Qerelevu, Benai, Nadhari, Malele, Wailevu/Nanuku et Volivoli, grâce à une meilleure compréhension des données hydrogéologiques	Fidji
Renforcement des capacités techniques des agents des services hydrogéologiques	Fidji, Îles Salomon, Vanuatu

## CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer les convictions, les opinions, les motivations et les intentions dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Engagement régional (1 exemple)</b>	
Les engagements régionaux existants en faveur de la gestion des ressources halieutiques côtières, dont la Nouvelle partition, la Feuille de route régionale et l'ODD 14, ont élargi la définition des « ressources halieutiques » pour y inclure les ressources côtières.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Rapports soumis dans les temps (16 exemples)</b>	
Respect de la date limite de présentation (juillet 2017) de la première partie de leur rapport annuel à la WCPFC par 16 des 18 pays océaniques concernés, contre seulement 6 en 2013, avant l'introduction de TUFMAN2 et du service d'assistance de la CPS pour les données thonières	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Intégration des connaissances dans les pratiques (25 exemples)</b>	
Limitation du nombre de licences de pêche palangrière sur la base d'analyses bioéconomiques	Fidji, Îles Salomon
CMM2017-01 (mesure relative aux thonidés tropicaux) inspirée par les analyses du Programme pêche hauturière de la CPS présentées lors de la réunion de la WCPFC (WCPFC14-2017-10_rev1) ainsi que par une évaluation actualisée (WCPFC14-2017-30B)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Appui à l'élaboration de 6 plans de gestion communautaire des pêches	Vanuatu
Élaboration et mise en œuvre du plan de valorisation et de gestion des ressources destinées à l'aquariophilie marine des Tonga	Tonga
Promulgation de la loi sur les ressources minérales des grands fonds marins de Kiribati	Kiribati
Adoption de la politique relative aux ressources minérales des Îles Salomon	Îles Salomon
Adoption de l'application <i>Tails</i> dans 4 nouveaux pays océaniques, le total des pays utilisateurs s'élevant à 9 à la fin 2017. Formation d'agents des services des pêches des Îles Cook, des Fidji, de Niue, des Tonga et de Vanuatu. En 2017, utilisation de l'application <i>Tails</i> pour la saisie des données de 8 525 sorties de pêche (contre une saisie sur papier de 803 sorties seulement).	Îles Cook, Fidji, Nauru, Niue, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Accompagnement par la Division ressources terrestres du lancement officiel aux Tonga de la réglementation relative au bois de santal (2016)	Tonga
Accompagnement par la Division ressources terrestres du lancement officiel du plan de gestion des ressources forestières et arboricoles des Tonga (2017)	Tonga
Publication par la Division ressources terrestres, en partenariat avec le Projet PHAMA, du <i>Fiji Kava Quality Manual</i> (manuel qualité relatif la culture du kava aux Fidji) et de la norme fidjienne relative à la culture du kava	Fidji
Mise au point et adoption de la plateforme en ligne PAIS (système océanique d'information agricole)	ACP, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Système d'information sur la biosécurité – lancement et mise en ligne d'un manuel sur les opérations de biosécurité aux Îles Cook	Îles Cook
Apport d'une assistance technique pour l'élaboration de la loi sur la biosécurité adoptée en 2017	États fédérés de Micronésie
Soutien technique et stratégique de la POETCom à l'Association des producteurs biologiques des Îles Marshall, qui est désormais bien établie et aide ses membres à accéder aux marchés du bio	Îles Marshall
Code de bonnes pratiques de l'exploitation des ressources forestières des Fidji – avancées dans l'élaboration de stratégies de mise en œuvre du Code	Fidji
Production et publication par la CPS (Division ressources terrestres et POETCom) du <i>Pacific Regional Organic Policy Toolkit</i> (guide océanique pour l'élaboration des politiques relatives à l'agriculture biologique), outil régional d'accompagnement pour les pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise en œuvre de mesures de remédiation pour la santé des sols dans les atolls avec les agriculteurs et les partenaires locaux, en mettant l'accent sur certains nutriments et sur les techniques de compostage	Kiribati, Îles Marshall

# CHAPITRE 2

## AMÉLIORER LES FILIÈRES D'EXPORTATION VERS LES MARCHÉS ÉTRANGERS

En 2017, la CPS a fourni un appui scientifique et technique plurisectoriel aux pays océaniques afin qu'ils soient mieux armés pour accéder aux marchés étrangers. Des entreprises du secteur privé ont bénéficié d'une aide pour accéder aux marchés et la capacité des pays océaniques à se conformer aux normes de biosécurité et à exploiter des ports respectant les normes internationales s'est améliorée.

### Réalisations en chiffres

**2** ports, à Kiribati et aux Îles Marshall, signalent une réduction du temps de rotation des navires grâce à une amélioration de l'efficacité des opérations.



**7** pays océaniques

ont adopté des lois relatives à la biosécurité et ont bénéficié d'un appui pour se mettre en conformité avec les normes sanitaires et phytosanitaires régionales et internationales harmonisées, recouvrant notamment la législation sur la biosécurité.



**1** stratégie nationale

sur la biosécurité aquatique (Tonga) a été élaborée.

Première opération de surveillance des organismes nuisibles aux herbes aromatiques menée à Niue dans le cadre d'une demande aboutie d'accès au marché néo-zélandais pour des herbes aromatiques fraîches.



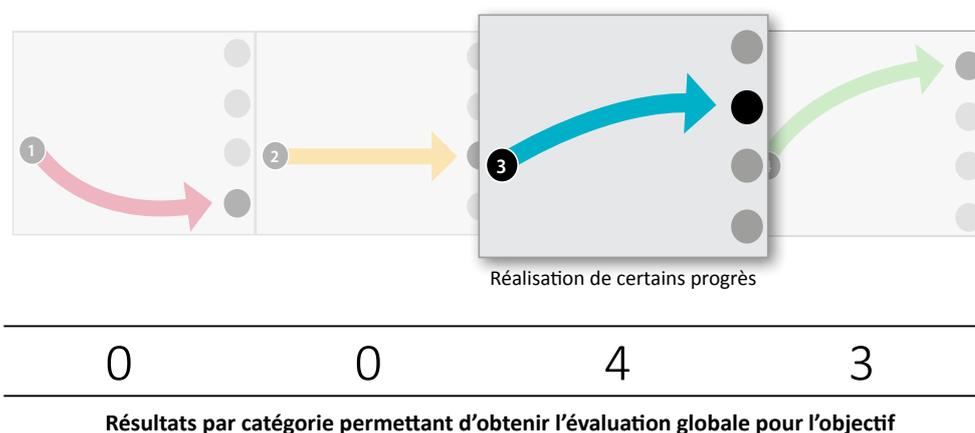
### CONTRIBUTION AUX ODD

Les principaux défis à relever dans ce domaine sont notamment les suivants :

- L'aquaculture est susceptible de contribuer positivement à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance en Océanie, mais le secteur est beaucoup moins développé que dans d'autres régions, comme l'Asie en particulier.
- Une meilleure intégration régionale de marchés actuellement dissociés le long de la chaîne de valeur du cocotier pourrait dynamiser ce secteur en Océanie.

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de certains progrès.



## Perspectives pour 2018

L'émergence de marchés à l'échelle mondiale pour tous les produits dérivés du cocotier et de l'huile de coco donne la possibilité à l'Océanie de tirer les enseignements de l'expérience de l'Asie en la matière afin d'améliorer la chaîne de valeur du cocotier dans la région. En 2018, la CPS financera des études spécifiques sur les débouchés potentiels de produits non traditionnels tels que l'huile de coco vierge, l'eau et la crème de coco, ainsi que les produits ligneux.

La CPS continuera à apporter son soutien dans les domaines suivants : recherche et vulgarisation, conseils sur les substitutions aux importations et sur les exportations de fruits et de légumes, accès à de nouveaux marchés à l'exportation et respect des normes de biosécurité par des agriculteurs des Fidji.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES HERBES AROMATIQUES DE NIUE OUVERTURE D'UNE FILIÈRE À L'EXPORTATION GRÂCE À UNE ASSISTANCE TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIOSÉCURITÉ



Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres, les partenaires et le secteur privé

Lorsqu'un producteur local d'herbes aromatiques a exprimé le souhait d'exporter sa production vers la Nouvelle-Zélande, les autorités de Niue ont sollicité l'assistance du Département biosécurité et facilitation du commerce de la Division ressources terrestres de la CPS.

La société *Niue Fresh* utilise un système hydroponique pour produire ses herbes aromatiques. Ce type de système est idéal pour Niue et est également susceptible de permettre de cultiver des légumes comme culture de rente et de produits à marché de niche sur les atolls aux sols peu fertiles.

Les équipes de la biosécurité, de la facilitation du commerce et de la protection des végétaux ont commencé à travailler avec leurs homologues de Niue pour réaliser la première opération locale de surveillance des organismes nuisibles aux herbes aromatiques. Les résultats ont été envoyés en Nouvelle-Zélande aux fins d'identification, ce qui a permis la mise à jour du profil de Niue dans la base de données des ravageurs et des maladies des plantes de la Division ressources terrestres. Cette démarche a permis de renforcer les capacités des homologues de Niue dans les domaines de la biosécurité et de la protection des végétaux, étape indispensable pour l'accès au marché néo-zélandais.

Le soutien apporté par la CPS au correspondant du service national de protection des végétaux de Niue (NPPO) ainsi qu'à la société exportatrice *Niue Fresh* se décline comme suit :

- Expertise, conseils et assistance techniques aux fins de préparation d'un rapport sur la demande d'accès au marché des herbes aromatiques, outil indispensable pour engager le dialogue avec la partie néo-zélandaise. Le rapport constitue la seule nouvelle demande d'accès au marché provenant de la région à avoir été acceptée par le ministère néo-zélandais des Industries primaires pour la période 2017-2018.
- Réalisation d'une étude spécifique sur les organismes nuisibles aux herbes aromatiques avec le soutien de l'organisme néo-zélandais Landcare Research.
- Compilation et évaluation des informations et des données avec la participation des acteurs locaux, de *Niue Fresh* et des autorités compétentes à Niue et en Nouvelle-Zélande.
- Évaluation des risques à partir de données sur la présence d'organismes nuisibles sur les herbes aromatiques à Niue et en Nouvelle-Zélande (Auckland).
- Examen du système d'importation et d'exportation et de la filière des herbes aromatiques de Niue.
- Formulation de recommandations relatives à l'installation de conditionnement.

L'enquête a mis en évidence la présence de 18 organismes nuisibles. Les dix variétés d'herbes cultivées pour l'exportation ont été qualifiées de « plantes-pièges » pour les ravageurs et il a été recommandé de pratiquer le compagnonnage (aneth et menthe, basilic et coriandre, par exemple) pour lutter contre les ravageurs et éviter le recours aux pesticides.

Après l'évaluation de l'installation de conditionnement, l'équipe de la CPS a recommandé l'adoption de protocoles plus stricts en matière de récolte et d'inspection, avec notamment l'installation de pièges collants pour détecter la présence d'insectes volants, l'inspection des cultures avant et pendant la récolte afin de détecter la présence éventuelle de ravageurs, et la fermeture des événements d'aération pour y empêcher leur entrée.

Grâce à l'assistance technique de la CPS, la société *Niue Fresh* (dont l'exemple sera peut-être suivi par d'autres producteurs d'herbes aromatiques locaux) a pu accéder au marché néo-zélandais après s'être mise en conformité avec les normes commerciales et de biosécurité applicables aux produits agricoles.

### Enseignements tirés

Le renforcement des capacités des partenaires locaux a constitué un élément central de l'assistance technique apportée à Niue. Les enseignements tirés de l'intervention réalisée à Niue sont susceptibles d'être appliqués lors de l'apport d'assistance et de conseils à d'autres pays membres dans les domaines de la biosécurité et de la protection des végétaux, et seront intégrés à la planification des services proposés par la Division ressources terrestres en 2018.

Le travail accompli à Niue a également mis en évidence la nécessité d'un accompagnement dans les domaines de la biosécurité, du commerce et de la protection des végétaux pour compléter des initiatives existantes en matière d'accès aux marchés, telles que le Projet sur l'accès aux marchés des produits horticoles et agricoles du Pacifique (PHAMA) financé par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce. Les petits pays océaniques n'ayant souvent pas la capacité de réaliser des enquêtes sur les ravageurs et d'en analyser les résultats, le recours à l'expertise scientifique et technique de la CPS dans ce domaine doit être considéré comme une démarche préliminaire pour les pays souhaitant accéder aux marchés internationaux.

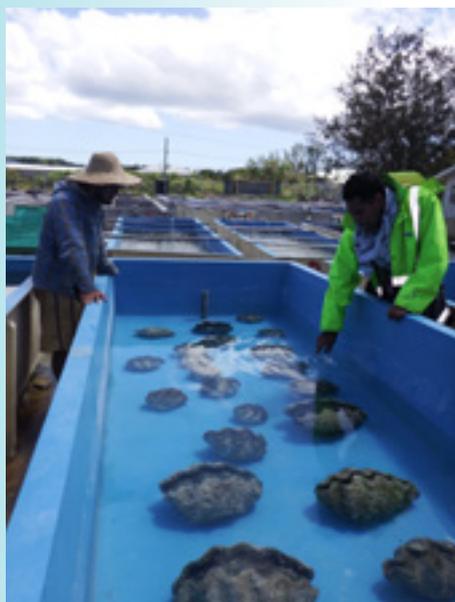
## LA BIOSÉCURITÉ AQUATIQUE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS, DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA CRÉATION DE REVENUS



Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres

L'aquaculture est probablement le secteur de production alimentaire qui affiche la croissance la plus rapide au monde, assurant près de 50 % de l'offre de poissons destinés à la consommation<sup>6</sup>. Elle revêt une importance particulière dans les régions où le poisson constitue la principale source de protéines animales.

En Océanie, l'importance commerciale du secteur est actuellement très limitée ; c'est ainsi qu'il représentait à peine 3 % de la production totale de l'Asie-Pacifique en 2014. Toujours en 2014, la production aquacole océanienne correspondait à environ 3,6 % de la valeur totale de la production halieutique de la région<sup>7</sup>. Aux Philippines en revanche, la même année, l'aquaculture représentait 39 % de la production halieutique totale<sup>8</sup>.



Écloserie de bénitiers aux Tonga.



Perliculture aux Tonga.

Photos : Poasi Fale

C'est dans ce contexte que la CPS a lancé en 2016 un projet quinquennal visant à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir la croissance économique en développant l'aquaculture. Le projet comporte un volet relatif à la biosécurité aquatique englobant un ensemble de protocoles et de mesures normalisés visant à réduire au minimum les risques biologiques associés aux environnements aquatiques, à savoir les maladies, les organismes nuisibles et les espèces envahissantes. Au travers d'actions de développement des compétences, de mentorat et de transfert de technologies, la CPS renforce les compétences nationales des pouvoirs publics, des pisciculteurs et des entreprises pour améliorer la gestion sanitaire et la biosécurité des animaux aquatiques et respecter les normes commerciales internationales, dans le but de garantir la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire et la création de revenus.

Les Tonga sont l'un des 12 pays océaniques à avoir sollicité l'assistance technique de la CPS en matière de biosécurité aquatique en 2017. L'aquaculture tongienne est en pleine expansion et va devenir une activité commerciale de premier plan pour les communautés locales. On la considère à la fois comme une occupation rémunératrice et comme un moyen de faire baisser la pression de pêche sur les stocks de poissons sauvages. Les Tonga sont dotés

<sup>6</sup> <http://www.fao.org/fishery/aquaculture/fr>

<sup>7</sup> Voir *FAO Fisheries and Aquaculture Circular N°1135/5*.

<sup>8</sup> Voir *Philippines Fisheries Profile 2014*.

d'un cadre réglementaire très complet en matière de biosécurité aquatique et de biosécurité en général. Toutefois, une évaluation de l'état de la biosécurité aquatique réalisée par le ministère tongien des Pêches et la CPS a mis en évidence des carences et des besoins majeurs dans les domaines suivants : gestion de la santé des animaux, directives sur les règles à respecter en matière d'importation et d'exportation, laboratoires et installations de quarantaine, et renforcement des capacités.

Après une consultation nationale des parties prenantes sur l'état de la biosécurité aquatique, deux agents du service national des pêches ont été détachés auprès de l'équipe aquaculture de la CPS en 2017 pour participer à la mise au point de la Stratégie nationale des Tonga sur la biosécurité aquatique. Parachevé et entériné par le ministère des Pêches à la fin de l'année 2017, ce document définit un plan de travail précis traitant de la gestion de la santé des espèces aquatiques, de l'élaboration et de l'application de règles s'appliquant aux importations et aux exportations, de l'amélioration des pratiques de biosécurité sur les exploitations, de la mise à jour du cadre réglementaire national sur la biosécurité aquatique, et de l'élaboration d'un « plan d'urgence » en cas d'épidémie de maladies aquatiques.

## Enseignements tirés

S'il est trop tôt pour tirer des enseignements approfondis du projet mené aux Tonga, l'expérience acquise par la CPS lui sera fort utile lorsqu'elle réalisera des interventions analogues dans d'autres pays membres. Le projet a montré à quel point il est important de consulter divers organismes publics et les autres parties prenantes pour que les besoins et les priorités du plan soient fondés sur la réalité du terrain. La CPS a également acquis une meilleure perception des domaines où il convient de renforcer les capacités en priorité pour accompagner la gestion et le développement de l'aquaculture aux Tonga et dans d'autres pays océaniques.

L'assistance apportée par la CPS à ce jour se décline comme suit : état des lieux de la biosécurité aquatique, accompagnement de l'élaboration d'un plan de biosécurité aquatique, renforcement des capacités (planification de la biosécurité aquatique, maladies parasitaires, diagnostic des maladies de la crevette, santé animale, analyse des risques à l'importation, protocoles et opérations de quarantaine, planification des situations d'urgence, écloséries de type hapa, gestion de l'élevage en cages, etc.), dépistage des maladies, élaboration de manuels sur la production et soutien au regroupement des élevages. Ces activités sont susceptibles de bénéficier aux agents des services des pêches et aux éleveurs des Îles Cook, des Fidji, des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie, de Nouvelle-Calédonie, de Palau, de Polynésie française, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu.

À l'avenir, la mise en œuvre de plans de biosécurité aquatique, indispensables pour la mise en conformité avec les normes du commerce international et l'amélioration des retombées socioéconomiques du développement de l'aquaculture, passera, pour la plupart des pays océaniques concernés, par la réalisation d'investissements substantiels aussi bien dans des équipements de laboratoire de base, pour le diagnostic des maladies aquatiques, que dans des installations de quarantaine et des systèmes d'élevage. Il faudra également sensibiliser les décideurs et le grand public au sujet de l'importance de la biosécurité aquatique. La mise en œuvre des plans bénéficiera du soutien technique de la CPS dans certains domaines, mais nécessitera également l'engagement de ressources et de moyens techniques de la part des pays membres et de leurs partenaires du développement.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



### Développement des connaissances, notamment réunions et évaluations (10 exemples)

#### Progrès accomplis en 2017

#### Pays

Développement des connaissances grâce à la réalisation de 5 audits initiaux et de 4 audits de suivi sur des installations portuaires	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Niue, Îles Salomon, Tonga
Réalisation d'une prospection de délimitation aux fins de détection d'organismes nuisibles aux herbes aromatiques et établissement pour Niue d'un rapport exhaustif de demande d'accès au marché pour plusieurs herbes aromatiques conformément aux prescriptions du ministère néo-zélandais des Industries primaires	Niue

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques



Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale sur la biosécurité aquatique	Tonga
Adoption dans 7 pays océaniques de lois relatives à la biosécurité et apport d'un soutien pour la mise en conformité avec les normes sanitaires et phytosanitaires régionales et internationales harmonisées, recouvrant notamment la législation sur la biosécurité	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Utilisation des données fournies par la CPS lors de la prise de décision s'agissant de l'accès au marché néo-zélandais pour des herbes aromatiques	Niue
La POETCom continue à renforcer les capacités d'entreprises privées et de structures communautaires (Plantation Ranadi aux Fidji, MIOFA aux Îles Marshall) afin qu'elles remplissent les conditions nécessaires à une certification <i>Bio Pasifika</i>	Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue

## IMPACT – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'incidence de la CPS dans la réalisation des objectifs de développement des États et Territoires insulaires océaniques



Signalement par les ports de Kiribati et des Îles Marshall d'une réduction du temps de rotation des navires grâce à une amélioration de l'efficacité des opérations	Kiribati, Îles Marshall
---	-------------------------

# CHAPITRE 3

## RENFORCER LA VIABILITÉ DES SYSTÈMES DE TRANSPORT ET LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

La CPS s'est employée à renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique en fournissant des conseils et des prestations techniques, juridiques et stratégiques visant à promouvoir des services fiables, économiques, sûrs et propres dans les secteurs des transports et de l'énergie. Dans le secteur des transports, l'accent a été mis sur l'efficacité énergétique et la sécurité en mer, avec notamment l'initiative des « ports verts ». Dans le secteur de l'énergie, la priorité a été le renforcement des capacités en matière de solutions énergétiques bas carbone pour atténuer les effets du changement climatique. Dans les deux secteurs, la gouvernance et la coordination à l'échelon régional ont été au cœur des interventions de la CPS.

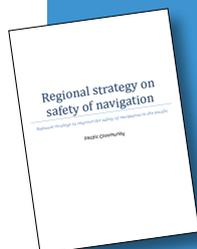
### Réalisations en chiffres

**1** Centre de coopération de technologie maritime mis en place avec succès et inauguré à Suva pour servir la région.



**16** actions de sensibilisation

menées, via la production de rapports nationaux de sensibilisation aux systèmes d'étiquetage énergétiques et de rapports nationaux sur les indicateurs concernant l'homologation des produits.



**1** stratégie régionale sur la sécurité de la navigation adoptée aux Tonga à l'occasion de la Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports.

**2** lois sur les normes minimales de performance énergétique et l'étiquetage énergétique – projet de loi présenté au Parlement au Samoa, loi adoptée aux Îles Salomon.

**400** systèmes photovoltaïques individuels installés.



**1** plan national de recherche et de sauvetage établi à Nauru, pour présentation au Comité national de recherche et de sauvetage.



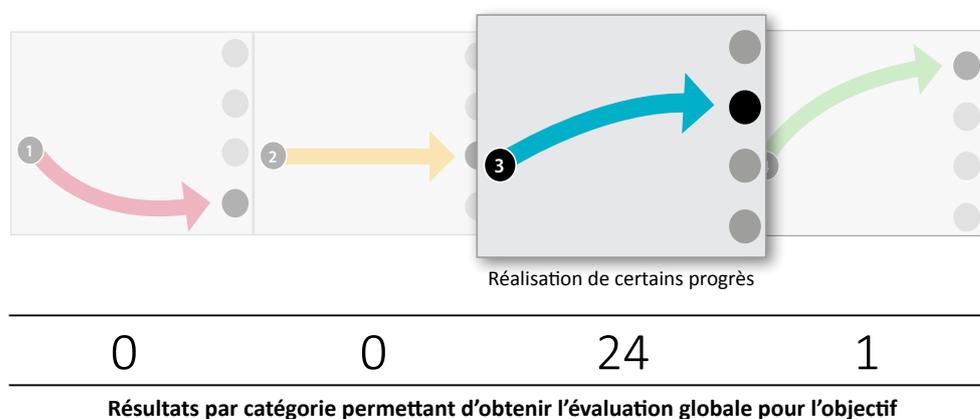
CONTRIBUTION AUX ODD

## Principaux défis à relever dans ce domaine

- En Océanie, les importations de biens et de services correspondent à 67 % du PIB, contre une moyenne mondiale de 30 %. Ces biens sont le plus souvent transportés par bateau et transitent par les ports.
- Le transport maritime constitue souvent le seul mode d'accès aux îles périphériques.

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de certains progrès.



## Perspectives pour 2018

La CPS va continuer à :

- axer ses interventions sur l'efficacité énergétique dans le transport maritime, la sécurité en mer, les « ports verts » et les délimitations maritimes ; les services d'observation et de prévision sur les océans et les littoraux ; le renforcement des capacités en matière de solutions énergétiques bas carbone pour atténuer les effets du changement climatique ; et la conclusion de partenariats public-privé dans le domaine des énergies renouvelables, dont la géothermie ;
- promouvoir les investissements du secteur privé et les partenariats public-privé dans des domaines tels que le photovoltaïque où les acteurs sont nombreux et le marché prêt à recevoir des investissements privés.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## AMÉLIORATION DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE EN OCÉANIE



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

Entre 2015 et 2017, 1 076 opérations de recherche et de sauvetage ont été signalées dans les pays suivants : Îles Cook, Guam, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Tuvalu. Ces incidents ont concerné, dans bien des cas, des pêcheurs ou des personnes circulant entre des îles périphériques sur des embarcations à moteur hors-bord. Victimes d'erreurs dans le calcul des marées, d'ondes de tempête ou de problèmes techniques, ces bateaux ont parfois dérivé pendant des heures, des journées, voire des semaines entières.

La superficie océanique relevant de chaque pays et les ressources très limitées disponibles pour intervenir en cas de catastrophe naturelle ou d'incident maritime compliquent grandement la recherche et le sauvetage en Océanie. Il est difficile de surveiller les petites embarcations qui dérivent souvent au-delà des limites maritimes, ce qui complique encore davantage les opérations de sauvetage mises en œuvre par les pays océaniques.

Le droit international et la morale imposent de porter secours aux personnes en détresse en mer. Les océans sont divisés en régions de recherche et de sauvetage au sein desquelles les nations maritimes compétentes sont tenues de fournir des services harmonisés et normalisés en la matière. Si certains pays océaniques, tels que les Fidji, Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon, sont responsables de vastes régions de recherche et de sauvetage, d'autres se trouvent dans les régions relevant de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande ou des États-Unis d'Amérique. Quoi qu'il en soit, tous les pays sont tenus de fournir ou de coordonner des services de recherche et de sauvetage avec leurs voisins. C'est pour faciliter ce processus que la CPS a élaboré le dispositif technique régional de coopération en matière de recherche et de sauvetage en mer (Dispositif SAR), dont elle est dépositaire.

En mai 2017, neuf pays océaniques ont signé le Dispositif SAR à l'occasion du septième atelier régional sur la recherche et le sauvetage organisé à Auckland (Nouvelle-Zélande). Ce dispositif contribuera à améliorer les opérations de recherche et de sauvetage à l'échelle régionale. L'adoption de cet outil marque une réussite notable depuis l'organisation du tout premier atelier régional en 2005 ; c'est le résultat d'une collaboration et d'une coordination régionales soutenues par la CPS et le Comité de pilotage océanien sur la recherche et le sauvetage mis en place par l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

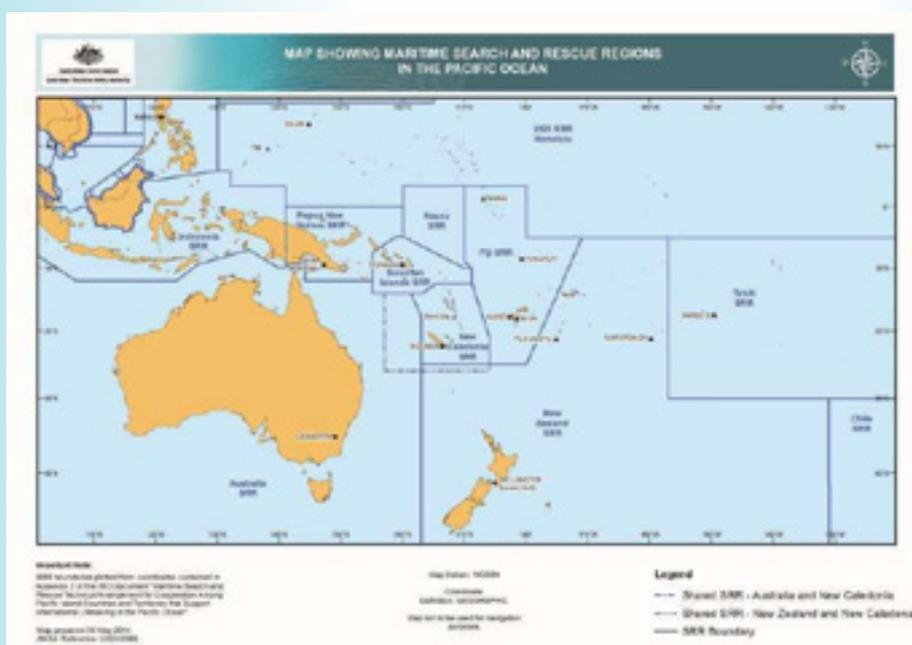


Figure 3.1 : Régions maritimes de recherche et de sauvetage dans l'océan Pacifique.

« En tant que signataires du dispositif, nous avons l'intention, lorsque nous serons informés de la survenue d'un incident maritime et de personnes en détresse dans notre zone géographique de responsabilité en matière de recherche et de sauvetage, de prendre des mesures d'urgence pour apporter notre aide, quels que soient la nationalité, le statut ou les circonstances dans lesquelles se trouvent ces personnes. »

Maara Tevata,  
**Directeur des services de police des Îles Cook**

## LES PORTS VERTS OCÉANIENS



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

Les ports maritimes océaniques sont les points d'accès aux marchés mondiaux et tiennent lieu de centres de recouvrement des taxes sur les importations et d'autres droits. Les installations portuaires constituent donc un élément central de l'infrastructure économique des pays océaniques.

Leur développement doit prendre en compte les concepts d'efficacité et de durabilité énergétiques, les menaces liées au changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, la résilience face à ces risques, ainsi que les impacts environnementaux. Reconnaissant la nécessité d'intégrer ces intérêts nationaux, régionaux et internationaux, la CPS apporte des conseils et une assistance techniques aux pays membres dans le cadre de l'initiative des « ports verts », dont le but est de créer les conditions favorables à l'amélioration de l'efficacité des opérations portuaires et de la consommation énergétique, ainsi qu'à la réduction des effets sur l'environnement.

La CPS a accompagné certains ports de la région dans la réalisation d'audits énergétiques et la mise en place de mesures de gestion et d'économie d'énergie. Les ports en question montrent l'exemple en prouvant qu'ils peuvent contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En 2017, un audit commandé avec l'assistance de la CPS a conclu que les installations portuaires d'Honiara (Îles Salomon) avaient consommé 800 000 kWh d'électricité, 250 000 litres de fioul et 12 000 litres d'essence pour l'année 2016/2017, ce qui correspond à 1 400 tonnes de gaz à effet de serre (équivalent CO<sup>2</sup>) pour un coût de 5,9 millions de dollars salomonais. Ces sommes représentent une large part des coûts d'exploitation, qui sont répercutés sur les usagers du port. Face à la nécessité de réagir devant l'augmentation des coûts des échanges et de l'exploitation, l'Autorité portuaire des Îles Salomon (SIPA) a sollicité l'assistance et les conseils techniques de la CPS pour améliorer l'efficacité des ports d'Honiara et de Noro.

La CPS a accompagné la mise au point d'une politique et d'un plan de gestion énergétiques et formulé un certain nombre de recommandations pour la réalisation d'économies d'énergie, parmi lesquelles : l'installation d'un système manuel de contrôle de l'éclairage du port, le passage à l'éclairage à LED dans les zones d'exploitation et dans les bureaux, l'installation de panneaux solaires sur les toits, la réalisation d'un programme de formation à destination des chauffeurs incluant l'installation de débitmètres de carburant, la rationalisation des déplacements des véhicules dans la zone d'exploitation, la modification des modes de transport et l'installation de détecteurs d'occupation sur les systèmes d'éclairage intérieur.

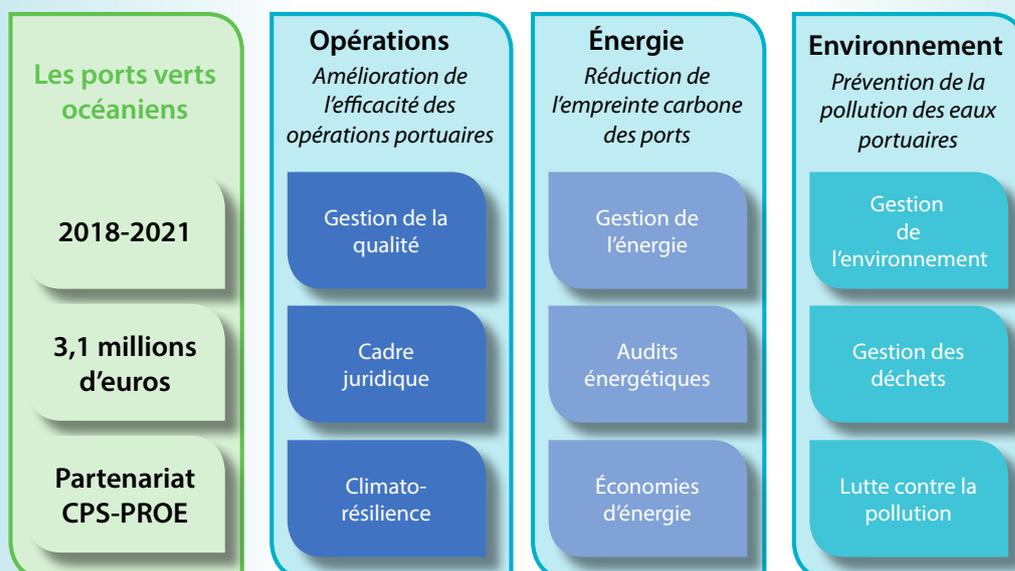


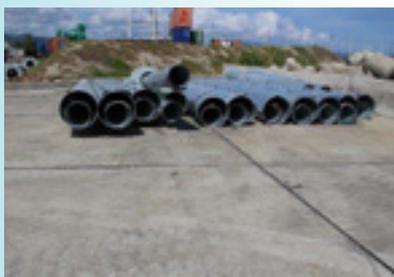
Figure 3.2 : Le concept des ports océaniques verts de la CPS.

## Enseignements tirés

La SIPA a décidé de mettre en œuvre les recommandations de la CPS, à commencer par l’extinction manuelle de l’éclairage sur le nouveau quai lorsqu’aucun bateau n’y est amarré et de celui de la zone d’exploitation lorsqu’elle n’est pas en service. En septembre, la SIPA a annoncé avoir réalisé une économie de 40 358,20 dollars salomonais par rapport au mois précédent, ce qui correspond à une économie d’électricité de 7 800 kWh et à une réduction de 6,7 tonnes des émissions de gaz à effet de serre. Lors de la conférence de 2017 du Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique), le Directeur général de la SIPA, Eranda Kotelawala, a mis en avant les retombées positives de l’assistance de la CPS en matière de gestion énergétique et a confirmé que d’autres projets d’économie d’énergie étaient mis en œuvre.

La SIPA a franchi... *« une étape cruciale grâce à l’audit sur la gestion énergétique réalisé par le truchement de la CPS. Les conclusions de cet audit ont ouvert la voie à des changements et des résultats positifs »*. – Hugo John Baulo, Directeur de l’exploitation et des transports maritimes de la SIPA

Sur la scène politique internationale, les dirigeants océaniques exhortent les grands pays à renforcer leur engagement en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des effets du changement climatique. L’initiative des ports verts et l’amélioration de la gestion énergétique sont l’occasion pour l’Océanie de montrer l’exemple.



Modernisation de l’éclairage du port d’Honiara pour réduire la consommation énergétique.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances, notamment conseil, examen, analyse, audit (12 exemples)</b>	
Examen des carences du secteur de l'énergie afin de détecter les domaines à renforcer	Kiribati, Niue, Tuvalu
Conseils techniques relatifs à la réalisation d'une analyse des carences aux fins d'élaborer un projet de loi sur l'énergie	Kiribati, Tuvalu
Réalisation d'audits de conformité visant à garantir le respect de normes minimales par les organismes maritimes nationaux : audit de l'autorité maritime désignée, audit ISPS (Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires), audit STCW (normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille) pour les administrations maritimes et les établissements de formation aux métiers de la mer	Kiribati, Nauru, Niue, Tuvalu
Mise en place et ouverture du Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique à Suva pour accompagner les pays de la région	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Audit de plusieurs procédures opératoires normalisées en 2017	Îles Salomon, Vanuatu
<b>Renforcement des systèmes, notamment conception de programmes (1 exemple)</b>	
Couplage de l'Observatoire océanique de l'énergie au Portail océanique sur le changement climatique pour la concordance des informations figurant sur les deux portails	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Fourniture de biens (400)</b>	
Installation de 400 systèmes photovoltaïques individuels dans le cadre de 5 projets gérés par la CPS	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Organisation de réunions (3 exemples)</b>	
Réunion du groupe de travail spécial sur le pétrole en octobre à Suva (Fidji)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Atelier régional sur les produits pétroliers en mars	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Atelier régional sur la gestion énergétique des installations portuaires	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Actions de sensibilisation (16 exemples)</b>	
Parachèvement et distribution de rapports nationaux sur le niveau de sensibilisation aux systèmes d'étiquetage énergétique dans 10 pays océaniques	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Parachèvement et distribution de rapports nationaux sur les indicateurs concernant l'homologation des produits dans 6 pays océaniques	Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le Développement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances (4 exemples)</b>	
Participation de l'Océanie aux efforts déployés à l'échelon international pour améliorer l'efficacité énergétique des installations portuaires	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement des capacités des personnes-ressources du pays en matière d'hydrographie avec notamment la remise d'un ordinateur portable pour les levés hydrographiques à la personne-ressource de Tuvalu	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu

## CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer les convictions, les opinions, les motivations et les intentions dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Participation active (3 exemples)</b>	
Demande active de conseils et d'assistance de la part des pays en vue de l'actualisation de législations et de normes maritimes spécifiques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Consultation avec les ministères ou les parlementaires au sujet des lois sur les normes minimales de performance énergétique et l'étiquetage énergétique	Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
Adoption de lois sur les normes minimales de performance énergétique et l'étiquetage énergétique	Îles Salomon
Présentation au Parlement de lois sur les normes minimales de performance énergétique et l'étiquetage énergétique	Samoa
Actualisation de la loi sur les transports maritimes (chap. 53) et examen des carences de la réglementation	Îles Salomon
Préparation d'un plan national sur la recherche et le sauvetage pour présentation au Comité national de recherche et de sauvetage	Nauru
Préparation d'un audit IMSAS (Programme obligatoire d'audit des États Membres de l'OMI)	Samoa
Élaboration de la Stratégie régionale pour la sécurité de la navigation adoptée aux Tonga à l'occasion de la Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Utilisation de données de l'Observatoire océanique de l'énergie pour l'élaboration de la Feuille de route intégrée sur l'énergie - volets relatifs à l'efficacité énergétique	Kiribati
Soutien au titre des contributions prévues déterminées au niveau national. Transmission de données au titre du Cadre de suivi mondial actuellement appliqué, les données d'accès ayant été fournies à l'équipe de la Banque mondiale	Niue
Après la tenue de l'atelier régional sur les produits pétroliers et de la Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports, un groupe de travail a été constitué pour bâtir des réseaux et animer la réflexion autour des enjeux intéressant le secteur pétrolier dans la région. Le groupe de travail s'est réuni pour définir les modalités possibles de ses interventions.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)



Formation d'agents recenseurs, à Port-Vila, en vue du mini recensement 2016 de Vanuatu.

# CHAPITRE 4

## RENFORCER L'ACCÈS AUX STATISTIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LEUR MISE À PROFIT POUR ÉTAYER LES POLITIQUES ET SUIVRE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS

Compte tenu de la demande accrue en statistiques (au titre du suivi des ODD, par exemple) et de la nécessité d'accroître la diffusion et l'exploitation des données statistiques, la CPS a fait en 2017 le bilan du soutien technique qu'elle apporte au secteur dans la région.

Pour améliorer les systèmes existants, et notamment la diffusion et l'accessibilité des données, la Division statistique pour le développement a réalisé une enquête auprès des usagers dans le but de mieux connaître les produits et les données dont ils ont besoin, la manière dont ils cherchent les données, ainsi que leurs autres exigences de nature générale (voir ci-dessous la rubrique Zoom sur les réalisations).

### Réalisations en chiffres

**89 %** des personnes ayant répondu à l'enquête menée auprès des utilisateurs de statistiques estiment que la Division statistique pour le développement doit jouer le rôle d'intermédiaire de référence dans la diffusion des statistiques officielles en Océanie.



### 12 exemples de changement de pratiques

L'atelier régional océanien sur les ODD a débouché sur l'adoption de **119 indicateurs**, et le groupe de travail technique du Groupe régional sur les ODD a présenté des informations sur la disponibilité de données de référence au titre des ODD.



### 1 rapport sur les statistiques de l'état civil,

comprenant des statistiques démographiques ventilées par âge et sexe notamment, a été établi pour Tuvalu.



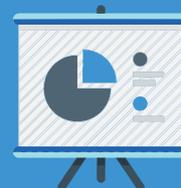
### 1 recensement, le recensement 2017 de la population et des logements

de Niue a été réalisé, les jeux de données définitifs ayant été produits par Niue.

### 1 indice des prix à la consommation (IPC) a été publié.

### 1 registre statistique des entreprises a été établi

aux Samoa américaines dans le cadre d'une coopération Sud-Sud avec les Fidji.



**1 rapport relatif à un recensement**, le recensement 2016 de la population et des logements des Tonga (volume 1), a été publié en 2017.



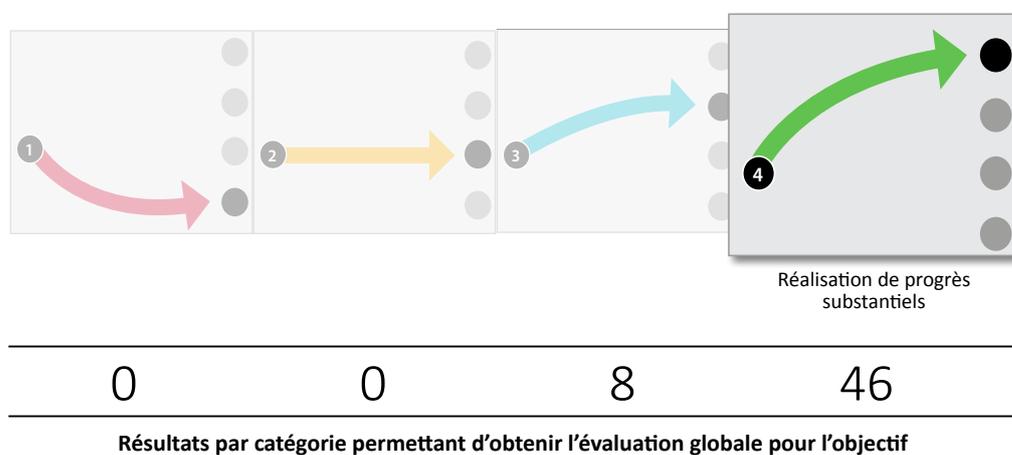
## CONTRIBUTION AUX ODD

## Principaux défis à relever dans ce domaine

- On assiste, dans les pays océaniques, à une rapide augmentation de la demande en données statistiques pour servir de base à l'affectation des ressources et à la prise de décisions stratégiques.
- Confrontée à une forte demande, mais dotée de ressources limitées, la CPS doit déterminer la meilleure façon de contribuer à la production, à l'analyse et à la diffusion rapides de statistiques.

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de progrès substantiels.



## Perspectives pour 2018

La CPS va continuer à :

- mettre l'accent sur l'optimisation de la diffusion des données auprès des États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que sur le renforcement des démarches d'intégration et d'analyse des données pour améliorer l'élaboration des stratégies dans des secteurs divers, ainsi qu'au sein des programmes de la CPS ;
- apporter, en tant que chef de file et coordonnatrice à l'échelon régional, un soutien critique aux membres pour ce qui concerne les méthodes et la normalisation de la collecte de données, même si la Division statistique pour le développement va réduire son appui direct à la collecte de statistiques dans les pays dont les capacités sont suffisantes.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## DIFFUSION DES DONNÉES CENTRÉES SUR L'UTILISATEUR



Coordination et diffusion des données régionales

Le volume des données et indicateurs statistiques recueillis dans les pays océaniques est considérable. Ces données proviennent des recensements de la population et des logements, des recensements agricoles, des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, des enquêtes démographiques et sanitaires, et de diverses sources administratives telles que les registres des naissances et des décès et les formulaires remplis par les voyageurs à leur entrée et à leur sortie du pays. On les trouve également dans des rapports, des supports infographiques, des fiches d'information et d'autres publications. Ces informations doivent être diffusées dans un format exploitable par les décideurs souhaitant disposer de données factuelles.

La demande en statistiques s'est accrue au cours de la deuxième phase de la Stratégie décennale océanique sur la statistique 2010-2020, qui constitue le cadre régional de développement du secteur. Or, en dépit de cette forte demande, le recours aux statistiques dans la prise de décision reste encore insuffisant.

*« Actuellement, la demande émane pour l'essentiel d'intervenants extérieurs et les données sont peu exploitées dans le cadre de la planification et de la prise de décision à l'échelon national. En suscitant une prise de conscience sur l'importance des statistiques et en formant les fonctionnaires à la production et à l'exploitation des données, on devrait parvenir à une compréhension plus fine des besoins nationaux en la matière et à une meilleure application des informations statistiques dans la définition des politiques et des programmes. »* Évaluation à mi-parcours de la Stratégie décennale océanique sur la statistique (septembre 2017).

Dans le cadre de la Stratégie décennale et de ses propres interventions, la CPS a aidé les pays océaniques à doter leurs services nationaux de la statistique de sites Internet leur permettant de partager les données et les rapports qu'ils détiennent. L'Organisation a également créé une base de données régionale des indicateurs minima du développement national, donnant accès aux indicateurs essentiels harmonisés, à l'application de cartographie en ligne PopGIS et à un ensemble d'autres produits et services disponibles sur Internet.

Pour améliorer ces systèmes et définir ses domaines d'intervention prioritaires, la CPS a souhaité comprendre la nature des produits et des données recherchés par les utilisateurs.

En coopération avec le Service national de la statistique néo-zélandais, Stats NZ, et avec une aide financière du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, la CPS a réalisé en septembre et octobre 2017 une enquête auprès des utilisateurs de données. Les 69 personnes ayant répondu à l'enquête entrent dans les catégories suivantes :

- Océaniques : 68 %
- Conseillers/spécialistes : 35 %
- Responsables de division/département au sein d'organisations régionales, d'organismes publics, etc. : 14 %
- Organismes d'aide au développement : 38 %
- Services de la statistique : 19 %
- Universités et autres établissements de recherche : 19 %.

Pour 89 % des personnes interrogées, la CPS doit jouer un rôle d'intermédiaire de référence dans la diffusion des statistiques officielles en Océanie. L'enquête met également en évidence les améliorations pouvant être apportées aux produits proposés en ligne par la CPS. On note ainsi l'observation suivante d'un utilisateur : « Il faut que j'apprenne à m'y retrouver [sur les sites de la CPS] et je ne les consulte pas assez souvent ».

On a demandé aux utilisateurs de classer par ordre de préférence les produits diffusés par la CPS. Leurs réponses ont été pondérées (3 points pour le premier choix, 2 points pour le deuxième et 1 point pour le troisième) afin de produire le graphique ci-dessous :

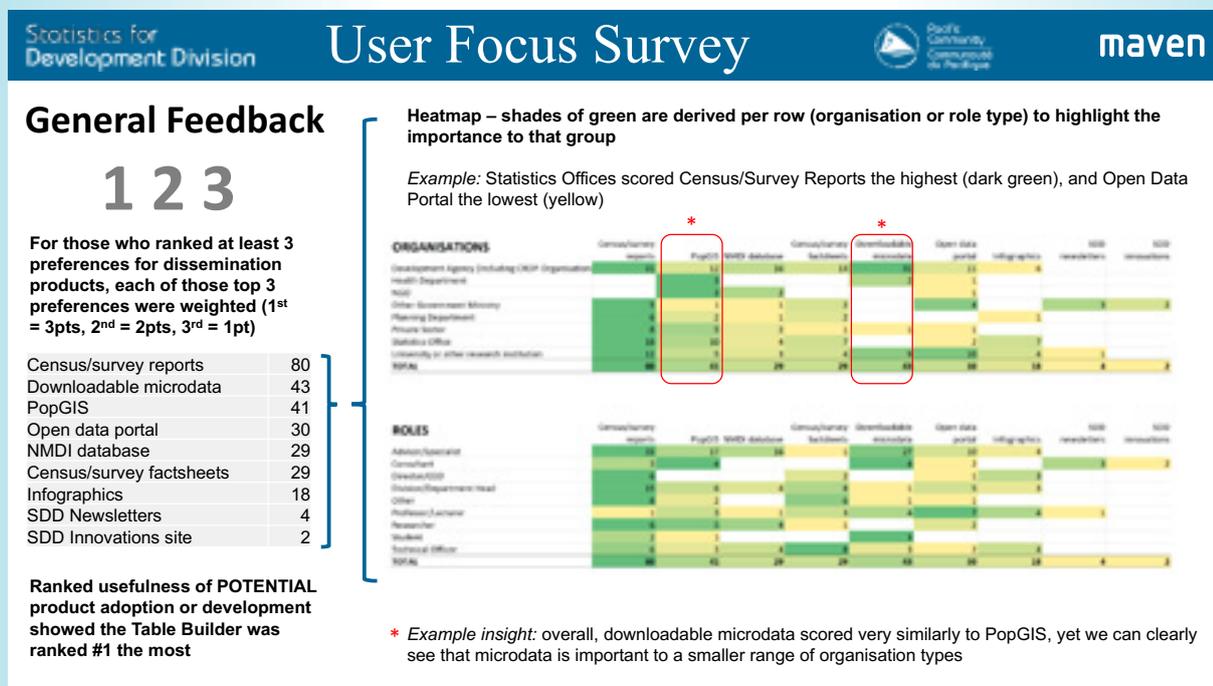
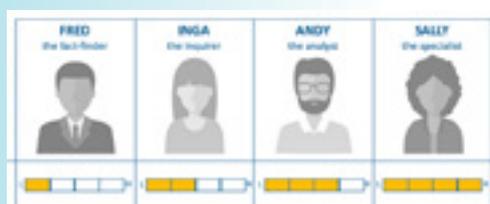


Figure 4.1 : Classement des produits statistiques diffusés réalisé à partir des résultats d'une enquête auprès des utilisateurs (ventilés par type d'organisation et par fonction).

Il est intéressant, mais surprenant, de constater que les rapports des recensements et des enquêtes arrivent largement en tête, devant le logiciel PopGIS et les microdonnées téléchargeables. PopGIS est utilisé par un large éventail d'utilisateurs occupant des fonctions variées, alors que les microdonnées intéressent un groupe bien spécifique de professionnels.

Quatre profils d'utilisateurs types ont été définis à partir des résultats de l'enquête, et des entretiens téléphoniques menés avec 14 participants dans le but de mieux comprendre comment ils procèdent à la recherche de données et de documents, sous quel format, et comment ils les utilisent.



« Fred » le traqueur de données factuelles : Représente la catégorie des concepteurs de stratégies, des acteurs influents et des décideurs. Fred utilise les statistiques pour préparer des rapports, des exposés, des dossiers d'analyse et des projets, et a donc besoin d'avoir une vision d'ensemble, de macrodonnées telles que les données clés sur les pays, la population, les régions, les indicateurs sectoriels et les données de référence.

« Inga » l'investigatrice : Représente les organismes publics ou d'autres parties prenantes (ONG, bailleurs, responsables de l'information, etc.) ayant besoin d'indicateurs généraux et de données déjà agrégées, tout en s'intéressant aux tendances temporelles, aux statistiques sectorielles et aux cartes SIG, pour préparer des rapports, des dossiers d'analyse, des projets, des exposés et des ateliers.

Cette enquête a livré à la CPS de précieux enseignements sur le comportement et les besoins de ces deux types d'utilisateurs, et lui permettra d'adapter et d'améliorer ses produits et ses services afin de répondre auxdits besoins et de stimuler le recours aux statistiques lors de la prise de décision.

« Andy » l'analyste : Représente les chercheurs, les producteurs de statistiques officielles, les divisions de la CPS, les universités, les analystes stratégiques et les universitaires. Les utilisateurs de ce type ont fréquemment recours aux statistiques, ont besoin de données infranationales et de jeux de données historiques, réalisent des analyses plus complexes et se font souvent les champions de l'emploi des statistiques. Ils sont sensibles à la qualité et à

*l'exhaustivité des données auxquelles ils ont recours pour élaborer des politiques et établir des rapports, ou qu'ils diffusent et transmettent à des tiers.*

« **Sally** » la spécialiste : Représente les statisticiens, les experts et les chercheurs des services nationaux de la statistique qui exigent des données de qualité, en testent la validité, ont besoin de microdonnées et de portails de données ouvertes pour développer des modèles, intègrent les données dans des systèmes et diffusent les statistiques.

*C'est à ces deux types d'utilisateurs que s'adressent traditionnellement les produits diffusés par la CPS. Les efforts d'amélioration des produits et des services seront axés sur la rapidité de la publication des statistiques, ainsi que sur le renforcement de la qualité et de l'utilisation des données grâce à une communication améliorée et à des sites Internet conviviaux.*

Les résultats de l'enquête réalisée par la CPS lui permettront d'affûter sa stratégie de diffusion des données et d'élaborer un plan d'action dans ce sens. La CPS fera également la promotion active de l'utilisation des statistiques en allant plus régulièrement au contact des utilisateurs océaniques, notamment lors de manifestations marquant la publication de certaines statistiques.

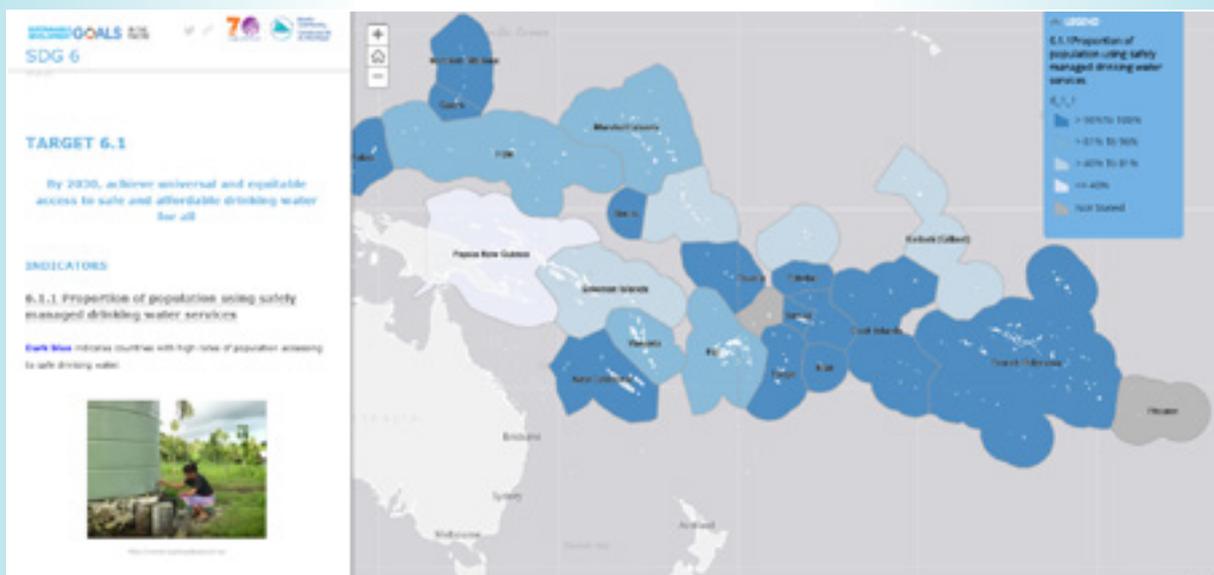


Figure 4.2 : Exemple de données diffusées par la CPS au titre de l'ODD 6 – Accès à une eau potable saine.

## La CPS et les Objectifs de développement durable



### Coordination et diffusion des données régionales

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 donne l'occasion à la CPS d'assister les services nationaux de la statistique des pays océaniques dans l'analyse et l'interprétation de leurs statistiques. La CPS est membre du Groupe régional océanique sur les ODD qui a établi la Feuille de route régionale pour un développement durable dans le but d'accompagner et de consolider les efforts déployés par la région au titre de la mise en œuvre et du suivi du Programme de développement à l'horizon 2030 et des ODD, de la Déclaration « Samoa, la Voie à suivre » et du Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique.

Dans le cadre de sa stratégie régionale de diffusion des données, la CPS travaille à la mise en place d'une plateforme en ligne sur laquelle seront publiés les indicateurs de développement durable des pays océaniques. Cet outil permettra d'alimenter plus rapidement d'autres bases de données régionales et internationales et dispositifs de reddition de compte, et évitera aux services nationaux de la statistique d'avoir à traiter de multiples demandes de données. Le Groupe régional océanique sur les ODD a défini un calendrier de compte rendu régional sur quatre ans, le Rapport 2018 sur le développement durable dans le Pacifique devant être le premier d'une série de quatre. La CPS jouera un rôle clé dans l'élaboration du rapport de 2018 pour lequel elle procédera à la compilation des données, à l'analyse et à l'interprétation des tendances, ainsi qu'à la formulation de commentaires sur les difficultés ayant trait aux données.

## DONNER AUX PARTENAIRES LOCAUX LES MOYENS D'EXPLOITER PLEINEMENT LES STATISTIQUES SEXOSPÉCIFIQUES AUX ÎLES MARSHALL



Genre – coordination et diffusion des données régionales

Si la volonté politique de promouvoir l'égalité des sexes progresse depuis quelques années en Océanie, elle ne s'est pas encore traduite par l'adoption de stratégies nationales tenant compte des sexospécificités ni par l'allocation de moyens suffisants dans ce domaine. Cette absence de progrès s'explique en partie par la capacité limitée des pouvoirs publics à intégrer la dimension de genre et à suivre l'évolution de la situation à l'aide de statistiques pertinentes.

Le projet quinquennal intitulé « *Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques* », ou projet PGEP, qui a débuté en 2013, s'attaque au manque de capacités en matière d'approche intégrée du genre et de statistiques liées au genre dans 14 pays membres. Il a pour objectif d'apporter une assistance dans la durée à des agents des administrations publiques, sur leur lieu de travail, afin de renforcer leurs compétences relatives à la dimension de genre dans le cadre de leurs activités habituelles. Le bilan à mi-parcours réalisé en 2017 a souligné la contribution positive du projet à l'évaluation des besoins post-catastrophe réalisée aux Îles Marshall.

**« [La Conseillère en statistiques sexospécifiques ne s'est pas contentée de réunir des données. Elle a également encouragé et motivé toutes les femmes du bureau, en leur montrant tout ce qu'il était possible d'accomplir en très peu de temps. Ces interactions et cette mise en pratique ont vraiment été bénéfiques. Ce n'était pas un travail austère, chacune à son poste, mais un véritable travail d'équipe, toujours dans la bonne humeur. Selon moi, c'est ce qui a permis d'instaurer un climat de confiance. Il me semble que c'est là une bonne manière de procéder pour la CPS. »**

Molly Helkena, Sous-secrétaire,  
ministère des Affaires intérieures et  
de la Culture

En 2016, l'assistance de la CPS a été sollicitée pour intégrer la dimension de genre dans une évaluation post-catastrophe des effets et de l'impact économique d'un grave épisode de sécheresse. Les autorités des Îles Marshall se sont félicitées de la participation de l'équipe du projet PGEP, estimant que cette période prolongée d'appui et de mentorat serait l'occasion de renforcer les capacités d'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des organismes publics, et d'améliorer la collecte, la compilation et l'analyse de données sexospécifiques. L'exercice d'évaluation des besoins post-catastrophe a duré un mois, au cours duquel des équipes ont établi des statistiques de référence et réalisé des enquêtes qualitatives et quantitatives afin de déterminer les effets et les répercussions de la catastrophe sur le plan humain, socioculturel, économique et environnemental. L'équipe chargée de la dimension de genre était composée exclusivement de femmes, Conseillère en statistiques sexospécifiques de la CPS jouant le rôle de formatrice et de mentore auprès des trois autres membres issues du ministère des Affaires intérieures et de la Culture et de l'Agence pour la protection de l'environnement.

Au cours de l'évaluation post-catastrophe, ces dernières ont pu mettre en pratique les connaissances relatives aux statistiques sexospécifiques, aux méthodes de recherche et à l'analyse de données qu'elles avaient acquises grâce à la formation dispensée dans le cadre du projet PGEP. L'aide au renforcement des capacités apportée tout au long de l'évaluation par la CPS dans le cadre de leur activité professionnelle a donné aux membres de l'équipe les moyens de repérer, de recueillir et, dans certains cas, de réclamer des informations sur la nature sexospécifique de la vulnérabilité.

Les compétences et le savoir-faire acquis en matière de collecte, de compilation et d'analyse de données ventilées par sexe ont également bénéficié à d'autres participants à l'évaluation post-catastrophe. C'est ainsi qu'il a été demandé à l'équipe de veiller à la ventilation par sexe et à l'analyse sexospécifique d'autres secteurs et d'aider à recueillir les données nécessaires.

L'analyse sexospécifique des besoins post-catastrophe a montré que, contrairement aux idées reçues, ce sont surtout les hommes et les garçons qui sont chargés de récupérer de l'eau aux points de distribution publics, alors que les femmes s'occupent de gérer l'eau une fois ramenée à la maison. Toutefois, lorsqu'il y a pénurie,

tous les membres de la famille sont chargés d'aller chercher de l'eau. On a également tordu le cou à l'autre idée reçue selon laquelle les femmes subissent un niveau de stress supérieur en cas de sécheresse, car quel que soit le volume d'eau disponible dans le ménage, ce serait elles qui seraient chargées de le gérer et de faire des choix difficiles pour l'utiliser au mieux. Or, quand on les interroge sur les effets psychosociaux de la sécheresse, les hommes comme les femmes évoquent le stress, l'angoisse, l'inquiétude au sujet de la gestion et/ou de l'approvisionnement en eau potable, ainsi que la fatigue généralisée et la léthargie (en particulier pour les enfants et les personnes âgées) en raison de la chaleur, de la sécheresse et du manque d'eau potable.

La formation en cours d'emploi s'est révélée très positive pour l'équipe qui, à la fin de quatre semaines de travail intense, et alors que les rangs des autres groupes s'éclaircissaient, se consacrait chaque jour avec le même enthousiasme à la production et à l'analyse de nouvelles statistiques liées au genre, tout en épaulant les autres participants. Conséquence inattendue de cet exercice, les membres de l'équipe ont créé des réseaux personnels avec des intervenants des différents groupes participants, ce qui leur sera utile à l'avenir pour se procurer des informations ventilées par sexe auprès de leurs collègues des autres administrations.

L'analyse sexospécifique détaillée et les statistiques ventilées par sexe relatives à la situation de référence (avant la sécheresse) et à l'évaluation des impacts ont en outre été intégrées dans le rapport d'évaluation post-catastrophe, ces données ayant également été utilisées par les équipes travaillant sur l'eau et l'assainissement et sur les moyens de subsistance. Ces informations ont été mises à la disposition des autorités des Îles Marshall et des partenaires du développement.

L'équipe chargée de la dimension de genre ayant fait preuve d'une telle efficacité dans la compilation des statistiques disponibles pour l'évaluation, ses membres ont été formées à la collecte d'un large éventail de données sexospécifiques. Grâce à leurs nouvelles compétences, elles pourront fournir des statistiques pour une publication à venir intitulée *Gender equality: where do we stand?* (état des lieux de l'égalité des sexes dans le pays ; Îles Marshall/CPS) et pour la mise à jour des statistiques sexospécifiques figurant dans une publication de la Banque asiatique de développement.



Photos illustrant les travaux menés par l'équipe d'évaluation des besoins post-catastrophe dans le domaine du genre, de l'agriculture et des moyens de subsistance à Arno.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances, notamment enquêtes (2 exemples)</b>	
Réalisation d'une enquête sur les utilisateurs de statistiques et début de l'actualisation de la stratégie de diffusion des données	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Collaboration avec la CESAP au titre du diagnostic des capacités (Capacity Screening Survey) visant à évaluer les capacités et les compétences des services nationaux de la statistique en Asie-Pacifique, la CPS apportant son assistance pour la sous-région océanique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des systèmes, notamment législation, indices, tableaux, plans, module d'extension (17 exemples)</b>	
Mise en œuvre de projets de rebasage de l'indice des prix à la consommation (IPC)	Fidji, États fédérés de Micronésie, Tonga
Révision de la législation sur l'enregistrement des faits d'état civil	Îles Salomon
Élaboration d'un plan national sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil, et création d'un comité compétent en la matière	Tuvalu
Examen des documents d'orientation nationaux sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil avec le comité compétent, et élaboration d'un cadre de suivi de la performance connexe (cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil)	Samoa américaines
Examen et formulation de recommandations pour la mise en œuvre de l'IPC	Samoa américaines
Assistance à distance dispensée à la demande des pays pour la résolution de difficultés relatives à l'IPC et à d'autres indices	Guam, Palau, Îles Salomon, Samoa
Élaboration et publication sur le site Internet de la CPS de tableaux régionaux sur le PIB, les statistiques sur le commerce international de marchandises, les arrivées de visiteurs, les statistiques sur les finances publiques et les taux d'inflation	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration de la Classification type des industries	Samoa américaines
Validation de principe du logiciel de calcul de l'IPC en Océanie et confirmation de la participation de Vanuatu au projet pilote d'application du logiciel	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Création d'un module d'extension QGIS pour PopGIS pour faciliter le partage de statistiques du développement avec des systèmes géospatiaux ou autres	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Mise au point de systèmes et soutien à la Division statistique pour le développement dans le domaine des données SDMX (échange de données et de métadonnées statistiques)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Soutien au MTCC-Pacifique : présence sur Internet, et gestion de l'information (y compris l'établissement de rapports)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des capacités (10 exemples)</b>	
Formation de 19 personnes, dont des médecins et des personnels de l'information sanitaire, dans le domaine de la certification des causes de décès	Îles Cook, Fidji, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Poursuite dans les pays mélanésiens des interventions relevant du projet REDD+ contribuant à l'objectif 2 du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu
<b>Fourniture de biens et de services</b>	
Mises à jours diverses ; mise à l'essai d'un portail de données ouvertes pour remplacer l'actuelle plateforme de la base de données des indicateurs minima du développement national	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Organisation et animation (8 exemples)</b>	
Soutien administratif aux partenaires du Groupe d'entente de Brisbane et poursuite de la coordination des interventions des partenaires et de l'accompagnement des pays	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Atelier CPS-Bureau australien de la statistique sur le rebasage des IPC	Îles Cook, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga, Vanuatu
Participation à un atelier sur les statistiques des recettes publiques organisé par l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) dans le but de faire connaître et adopter les statistiques officielles établies et publiées par l'OCDE suivant sa propre méthodologie	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Progrès accomplis en 2017	Pays
Réunions avec la FAO au sujet des produits agricoles et forestiers de la Classification centrale des produits	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation à la conférence de l'Organisation des douanes d'Océanie	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation au Programme régional Asie-Pacifique sur les statistiques économiques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation à la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies sur les classifications	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation à la réunion du Comité de pilotage du Centre d'assistance technique et financière du Pacifique du Fonds monétaire international	Interne

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances (15 exemples)</b>	
Élaboration et publication sur le site Internet de la CPS de fiches thématiques traitant de l'importance des statistiques de l'état civil	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Formation de plusieurs pays océaniques à l'élaboration de plans nationaux sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil. Tous ces pays ont désormais mis au point un projet de plan.	Îles Cook, Nauru, Niue, Samoa américaines, Tokelau, Tuvalu
Atelier destiné aux utilisateurs des données issues des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Production de fiches d'information après une initiation à la réalisation de tableaux à partir de ces données.	Îles Salomon, Tonga
La CPS a facilité un échange Sud-Sud entre les services de l'état civil de Tokelau et de Niue, ce qui a permis d'améliorer la compréhension des procédures et pratiques d'enregistrement à Tokelau.	Niue, Tokelau
Organisation à Vanuatu et aux Fidji d'ateliers de formation sous-régionaux sur l'outil <i>Collect Earth</i> afin de déterminer si une gestion forestière durable permettrait d'atténuer les émissions de dioxyde de carbone dues à l'exploitation des forêts.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu
Intervention au titre du volet sensibilisation et soutien à la formation du dispositif REDD+ dans les 4 pays mélanésiens participants.	
<b>Renforcement des capacités (10 exemples)</b>	
Renforcement des capacités avec la mise en place et l'exploitation d'un registre statistique des entreprises dans le cadre d'une assistance technique dispensée dans le pays	Samoa américaines
Formation régionale relative à l'estimation du taux de fécondité – 6 participants ont été formés à l'emploi de techniques indirectes pour estimer la fécondité à partir des données de recensement. Production des résultats préliminaires pendant la formation pour les pays représentés.	Fidji, Samoa, Tonga, Vanuatu
Organisation à Pohnpei d'un atelier national de consultation sur les ODD (financé par le PNUD), rassemblant les acteurs de différents secteurs et des représentants des 4 pays, pour évoquer les indicateurs prioritaires des ODD, les valeurs de remplacement et d'autres indicateurs nationaux nécessaires à la mesure du développement	États fédérés de Micronésie
Établissement, publication et présentation officielle de la Classification océanique type des professions lors de la 5 <sup>e</sup> Conférence régionale des directeurs des services planification et statistique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

## CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer les convictions, les opinions, les motivations et les intentions dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
Dans le cadre d'un échange Sud-Sud, le service national de la statistique des Tonga a assisté celui de Tuvalu lors du recensement de 2017, ainsi que celui des Fidji au titre du recensement agricole, ce qui a permis de renforcer l'assurance des agents des services de la statistique	Fidji, Tonga, Tuvalu

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Recensements et enquêtes (9 exemples)</b>	
Achèvement du recensement 2016 de la population et des logements des Tonga et publication du volume 1 (version finale des tableaux issus du traitement des questionnaires). Ces informations sont utilisées par les autorités tongiennes dans le cadre de la planification.	Tonga
Recensement 2017 de la population et des logements de Tuvalu	Tuvalu
Achèvement du mini-recensement de 2016 à Vanuatu	Vanuatu
Achèvement de l'opération de recensement 2017 aux Fidji	Fidji
Achèvement de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages	Îles Cook, Tonga, Tuvalu
Achèvement du recensement 2017 de la population et des logements de Niue, les jeux de données définitifs ayant été produits par Niue	Niue
Appui technique pour l'inclusion de questions relatives aux faits d'état civil dans les questionnaires de recensement afin d'évaluer la performance de l'enregistrement des données d'état civil.	Tonga, Tuvalu
<b>Systèmes, processus et produits statistiques améliorés (12 exemples)</b>	
Mise en place d'un registre statistique des entreprises dans le cadre d'un échange Sud-Sud avec les Fidji	Samoa américaines
Achèvement du projet de rebasage de l'IPC et publication du premier indice actualisé	Tokelau
Collaboration avec l'Organisation des douanes d'Océanie sur deux ateliers relatifs respectivement aux statistiques du commerce international des marchandises et à la Classification océanique harmonisée, le premier ayant pour but de permettre aux pays océaniques de vérifier et d'approuver les produits les concernant, et le deuxième visant à réviser la classification avant de la soumettre pour examen à l'Organisation mondiale des douanes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration d'un rapport sur les statistiques de l'état civil incluant des statistiques démographiques ventilées notamment par âge et par sexe	Tuvalu
Élaboration d'un projet de classification au titre du Système harmonisé océanique – projet passé en revue par tous les pays océaniques et par l'Organisation mondiale des douanes	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Enquête sur les TIC	Wallis et Futuna
Le groupe de travail technique sur les données du Groupe régional océanique sur les ODD a publié un rapport sur la disponibilité de données de référence au titre des ODD, dont les principales conclusions sont utilisées par les bailleurs pour orienter leur soutien.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
L'atelier régional océanique sur les ODD a réuni 65 participants dans le but d'arrêter un jeu d'indicateurs clés communs à la région Pacifique ; 119 indicateurs ont été adoptés et communiqués au Groupe régional océanique sur les ODD aux fins de consultation finale avec les principales parties prenantes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Finalisation du Plan stratégique régional sur la statistique agricole et halieutique dans le cadre d'un partenariat entre la CPS et la FAO, et présentation du document lors des réunions des ministres et directeurs océaniques de l'agriculture et de la foresterie et des directeurs des services planification et statistique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Apport d'un soutien à Vanuatu, par le biais du Service régional d'appui à l'inventaire des forêts, afin de permettre aux autorités compétentes de mettre la dernière main à la Feuille de route sur l'inventaire forestier national (IFN). Le Service propose des prestations englobant le renforcement des capacités, le partage des connaissances, l'analyse des données forestières, ainsi que la conception et l'élaboration de l'IFN, afin d'aider les pays océaniques à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).	Vanuatu
Finalisation, en partenariat avec la FAO, du Dispositif régional océanique d'homologation des pesticides. Ce système harmonise les obligations et les critères s'appliquant aux pays océaniques au titre de diverses conventions internationales et multilatérales sur la gestion des produits chimiques. Un forum océanique a été établi pour promouvoir le partage de l'information et renforcer les capacités des pays dans les domaines de la réglementation sur les pesticides et de la gestion du risque.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Adoption des normes relatives aux données afférentes au transport maritime et à la bathymétrie du réseau de données et d'information sur l'environnement marin (MEDIN) au titre de l'Initiative régionale sur la navigation en Océanie	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

# CHAPITRE 5

## AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES SUR LES DOSSIERS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES

Dans les domaines relevant de son mandat, la CPS a aidé les pays océaniques à planifier des interventions en matière de changement climatique et de gestion des risques de catastrophe, mais aussi à renforcer la réponse prévue au niveau national au moyen de stratégies intégrées d'adaptation. À ce titre, elle a notamment œuvré sur le terrain et planché sur des projets axés sur l'éducation et la sensibilisation, les milieux océaniques et côtiers, la réduction de la vulnérabilité, l'évaluation des risques et le recours aux systèmes d'information géographique (SIG) et aux sciences et technologies dérivées pour cartographier les risques et comprendre les changements induits par le climat.

Le Cadre sur le changement climatique interne décrit en détail la façon dont la CPS aborde ce grand thème, décliné en plusieurs domaines prioritaires spécifiques.

### Réalisations en chiffres

**4** nouvelles variétés climato-résilientes de taro résistant à la flétrissure des feuilles élaborées par le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) de la CPS, en partenariat avec l'Institut national de recherche agronomique de Papouasie-Nouvelle-Guinée.



**35** exemples de changement de pratiques, dont :

**1** guide finalisé, diffusé et appliqué pour renforcer la résilience du secteur privé aux catastrophes aux Fidji.



**10** exemples de construction, rénovation ou entretien d'infrastructures d'urgence.



**1** évaluation du financement de l'action climatique et des risques de catastrophe réalisée aux Îles Salomon ; conclusions validées par l'État et rapport publié.



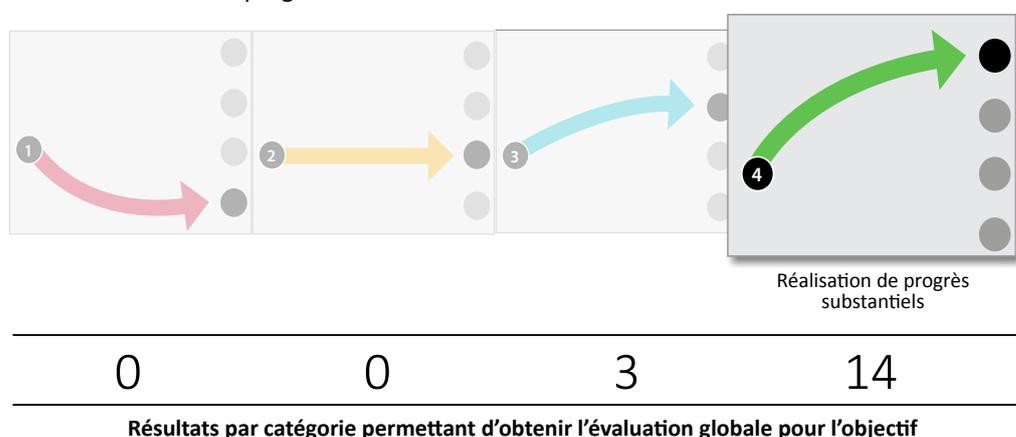
CONTRIBUTION AUX ODD

## Principaux défis à relever dans ce domaine

- Le changement climatique reste l'un des principaux défis pour l'Océanie. Les petits États insulaires en développement du Pacifique, et plus spécifiquement Vanuatu et les Tonga, font partie des pays les plus vulnérables au monde aux risques de catastrophe.
- Pour aider les pays océaniques à faire face aux risques et aux conséquences de la variabilité climatique et du changement climatique au moyen d'activités sectorielles et plurisectorielles, des financements adéquats, des capacités adaptées et une certaine flexibilité sont nécessaires.

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de progrès substantiels.



## Perspectives pour 2018

- Sur la question du changement climatique, la CPS entend consolider, organiser et rendre visible tout un corpus de connaissances scientifiques afin d'informer ses membres, les plateformes internationales et les partenaires du développement, mais aussi d'étayer ses travaux d'élaboration de politiques, de renforcement des capacités et de recherche de solutions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ces travaux comprendront plusieurs volets :
  - plaidoyer et partenariats sur les questions climatiques et environnementales ;
  - représentation et participation aux réunions et mécanismes régionaux et internationaux ;
  - gestion d'un portefeuille de projets sur le changement climatique ; et
  - augmentation des capacités de soutien aux projets de financement de l'action climatique au profit des membres (complémentarité de ce rôle avec celui du Programme régional océanique de l'environnement [PROE] à préciser).
- S'agissant de la réduction des risques de catastrophe, la CPS mettra l'accent sur la résilience des populations, le renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe et le perfectionnement des compétences en géoinformatique, afin d'appuyer tous les programmes de l'Organisation et d'orienter la prise de décision factuelle. La CPS œuvrera également pour renforcer les capacités locales de gestion des risques de catastrophe, tout en réduisant l'apport de capacités subsidiaires dans ce domaine.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## GESTION DES DÉCHETS DANGEREUX À WALLIS ET FUTUNA



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

L'absence de gestion des déchets constituait un problème de taille à Wallis et Futuna. Depuis plus de deux décennies, les déchets ménagers, moteurs et batteries automobiles, épaves et autres carcasses d'animaux étaient jetés, sans aucun contrôle, dans la décharge de Nanu'u, à Futuna. Stockés à l'air libre, ces déchets dangereux présentaient un risque élevé de pollution aux métaux lourds et de contamination des eaux souterraines, du lagon et des sols par infiltration et ruissellement.

Le Territoire ne disposait d'aucun cadre réglementaire pour le traitement des déchets dangereux. Par ailleurs, en raison de la distance, ainsi que du coût élevé du transport et du traitement, il lui était difficile d'exporter ce type de déchets.

Dans la région, le transport et l'élimination des déchets dangereux sont régis par deux grandes conventions : la Convention de Bâle (ratifiée par l'Union européenne, elle porte sur le contrôle et le suivi des mouvements transfrontaliers de déchets, ainsi que sur leur élimination dans le respect des normes internationales) et la Convention de Waigani (qui régit les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux dans le Pacifique Sud). Les pays océaniques sont signataires de l'une de ces conventions, mais rarement des deux. Par conséquent, si deux pays ne sont pas signataires de la même convention, les déchets ne peuvent pas être déplacés de l'un à l'autre.

Achévé fin 2017, le projet INTEGRE visait à promouvoir la gestion intégrée des zones côtières dans les PTOM européens du Pacifique dans l'intérêt des populations, ainsi qu'à renforcer la coopération régionale dans le domaine du développement durable. Entre 2013 et 2017, INTEGRE a appuyé la mise en place d'activités concrètes de gestion intégrée aux côtés des acteurs locaux, contribuant ainsi à la maîtrise de la pollution, à l'essor de l'économie locale, à la protection des ressources lagonaires, à la régulation des espèces envahissantes, à la gestion des bassins versants et au renforcement des capacités des parties prenantes dans les PTOM.



Amas de batteries de voitures à Wallis et Futuna.

Répondant à une demande déposée par les autorités de Wallis et Futuna en 2017, le projet INTEGRÉ a appuyé la mise en place d'un système durable d'exportation des déchets dangereux (tri, collecte auprès des ménages et des entreprises, test, conditionnement et élimination des amoncellements de déchets).

La CPS a passé un appel d'offres qui a été remporté par la société calédonienne SOCADIS, spécialiste de l'exportation de déchets dangereux. Cette dernière a collaboré avec le Service territorial de l'environnement de Wallis et Futuna pour conditionner les stocks d'huiles et de batteries usagées selon les normes internationales, afin qu'ils puissent être exportés pour traitement ou valorisation.

INTEGRÉ a également financé une évaluation technico-juridique de la gestion et des mouvements de déchets dangereux dans le Pacifique, afin d'étudier les options en matière d'exportation. L'objectif était de recenser des solutions pertinentes pour les Pays et Territoires d'Outre-mer (PTOM) et les autres pays océaniques, en respectant les conventions et réglementations en vigueur qui interdisent l'importation de déchets dangereux entre les PTOM et certains de ces pays. Ainsi, il était impossible d'exporter les déchets dangereux de Wallis et Futuna vers la Nouvelle-Calédonie en vue d'un regroupement, ce qui avait contraint Wallis et Futuna à mettre en place ses propres procédures d'exportation. L'évaluation a permis de concevoir un itinéraire de transport : les déchets ont transité par quatre pays (Fidji, Îles Marshall, Kiribati et Tuvalu) pour atteindre la Nouvelle-Zélande.

S'appuyant sur les estimations de stocks d'huiles et de batteries usagées réalisées par le PROE, SOCADIS a contribué au renforcement des compétences des fonctionnaires du Service territorial de l'environnement de Wallis et Futuna en matière de gestion et de conditionnement des déchets dans le respect des normes internationales. Elle a également sensibilisé les populations et les entreprises aux risques liés aux déchets dangereux, a conclu des accords de transit avec les pays concernés, a supervisé la collecte des déchets, leur conditionnement et les demandes d'autorisation de transit et de transbordement, puis a surveillé le chargement des conteneurs et leur acheminement vers le point de traitement en Nouvelle-Zélande.



Des déchets dangereux sur le point d'être expédiés.

Une vaste campagne de sensibilisation des entreprises et des professionnels concernés a été réalisée, et des accords ont été passés avec les acteurs clés pour assurer une gestion durable des déchets. Largement relayées par les médias locaux, ces actions ont donné lieu à une forte mobilisation de la population et des associations, qui avaient été informées des différentes étapes du processus d'exportation. Des campagnes de collecte ont été lancées sur les deux îles afin de regrouper l'ensemble des déchets dans les centres d'enfouissement technique. Cette initiative a été une première et un franc succès pour le Territoire puisqu'avant elle, aucun déchet dangereux n'avait quitté Wallis et Futuna. Près de 300 tonnes de batteries et 200 000 litres d'huiles

usagées ont été exportés pour être traités et valorisés en Nouvelle-Zélande. Parallèlement, des filières durables de collecte et d'exportation ont été créées pour limiter les risques de pollution et préserver les ressources en eau. L'initiative menée dans le cadre du projet INTEGRÉ a donc permis de conditionner, d'évacuer, d'analyser et de traiter le stock de déchets, mais aussi de mettre en place une filière durable de collecte et d'exportation à Wallis et Futuna afin de limiter les risques de pollution. La filière sera pérennisée sur les fonds propres du Territoire.

## Enseignements tirés

À plus long terme, l'étude menée par INTEGRÉ permettra aux Territoires d'étudier s'il est envisageable de créer des filières communes pour optimiser la gestion des déchets dangereux dans le Pacifique. Qu'il s'agisse de jongler entre différentes conventions et réglementations pour établir des itinéraires de transit et d'exportation adaptés ou de sensibiliser les entreprises et les populations à la collecte des déchets, l'expérience de la CPS sera précieuse.

## PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ : DES OUTILS POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES ENTREPRISES FACE AUX CATASTROPHES



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

En partenariat avec l'Organisation du secteur privé océanien (PIPSO) et le Fiji Business Disaster and Resilience Council, la CPS a conçu un guide qui offre aux entreprises de la région des outils pour se relever en cas de catastrophe. Pilotée dans le cadre du Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique (BSRP) mené par la CPS, l'élaboration de ce guide a été suivie d'une formation ciblée, afin d'expliquer aux acteurs du secteur privé comment concevoir et utiliser des plans de continuité de l'activité.



*Selon les estimations, **plus de 25 % des entreprises** font faillite après une catastrophe et **75 % des sociétés sans plan de continuité** cessent leur activité dans les trois ans qui suivent une catastrophe majeure.*

*En Océanie, le secteur privé se compose à **plus de 80 % de petites et moyennes entreprises (PME)** et, selon certains rapports, la majorité d'entre elles ne disposeraient pas de plan de continuité de l'activité.*

*En 2016, le cyclone Winston a coûté **1,99 milliard de dollars fidjiens** en pertes et dégâts aux Fidji, le secteur privé représentant **64 %** de cette somme, soit **1,5 milliard de dollars**.*

*En 2015, **64,1 % du produit intérieur brut (PIB)** de Vanuatu a été gommé à cause du cyclone Pam.*

En aidant le secteur privé à être plus solide, c'est la résilience de la communauté tout entière que l'on renforce, puisque ses membres conservent leur emploi et que l'économie locale est préservée.

Présenté en 2017 au Mexique lors de la Plate-forme mondiale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, un guide offrant aux entreprises des outils pour se relever après une catastrophe a été lancé en juin 2017. Un groupe de travail a été constitué et des recherches sur le coût et l'impact des catastrophes sur le secteur privé ont été menées par l'équipe de la CPS entre juin et décembre 2016. Des ateliers ont été organisés et une enquête a été réalisée auprès de plus de 200 entreprises pour savoir comment elles communiquaient, ce qu'elles savaient de la résilience et si elles possédaient des plans de continuité de l'activité.

Les réponses, ainsi que les statistiques relatives aux pertes et dégâts dont disposait la CPS, ont été regroupées et utilisées pour concevoir six documents d'information clés proposant des vidéos informatives, des fiches techniques et un modèle de plan de continuité de l'activité conçu pour le contexte océanien. Pour qu'il soit à la fois durable et accessible, le guide a été mis en ligne sur le site Internet de la PIPSO ([www.pipso.org.fj/stayopen](http://www.pipso.org.fj/stayopen)).

Spécialiste de cette question dans la région, le Fiji Business Disaster Resilience Council (conseil pour la résilience aux catastrophes des entreprises fidjiennes) a obtenu auprès du projet Climate Ready de l'USAID une bourse de formation visant à aider le secteur privé fidjien à préparer des plans de continuité, avec le soutien de la CPS. Plus de 30 chefs d'entreprise ont d'ores et déjà bénéficié d'une formation à l'utilisation du guide ; l'accent a été mis sur les chaînes d'approvisionnement afin de renforcer la résilience de manière ascendante.

Les bureaux nationaux de gestion des catastrophes des Îles Cook, des Fidji, du Samoa, des Îles Salomon et des Tonga ont demandé à bénéficier de versions adaptées à leurs spécificités locales, et leurs chambres de commerce veulent s'associer au processus.



Morika Hunter avec le guide à la main.

« Il s'agit d'une démarche innovante, qui favorise un engagement concret aux côtés des acteurs privés comme publics [...]. Les recherches prouvent que la résilience du secteur privé favorise la résilience des communautés. Aider les entreprises océaniques à réduire l'impact des catastrophes sur leurs bénéficiaires est donc essentiel si l'on veut soutenir les communautés. » – Morika Hunter, Présidente du Fiji Business Disaster Resilience Council

## Enseignements tirés

L'équipe de la CPS a, depuis lors, réussi à obtenir 85 000 dollars fidjiens supplémentaires pour le déploiement du guide à l'échelle régionale. Cette enveloppe permettra notamment de financer les traductions en langue vernaculaire et la formation aux plans de continuité dans trois nouveaux pays en 2018. En conséquence des enseignements tirés aux Fidji : 1) les guides seront conçus et lancés simultanément en anglais et en langue vernaculaire, 2) en phase 2, des statistiques locales et des données relatives à l'impact des catastrophes dans chaque pays seront intégrées au document, et 3) dans chaque pays, des ateliers exploratoires réuniront les bureaux nationaux de gestion des catastrophes et les organismes privés en un même lieu.

## Tukuraki, le village qui refusait de disparaître

À la suite d'un glissement de terrain qui a emporté près de 80 % de leurs habitations en 2012, les habitants de Tukuraki, un village situé dans les hauteurs de la province fidjienne de Ba, ont dû déménager dans des logements de fortune non loin de là. Et le sort n'avait pas fini de s'acharner, puisqu'ils ont ensuite été touchés par le cyclone Evan en 2012 et par le cyclone Winston en 2016.

En octobre 2017, une centaine de villageois ont déménagé dans un nouveau village résilient aux catastrophes. Un projet porté par l'État fidjien, en partenariat avec la CPS, a permis de construire ce village dans le même district, mais sur un site plus sûr.

« Depuis près de deux ans, nous vivons dans différents endroits, sans nos familles élargies. Pour nous, Fidjiens, notre terre est tout. C'est le lien qui nous unit et nous avons beaucoup souffert de l'avoir perdue. Nous ne savions pas si nous allions pouvoir y retourner un jour et nous nous sentions totalement impuissants. » – Livai Kidiromo, porte-parole du village de Tukuraki

Le projet Tukuraki a été présenté lors de la COP23 à Bonn, en Allemagne, et les autorités fidjiennes estiment qu'il s'agit d'un modèle pour le Pacifique. Parmi les enseignements à tirer pour des projets similaires, citons le fait que le site doit être choisi avec soin et que les risques de catastrophe doivent être évalués avec précision, mais aussi que les partenariats sont essentiels pour que tous les aspects du développement socioéconomiques soient intégrés au déplacement des communautés.

Site Web de la CPS : <http://www.spc.int/blog/suite-a-un-glissement-de-terrain-le-village-de-tukuraki-est-deplace-vers-un-autre-site/?lang=fr>



À gauche : Vilimaina Ratu, une habitante de Tukuraki, devant la grotte. À droite : Le nouvel emplacement du village de Tukuraki.

PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Assistance dans le domaine des infrastructures (25 exemples)</b>	
Achèvement de la rénovation/remise en état du centre météorologique de Fua'amotu afin qu'il puisse résister à des cyclones de catégorie 5 et continuer à fonctionner le cas échéant	Tonga
Installation de panneaux indiquant les voies d'évacuation et les zones de refuge en cas de tsunami à Pohnpei	États fédérés de Micronésie
Poursuite de l'entretien et du calibrage des stations d'observation du niveau de l'océan Pacifique	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Installation d'une nouvelle station d'observation du niveau de l'océan Pacifique	Tuvalu
Poursuite de la construction du centre d'évacuation de Covalima	Timor-Leste
Achèvement des plans définitifs du bâtiment de trois étages qui accueillera le ministère tongien de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, du Changement climatique et des Communications	Tonga
Déplacement du village de Tukuraki (province de Ba)	Fidji
Rénovation du centre d'opérations d'urgence (COU) du district de Tavua	Fidji
Démolition du bâtiment actuel du Bureau national de gestion des catastrophes situé à Vavaya Ridge	Îles Salomon
Construction d'une pépinière traditionnelle à Nimpal (État de Yap)	États fédérés de Micronésie
Construction d'une retenue d'eau à Pehleng (État de Pohnpei)	États fédérés de Micronésie
Rénovation du COU de Yap	États fédérés de Micronésie
<b>Développement des connaissances, notamment enquêtes, examens, information, éducation, communication (29 exemples)</b>	
Réalisation d'une étude géodésique et par drone des îles périphériques par les services des affaires foncières et du cadastre de Tuvalu et la CPS, contribuant aux efforts de modernisation de l'infrastructure géodésique, à une meilleure compréhension de l'évolution des sols et à la préparation aux effets du changement climatique et aux catastrophes	Tuvalu
Fourniture d'informations aux acteurs océaniques de la réduction des risques de catastrophe (RRC) par le biais du portail Pacific Disaster Net et de pdalo.net	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Achèvement de l'étude de terrain finale sur l'île de Kiritimatī, étude axée sur les risques d'inondation et les conséquences d'El Niño sur l'environnement des atolls du Pacifique central	Kiribati
Évaluation de l'approche du Programme intégré d'action climatique de Choiseul	Îles Salomon
Révision de la réglementation applicable à la protection de l'environnement et des sauvegardes sociales et environnementales afin d'appuyer la demande d'accréditation de l'institution d'exécution nationale auprès du Fonds pour l'adaptation	Tuvalu
Révision des dispositifs de gestion des risques de catastrophe et proposition de 14 secteurs pour renforcer cette gestion	Samoa
Préparation d'un cadre stratégique pour le Service national de gestion des situations d'urgence	Tonga
Révision du modèle d'évaluation des dégâts	Îles Salomon
Révision de la loi sur la protection sanitaire et phytosanitaire	Kiribati
Mesures prises en vue de la mise en place du Comité de gestion des catastrophes sur les îles périphériques	Kiribati
Conception d'un outil de RRC communautaire	Palau

<b>Progrès accomplis en 2017</b>	<b>Pays</b>
Organisation de sessions sur la RRC communautaire dans les provinces de Makira et d'Isabel	Îles Salomon
PacSAFE : conception d'un outil de cartographie rapide de l'impact des catastrophes dans le Pacifique	Fidji, Tonga
Organisation d'activités à l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes	États fédérés de Micronésie
Fourniture de nouveaux agendas des marées à Neiafu (Tonga) et de nouvelles fiches techniques consacrées à la connaissance traditionnelle des océans et aux dates des marées, en réponse à la demande du Comité de coordination technique	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
<b>Renforcement des systèmes, notamment programmes, outils, systèmes, élaboration de politiques (7 exemples)</b>	
Réception, par le Timor-Leste, du logiciel d'alerte précoce envoyé par l'Agence de météorologie, climatologie et géophysique d'Indonésie (BMKG). JISVIEW permettra au Timor-Leste d'accéder aux stations de sismologie et d'observation du niveau de la mer de la BMKG, mais aussi de mener ses propres analyses.	ACP
PARTner/RiskScope : outil d'évaluation des risques et appui à l'intégration des données	Samoa, Vanuatu
Déploiement du Système océanien d'information sur les risques, un référentiel de données ouvertes financé par la Banque mondiale	Samoa, Tonga, Vanuatu
Achèvement et diffusion du Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) et du Cadre d'acquisition foncière et de réinstallation des populations par les Îles Marshall	Îles Marshall
<b>Renforcement des capacités, notamment formation, mentorat, accompagnement, etc.</b>	
Animation d'une formation sur quatre jours à laquelle ont assisté l'ensemble des agences de gestion des situations d'urgence, afin d'améliorer la coordination inter-agences en cas d'urgences et de catastrophes	Samoa
<b>Organisation et animation (17 exemples)</b>	
Coordination de la Semaine de la résilience en Océanie	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation aux réunions du Comité technique du Partenariat océanien pour la résilience afin de mettre la dernière main au dispositif de gouvernance du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Organisation du premier Forum sur le financement climatique au Samoa en mai 2017	Samoa
Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence : jumelages étendus à d'autres pays océaniques et aux partenaires du Conseil australasien des services d'incendie et de secours (AFAC)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Animation de la réunion annuelle des chefs des services d'incendie du Pacifique sous la houlette de l'Association océanienne des services de secours et d'incendie (PIFESA) ; secrétariat hébergé par la CPS	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation à la réunion de lancement du projet iCLIM (gestion des informations relatives au changement climatique dans le Pacifique), financé par le DFAT et destiné à recenser des activités communes dans certains pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Participation à l'édition 2017 de la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique et de la Réunion régionale sur la résilience	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Réunion régionale sur le financement de l'action climatique	Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
Rôle de conseiller pour ce qui est de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Rôle d'intermédiaire pour la conclusion de partenariats entre les partenaires, la CPS et les pays membres en faveur de cadres de données ouvertes à l'appui de la RRC et de l'adaptation climatique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Fourniture de biens ou de services (3 exemples)</b>	
Avec l'aide de la KfW dans le cas de l'intervention post-cyclone Pam, évaluation des besoins qui a permis de prêter assistance aux populations touchées (outils agricoles, légumes, semences arboricoles et végétales, et formation). Réalisation de cartes d'occupation des sols afin d'aider les communautés à concevoir leurs propres plans de gestion des ressources terrestres, en partenariat avec les pouvoirs publics et les ONG	Vanuatu

Progrès accomplis en 2017	Pays
Amélioration des ressources disponibles pour appuyer la gestion des risques de catastrophe et des situations d'urgence grâce à la fourniture d'un camion incendie. Financement de radios supplémentaires afin d'aider le Bureau national de gestion des catastrophes à communiquer en cas de situations d'urgence et de catastrophes.	Niue
Installation de batteries et panneaux solaires pour le système HF	États fédérés de Micronésie

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances (6 exemples)</b>	
Coopération et travaux de recherche avec le ministère fidjien de l'Agriculture pour le développement de technologies de production climato-résilientes afin de réduire l'impact sur la production végétale et animale ; deux nouvelles variétés de poivron ont été évaluées	Fidji
Achèvement des consultations relatives à l'évaluation du financement de l'action climatique et de la gestion des risques de catastrophe, et validation des conclusions	Palau
Manifestation parallèle consacrée aux financements climatiques lors de la 23 <sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23)	Fidji, Palau, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Salomon, Vanuatu
Réunion du groupe de coordination des partenaires du financement de l'action climatique, et rédaction du mandat du groupe. Ce dernier tiendra les partenaires informés de l'évolution et des progrès des projets/programmes menés dans la région en matière de financement de l'action climatique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Renforcement de la sensibilisation aux catastrophes par des campagnes de communication mises au point, testées et lancées	Fidji
Formation des médias régionaux à la sensibilisation et à la résilience aux catastrophes, les journalistes formés utilisant les informations fournies lors de la formation	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des capacités (5 exemples)</b>	
Amélioration de la préparation aux catastrophes et de la coordination grâce au renforcement des ressources humaines du Bureau national de gestion des catastrophes	Niue
Formation assurée par le service d'incendie de l'État du Victoria (Australie) : utilisation et entretien des camions incendie et notions de base sur la lutte contre les incendies	Tuvalu
Délivrance d'un certificat de niveau II en achats et approvisionnement à 25 personnes issues de pays océaniques, de la CPS et du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique	Interne, Samoa, Tonga

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques (37 exemples)



Achèvement, lancement et mise en œuvre d'un guide offrant aux entreprises des outils pour les aider à se relever après une catastrophe. Renforcement de la résilience aux catastrophes du secteur privé fidjien.	Fidji
Mobilisation de ressources (fourniture d'équipements, formations et mentorat) grâce à des jumelages mis en place par le biais de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA)	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Forage de puits (désormais fonctionnels) destinés à alimenter les communautés en déficit hydrique grâce aux eaux souterraines	Vanuatu
Impression de plus de 1 800 agendas des marées et distribution dans 14 pays océaniques, où ils sont utilisés par les services météorologiques nationaux pour avertir la population des grandes marées et des inondations, mais aussi par des voyageurs, pêcheurs, compagnies maritimes et autres pour le suivi/la prise de décisions concernant des activités en mer	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Progrès accomplis en 2017	Pays
Établissement de bulletins prospectifs sur l'océan dans trois pays océaniques grâce à une formation en prévisions océaniques et à la mobilisation des parties prenantes	Kiribati, Tonga, Tuvalu
Création et mise en place d'un service de gestion de projets au sein du Bureau du budget de la planification du ministère des Finances, par l'affectation de compétences spécialisées en la matière	Palau
Réalisation d'une évaluation du financement de l'action climatique et des risques de catastrophe, validation des conclusions par l'État et publication du rapport	Îles Salomon
Mise en place d'un groupe de travail sur le financement climatique relevant du Conseil consultatif national sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe	Vanuatu
Missions <i>in situ</i> de plusieurs organismes (CPS, FIP, PROE, GIZ et PNUD) pour appuyer l'exécution des plans de travail nationaux concertés dans certains pays océaniques	Kiribati, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
Conclusion d'un accord formel entre le service d'incendie (CFA) de l'État du Victoria (Australie) et les services de police et d'incendie de Tuvalu en vue de jumelages qui formaliseront le soutien apporté par le CFA en matière de gestion des situations d'urgence par le biais de la PIEMA	Tuvalu
Jumelage entre les Bombeiros du Timor-Leste et les services d'incendie et de secours du Territoire du Nord (Australie) en cours, protocole d'accord en place	ACP
Finalisation de la révision du plan et des dispositifs nationaux de gestion des risques de catastrophe de 2009	Îles Cook
Révision du Code national de la construction réalisée par des consultants du cabinet de conseil BECA et pilotée par Infrastructure Cook Islands. Ce processus arrive à son terme ; des mises à jour ont été effectuées pour intégrer les dernières normes internationales ainsi que des directives relatives aux exigences techniques et aux procédures globales de demande de permis de construire.	Îles Cook
Païement du salaire du responsable du COU de Yap et de Chuuk	États fédérés de Micronésie
Intégration du coordonnateur du plan d'action national concerté, auparavant soutenu par la CPS, au sein du Bureau national de gestion des catastrophes	Îles Marshall
Responsable du COU dépêché par le Bureau national de gestion des catastrophes au sein de la Direction des services d'incendie et de secours du Queensland pour y observer et y participer à la préparation et à la réponse au cyclone Debbie	Îles Salomon
Adoption et mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation au changement climatique	Wallis et Futuna

## IMPACT – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'incidence de la CPS dans la réalisation des objectifs de développement des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
Partenariat fructueux entre le CePaCT et l'Institut national de recherche agronomique de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a permis de produire 4 nouvelles variétés climato-résilientes de taro résistant à la flétrissure des feuilles	Papouasie-Nouvelle-Guinée, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Gestion intégrée du lagon de Raiatea-Tahaa	Polynésie française
Gestion intégrée sur les sites pilotes dans leur ensemble (notamment gestion intégrée des zones côtières et bassins versants), avec des activités transectorielles. Parmi ces sites figurent notamment les Lacs du Grand Sud inscrits à la Convention de RAMSAR en Nouvelle-Calédonie, l'île de Moorea en Polynésie française (plan de gestion de l'espace maritime), et les provinces de Kadavu et de Ra aux Fidji.	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

# CHAPITRE 6

## AMÉLIORER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL GRÂCE À LA PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE, DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET DE DÉBOUCHÉS D'AVENIR POUR LES JEUNES

Le développement social est un concept de plus en plus prégnant dans les programmes de la CPS. L'action du Département développement social et de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne de l'Organisation se traduit notamment par une assistance technique visant à soutenir l'intégration transversale de la dimension de genre et des normes relatives aux droits de la personne dans les politiques et programmes des pays océaniques. La CPS élabore, passe en revue et soutient la mise en œuvre de politiques et de lois relatives à l'égalité des sexes, à la violence domestique, à la protection des familles, aux droits de l'enfant, à l'épanouissement de la jeunesse et à l'éducation. Elle aide également les États à satisfaire à leurs engagements internationaux dans le domaine des droits de la personne, tout en renforçant les capacités de la société civile à plaider en faveur de ces droits et à en contrôler le respect.

Qu'il s'agisse de formation ou de mentorat, le renforcement des capacités reste une priorité pour l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne :

- 588 fonctionnaires issus de neuf pays océaniques ont bénéficié de formations aux droits de la personne, de mentorat en matière d'examen technique des politiques/lois et d'assistance pour les consultations publiques y afférentes. Un appui et une coordination stratégiques ont été apportés aux groupes de travail nationaux sur les droits de la personne.
- 95 représentants de la justice, de la police et d'autres métiers de la fonction publique issus de six pays ont bénéficié d'une formation ou d'une séance de mentorat portant sur les textes d'application des lois.
- 209 membres de la société civile de six pays ont été aidés à différents niveaux (renforcement des capacités, renforcement de type institutionnel, mentorat en matière de plaidoyer et de lobbying, petites subventions et établissement de contre-rapports au titre de traités relatifs aux droits de la personne).

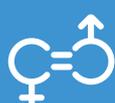
### Réalisations en chiffres

**5** pays ont renforcé les services proposés aux survivant(e)s de violence domestique.



**5** pays ont conçu un plan d'action national en faveur des droits de la personne.



 **1** pays, les îles Marshall, a augmenté son budget dédié au genre.

**343** jeunes (137 femmes et 206 hommes) ont créé leur entreprise.

**6** pays ont proposé d'augmenter leur budget dédié au genre, à la culture ou à la jeunesse.



**1** pays, les Fidji, a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées.



**1 444** personnes ont été formées ou épaulées par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et le Département développement social.



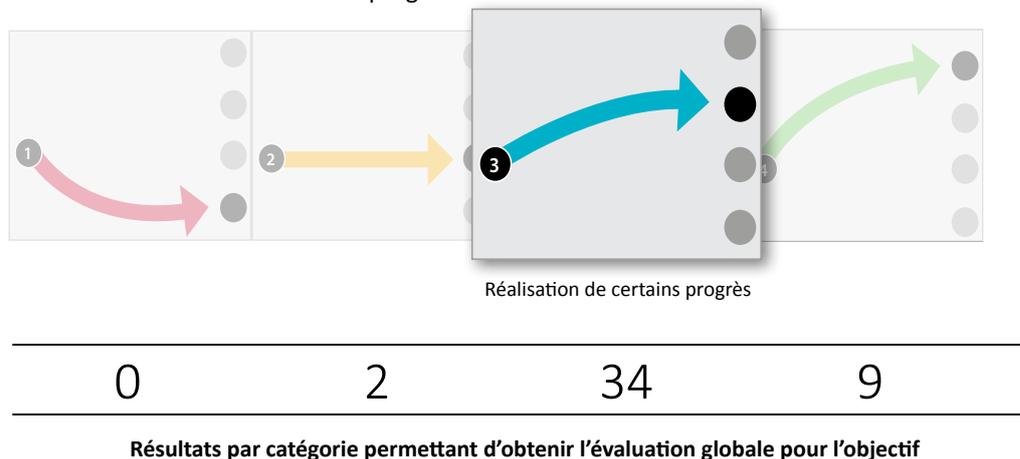
## CONTRIBUTION AUX ODD

### Principaux défis à relever dans ce domaine

- Pour pouvoir adapter ses méthodes de renforcement des capacités et de communication aux besoins des différents pays océaniques, et trouver des points d'entrée clés pour travailler avec ses partenaires, la CPS doit comprendre la langue, la culture et le contexte locaux. Il est également important de mettre l'accent sur le soutien et le renforcement de la souveraineté des pays.
- Par ailleurs, les différents programmes doivent contribuer à faire évoluer les attitudes et comportements vis-à-vis des droits de la personne, de l'égalité des sexes et des violences faites aux femmes. Sur ce dernier point, la CPS cherche à trouver des moyens de mesurer l'évolution des attitudes, comportements et pratiques au sein de la société.
- Lorsque la CPS répond aux demandes formulées par les pays, il est parfois délicat de trouver le bon équilibre entre, d'une part, une approche pilotée par le pays et, d'autre part, les ressources dont elle dispose et les priorités de ses programmes. Par exemple, certaines questions sensibles relatives aux droits de la personne ne coïncident pas forcément avec la vision ou les priorités des pouvoirs publics ; en outre, faute de ressources, il est possible que la CPS ne soit pas en mesure de répondre à toutes les demandes.

### Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de certains progrès.



### Perspectives pour 2018

La CPS va continuer à :

- renforcer la prise en compte et l'intégration du développement social dans ses programmes ;
- mettre l'accent sur l'émancipation économique et la résilience des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés, et à fournir un soutien ciblé aux pays en matière de politiques et de gouvernance. Les interventions nationales pertinentes seront remaniées et associées aux efforts de promotion de l'émancipation économique et de la résilience ;
- soutenir l'application des lois, comme l'explique le Zoom sur les réalisations ci-dessous.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## DES PAROLES AUX ACTES : ASSURER L'APPLICATION EFFECTIVE DE LA LÉGISLATION RELATIVE À LA VIOLENCE DOMESTIQUE



Grâce à l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, la CPS a aidé les pays à élaborer et à renforcer des lois de lutte contre la violence domestique et de protection de la famille. Elle travaille désormais avec les pouvoirs publics pour que cette législation soit effectivement appliquée.

En raison d'une absence de budgets et de capacités techniques dédiés, l'application des lois relatives à la violence domestique, qui confèrent aux femmes et aux enfants le droit d'être en sécurité, reste un défi dans bon nombre de pays. Cela signifie que les survivant(e)s de la violence, notamment dans les îles périphériques, n'ont que rarement accès aux mécanismes de protection ou aux services de santé, de police, de justice ou de conseil que la loi est censée leur apporter.

### Enseignements et ajustements

Pour combler cette lacune, la CPS axe désormais le soutien qu'elle apporte aux pouvoirs publics sur l'application des lois et politiques plutôt que sur leur conception. Elle aide les États à mettre sur pied des plans de mise œuvre chiffrés et à renforcer les capacités du système judiciaire, des magistrats du parquet et des juristes en matière d'application du droit dans les affaires de violence domestique.

Les Tonga et les Îles Salomon ont demandé l'aide de la CPS pour appliquer les lois conçues pour aider les survivant(e)s à avoir accès à la protection juridique.

En 2016, la CPS a consulté les ministères, les instances judiciaires et les ONG des deux pays pour recenser les lacunes d'application. Les premières questions étaient les suivantes : « la loi fait-elle ce qu'elle est censée faire ? Si ce n'est pas le cas, quel est le problème ? ». L'Organisation a ensuite travaillé avec les parties prenantes pour concevoir des projets pilotes destinés à répondre aux besoins cernés.

Si ces projets se révèlent fructueux et économiques, les pays pourront utiliser le modèle proposé pour améliorer l'accès des femmes à la justice et déployer des services à l'échelle nationale. Pour que les progrès soient suivis et que des ajustements puissent être apportés en cas de besoin, les deux projets comportent un important volet suivi-évaluation et amélioration continue.

L'amélioration de l'accès à la justice pour les survivant(e)s de la violence domestique requiert un changement de comportements (pour que les femmes fassent appel aux services de police et de justice), mais aussi des services de grande qualité. Un plan de suivi-évaluation et amélioration continue bien conçu permettra de voir comment équilibrer offre et demande afin que les services existent et que les femmes puissent y accéder.

Aux Tonga, les échanges avec les pouvoirs publics et les parties prenantes privées ont révélé des lacunes en matière d'application de la loi sur la protection de la famille, et notamment : coût des services juridiques pour les survivant(e)s, absence de services dans les îles périphériques, et information insuffisante des femmes au sujet de la protection juridique. Aux côtés de son partenaire incontournable, le ministère de la Justice, et avec le soutien financier de la Suède et de l'Australie, la CPS soutient la création du premier centre d'aide juridique gratuite en faveur des survivant(e)s de la violence domestique aux Tonga. Les juristes du centre bénéficieront d'un programme de renforcement des capacités pour mieux comprendre et traiter les affaires de violence domestique, et mieux appréhender les enjeux connexes relevant du droit de la famille. Le projet a été lancé en décembre 2017 et le centre ouvrira ses portes au premier trimestre 2018.

Aux Îles Salomon, les femmes qui ne résident pas à Honiara ne peuvent pas se tourner vers les instances judiciaires formelles compétentes (*magistrates's court*) pour obtenir des ordonnances de protection. Pour combler ce manque, la CPS et les parties prenantes ont estimé que des « juges agréés » (c'est-à-dire des personnes jouissant d'un statut important dans les communautés rurales, choisies pour assurer localement des services judiciaires dans les affaires de violence domestique) pourraient être formés à la délivrance d'ordonnances de protection temporaires afin que les femmes vivant en milieu rural bénéficient d'une protection juridique. En collaboration

avec le ministère de la Condition féminine, les instances judiciaires, les ONG partenaires et le ministère de la Justice, la CPS forme actuellement des juges agréés à l'application sexospécifique de la loi, de manière à ce que les survivant(e)s de la violence domestique ne soient pas davantage victimisées. Le projet prévoit également la désignation de « facilitateurs communautaires », qui aideront les femmes à avoir accès aux juges agréés et à d'autres services. Le projet, lancé en mai 2017, bénéficie du soutien financier du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et du Programme d'aide du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce.

Aux Îles Salomon, l'approche a été centrée sur la communauté, tandis qu'aux Tonga, des services juridiques formels sont proposés aux femmes par le biais du ministère de la Justice.

Même s'il est trop tôt pour évaluer des résultats précis, la CPS a obtenu un soutien important au niveau national, grâce à la priorité qu'elle donne aux approches pilotées par les pays et centrées sur les communautés, ainsi qu'à la longue relation de confiance qu'elle entretient avec les pays et les ONG. L'Organisation a mis à profit ses liens historiques avec certains ministères et parlementaires pour forger de nouvelles relations avec les ministères de la Justice et leurs agents. Pour obtenir un soutien et concevoir des dispositifs adaptés, il est essentiel de mener des consultations approfondies avec ces acteurs.

L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne a, quant à elle, dû s'adapter au passage des paroles aux actes : ses compétences en rédaction de lois et lobbying ont ainsi été complétées par une expertise en planification de la mise en œuvre, en conception de projets, en suivi-évaluation et amélioration continue, ainsi qu'en mobilisation de ressources.

Parmi les autres ajustements, citons l'accent mis sur le changement des comportements et mentalités du personnel judiciaire et des femmes en matière de violences sexistes. L'attitude consistant à pardonner, excuser, voire justifier les violences faites aux femmes reste en effet courante, y compris dans le monde judiciaire. Les activités et formations menées aux Îles Salomon et aux Tonga sont donc également axées sur l'égalité des sexes, les rôles associés aux hommes et aux femmes et le cycle de la violence. Les équipes des deux projets travaillent directement avec des survivant(e)s afin d'approfondir les connaissances de ces dernières et les moyens dont elles disposent pour demander justice.

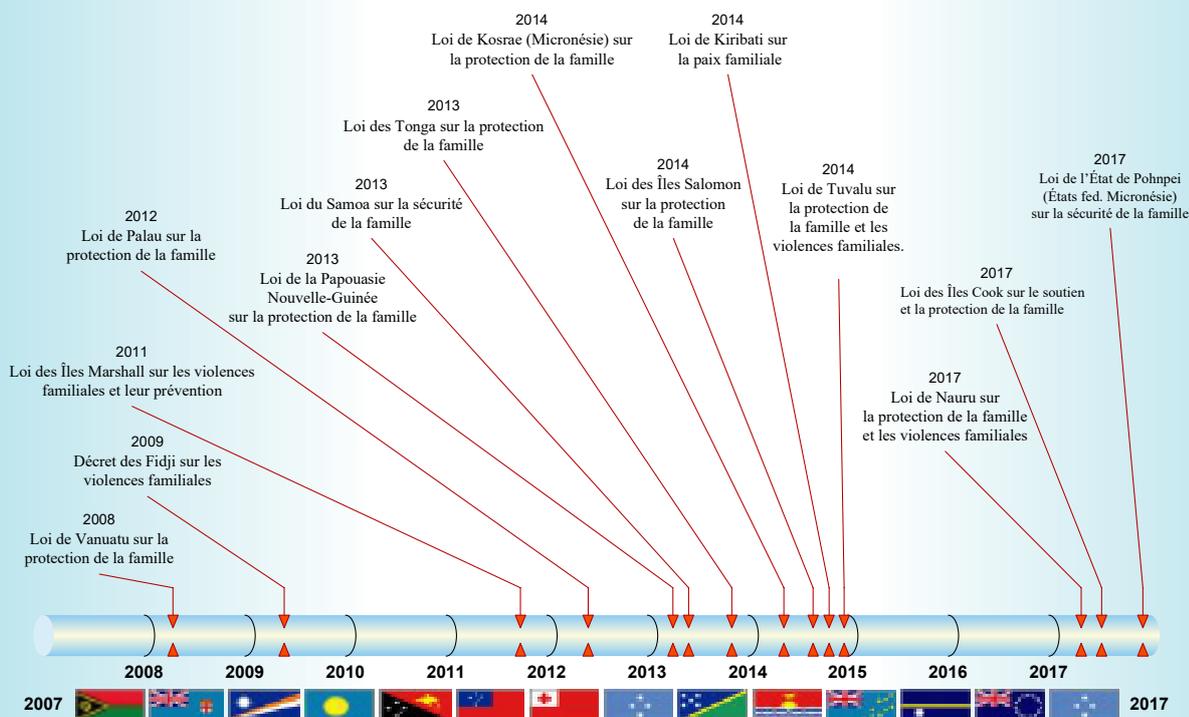


Figure 6.1 Années d'adoption de lois relatives à la violence domestique et à la protection de la famille dans le Pacifique, grâce aux conseils techniques de l'équipe RRR de la CPS dans la plupart des cas.

## RENFORCER LA VOLONTÉ POLITIQUE ET L'APPROPRIATION NATIONALE POUR PARVENIR À UN DÉVELOPPEMENT SOCIAL DURABLE



Genre – jeunesse – renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres et la société civile



Photo © Rigina Lepping

Des jeunes au centre de documentation de Youth@Work.

Volonté politique et appropriation nationale sont indispensables pour porter le progrès nécessaire au développement social. La volonté politique s'exprime lorsqu'un nombre suffisant de décideurs partagent le même point de vue sur un problème spécifique et sont résolus à honorer les engagements pris<sup>9</sup>. En 2017, le programme Youth@Work de la CPS et la treizième Conférence régionale des femmes du Pacifique ont montré que la volonté politique et l'appropriation nationale pouvaient servir de vecteurs au changement. Ces deux exemples sont le fruit de nombreuses années d'engagement, notamment à l'échelon local, mais aussi d'une longue réflexion et d'un processus approfondi d'amélioration continue.

### Youth@Work

Depuis 2012, le programme Youth@Work a apporté une réponse concrète aux forts taux de chômage des jeunes océaniques. Il se divise en deux piliers : d'une part, des stages qui permettent aux jeunes de travailler en entreprise, mais aussi de bénéficier d'une formation et de mentorat, et, d'autre part, des dispositifs d'aide (formations et subventions) destinés aux jeunes entrepreneurs qui veulent lancer leur micro-entreprise. La durabilité du programme Youth@Work repose sur son adéquation avec les priorités publiques, les structures de gestion et la demande locales, la participation active des pouvoirs publics et d'autres acteurs clés, ainsi que le renforcement des capacités du personnel et des responsables des programmes locaux dans des domaines pertinents.

### Enseignements tirés et ajustements

En 2017, des efforts concertés ont été déployés afin de garantir la durabilité du programme grâce à un appui plus spécifique apporté aux Îles Salomon et à Vanuatu. Tirant les enseignements de la transition réussie du projet pilote Youth@Work, désormais intégré à la structure et au budget de l'État à Niue, la même approche a été adoptée pour Vanuatu, tandis qu'une transition plus progressive est en cours aux Îles Salomon.

À Vanuatu, à la suite du lancement du projet pilote dans la province de Sanma, la CPS a apporté un soutien financier à l'État en vue de l'organisation d'un forum national pour l'emploi et l'émancipation des jeunes, dont l'objectif était de définir avec les parties prenantes la marche à suivre, notamment l'intégration du modèle Youth@Work aux structures publiques, aux systèmes et aux partenariats existants. La CPS a fourni des ressources humaines supplémentaires au ministère de la Jeunesse et des Sports afin d'appuyer le processus de planification, la participation des parties prenantes et la mobilisation de ressources. Cette approche a débouché sur l'élaboration du Programme national d'émancipation économique qui figure parmi les cinq programmes nationaux qui serviront à exécuter la Stratégie en faveur de l'émancipation des jeunes 2010-2019 de Vanuatu.

Aux Îles Salomon, où le programme Youth@Work existe depuis cinq ans, la première étape a consisté à faire intervenir les ministères et départements concernés, ainsi que les représentants des programmes financés par des bailleurs, dans la gouvernance globale du programme, afin d'obtenir une meilleure coordination. Un groupe stratégique de conseil et de soutien a été créé pour apporter direction, conseil et soutien à la mise en œuvre, la coordination et la gestion du programme. Son objectif est d'assurer la cohérence avec le Cadre national pour l'épanouissement de la jeunesse. En outre, une stratégie de sortie a été élaborée afin de préparer la transition vers une appropriation pleine et entière du programme par les pouvoirs publics.

9 Post et al., 2010, *Defining political will*, Politics & Policy, volume 38, n°4, août 2010, pp. 653–676.

## TREIZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES FEMMES DU PACIFIQUE ET SIXIÈME CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA CONDITION FÉMININE



Tous les trois ans, les États et Territoires membres de la CPS se réunissent à l'occasion de la Conférence régionale des femmes du Pacifique (ci-après, la « Conférence régionale ») afin de partager leurs expériences et de recenser les mesures stratégiques et concrètes à prendre pour atteindre l'égalité des sexes aux échelons national et régional. La CPS organise et coordonne cette manifestation, dont l'édition 2017 a regroupé 260 participants, un chiffre record ; 85 % des personnes présentes avaient puisé dans leurs propres ressources pour être là.

Ces dernières années, plusieurs facteurs ont renforcé la volonté politique de parvenir à l'égalité des sexes en Océanie :

- Grâce aux interventions menées par la CPS depuis 2009 dans les pays océaniques (axées sur l'approche intégrée du genre et les statistiques et l'analyse sexospécifiques), les capacités ont augmenté à l'échelon national. Ce travail a permis aux pays de repérer des domaines d'inégalité entre hommes et femmes.
- Compte tenu du renforcement des capacités, l'attitude des décideurs et des responsables publics évolue. On observe ainsi une plus grande volonté d'enrayer les inégalités hommes-femmes, des pays demandant par exemple l'aide de la CPS et intégrant de nouvelles pratiques.
- La participation (souvent avec le soutien de la CPS) des pays à des instances stratégiques mondiales telles que la Commission de la condition de la femme et leur engagement lors d'événements régionaux tels que la Conférence régionale ont beaucoup influencé la manière dont ces pays appréhendent le rôle qu'ils peuvent jouer pour faire progresser l'égalité des sexes au niveau national et régional.
- Au sein des pays océaniques, les organisations de la société civile et les pouvoirs publics collaborent de plus en plus sur des dossiers tels que les violences faites aux femmes et aux filles, la protection des droits fondamentaux des femmes, l'émancipation économique des femmes ainsi que la concrétisation des engagements pris dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), de la Déclaration pour l'égalité hommes-femmes dans le Pacifique adoptée par les dirigeants océaniques, de la Déclaration « Samoa, la Voie à suivre » et des ODD.

La Conférence régionale et la Conférence des ministres de la Condition féminine soutiennent ces processus et contribuent à renforcer la volonté politique en reflétant les changements qui se produisent d'ores et déjà à tous les niveaux de la société. En 2017, la Conférence régionale s'est concentrée sur l'émancipation économique des femmes. Elle a rassemblé des représentants des pouvoirs publics, des membres de la société civile, des représentants du secteur privé, des universitaires et des partenaires du développement, qui ont partagé leurs expériences et défini des stratégies. La Micronésie avait au préalable organisé une réunion préparatoire, la Conférence des femmes micronésiennes, afin de répertorier les priorités des pays de cette sous-région.

La Conférence régionale a également permis aux pays océaniques d'adopter la version révisée de la Plate-forme d'action pour le Pacifique en faveur de l'avancement des femmes et de l'égalité des sexes. La Plate-forme 2018-2030 comporte des objectifs stratégiques visant à atteindre l'égalité hommes-femmes et à respecter les engagements régionaux et internationaux pris en la matière. L'adoption de cet instrument lors de la Conférence régionale fait suite à un processus d'examen et de consultation mené par la CPS auprès des pouvoirs publics et des organisations de la société civile.

Il est encore trop tôt pour connaître les retombées de la Conférence régionale. Cela étant, des mesures ont d'ores et déjà été prises en Polynésie française, aux Îles Marshall et à Vanuatu en vue d'organiser des consultations nationales autour des recommandations formulées à l'issue de la manifestation. Les conclusions de la Conférence régionale seront en outre utilisées pour forger la position des pays océaniques lors de la prochaine Commission de la condition de la femme, qui se tiendra en mars 2018 à New York.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances, notamment guides et notes d'orientation (23 exemples)</b>	
Conception de 7 guides et outils pour défendre les droits de la personne, l'égalité hommes-femmes et l'intégration sociale dans les politiques nationales et régionales. Il s'agit de cinq vidéos consacrées aux ODD, aux droits de la personne dans le Pacifique, aux approches axées sur les droits et à la constitution de coalitions de plaidoyer, d'un guide sur l'approche intégrée du genre à l'échelon national, ainsi que d'une méthode pour tenir compte de l'intégration sociale et du genre s'agissant du Cadre d'évaluation du financement de l'action climatique dans le Pacifique aux Îles Salomon et à Palau.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Conception de 5 cadres statistiques (3 sur le genre, 1 sur la culture, 1 sur la jeunesse), d'un guide régional sur les indicateurs statistiques ainsi que d'une note d'orientation sur les statistiques sexospécifiques, et production d'un recueil de statistiques sexospécifiques par Kiribati. Neuf autres recueils de statistiques sexospécifiques sont en préparation.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des capacités (1 369 personnes formées ou bénéficiant de mentorat)</b>	
Assistance technique aux pouvoirs publics et à la société civile dans différents domaines : ratification ou application de traités des Nations Unies, et établissement de rapports connexes ; analyse de l'intégration sociale et de la dimension de genre ; intégration de la dimension de genre et des droits de la personne aux formations et programmes sectoriels ; statistiques sexospécifiques ; entrepreneuriat des jeunes ; constitution de coalitions de la société civile ; savoirs traditionnels et connaissances culturelles	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
927 fonctionnaires issus de neuf pays océaniques ayant bénéficié d'une formation relative aux droits de la personne ou à l'analyse sexospécifique, de mentorat pour la révision technique de politiques ou de lois, d'aide en matière de consultations publiques sur les politiques ou la législation, ainsi que d'actions de coordination et de soutien stratégiques pour les groupes de travail nationaux sur les droits de la personne	
Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	
Formation ou mentorat en matière d'application de la loi au profit de 95 officiers de police, de justice et autres de cinq pays océaniques	Kiribati, Îles Marshall, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Actions à l'intention de 347 membres de la société civile dans 6 pays océaniques : renforcement des capacités, renforcement de type institutionnel, mentorat pour le plaidoyer et le lobbying ou aide pour l'établissement de contre-rapports	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
<b>Fourniture de biens ou services (subventions)</b>	
Petites subventions allouées à 75 membres de la société civile au sein de six coalitions	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
<b>Organisation et animation</b>	
Apport d'information et d'assistance technique dans le cadre du groupe de travail sur l'égalité des sexes du CORP, du groupe de travail sur l'égalité des sexes dans le Pacifique, du groupe de travail sur les ODD et du groupe de travail sur la phase 2 de la Stratégie culturelle régionale	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
Aide au Conseil de la jeunesse du Pacifique pour la collaboration avec des instances de dialogue et de décision (6 aux échelons international et régional, 2 au niveau national), avec à la clé une augmentation des investissements et des engagements en faveur des questions prioritaires pour la jeunesse. Aide aux responsables océaniques de la culture pour la participation à la réunion internationale des ministres et responsables de la culture des pays ACP, avec pour résultat un renforcement de l'engagement auprès de l'UE	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques



### Progrès accomplis en 2017

### Pays

#### Développement des connaissances (4 exemples)

108 responsables publics, coordonnateurs de zones de recensement et statisticiens ont vu leurs connaissances et leur sensibilité à l'analyse sexospécifique des données et statistiques renforcées ; 22 personnes ont vu leurs connaissances et leur sensibilité aux enjeux d'application des traités et d'établissement de rapports correspondants renforcés

Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

93 procureurs et juristes qualifiés de « compétents » en matière d'égalité des sexes et pour ce qui est de leurs obligations au titre de la loi sur la protection de la famille

Kiribati, Îles Salomon

Aide apportée à 367 jeunes ni scolarisés ni en formation dans le cadre du programme Youth@Work (formation et création d'entreprises)

Îles Salomon

#### Utilisation des données et statistiques (9 exemples)

Utilisation, par 2 pays océaniques, de statistiques sexospécifiques et ventilées par sexe dans l'établissement de rapports au titre de la CEDEF

Kiribati, Îles Marshall

Renforcement de l'accès aux statistiques sexospécifiques et de leur utilisation dans 7 pays océaniques

Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

## CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer les convictions, les opinions, les motivations et les intentions dans les pays océaniques



### Progrès accomplis en 2017

### Pays

#### Volonté d'intégrer transversalement la dimension de genre et les droits de la personne (5 exemples)

Prise en compte plus systématique des questions de genre et de jeunesse constatée lors d'un atelier régional consacré aux indicateurs clés se rapportant aux ODD ; dialogue avec la société civile lors du Sommet des dirigeants des pays membres du Forum des Îles du Pacifique ; analyse des problématiques d'intégration sociale et de genre lors de l'évaluation des financements climatiques à Palau

Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Volonté accrue d'adopter une approche intégrée du genre de la part de la Commission des services publics, des autorités provinciales et du secteur de la pêche

Îles Salomon

Volonté accrue d'adopter une approche intégrée du genre de la part des organismes centraux, des responsables des ministères des Affaires sociales, des hauts fonctionnaires en charge de la planification et des finances et des responsables des services publics dans 13 pays océaniques lors d'un atelier régional consacré à l'analyse sexospécifique

Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Accroissement de la représentation et de l'influence des réseaux de jeunes et de défense de l'égalité hommes-femmes (Conseil de la jeunesse du Pacifique, Conférence des femmes micronésiennes) lors des dialogues régionaux et nationaux sur les enjeux de développement. Le Conseil de la jeunesse du Pacifique a par exemple milité avec succès pour la création d'un groupe de travail régional sur la jeunesse, tandis que la Conférence des femmes micronésiennes est le signe de l'influence croissante de la société civile sur la politique régionale.

Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

Approche axée sur la personne lors du travail avec les pays océaniques adoptée dans le cadre du projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord (Readiness for El Niño, RENI), un projet de résilience climatique mené par la CPS

Interne

#### Recours à la justice – connaissances et capacité (7 exemples)

Amélioration, dans 7 pays océaniques, de l'accès des femmes aux services d'urgence et de soutien, à la possibilité de déposer plainte auprès de la police ou à la possibilité de demander une ordonnance de protection en cas de violence domestique

Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Rédaction ou révision de politiques et de lois (16 exemples)</b>	
Actualisation ou rédaction de politiques nationales en faveur de l'égalité hommes-femmes dans 4 pays océaniques	États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Wallis et Futuna
Révision des lois relatives à la violence domestique ou à la protection de la famille dans 3 pays océaniques	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Nauru
Révision, dans 9 pays océaniques, de 29 politiques relatives aux sujets suivants : jeunesse, dimension de genre dans l'éducation, culture, conservation du patrimoine historique, formation dans le secteur public, protection de l'enfance, stratégie nationale de développement durable, viol et inceste, traite des êtres humains, handicap, âge du mariage, institutions nationales de défense des droits de la personne	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
<b>Adoption de politiques et de cadres nationaux et régionaux (10 exemples)</b>	
Approbation de 2 politiques relatives à la dimension de genre	Îles Salomon, Samoa
Approbation d'une politique culturelle	Samoa
Adoption d'une loi prévoyant la création d'une institution nationale de défense des droits de la personne à Tuvalu	Tuvalu
Adoption de 3 projets de loi sur la famille en 2017	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Nauru
Révision puis adoption de la Plate-forme d'action pour le Pacifique par les pouvoirs publics et la société civile lors de la treizième Conférence régionale des femmes	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration de la phase 2 de la Stratégie culturelle régionale (2017-2020) et de la stratégie « Investir dans les cultures océaniques » (2010-2020) avec l'Université du Pacifique Sud (USP), le PROE, le FIP, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) et l'UNESCO	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
<b>Renforcement des structures et systèmes de gouvernance (22 exemples)</b>	
Soumission de rapports au titre de traités des Nations Unies par 4 pays océaniques : 2 rapports concernant la CEDEF et 2 concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées	Îles Cook, Palau, Samoa, Vanuatu
Présence d'au moins une femme au sein des conseils d'administration des entreprises publiques	Îles Marshall
Réalisation de 4 études de cadrage sur les institutions nationales de défense des droits de la personne, à la demande des pouvoirs publics	Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru
Proposition d'une augmentation du budget alloué au genre, à la culture ou à la jeunesse dans 6 pays océaniques	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Tonga, Tuvalu
Réalisation, par 1 pays océanique, d'un recueil de statistiques sexospécifiques, un document analogue étant en cours d'élaboration dans 2 autres pays	Îles Cook, Kiribati, Tonga
Mise en place d'un cours sur les droits de la personne dans les écoles primaires	Kiribati
Conception d'un cours sur les droits de la personne destiné aux établissements scolaires (restant à mettre en place)	Îles Marshall
Réalisation d'un plan d'action national en faveur des droits de la personne et d'un plan d'action pour l'égalité des sexes et l'intégration sociale dans l'éducation	Îles Marshall, Tuvalu
<b>Renforcement des communautés et des coalitions (8 exemples)</b>	
Statut des organisations artistiques et culturelles de plus en plus reconnu. Les associations Viti Association of Visual Artists (VAVA) et Fiji Islands Dance Association (FIDA) ont créé une association de fait. L'Alliance/Conseil des arts des Îles Salomon a collaboré avec la Direction de la culture pour créer un nouveau marché artisanal à Honiara.	Fidji, Îles Salomon

Progrès accomplis en 2017	Pays
Renforcement du Conseil de la jeunesse du Pacifique par la réélection de son conseil d'administration lors de l'assemblée générale de juin, la planification de solutions durables et l'immatriculation en tant qu'ONG aux Fidji	Fidji
Progrès réalisés par 6 réseaux de la société civile vers la concrétisation des objectifs des coalitions en matière de représentation des femmes dans la fonction publique, de droit du travail, de droit à l'information, d'épanouissement de la jeunesse, d'addiction aux jeux et de handicap	Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
137 femmes et 206 hommes ayant pris part au programme Youth@Work ont créé leur propre entreprise	Îles Salomon
22 % des jeunes ayant participé au programme Youth@Work ont fini leur stage et trouvé un emploi	Îles Salomon

#### IMPACT – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'incidence de la CPS dans la réalisation des objectifs de développement des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
Ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (ONU)	Fidji
Augmentation du budget national consacré au genre	Îles Marshall
Relatif élargissement des services juridiques et de soutien aux survivant(e)s de la violence domestique dans 5 pays océaniques	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu

# CHAPITRE 7

## AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES DANS LA LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La CPS a œuvré à l'amélioration des interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) dans les États et Territoires insulaires océaniques en renforçant le leadership et l'appropriation par les dirigeants de haut niveau des actions de lutte contre les MNT sur le plan national et à l'échelle de la région, ainsi qu'en impliquant l'ensemble de la société dans ces actions.

Le renouveau du travail avec les nutritionnistes de toute la région a donné un nouvel élan au soutien apporté par les États et Territoires à l'intensification des interventions nationales sur la nutrition.

La CPS a également poursuivi le travail de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qu'elle réalise avec les États et Territoires insulaires océaniques, en mettant l'accent sur une gestion durable des forêts et des terres, une production agroalimentaire durable, ainsi que la mise en place de marchés pour assurer les moyens de subsistance. Dans ce contexte, la CPS a notamment œuvré à la préservation et au développement des ressources génétiques agricoles, la disponibilité de semences adaptées constituant une caractéristique essentielle d'une sécurité alimentaire climato-intelligente ; elle a également soutenu des pratiques de gestion de la pêche côtière visant à limiter les répercussions du changement climatique et de la surpêche sur la sécurité alimentaire.

### Réalisations en chiffres

**217** fonctionnaires ont perfectionné leur connaissance des MNT.



**10** États et Territoires insulaires océaniques se sont déclarés prêts et déterminés à lutter contre les MNT, notamment en organisant des sommets nationaux sur ce sujet et en renforçant la mise en œuvre des plans de lutte à l'échelle nationale.

**4** États et Territoires insulaires océaniques ont rédigé des documents sur les MNT ou des projets de loi pour adoption.



Renforcement de la sécurité dans le secteur de la pêche grâce à la distribution de sacs de survie par la CPS : **2 pêcheurs** sauvés en mer.

**1** loi a été modifiée aux Îles Marshall pour augmenter les taxes à l'importation sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées.



La protection des ressources génétiques s'est poursuivie : au moins **16 nouvelles espèces** d'arbres fidjiens et **17 nouvelles cultures** ont bénéficié de mesures de préservation.



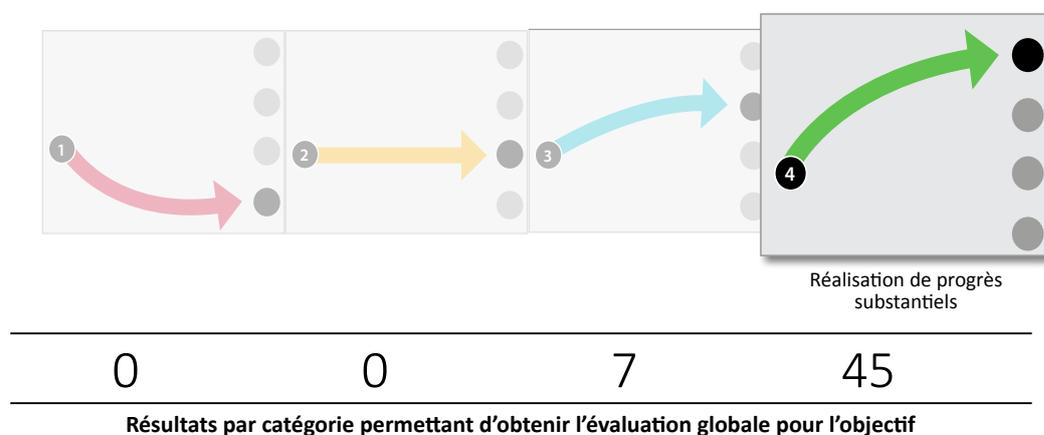
### CONTRIBUTION AUX ODD

## Principaux défis à relever dans ce domaine

- À l'échelle régionale, plusieurs défis sont à relever, et notamment les conséquences du changement climatique, la dégradation des écosystèmes causée par l'exploitation non pérenne des ressources marines et terrestres, ou encore la nécessité de renforcer les capacités afin de produire des aliments plus sains et de générer des débouchés économiques pour la population croissante des îles.
- La hausse de la consommation d'aliments importés et transformés et la baisse de la production et de la consommation de denrées locales nuisent à la santé des Océaniens.
- Les MNT, et principalement les maladies cardiovasculaires, le cancer, les affections pulmonaires chroniques et le diabète, sont la première cause de mortalité dans le Pacifique.
- La liste des 10 premiers pays au monde pour la prévalence du diabète rassemble plusieurs pays insulaires océaniques.
- Par rapport à la Feuille de route régionale relative aux MNT, adoptée en 2014, les avancées se sont révélées très positives dans certains domaines, mais plus lentes dans d'autres.
- Dans de nombreux États et Territoires, moins de 20 % des adultes consomment les cinq portions quotidiennes de fruits et de légumes recommandées.

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de progrès substantiels.



## Perspectives pour 2018

- Les travaux réalisés par la CPS dans le domaine des ressources génétiques agricoles permettront de répondre à l'augmentation des besoins de plants de qualité pour les arbres et les cultures alimentaires. Le périmètre d'intervention de la CPS continuera à s'accroître : outre la préservation des ressources génétiques, l'accent sera mis sur les activités stratégiques et opérationnelles, en particulier l'offre de semences.
- La CPS va continuer à intensifier ses activités en matière de gestion durable des forêts et des terres, d'agriculture durable et de marchés pour assurer les moyens de subsistance, afin d'optimiser la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les débouchés économiques en Océanie.
- La CPS poursuivra ses travaux avec les nutritionnistes et les partenaires du développement afin de mettre au point des plans d'action nationaux favorisant la mise en œuvre des *Recommandations pour une alimentation et une vie saines dans le Pacifique*.
- Le travail de collaboration, notamment avec la FAO, mettra l'accent sur l'importance de l'agriculture comme source de nourriture pour les populations océaniques, afin de lutter contre la tendance à la consommation d'aliments importés et transformés. En effet, une mauvaise alimentation contribue à l'accroissement de la prévalence des MNT.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## DES JARDINS POTAGERS CLIMATO-INTELLIGENTS : OPTIMISATION DE LA SANTÉ DES SOLS DES ATOLLS GRÂCE À DES MÉTHODES TRADITIONNELLES DE CULTURE



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

La dégradation des sols constitue un problème constant pour l'agriculture en Océanie, en particulier sur les atolls de Kiribati, des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et de Tuvalu. Le changement climatique, la faible biodiversité, l'insuffisance de la lutte contre les maladies et les organismes nuisibles, les ressources en eau limitées et la perte des savoirs traditionnels compliquent également la production de nourriture. Ces facteurs entraînent une baisse de la sécurité alimentaire ainsi qu'une alimentation moins équilibrée et, partant, l'émergence de la malnutrition et des MNT.

Afin de remédier à ces problèmes, la CPS travaille avec les populations concernées à l'élaboration de méthodes durables d'amélioration de la santé des sols reposant sur les savoirs locaux, les connaissances scientifiques et l'utilisation de sources disponibles de matière organique pour reconstituer les sols.

À Kiribati, dans le cadre d'une démarche participative rassemblant plusieurs écoles et communautés, la CPS a aidé à reprendre le concept du trou à taro traditionnel, creusé à la main jusqu'à la nappe phréatique, et à adapter le système de fosse plate pour créer un jardin potager modifié en terrasses. La couche du fond se prête bien à la culture du taro d'eau géant (*Cyrtosperma merkusii*), suivie par celle du taro et de la patate douce. Les légumes, notamment les légumes-feuilles, poussent sur les terrasses supérieures, avec des bananiers, des arbres fruitiers et une couverture de légumineuses (*Vigna marina*) sur la terrasse la plus élevée.

Ce système agricole, qui repose sur les connaissances traditionnelles, englobe le compost, la diversification des cultures et une gestion intégrée des maladies et des organismes nuisibles. Des variétés résistantes face au changement climatique, provenant du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique de la CPS, permettent d'accroître la résilience du système de production de nourriture.

Sur les atolls, les sols manquent souvent de minéraux essentiels. Après avoir analysé des échantillons de sols de plusieurs atolls, notamment dans le nord de Kiribati, la CPS a pu fournir des conseils sur la mise en place de techniques spécifiques de compostage pour améliorer la santé des sols.

D'autres analyses d'échantillons de sols et de compost recueillis à Kiribati et à Tuvalu ont permis de déterminer les types de fumier, réalisés à partir de composants locaux, qui présentaient la plus forte teneur en nutriments essentiels. La valeur nutritive des feuilles de plusieurs plantes présentes sur les atolls (variétés endémiques telles que *te mota* et *te buka*, et variétés introduites, notamment *chaya* et *moringa*), ainsi que l'ajout des cendres des feux de cuisson et des déchets de poisson ont également fait l'objet d'une étude. Les résultats de cette étude ont servi à sélectionner les légumes-feuilles introduits dans les trous à taro modifiés.

Les trous à taro modifiés ont permis d'améliorer le rendement de plusieurs cultures. Les essais réalisés dans les atolls septentrionaux de Kiribati ont donné de meilleurs résultats que ceux effectués dans le sud du pays. Ces travaux ont montré que les femmes du nord de Kiribati mettaient des feuilles d'arbre à pain séchées et des feuilles vertes de *te mao* dans leur compost, et que, grâce à la plus grande fertilité du sol, qui pouvait retenir davantage d'eau, elles avaient besoin d'épandre moins de compost organique. Du fait des différences culturelles entre les deux régions, le nord du pays, où le taro d'eau géant est très apprécié, compte en outre davantage de trous à taro.

Les pesticides et les engrais sont interdits sur les atolls, ce qui complique la gestion des organismes nuisibles dans les trous modifiés. L'une des solutions envisagées est la lutte biologique, et notamment le soutien aux « prédateurs naturels » déjà présents dans l'environnement.

## Enseignements tirés



Trous à taros modifiés dans des potagers traditionnels de Kiribati.

Au cours de la première année du projet d'optimisation des sols des atolls, les principales difficultés ont porté sur la disponibilité de terres de qualité, la capacité des acteurs du projet sur le terrain à réaliser des interventions techniques, ainsi que les sources de nutriments indispensables pour le compost.

Des partenariats de recherche avec des organismes tels que l'ACIAR, la FAO ou encore le Fonds international de développement agricole (FIDA) se sont révélés essentiels à la collecte de données cruciales, notamment sur la chaîne de valeur des systèmes de production alimentaire à Kiribati. Ces données ont montré que la chaîne logistique des cultures est compromise par le manque de fiabilité du transport, et ont constitué un complément utile aux recherches menées par la CPS sur la santé des sols des atolls et l'élaboration de pistes de solutions.

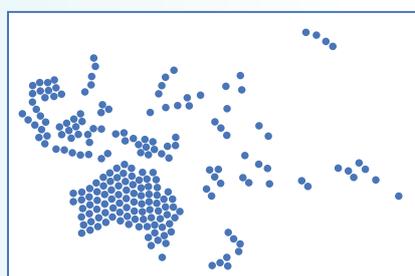
Des interventions simples, associant savoirs locaux et traditionnels et connaissances scientifiques, par exemple la modification des trous à taro en fonction d'analyses précises des sols, peuvent constituer des solutions durables et bénéfiques, que les agriculteurs peuvent eux-mêmes mettre en place.

## ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE DIABÈTE : UNE APPROCHE GLOBALE POUR COMBATTRE L'ÉPIDÉMIE



Jeunesse – réponse apportée aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires

Les taux de diabète enregistrés en Océanie sont parmi les plus élevés au monde.



À l'échelle mondiale, la prévalence du diabète est estimée à 10 %. Chez les populations adultes océaniques, ce taux monte à



Figure 7.1 : Prévalence du diabète en Océanie (populations âgées de 25 à 64 ans).

Plusieurs déclarations, engagements et stratégies, tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle mondiale, reconnaissent le diabète comme une épidémie et soulignent systématiquement l'urgence qu'il y a à adopter une démarche de lutte impliquant l'ensemble des pouvoirs publics et de la société. Par exemple, la Feuille de route régionale relative aux maladies non transmissibles (MNT), adoptée par les dirigeants océaniques en 2014, mettait en exergue la participation de multiples parties prenantes, un point sur lequel ils ont de nouveau insisté en 2016 lors du Sommet océanien sur les MNT.

La CPS s'engage pour aider les États et Territoires insulaires océaniques à mobiliser la société civile afin de lutter plus efficacement contre les MNT, et assure un soutien technique dans le domaine du diabète grâce à une démarche plurisectorielle.

En 2017, la première réunion des associations de lutte contre le diabète dans le Pacifique a été organisée aux Fidji afin d'améliorer la collaboration entre les associations de la région et de les doter de moyens renforcés. Cette réunion a rassemblé des représentants (dont 62 % de femmes) de 12 États et Territoires (Îles Cook, Fidji, Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa américaines, Tonga et Vanuatu), ainsi que des partenaires du développement et d'autres parties intéressées.

« La réunion a permis aux pays de partager leurs expériences en matière de prévention et de prise en charge du diabète et a également contribué à renforcer la collaboration entre les associations, les pouvoirs publics et les autres parties prenantes de la région. » – Paula Vivili, CPS

Les participants ont mis au point un plan d'action pour leur association nationale de lutte contre le diabète et ont défini des initiatives de collaboration et des thèmes prioritaires pour l'avenir. Ils ont également pu évoquer leurs besoins avec des représentants des organismes partenaires du développement et obtenir de l'aide afin d'optimiser le fonctionnement de leur association.

Cet événement a été la première réunion régionale à mettre l'accent sur le renforcement de l'efficacité d'acteurs clés tels que les associations de lutte contre le diabète dans le combat contre les MNT en Océanie.

*« Je suis diabétique. J'ai subi une amputation il y a 17 ans, mais à présent, j'ai appris à maîtriser mon diabète et à aider les autres. »* – Masing Retur Lauru, Vanuatu

Tous les participants se sont accordés à dire que cette réunion avait permis de tisser des liens à l'échelle nationale et régionale, ce qui permettra l'échange de connaissances et de pratiques empiriques pour optimiser la prévention et la prise en charge du diabète.

## Enseignements tirés et ajustements

À l'avenir, il sera judicieux, lors de rencontres du même type, de faire participer des associations de jeunes et de prévoir des séances consacrées aux stratégies de sensibilisation et de communication sur la santé afin d'aider les associations à intensifier leurs efforts de lutte contre le diabète.

À l'issue de la réunion, des mesures ont d'ores et déjà été prises à l'échelle nationale. Par exemple, les Îles Cook ont commencé à mettre en place une association nationale de lutte contre le diabète, les Îles Salomon se sont engagées à redynamiser leur association, tandis que l'association fidjienne a organisé des événements consacrés au diabète. Quant à Guam, il a déposé sa candidature pour adhérer à la Fédération internationale du diabète. Diabetes Australia, la Nouvelle-Zélande, Guam et les Fidji ont apporté de l'aide (notamment un programme de formation pratique sur le fonctionnement dans la durée d'une association de lutte contre le diabète) à d'autres associations océaniques, dans le cadre d'une coopération Sud-Sud.

*« Nous ne pouvons pas nous contenter de fournir des traitements cliniques aux diabétiques. Nous devons mettre l'accent sur la communauté tout entière. »* – Dr. Patricia-Maire Tuheiava, Polynésie française

La Division santé publique de la CPS va continuer à soutenir la mise en œuvre des plans d'action élaborés par les associations océaniques de lutte contre le diabète afin de s'assurer de leur solidité, de leur efficacité et de leur capacité à prendre en compte les besoins et les droits des personnes diabétiques.



Les représentants de 12 États et Territoires insulaires océaniques rassemblés lors de la première réunion des associations de lutte contre le diabète dans le Pacifique (Fidji, septembre 2017).

## PROJET « WAKE UP! » : INCITER LES JEUNES À PARTICIPER À LA PRÉVENTION DES MNT



Jeunesse

La jeunesse océanienne doit participer à la recherche de solutions à la crise des MNT, crise qui freine le développement sanitaire et économique de la région.

La plupart des comportements et des dépendances à l'origine des MNT apparaissent à un âge peu avancé. À Kiribati, au Samoa et à Wallis et Futuna, de **26 à 34 %** environ des jeunes âgés de **13 à 15 ans** sont fumeurs ; **près de 78 à 89 %** des jeunes de Niue et du Samoa consomment de l'alcool **avant l'âge de 14 ans** ; enfin, aux îles Cook, à Niue, en Polynésie française, aux Tonga, à Tuvalu et à Wallis et Futuna, **plus de 20 % des jeunes de 13 à 15 ans** sont obèses.



Figure 7.2 : Prévalence des facteurs de risque associés aux MNT parmi les jeunes Océaniens.

La CPS, associée au bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le Pacifique, a dirigé la mise en œuvre du projet « Wake Up! », destiné à permettre aux jeunes de travailler avec des professionnels pour créer du matériel audiovisuel visant à prévenir les MNT et à lutter contre celles-ci.

En 2017, la CPS a organisé un concours destiné aux jeunes de 15 à 25 ans, en les invitant à présenter une idée pour lutter contre les MNT à l'aide de supports de diffusion traditionnels ou de réseaux sociaux utilisés en Océanie. Financé par le Fonds Pacifique, ce projet a tout d'abord pris la forme d'un appel à projets diffusé auprès

des établissements d'enseignement secondaire et supérieur des trois Territoires français (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis et Futuna) et des pays possédant une Alliance française (Fidji, Tonga, Vanuatu et Nouvelle-Zélande).

Ensuite, sept groupes de jeunes des pays concernés ont été sélectionnés pour un atelier de formation qui leur a permis d'affiner leur idée de court-métrage et d'obtenir des conseils dans le domaine de la promotion de la santé et du marketing social. En 2018, les films terminés seront diffusés sur les réseaux sociaux et utilisés comme outil de sensibilisation et de promotion de la santé dans la région.

L'équipe de la CPS chargée des MNT, en coopération avec les équipes chargées des jeunes, des médias et de la communication, assure une assistance technique, une formation et un soutien logistique tout au long du projet.

Fondé sur le principe de l'éducation par les pairs, ce projet est le premier à mettre l'accent sur les jeunes, les MNT et la communication par les médias dans le Pacifique ; il s'appuie sur des interventions relatives aux MNT ayant fait leurs preuves. Il contribue à la mise en place d'un réseau de jeunes ambassadeurs formés à la communication, ainsi qu'à la promotion de la coopération culturelle et technique entre États et Territoires insulaires océaniques.

« Les gens pensent, à tort, que les jeunes ne sont pas concernés par les maladies non transmissibles. Pourtant, ce problème nous concerne tous, d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi un engagement de notre part est nécessaire. » – Un jeune du groupe de Vanuatu

Après avoir participé à l'atelier de formation (qui a réuni 33 jeunes, dont plus de la moitié de femmes), les groupes s'attellent actuellement à la réalisation et à la finalisation de leur court-métrage, avec le soutien technique permanent de la CPS, du PNUD et du ministère de la Santé de leur pays. Les films, mais aussi les chansons, traitent des MNT et des facteurs de risque (manque d'activité physique, mauvaise alimentation, tabagisme et consommation d'alcool) d'une façon adaptée au contexte local ; citons par exemple *If only I knew*, un film des Tonga, *NCD rap*, une chanson de Vanuatu, ou encore *The after-effect*, un film des Fidji.

Outre leur contribution à la lutte contre le problème des MNT auprès de leurs pairs, les jeunes participants auront acquis des compétences en matière de santé publique et de MNT, de sensibilisation à la santé et de production audiovisuelle, qui pourront leur être utiles bien au-delà du projet.

## Enseignements tirés

Sept États et Territoires insulaires océaniques étaient représentés dans le cadre du projet. L'inclusion de jeunes de toute l'Océanie pourrait permettre la création d'un réseau plus important de jeunes ambassadeurs.



Des groupes de jeunes venus de sept États et Territoires insulaires océaniques ont appris à mettre au point des messages audiovisuels visant à prévenir et à combattre les MNT (août 2017).

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Acquisition de connaissances, enquête ou stratégie notamment (17 exemples)</b>	
Lancement et réalisation d'un projet sur le diabète et d'un projet de recherche et d'intervention sur l'obésité infantile	Wallis et Futuna
Réalisation d'une enquête sur l'obésité infantile	Îles Marshall
Réalisation d'une enquête sur les MNT chez l'adulte	Guam
Réalisation d'une enquête sur la situation des associations de lutte contre le diabète dans 13 pays océaniques	Îles Cook, Fidji, Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tonga et Vanuatu
Lancement de la version révisée de la stratégie régionale « Les jeunes et l'agriculture »	PTOM de l'UE

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Développement des connaissances (34 exemples)</b>	
Huit personnes ont pu améliorer leurs connaissances et compétences en participant à des cours Oceania sur la composition des aliments, ainsi qu'à des formations sur les MNT et le droit, le diabète, la sécurité alimentaire et la promotion de la santé.	Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Tonga, Vanuatu
Formation à la nutrition suivie par 20 personnes : notes de 70 % au test préliminaire et de 85 % au test de fin de formation	Îles Salomon
Organisation d'une formation aux facteurs de risque associés aux MNT pour 25 personnes : notes de 45 % au test préliminaire et de 65 % au test de fin de formation	Niue
À l'issue d'un atelier sur les MNT destiné aux députés, plus de 95 % des 45 participants ont indiqué mieux connaître ces maladies.	Îles Cook, Fidji
À l'issue d'une formation sur les MNT, les jeunes et les médias, plus de 95 % des 34 jeunes participants ont indiqué mieux connaître ces maladies.	Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna
Plus de 95 % des 70 participants ont indiqué mieux connaître les MNT à l'issue d'une formation sur ce thème.	Tonga
Plus de 95 % des 16 participants ont indiqué mieux connaître les MNT à l'issue d'une formation à la gestion de données.	Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu, Wallis et Futuna
Une enquête sur les associations de lutte contre le diabète dans le Pacifique a permis de fournir des conseils sur les processus décisionnels et d'assurer un suivi des progrès réalisés par ces associations dans 11 pays océaniques.	Fidji, Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa américaines, Tonga, Vanuatu
La CPS a réalisé, en coopération avec le ministère fidjien de l'Agriculture, des travaux de recherche et de développement sur des technologies de production résistantes au changement climatique afin de limiter les répercussions sur la production potagère et agricole, en mettant l'accent sur l'évaluation des piments (ces travaux seront terminés en 2018).	Fidji
Lancement d'un ensemble de politiques agricoles dans le Pacifique au titre du Programme UE-CPS de promotion des politiques agricoles	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

## CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer les convictions, les opinions, les motivations et les intentions dans les pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Engagement à agir (10 exemples)</b>	
Engagement de la part des pouvoirs publics à lutter contre les MNT, ainsi qu'à élaborer et à renforcer des stratégies et des comités plurisectoriels à ce sujet	Kiribati, Nauru, Niue, Îles Salomon
Engagement des pouvoirs publics à faire de la lutte contre les MNT une priorité de santé à l'échelon national, à élaborer un plan stratégique national de lutte contre les MNT et à mettre en place un comité chargé de la lutte contre les MNT	Polynésie française, Wallis et Futuna
Organisation d'un sommet national sur les MNT afin d'élaborer un plan national plurisectoriel de lutte contre ces maladies	Îles Marshall
Renforcement de la mise en œuvre du plan national plurisectoriel de lutte contre les MNT	Tonga
Renforcement du comité de lutte contre les MNT et organisation d'un atelier sur ces maladies à destination des députés	Fidji
Participation des dirigeants au sommet national sur les MNT et engagement de leur part à lutter contre ces maladies	Tokelau
<b>Élaboration de politiques et de documents prouvant le changement de comportement (5 exemples)</b>	
Élaboration d'une politique visant à interdire toute une gamme de produits sucrés	Nauru
Présentation pour adoption d'un document sur la taxation des boissons sucrées	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Préparation d'un document sur la taxation des boissons sucrées	Îles Salomon
Élaboration d'un projet de loi sur la fiscalité des produits sains et d'une loi sur la lutte contre le tabagisme, pour adoption	États fédérés de Micronésie
Adaptation des recommandations diététiques basées sur l'approche alimentaire aux usages locaux	Niue
<b>Changement de comportements grâce à l'appui de la CPS (16 exemples)</b>	
21 pays océaniques dotés de ressources de promotion d'une bonne hygiène de vie et de personnel formé et motivé pour mettre en œuvre les plans nationaux de lutte contre les MNT	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Organisation de réunions du comité de lutte contre les MNT	Fidji, Tonga
Définition du mandat du comité national plurisectoriel de lutte contre les MNT	Kiribati, Îles Salomon
Élaboration du tableau de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) et engagement à prendre des mesures	Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Wallis et Futuna
Engagement à mettre au point et à utiliser un cadre de suivi-évaluation pour les plans nationaux de lutte contre les MNT	Kiribati, Îles Salomon
Rédaction de plans nationaux plurisectoriels de lutte contre les MNT	Kiribati, Nauru, Îles Salomon

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Mise en œuvre de politiques, de lois et d'initiatives (34 exemples)</b>	
Approbation des tableaux de bord MANA et apport de preuves de leur utilisation	Nauru, Niue, Polynésie française, Tonga, Wallis et Futuna
Amendements législatifs permettant d'accroître les droits d'importation sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées	Îles Marshall

Progrès accomplis en 2017	Pays
Mise en œuvre de mesures de lutte contre les facteurs de risque liés aux MNT, avec ressources et/ou personnel formé	Îles Cook, Fidji, Guam, Tokelau, Vanuatu
Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, axées notamment sur la lutte contre le tabagisme, avec ressources et/ou personnel formé	Nauru, Polynésie française, Wallis et Futuna
Mise en place et application d'un plan national plurisectoriel de lutte contre les MNT en coopération avec les parties prenantes	Tonga
Mise en place d'un plan national de lutte contre les MNT et preuve de son application en coopération avec les parties prenantes	Îles Cook, Fidji, Tokelau
Mise en œuvre de 22 initiatives en coopération avec des organismes partenaires, des établissements universitaires, d'autres divisions de la CPS et les pouvoirs publics, à l'échelle nationale comme à l'échelle régionale.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Élaboration et lancement de plans nationaux de lutte contre les MNT	Fidji, Tokelau, Tonga
Approbation de l'interdiction de toute une gamme de produits sucrés et preuves de son application	Nauru
Approbation d'amendements législatifs permettant d'accroître les droits d'importation sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées, et preuves de leur application	Îles Marshall
Approbation de la hausse des taxes sur les boissons sucrées et preuves de sa mise en œuvre	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Approbation de recommandations diététiques basées sur l'approche alimentaire et preuves de leur mise en œuvre <sup>2</sup>	Niue
Initiatives nationales de lutte contre les MNT dirigées par les ministres et les députés, le ministère ou le ministre de la Santé, ou encore le directeur du ministère, ainsi que les hauts fonctionnaires	Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Polynésie française, Tokelau
Réalisation d'une base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique ainsi que d'un mode d'emploi, et utilisation de ces instruments pour les publications relatives aux politiques alimentaires	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Rédaction du document de mise en œuvre du Plan stratégique régional sur la statistique agricole et halieutique	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Achèvement du soutien apporté dans le cadre du Programme UE-CPS de promotion des politiques agricoles à l'élaboration de plans agricoles pour les États de Yap et de Pohnpei	États fédérés de Micronésie

## IMPACT – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'incidence de la CPS dans la réalisation des objectifs de développement des États et Territoires insulaires océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
Distribution de 62 sacs de survie à de petits pêcheurs, en supplément des sacs distribués par les pays océaniques eux-mêmes et d'autres partenaires du développement (BASt et FAO). En 2016 et 2017, ces sacs de survie ont permis de sauver des vies en mer. À Tuvalu, au moins 4 bateaux ont été secourus (2 en 2016 et 2 en 2017) grâce à la présence d'un sac de survie et à l'utilisation des dispositifs de sécurité qu'il contenait.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Tuvalu
Capture d'un thon jaune de 46 kg par des pêcheurs d'Ollei formés par la CPS à la manutention du poisson. L'amélioration des pratiques a permis de vendre le poisson plus cher à un membre de la communauté.	Palau
Préservation des ressources génétiques des forêts réalisée par le Centre océanique de semences arboricoles : au moins 16 essences fidjiennes ajoutées à la collection actuelle dans le cadre d'expéditions	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Poursuite de la préservation des ressources génétiques végétales au CePaCT avec au moins 17 cultures conservées pour l'éternité	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

# CHAPITRE 8

## RENFORCER LA SURVEILLANCE ET LA RÉPONSE EN SANTÉ PUBLIQUE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

La CPS assure la coordination du Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP), dispositif à participation volontaire regroupant des pays et des organisations qui œuvrent ensemble à la promotion de la veille sanitaire dans la région, au moyen de systèmes d'alerte précoce et de réponse. Un appui de premier plan à la surveillance de la santé publique, qui constitue un service régional d'intérêt général, a été inscrit parmi les priorités du Plan stratégique de la CPS ; il s'agit d'un domaine d'action essentiel.

### Réalisations en chiffres

**85 %** des pays sondés estiment que les messages publiés sur PacNet sont utiles dans leur pratique quotidienne.



**73 %** des pays océaniques ayant enregistré des flambées épidémiques ou la circulation de virus ont publié des rapports de situation directement sur PacNet.

**7** pays océaniques ont montré une amélioration des rapports de surveillance biologique.



**17** pays océaniques disposent de services de surveillance opérationnels.



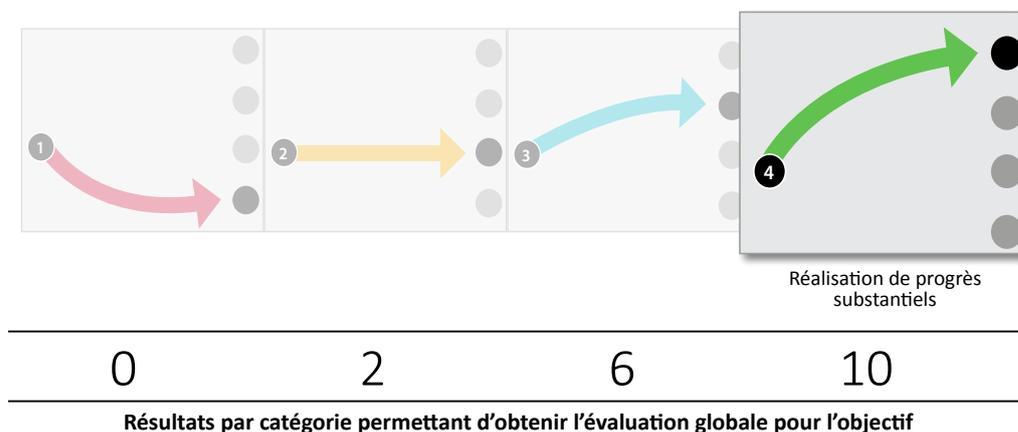
### CONTRIBUTION AUX ODD

#### Principaux défis à relever dans ce domaine

- Les moyens humains dans le domaine de l'épidémiologie, et notamment la surveillance et la réponse aux épidémies, sont limités dans la région.
- Le manque de compilation et d'analyse de données de qualité obère les rapports des services de santé, la planification, ainsi que le suivi et la surveillance épidémiologiques.
- Les pratiques locales du personnel de santé océanien doivent intégrer de nouvelles connaissances et compétences.
- L'adaptation aux exigences de nouvelles politiques organisationnelles, notamment en matière d'achats, a engendré des difficultés aussi bien en interne que pour les organismes partenaires.

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de progrès substantiels.



## Perspectives pour 2018

- Le ROSSP devrait être consolidé par la mise en œuvre d'un nouveau projet de développement des capacités, financé par l'AFD, visant à accroître la surveillance et à renforcer les compétences des laboratoires.
- L'amélioration de la coopération entre les programmes de la Division santé publique dont certains domaines se recoupent permettra d'optimiser la cohérence des travaux menés par la CPS, ainsi que de renforcer l'action et l'impact collectifs.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## « RECONSTRUIRE EN MIEUX » : RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SURVEILLANCE DE VANUATU APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE PAM



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

L'Océanie est l'une des régions du monde les plus exposées aux catastrophes naturelles. La fragilité des systèmes de santé, avec du personnel souvent contraint d'exercer plusieurs fonctions du fait de la pénurie de ressources et de capacités humaines, ne fait qu'aggraver les répercussions de ces phénomènes.

En mars 2015, immédiatement après le passage dévastateur du cyclone Pam à Vanuatu, le Gouvernement de Vanuatu et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont demandé l'assistance technique de la CPS en matière de surveillance post-catastrophe, d'investigation et de réponse face aux éventuelles flambées épidémiques. À l'époque, le ministère de la Santé de Vanuatu comptait un seul agent national de surveillance, ainsi que des correspondants non formés dans les provinces. Compte tenu des difficultés auxquelles le pays était confronté, l'équipe de la CPS a réagi à l'appel d'Yvan Souarès en faveur d'une « reconstruction en mieux ».

*« La réponse engagée s'inscrit dans une démarche qui ne se limite pas aux seuls risques sanitaires imminents découlant du passage du cyclone. Ensemble, nous entendons poursuivre nos efforts afin d'aider à renforcer le système de surveillance actuel de manière à pouvoir mieux détecter et combattre tout foyer épidémique à l'avenir. »* – Yvan Souarès, ancien Directeur adjoint de la Division santé publique de la CPS

Au cours des mois qui ont suivi, une équipe d'épidémiologistes et d'experts de laboratoire de la CPS ont élaboré, de concert avec les pouvoirs publics de Vanuatu, des programmes de soutien destinés à remettre sur pied et à renforcer les fonctions essentielles de santé publique dans le cadre des activités élargies de relèvement financées par la KfW, la banque allemande de développement.

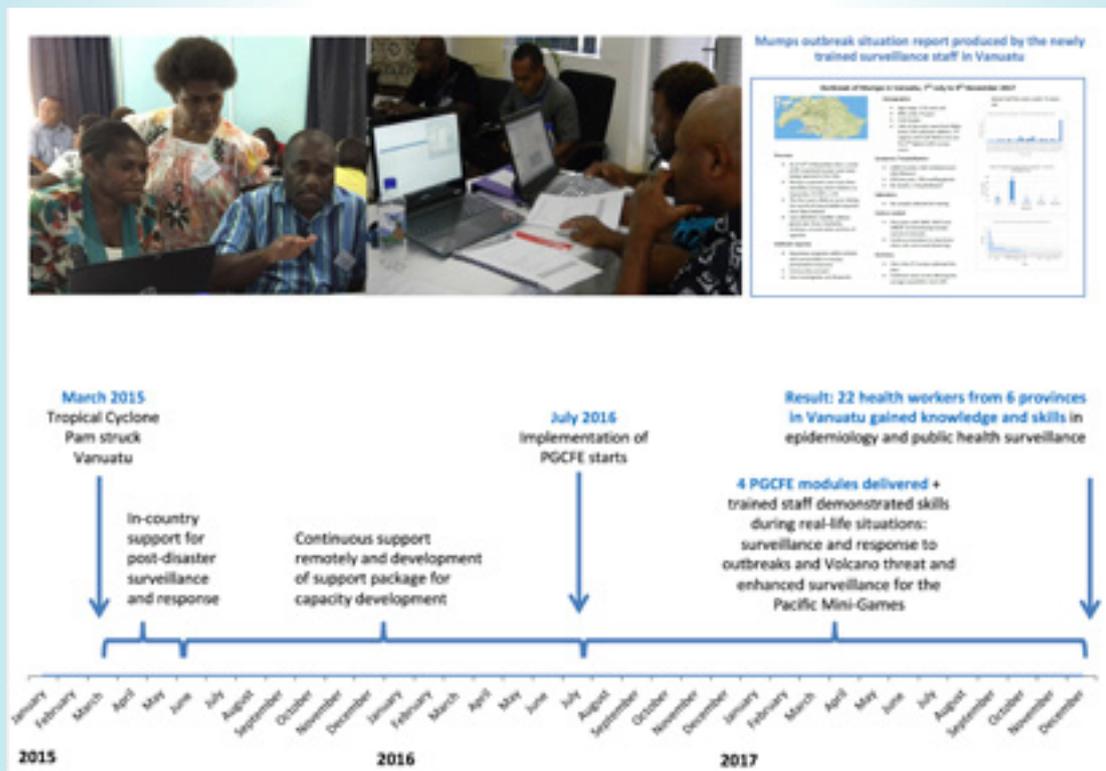


Figure 8.1 : Calendrier des activités de soutien réalisées par la CPS dans le domaine de la santé après le passage du cyclone Pam.

L'une des grandes initiatives de ce projet a été de proposer la participation au programme du diplôme d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE), dans le but de former un personnel de santé ni-Vanuatu doté de compétences en épidémiologie et, ainsi, de favoriser l'amélioration des systèmes d'information sanitaire.

La mise en œuvre du programme PGCFE a débuté 15 mois après le cyclone Pam. Entre juillet 2016 et août 2017, des spécialistes de la CPS, de l'OMS et de Hunter New England Local Health District Population Health ont assuré quatre modules PGCFE sur la surveillance de la santé publique, l'investigation et la gestion des épidémies, l'initiation à l'épidémiologie et à l'épidémiologie de terrain, ainsi que l'informatique appliquée aux pratiques de santé publique.

Avant même la fin de leur formation, les agents de santé ont d'ores et déjà pu faire la preuve de leurs capacités de surveillance et de réponse en santé publique lors de quatre situations réelles :

1. une épidémie de dengue de type 2, qui a touché plus de 2 900 personnes entre novembre 2016 et juin 2017, avec aucun décès recensé ;
2. une épidémie d'oreillons qui dure depuis juillet 2017, pour laquelle ils assurent une surveillance et une réponse constantes ;
3. la menace d'éruption du volcan Manaro Vouï sur l'île d'Ambae, qui a provoqué l'évacuation de milliers de personnes en septembre 2017 ;
4. la dixième édition des Mini-Jeux du Pacifique à Port-Vila, au cours de laquelle ils ont participé à un dispositif renforcé de veille sanitaire.

*« Les responsables de la veille sanitaire ont assuré une mission centrale, à savoir protéger la santé de toutes les personnes venues participer et assister aux Jeux grâce à un système de surveillance renforcée. Ils se sont acquittés de cette responsabilité avec un dévouement, un esprit de coopération et un professionnalisme tout simplement exceptionnels, et nous sommes très reconnaissants à l'OMS et à la CPS de nous avoir aidés à préparer correctement l'équipe aux missions qui l'attendaient, une préparation assurée grâce au programme d'études supérieures en épidémiologie de terrain et à une planification rigoureuse des Jeux. »* – Len Tarivonda, Directeur de la santé publique de Vanuatu

À la fin de l'année 2017, 22 professionnels de santé des six provinces de Vanuatu avaient acquis des compétences et des connaissances en épidémiologie et en surveillance de la santé publique. Les services provinciaux et nationaux de surveillance sont à présent gérés par du personnel formé, et le ministère de la Santé, conscient de l'importance de la veille sanitaire, a renforcé ses effectifs à cet égard. Les agents de Vanuatu s'emploient désormais à combler les lacunes et les faiblesses repérées dans les systèmes de surveillance existants. L'équipe de la CPS continuera à fournir son assistance technique et des services de mentorat dans le cadre de la dernière étape du programme PGCFE.

## Enseignements tirés

Tout au long du projet, l'équipe de la CPS a pu tirer des enseignements importants, qui pourront être mis en pratique lorsqu'elle fournira des services du même ordre à d'autres États et Territoires insulaires océaniques :

- Les situations de catastrophe et d'urgence sanitaire sont des moments de grande souffrance pour les populations. La CPS doit tout mettre en œuvre pour apporter son aide en de telles circonstances.
- Après la catastrophe, il peut être envisageable de renforcer les ressources et les systèmes existants dans certains domaines. La CPS doit tirer parti de ces occasions.
- Il vaut mieux mettre en place un programme de renforcement des capacités qu'une activité de formation. Il convient de veiller au transfert et à l'application effective des capacités et des compétences appropriées.
- Il est possible de mettre sur pied une communauté de pratique dotée d'un système de suivi, afin de garantir la continuité de l'apprentissage et la création d'un environnement de travail propice.
- Les améliorations apportées aux systèmes de surveillance sont plus pertinentes lorsque l'on y associe les utilisateurs.
- En matière de partenariats, une démarche inclusive est essentielle à la réussite, et il est plus facile de pérenniser des initiatives lorsque le pays les fait siennes.

## AMÉLIORATION DES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE ET DE GESTION DE LA QUALITÉ EN LABORATOIRE À VANUATU



Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres

La surveillance en laboratoire est importante pour la sécurité sanitaire nationale et mondiale, mais, dans de nombreux États et Territoires insulaires océaniques, la majorité des ressources des laboratoires est consacrée à la biologie médicale et non à la surveillance. En outre, les systèmes et processus de gestion de la qualité ne sont pas assez rigoureux pour assurer une surveillance en laboratoire efficace.

En réponse à la demande d'assistance de Vanuatu après le passage du cyclone Pam, la CPS a participé au renforcement des capacités des laboratoires du pays, en mettant l'accent sur la surveillance de la santé publique en laboratoire et les systèmes de gestion de la qualité au laboratoire.

Compte tenu du manque d'investissement dans la surveillance de la santé publique en laboratoire à Vanuatu et dans bien d'autres pays insulaires océaniques, la CPS a tout d'abord dû opérer un travail de sensibilisation à la nécessité de disposer de référents, ou personnes-ressources, nationaux dans ce domaine. Elle a ensuite soutenu la participation de personnes-ressources nationales à une formation à l'utilisation des données pour la prise de décision, afin qu'elles aient conscience de l'importance du rôle des laboratoires de biologie médicale dans la veille sanitaire.

La CPS a également mis au point des algorithmes adaptés au dépistage de différentes maladies, et conformes au système national de rapports de surveillance syndromique. Le financement de KfW pour les activités élargies de relèvement à Vanuatu a permis à la SPC d'étendre son soutien aux laboratoires provinciaux, dont le personnel a reçu une formation au renforcement des réseaux et des capacités de surveillance. Ces professionnels ont pu mettre leur formation en pratique en participant à l'investigation d'une épidémie réelle, épaulés par des mentors de la CPS.

L'envoi d'échantillons pour confirmation à des laboratoires de référence à l'étranger est un élément important de la surveillance en laboratoire. En 2017, la CPS a organisé des formations certifiées par l'Association du transport aérien international (IATA) sur l'envoi de substances infectieuses pour 10 agents de laboratoire de Vanuatu.

En coopération avec le ministère de la Santé de Vanuatu, la CPS a réalisé des audits des systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires des provinces. Afin d'aider le pays à améliorer le score qu'il obtient par rapport aux normes de référence acceptées pour les systèmes de ce type dans le Pacifique, l'Organisation a assuré un suivi de ces évaluations en formant 15 agents de laboratoire locaux aux grands principes de la gestion de la qualité.



Des agents de Vanuatu participant à une formation certifiée par l'IATA sur l'envoi de substances infectieuses.



Le personnel de l'hôpital provincial de Lenakel (Vanuatu) lors d'une formation au renforcement des laboratoires.

Grâce au travail de plaidoyer opéré par la CPS, le ministère de la Santé de Vanuatu dispose désormais de deux agents de laboratoire faisant office de référents à l'échelon national pour le renforcement des activités de surveillance en laboratoire. Les personnes-ressources dédiées contribueront à la pérennité des actions dans ce domaine.

Une autre réalisation remarquable est l'amélioration du réseau de surveillance à Vanuatu, avec une optimisation des liens, de la communication et du partage des informations entre le laboratoire médical national et les laboratoires des hôpitaux provinciaux. À l'échelle régionale, l'appui de la CPS a permis d'améliorer les liens et les relations entre le laboratoire national de santé publique de Vanuatu et les laboratoires de référence pour la surveillance dans le Pacifique.

*« L'appui important fourni en continu par la CPS à Vanuatu et sa participation active ont permis d'améliorer nettement le réseau national de surveillance et les liens avec les laboratoires des hôpitaux de toutes les provinces du pays. Cela a permis d'améliorer les services de diagnostic en laboratoire proposés... Grâce à l'aide précieuse de la CPS, le réseau de surveillance en laboratoire de Vanuatu a pu nouer des liens fructueux avec d'autres laboratoires de référence pour la surveillance en Océanie. »* – George Pakoa, Directeur de laboratoire, Vanuatu

Avec 10 nouveaux transporteurs certifiés IATA, le ministère de la Santé a renforcé sa capacité d'envoi d'échantillons à des laboratoires de référence situés à l'étranger dans le respect des normes. En outre, grâce aux audits des systèmes de gestion de la qualité dans plusieurs laboratoires provinciaux, le personnel et les dirigeants des services de santé connaissent à présent le score de leur laboratoire par rapport aux normes de référence visées. Une formation ultérieure à la gestion de la qualité au laboratoire a encore accru les capacités de 15 agents de Vanuatu à, entre autres, respecter les exigences en matière de production en temps voulu de rapports précis.

## Enseignements tirés

- Obtenir un appui au plus haut niveau (par exemple faire participer les directeurs de laboratoire), désigner des référents locaux et travailler avec le personnel de terrain sont essentiels à l'adhésion des populations locales et à la pérennité des améliorations apportées.
- Les personnels de santé travaillent souvent en équipe. La démarche de la CPS, qui consiste à proposer tous les modules de formation deux fois au cours d'une même visite dans un pays, permet de tenir compte des différentes disponibilités des effectifs.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Acquisition de connaissances, par exemple évaluations (9 exemples)</b>	
Évaluation des systèmes de gestion de la qualité au laboratoire dans 3 pays océaniques	Kiribati, Nauru
Soutien à l'évaluation des systèmes de surveillance dans 7 pays océaniques	Guam, États fédérés de Micronésie, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
<b>Renforcement des capacités, notamment formation et mentorat (22 exemples)</b>	
Réalisation de formations aux systèmes de gestion de la qualité au laboratoire dans 3 pays océaniques	Kiribati, Nauru
Participation de 55 professionnels de santé à des exercices de simulation d'épidémie	Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Formation de 166 professionnels de santé à la veille sanitaire et/ou à l'investigation en cas d'épidémie	Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
<b>Organisation et animation</b>	
Organisation de la réunion du ROSSP, à laquelle ont participé 22 pays océaniques ; organisation de la 21 <sup>e</sup> Réunion du Groupe de coordination du ROSSP, à laquelle ont participé 11 des 12 membres	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques (7 exemples)



Progrès accomplis en 2017	Pays
Tous les pays océaniques ayant bénéficié de formations IATA de la CPS ont conservé leur certification IATA (réalisation d'une formation IATA dans 3 pays en 2017).	Kiribati, Nauru, Vanuatu
Publication d'avis sur les oreillons par l'intermédiaire de PacNet Fourniture de conseils sanitaires aux voyageurs se rendant aux Mini-Jeux Diffusion des recommandations de l'OMS sur la vaccination contre la grippe durant la saison grippale 2018 dans l'hémisphère Sud ainsi que des recommandations du ROSSP sur les analyses de prélèvements grippaux et la confirmation biologique Réception de messages par plus de 90 % des abonnés à PacNet	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
Obtention de la note de passage par 39 des 46 professionnels de santé (85 %) ayant suivi la formation à l'utilisation des données pour la prise de décision	Tuvalu, Vanuatu
Mise à disposition de la version du <i>Pacific Outbreak Manual</i> (guide du ROSSP pour la prise en charge des épidémies) mise à jour en 2016 dans tous les États et Territoires insulaires océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques (16 exemples)



Progrès accomplis en 2017	Pays
Recours aux laboratoires de référence inscrits au ROSSP par tous les pays océaniques	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
7 pays océaniques ont montré une amélioration des rapports de surveillance biologique.	Fidji, Guam, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Samoa
Capacité de Mataika House à réaliser des tests PCR pour les arboviroses	Fidji
Début du dispositif de validation d'échantillons de gonorrhées par le laboratoire de santé publique afin de garantir le processus accrédité	Guam
Une étude de PacNet dans le cadre de la réunion du ROSSP tenue en avril a révélé que 85 % des pays (11 sur 13) estimaient que les messages publiés sur PacNet étaient utiles dans leur pratique quotidienne.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
73 % des pays océaniques ayant enregistré des flambées épidémiques ou la circulation de virus ont publié des rapports de situation directement sur PacNet (par rapport au nombre total de pays ayant signalé des épidémies ou la circulation de virus).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
17 pays océaniques disposent de services de surveillance opérationnels.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
15 pays océaniques ont soumis des rapports de surveillance.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)
4 pays soutenus par la CPS sur 5 (80 %) sont en mesure d'exploiter des systèmes de surveillance améliorés et efficaces lors de grands rassemblements de population ou après la survenue de catastrophes.	Fidji, Guam, États fédérés de Micronésie, Vanuatu

# CHAPITRE 9

## AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

En 2017, la CPS a aidé les pays océaniques à améliorer la qualité de leurs systèmes éducatifs en appuyant l'élaboration de programmes pédagogiques, de normes et de cadres relatifs aux méthodes d'enseignement et à l'encadrement scolaire, l'évaluation pédagogique ainsi que la recherche et la formulation de stratégies. La CPS administre également le Registre océanique des qualifications et des normes. Un appui de premier plan à l'évaluation et aux qualifications pédagogiques à l'échelle régionale, qui constituent un service régional d'intérêt général, a été inscrit dans le Plan stratégique de la CPS ; il s'agit d'un domaine d'action essentiel de l'Organisation. Le processus de priorisation poursuivi en 2017 a réaffirmé ce statut.

### Réalisations en chiffres

**5** pays océaniques ont enregistré des gains de temps et d'argent pour ce qui est de la gestion de données sur l'éducation grâce aux nouveaux outils et processus de collecte de données.

**1** établissement d'enseignement supérieur et de formation, l'Institut de technologie de Kiribati, a reçu une accréditation provisoire.

**15** États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'essai relatif à l'évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), dans le but de renforcer les connaissances et les pratiques en vue de l'édition 2018 de la PILNA.

**3** qualifications régionales dans le domaine de l'énergie durable ont été accréditées par la CPS.



Observation, évaluation et accompagnement de **73** enseignants d'établissements « témoins » et de



**61** enseignants d'établissements « de contrôle » dans le cadre des efforts d'amélioration des capacités de lecture des élèves.



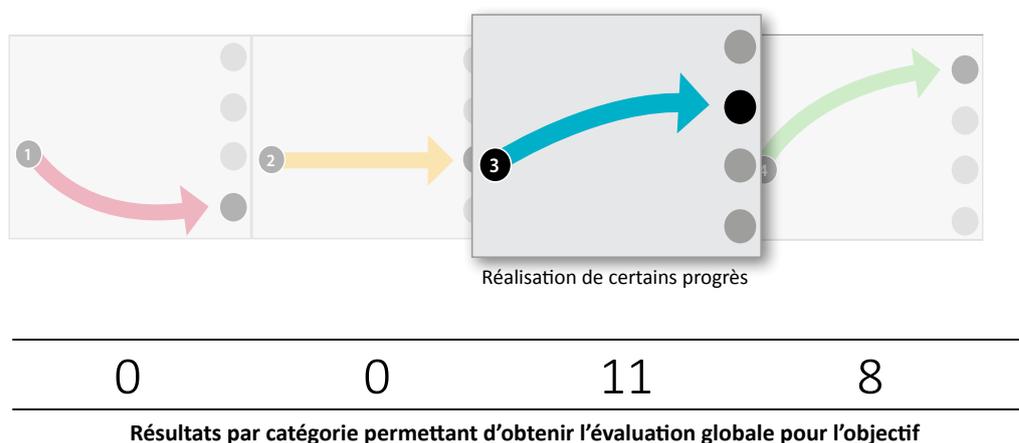
### CONTRIBUTION AUX ODD

#### Principaux défis à relever dans ce domaine

- Le maintien d'un service régional nécessite d'opérer des arbitrages entre les multiples demandes d'aide, en tenant compte des différentes échéances et des ressources disponibles, tout en faisant preuve de souplesse et de réactivité face aux variations des besoins des pays membres tout au long de l'année.
- Il est difficile d'élaborer des méthodes permettant de mesurer l'impact pour les pays des actions menées par la CPS, ainsi que la contribution de l'Organisation, notamment par l'intermédiaire de sa « sphère d'influence ».

## Autoévaluation des progrès réalisés

L'autoévaluation des divisions et des programmes de la CPS au titre de cet objectif de développement a conclu globalement à la réalisation de certains progrès.



## Perspectives pour 2018

La CPS entend rester aux avant-postes du soutien à l'évaluation et aux qualifications pédagogiques à l'échelle régionale, notamment par les moyens suivants :

- mise sur pied d'un organisme externe régional d'assurance de la qualité pour les prestataires de services de formation et les qualifications de l'enseignement supérieur ;
- réalisation de l'évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA 2018) en intégrant les enseignements tirés de l'essai réalisé en 2017.

# ZOOM SUR LES RÉALISATIONS

## LA CPS ÉCRIT UNE NOUVELLE PAGE D'HISTOIRE : ELLE SE FAIT AGENCE RÉGIONALE D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ



Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres

Pour la première fois, l'Océanie tout entière dispose d'un organisme d'assurance de la qualité (AQ) pour les prestataires de services de formation, les micro-qualifications et les qualifications de l'enseignement supérieur. La CPS peut à présent apporter de l'aide à tous les États et Territoires insulaires océaniques, en leur ouvrant un accès à des mécanismes d'accréditation et d'AQ reconnus et appliqués tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle mondiale.

Les pays les plus grands, tels que les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Tonga et Vanuatu, disposent de leurs propres agences nationales d'AQ, mais cette solution n'est pas viable pour de nombreux pays, en raison de leurs finances limitées et de la petite taille de leur secteur de l'enseignement supérieur.

La CPS a franchi deux étapes importantes en modifiant son approche en matière de qualifications. Par exemple, à Kiribati, le Gouvernement a entériné une décision visant à utiliser comme système national de qualifications et d'AQ le Cadre océanien de qualifications et le Cadre océanien d'assurance-qualité. Cette décision a permis à la CPS de fournir des services externes d'accréditation des qualifications et des prestataires à Kiribati, comme en témoigne l'accréditation de l'Institut de technologie de Kiribati (KIT).



**Remise du certificat d'accréditation provisoire de l'Institut de technologie de Kiribati au ministre du Travail et de la Valorisation des ressources humaines de Kiribati.**

*La reconnaissance par la CPS de l'Institut de technologie de Kiribati lui donnera les moyens... « de concrétiser son objectif de devenir un établissement d'éducation et de formation de pointe en Océanie. Il pourra ainsi apporter aux I-Kiribati et aux autres Océaniques les compétences, les connaissances et les comportements nécessaires pour obtenir des débouchés intéressants, tant à l'échelle nationale qu'à l'international. Nous tenons donc à remercier la CPS et à la féliciter pour avoir mis sur pied un organisme*

*régional d'assurance de la qualité. » – Ministre du Travail et de la Valorisation des ressources humaines de Kiribati*



**Remise du certificat d'accréditation du certificat 4 en énergie durable à Sarah Hemstock (à gauche).**

*L'accréditation de trois qualifications régionales dans le domaine de l'énergie durable, facilitée par le projet Enseignement et formation techniques et professionnels dans le Pacifique (PacTVET) financé par l'Union européenne, a constitué une nouvelle étape importante pour la CPS.*

*« C'est une première régionale, mais aussi une première mondiale », a expliqué Sarah Hemstock.*

*Ces qualifications (certificat 1, certificat 2 et certificat 4 en énergie durable) ont été mises au point par la Sustainable Energy Industry Association of the Pacific Islands, composée de représentants des États et Territoires insulaires océaniques. Témoins d'un véritable esprit de régionalisme, elles ont été élaborées afin de répondre aux objectifs et à l'intérêt général non pas d'un seul pays, mais de nombreux États et Territoires.*

## Enseignements tirés

La consultation, le dialogue et la mobilisation des parties prenantes se sont révélés essentiels pour obtenir le soutien des principaux acteurs et leur participation active à ces initiatives.

Grâce au soutien apporté par la CPS en 2016 et en 2017, les établissements océaniques ont réussi à renforcer leurs capacités et à élaborer des qualifications qui répondent aux besoins des secteurs économiques tout en respectant les exigences d'accréditation. Cela a permis une meilleure reconnaissance des qualifications et des établissements, à l'échelle nationale comme à l'international.

En 2018, la CPS poursuivra ses travaux d'accréditation de quatre qualifications régionales en adaptation climatique et en réduction des risques de catastrophe, d'accréditation de prestataires et de qualifications à Kiribati, ainsi que d'accréditation de micro-qualifications. La CPS a consolidé ses processus d'assurance de la qualité, et est désormais prête à aider d'autres pays et organismes océaniques à optimiser la qualité de leur système d'éducation et de formation.

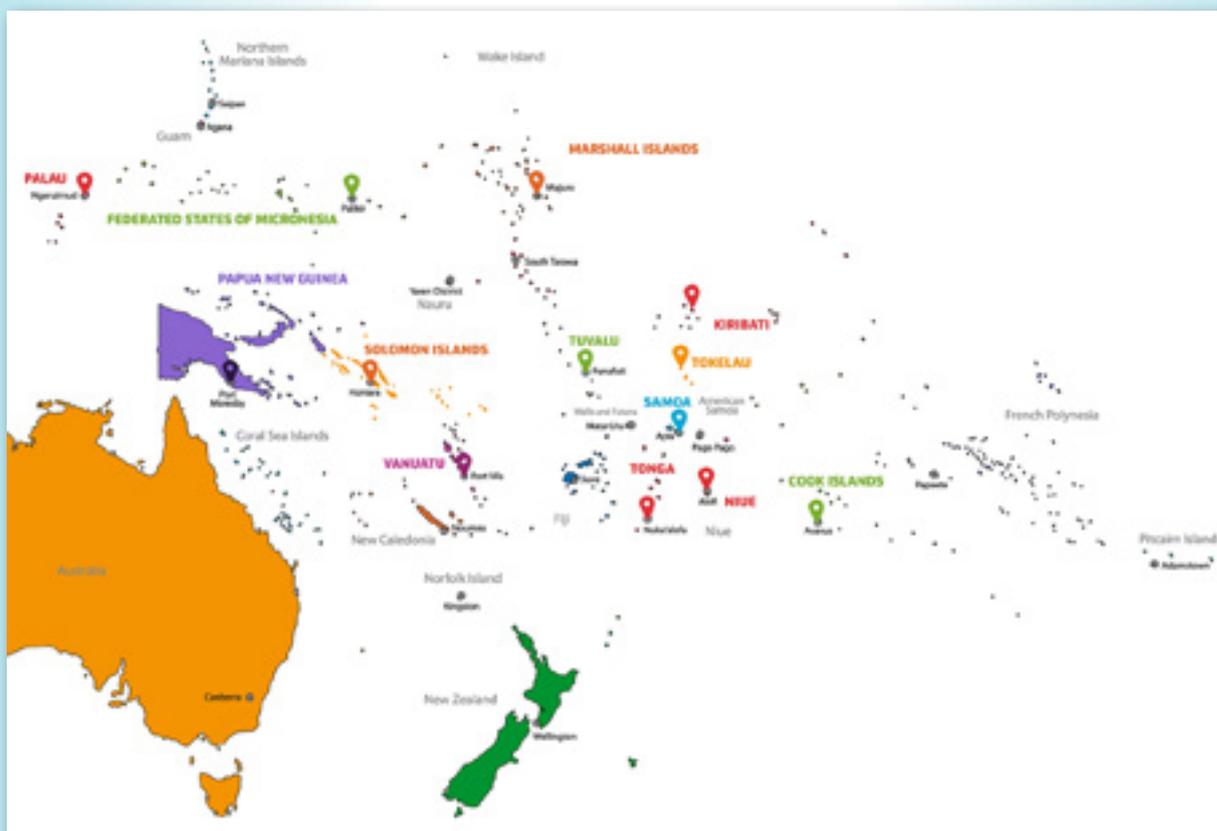


Figure 9.1 : États et Territoires disposant de qualifications inscrites au Registre océanique des qualifications et des normes, ce qui facilite leur comparaison par rapport aux normes internationales.



Des élèves des Îles Cook au cours de l'essai PILNA.

## AMÉLIORATION DES PROCESSUS D'ÉVALUATION DE L'APTITUDE DES ÉLÈVES À LA LECTURE, À L'ÉCRITURE ET AU CALCUL DANS LE CADRE D'UN ESSAI EN CONDITIONS RÉELLES



### Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres

Au cours des cycles précédents de l'évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), le manque de temps, les contraintes budgétaires et l'appui limité accordé par les pays ont compromis l'organisation d'essais complets en conditions réelles. Conscient de l'importance de la qualité, de la pertinence et de la validité des instruments et procédures utilisés, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce a soutenu un essai pratique en 2017, en préparation à l'évaluation principale qui aura lieu en 2018 (PILNA 2018). Cet essai, qui concernait les élèves de quatrième et de sixième année d'école (niveaux équivalant aux classes de CE2 et de CM2), a été réalisé dans les 15 pays<sup>10</sup> qui participeront à l'évaluation 2018.

Grâce au financement du ministère, l'équipe du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) de la CPS a pu mettre à l'essai les processus de la PILNA, et notamment :

- mise à l'essai d'un vaste éventail de rubriques pour tous les résultats attendus (deux évaluations tests permettant la sélection des rubriques enregistrant les meilleurs résultats pour l'étude principale de 2018) ;
- traduction des rubriques avant l'essai afin d'examiner les éventuelles différences observées selon les langues ou groupes de langues pour ce qui est des résultats ;
- mise en œuvre de processus complets (distribution de matériel, notation à l'échelle nationale, saisie de données et questionnaires, ainsi que détermination d'un mois de test pour tous les pays, à savoir octobre) ;
- mise à l'essai de l'utilisation de tablettes pour la saisie et la validation de données en temps réel, ce qui évite de devoir renvoyer des documents sur papier à la CPS pour la saisie des données.

Avec cet essai réalisé dans les 15 pays participants, et comprenant des séances de notation à l'échelle nationale, les agents de la CPS ont pu avoir des retours d'information directs des enseignants, des directeurs d'établissements scolaires et du personnel ministériel sur l'essai lui-même et les procédures administratives. Dans plusieurs pays, les agents du Programme se sont rendus dans les établissements durant la réalisation de l'essai afin de constater par eux-mêmes si tout se déroulait bien et repérer les problèmes éventuels pour l'analyse principale. Leurs visites et leur aide ont été bien accueillies et ont resserré les liens entre la CPS et les autorités océaniques chargées de l'éducation.

### Enseignements tirés et ajustements

Cet essai en conditions réelles a permis à la CPS d'améliorer les instruments et les processus de la PILNA 2018, ce qui en augmentera la valeur pour les enseignants, les ministères et les décideurs. Il a notamment mis en exergue les points suivants :

- Les méthodes de communication jouent un rôle essentiel. En effet, les longues instructions écrites destinées aux enseignants, coordonnateurs d'établissement et coordonnateurs nationaux ne sont pas toujours lues et, si elles le sont, peuvent être mal comprises. Les courriers électroniques peuvent ne pas être vus, ou ne pas être transférés aux bonnes personnes. Le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement élabore à présent des supports audiovisuels de formation, tels que des vidéos et des podcasts, afin de mieux faire connaître la PILNA et de garantir la cohérence et la validité de sa mise en œuvre dans les établissements participants de la région ;
- En dépit des efforts déjà déployés, l'assurance de la qualité relative aux instruments traduits doit être optimisée. Il est important de tenir compte de ce point si l'on veut pouvoir améliorer la qualité de l'évaluation principale ; d'autres mesures dans ce domaine seront prises en préparation de l'évaluation 2018.

10 Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de la pertinence de l'assistance scientifique et technique fournie par la CPS aux pays océaniques



Progrès accomplis en 2017	Pays
<b>Acquisition de connaissances, par exemple réunions, évaluation, analyse, informations, éducation et communication (30 exemples)</b>	
Rédaction et diffusion de deux rapports nationaux d'évaluation du niveau de lecture des enfants des classes enfantines	Kiribati, Tuvalu
Réalisation d'une étude sur l'ampleur de l'utilisation des données de l'enquête PILNA à l'échelle du système afin d'orienter l'évolution des politiques. Consultation de plus de 70 responsables de ministères de l'Éducation	Îles Cook, Kiribati, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu
Réalisation d'une enquête sur la perception, l'attitude et le comportement des décideurs relativement à l'utilisation de données pour la prise de décision. Analyse des conclusions puis rédaction de rapports par pays	Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu
Organisation d'un atelier régional afin d'accroître la sensibilisation à l'utilisation efficace des données. Une évaluation effectuée à l'issue de cet événement, qui a rassemblé 15 États et Territoires insulaires océaniques et des représentants de plusieurs partenaires du développement (BASD, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, UNESCO, UNICEF, ISU, USP, Banque mondiale) a révélé un niveau important de satisfaction.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
<b>Mise en place de systèmes, par exemple élaboration de produits et de processus ou examen des normes (4 exemples)</b>	
Examen et révision des normes applicables aux enseignants et aux responsables d'établissements	Kiribati, Samoa
Mise au point de critères d'évaluation des compétences pour les infirmiers, en coopération avec les prestataires de soins infirmiers et le ministère de la Santé	Fidji
Réalisation d'une vérification externe d'un établissement d'enseignement supérieur en vue de la reconnaissance d'institutions et de qualifications nationales à la qualité assurée	Kiribati

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement des connaissances, des compétences, des capacités et de la sensibilisation dans les pays océaniques (22 exemples)



Progrès accomplis en 2017	Pays
Formation de 32 agents à l'élaboration de systèmes et de normes scolaires. Cette formation a permis au ministère de l'Éducation et du Perfectionnement des ressources humaines de mettre en place des normes applicables à tous les établissements, afin d'optimiser l'efficacité du système et la performance des écoles.	Îles Salomon
Participation de 10 pays océaniques à une formation sur l'utilisation des données d'évaluation et des résultats d'apprentissage pour la recherche pédagogique, dans le cadre de la première phase d'un projet de recherche sur l'utilisation des résultats de la PILNA, l'objectif étant d'étayer l'évolution des politiques	Îles Cook, Kiribati, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu
Formation de 114 personnes à l'utilisation des résultats d'évaluation (résultats de la PILNA) afin d'orienter l'enseignement et l'apprentissage. Large diffusion des recommandations pour les pays contenues dans les rapports relatifs à l'évaluation du niveau de lecture des enfants des classes enfantines (EGRA) et organisation d'une consultation à leur sujet à Kiribati et à Tuvalu. Poursuite du soutien offert en ce qui concerne l'évaluation en classe au Samoa et à Vanuatu.	Kiribati, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
Formation de 130 personnes et assistance technique permanente aux États et Territoires afin qu'ils puissent maintenir et renforcer les systèmes nationaux, dans l'objectif de respecter les normes internationales de qualité applicables aux examens nationaux	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance individuelle ou institutionnelle au sein des États et Territoires insulaires océaniques (31 exemples)



Progrès accomplis en 2017	Pays
Formation de 130 personnes aux procédures et aux processus de la PILNA dans 15 pays insulaires océaniques en vue de la mise à l'essai de l'évaluation. La participation des acteurs nationaux de la PILNA aux processus et aux procédures a permis de renforcer les connaissances et les pratiques en vue de la réalisation de l'évaluation réelle en 2018.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Progrès importants dans l'amélioration des systèmes d'examen à l'échelle nationale ; les résultats nationaux des examens de niveau F7 ont été traités, analysés et publiés rapidement pour la première fois en 2017. Le service tongien des examens assume désormais pleinement la responsabilité du traitement des examens nationaux de niveau supérieur.	Tonga
Le soutien apporté aux agents leur a permis d'être mieux sensibilisés et de faire la preuve du renforcement de leur capacité à changer les politiques et les pratiques systémiques. Des changements remarquables de pratiques ont été relevés dans l'étude de suivi <i>ex post</i> du projet de détermination des niveaux de référence aux fins d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation en Océanie (PaBER). Les résultats de cette étude montrent que le Samoa, les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée font des progrès importants dans l'application des recommandations de changements systémiques formulées dans le cadre du projet.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Maintien des normes et de la crédibilité du diplôme d'études secondaires de deuxième cycle de la CPS (SPFSC)	Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Observation, évaluation et accompagnement de 73 enseignants d'établissements « témoins » et de 61 enseignants d'établissement « de contrôle » dans le cadre des efforts d'amélioration des capacités de lecture des élèves. Les résultats montrent une amélioration progressive et systématique de l'enseignement et de l'apprentissage des élèves.	Tonga
La CPS a accordé à l'Institut de technologie de Kiribati (KIT) une accréditation provisoire d'établissement d'enseignement supérieur et de formation.	Kiribati
Accréditation par la CPS de trois qualifications régionales dans le domaine de l'énergie durable : certificat 4, certificat 2 et certificat 1	Région

## IMPACT – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'incidence de la CPS dans la réalisation des objectifs de développement des États et Territoires insulaires océaniques



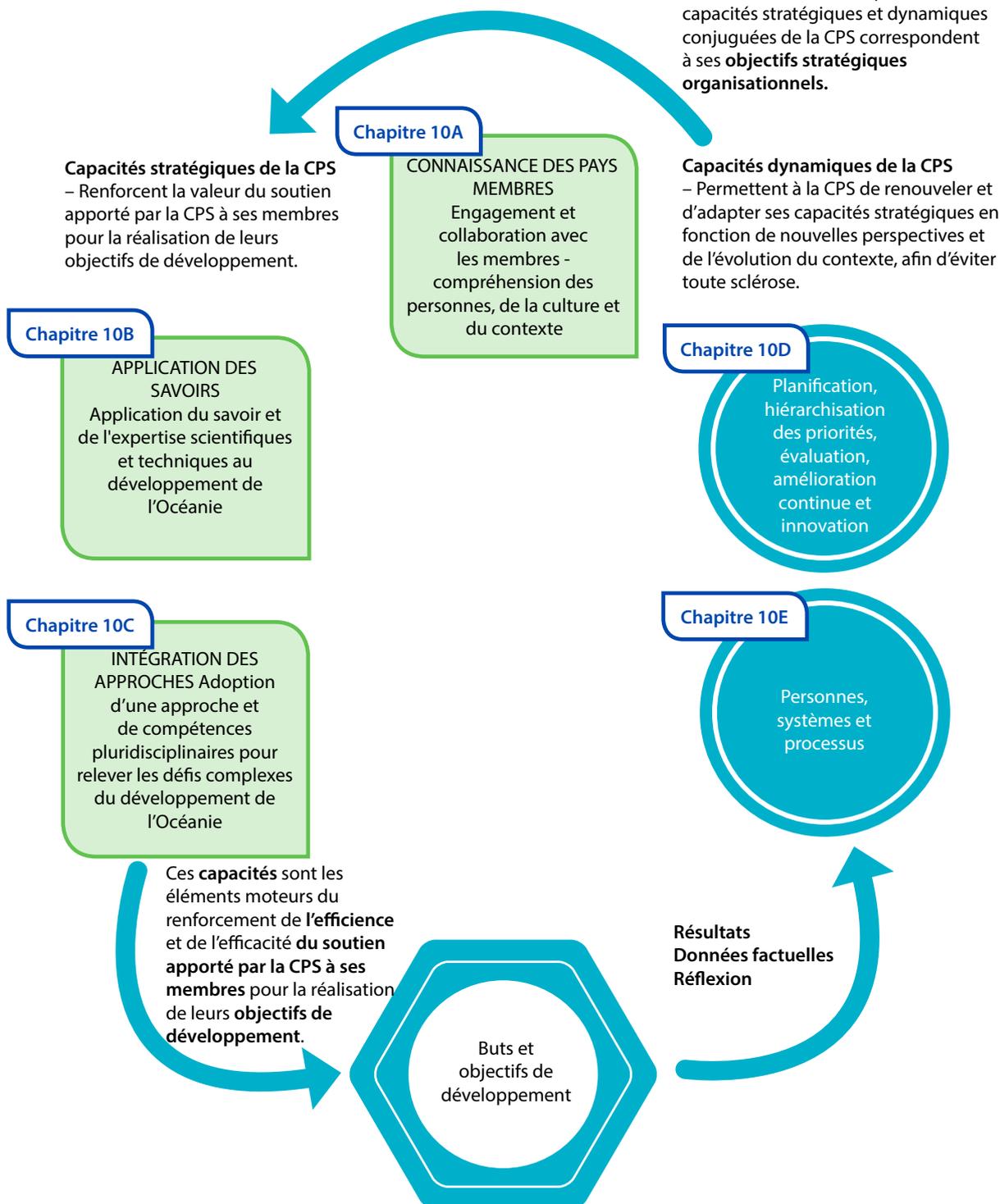
Progrès accomplis en 2017	Pays
Gains de temps et d'argent dans le domaine de la gestion de données sur l'éducation grâce aux nouveaux outils et processus de collecte de données	Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

# Capacités

Les objectifs stratégiques organisationnels de la CPS accompagnent la réalisation des objectifs de développement de ses membres. Chacun de ces objectifs stratégiques organisationnels (ou capacités) est examiné au **Chapitre 10** du présent rapport.

**Façon dont les capacités de la CPS lui permettent de renforcer son efficacité et de s'adapter à l'évolution du contexte et des priorités de développement de ses membres**

Dans le Plan stratégique de la Communauté du Pacifique, les capacités stratégiques et dynamiques conjuguées de la CPS correspondent à ses **objectifs stratégiques organisationnels**.



# CHAPITRE 10

## PROGRESSION DE LA CPS DANS LA RÉALISATION DE SES OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

*Les objectifs organisationnels de la CPS revêtent une importance cruciale pour la réalisation des objectifs de développement de ses membres : ils incarnent ses valeurs fondamentales et étayent ses capacités, en lui conférant un avantage comparatif pour répondre aux priorités des pays océaniques et leur fournir le soutien dont ils ont besoin pour concrétiser leurs objectifs de développement.*

Pour aider les membres à atteindre leurs objectifs de développement, la CPS collabore avec une grande diversité de partenaires, et met ses compétences scientifiques et techniques spécialisées, ainsi que sa connaissance et son expérience des grandes questions sociales, économiques et environnementales au service d'une amélioration durable du quotidien des Océaniques.

**Le Plan stratégique 2016-2020 de la Communauté du Pacifique repose sur l'adhésion inconditionnelle aux principes suivants :**

1. compréhension de la situation des membres et relation de collaboration étroite avec ceux-ci ;
2. définition plus précise et renforcement des savoirs et de l'expertise scientifiques et techniques de l'Organisation ; et
3. adoption d'une approche pluridisciplinaire face aux enjeux du développement.

**Deux autres objectifs garantissent le caractère évolutif et la constante amélioration des services proposés par la CPS :**

4. renforcement des capacités de l'Organisation en matière de hiérarchisation des priorités, d'évaluation, d'amélioration continue et d'innovation ; et
5. optimisation des capacités des personnels, systèmes et processus de l'Organisation.

### Temps forts

- Un certain nombre de programmes et de divisions ont été remaniés ou restructurés en 2017 : la Division statistique pour le développement a transformé son soutien aux processus statistiques régionaux, les équipes techniques de la Division ressources terrestres ont été réorganisées en quatre piliers opérationnels et les divisions développement économique et géosciences ont fusionné pour former la Division géosciences, énergie et services maritimes.
- Le renforcement des modalités du système de planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue s'est poursuivi dans l'ensemble de la CPS.
- Les dispositifs de planification, de suivi-évaluation et d'amélioration continue mis au point par la CPS ont été renforcés par l'élaboration et la mise en œuvre de nouveaux outils, à savoir les directives pour les zooms sur les réalisations, l'outil relatif aux cadres de résultats et aux rapports, l'outil d'évaluation de la performance, la hiérarchie des résultats et le glossaire des résultats.
- L'utilisation des données factuelles issues des travaux de suivi-évaluation et d'amélioration continue ainsi que de la participation des pays renforce la planification des activités et la conception des projets (Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins ; Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne).
- Un atelier de fin d'année consacré aux résultats a été l'occasion pour le personnel de tous les bureaux et divisions de la CPS de se réunir pour réfléchir à leur travail, partager ce qu'ils avaient appris et envisager les ajustements à apporter.
- La mobilisation de ressources et les domaines de programmation ont été renforcés.

### Principaux défis à relever

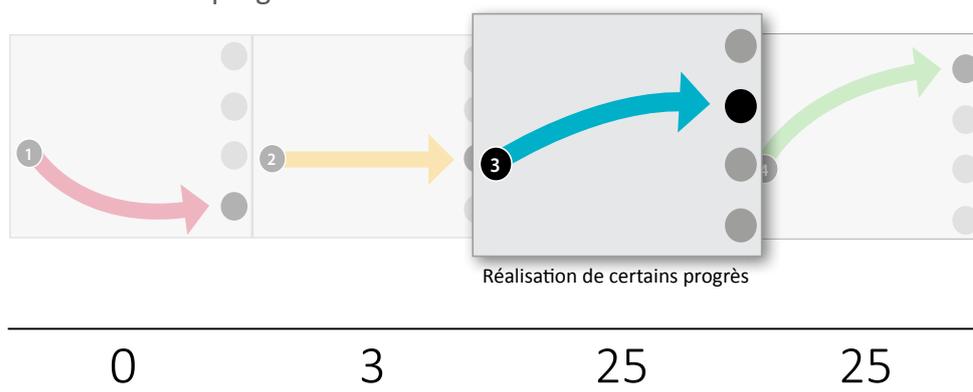
- La forte rotation du personnel au sein de l'équipe de ressources humaines limite la capacité de celle-ci à appliquer les mesures d'efficacité en matière de recrutement et à standardiser complètement les avantages accordés aux employés dans l'ensemble de l'Organisation.
- Les services généraux s'appuient trop sur les bonnes relations entretenues avec les parties prenantes internes afin de surmonter le manque de qualité des systèmes.
- Il faut trouver un juste équilibre entre expertise scientifique et compétences en gestion de projet, des cadres dirigeants aux agents de projet en passant par les cadres intermédiaires.
- Le Secrétariat reste confronté au défi de combler les déficits prévus pour les exercices 2019 et 2020 en optimisant le taux de mobilisation des ressources et d'exécution des projets.

## Autoévaluation des progrès réalisés

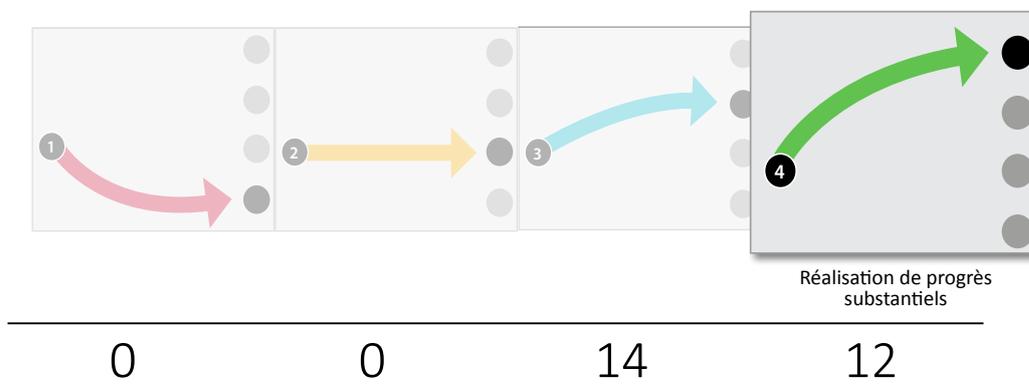
L'autoévaluation réalisée par les divisions et les programmes de la CPS au titre des cinq objectifs organisationnels décrits aux chapitres 10A, 10B, 10C, 10D et 10E a montré globalement les résultats suivants.

### Évaluation générale pour l'objectif

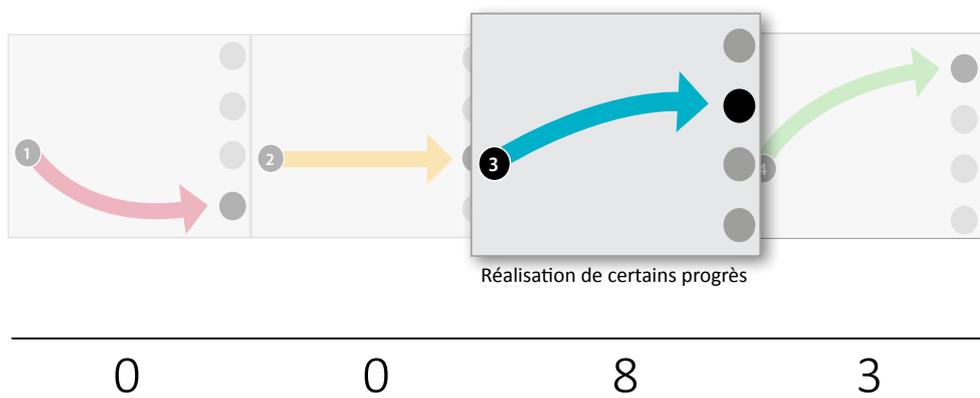
**10A** Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires – Réalisation de certains progrès.



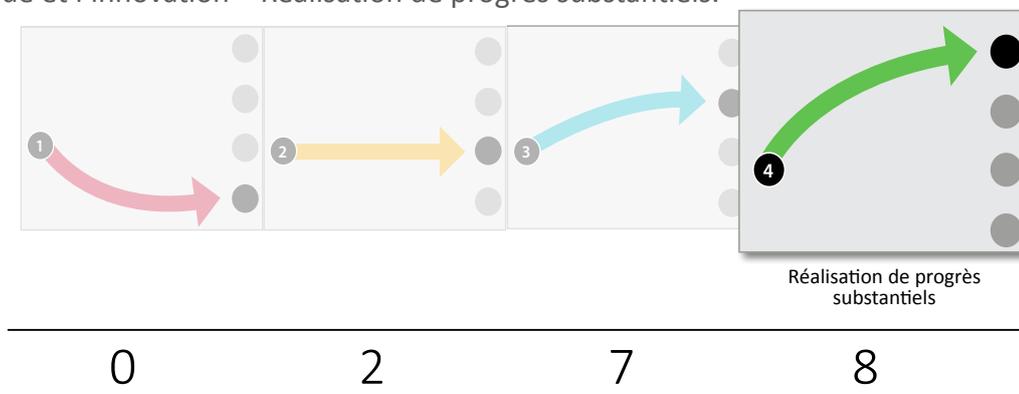
**10B** Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques – Réalisation de progrès substantiels.



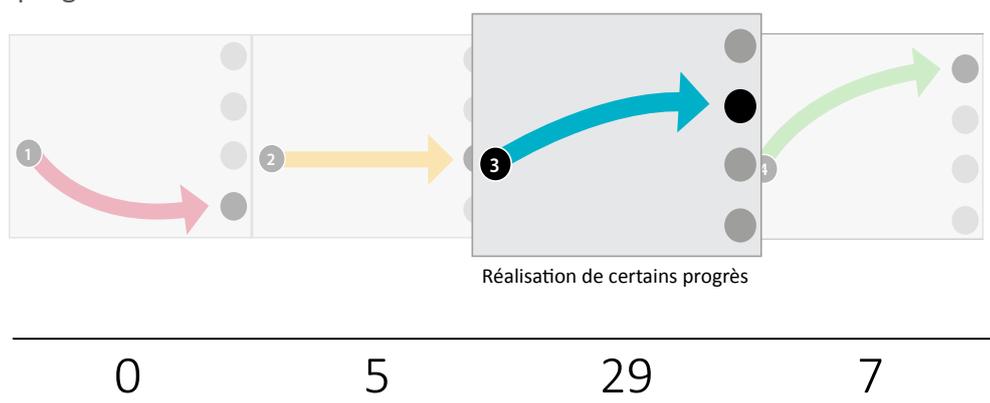
**10C** Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires – Réalisation de certains progrès.



**10D** Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation – Réalisation de progrès substantiels.



**10E** Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus – Réalisation de certains progrès.



## Perspectives pour 2018

La CPS s'attachera à :

- promouvoir un fonds interne pour l'innovation afin de soutenir l'élaboration de concepts conformes aux priorités retenues à l'issue de l'exercice de priorisation et susceptibles de constituer un levier de croissance stratégique ;
- lancer de nouvelles versions de ses sites intranet et Internet afin de faciliter l'accès aux informations et aux données pour la prise de décision ;
- intégrer la hiérarchisation des priorités dans tous les systèmes et processus, de l'élaboration des concepts à la mise en œuvre et au suivi-évaluation et amélioration continue (MEL) en passant par les négociations sur le financement et les considérations structurelles.

# CHAPITRE 10A

## RENFORCER L'ENGAGEMENT ET LA COLLABORATION AVEC LES MEMBRES ET LES PARTENAIRES

Afin d'accroître l'utilité et l'efficacité de son action, la CPS doit tisser des relations fortes avec ses membres. L'une des grandes priorités de la CPS, tel qu'énoncé dans son plan stratégique, est de conforter son engagement avec les membres afin de mieux comprendre leurs priorités, leurs valeurs, leurs cultures et leurs spécificités. La CPS tire parti de sa capacité d'organisation pour encourager le dialogue, faire entendre des enjeux communs à plusieurs pays à l'échelle régionale, ou encore proposer des espaces d'amélioration continue pour que les membres puissent partager leur expérience.

En 2017, la CPS :

- a poursuivi le renforcement et le développement de son rôle d'organisatrice à l'échelle régionale (cf. zoom sur les réalisations) ;
- a demandé l'avis de ses membres sur la proposition de restructuration de la Division ressources terrestres lors de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie et de la Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie, qui ont eu lieu dans le cadre de la Semaine océanienne de l'agriculture à Vanuatu (octobre 2017) ;
- a tenu compte de l'avis de ses membres et partenaires dans la réorientation de ses services pour garantir des résultats optimaux en matière de développement. Par exemple, la réorientation des priorités de la Division statistique pour le développement a constitué le résultat d'une consultation approfondie des États et Territoires membres, des partenaires du développement et des bailleurs de fonds (cf. zoom sur les réalisations) ;
- a étudié de nouveaux dispositifs de financements, par exemple l'accord conclu entre l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, la Suède et le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce afin de financer un poste aux Îles Salomon ;
- a élaboré l'accord de partenariat entre la CPS et la Nouvelle-Calédonie en tenant compte de l'évaluation du premier partenariat.

## ORGANISATION DE RÉUNIONS PRODUCTIVES À L'ÉCHELLE RÉGIONALE



Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres et les partenaires

Dans le cadre des efforts déployés pour intensifier la collaboration et la mobilisation productives sur les enjeux prioritaires du développement, la CPS s'est attachée à dépasser le schéma de conférences régionales sectorielles pilotées par l'Organisation elle-même et par les partenaires du développement, durant lesquelles les pays membres ne parvenaient guère à faire entendre clairement leur voix, et qui étaient marquées par une faible adhésion aux recommandations ainsi qu'un manque de suivi des engagements.

En 2017, la CPS a organisé, entre autres, des conférences des directeurs de l'agriculture et de la foresterie, des directeurs des pêches, des directeurs de la santé et des directeurs des services planification et statistique. La Conférence régionale des femmes du Pacifique a trouvé un nouveau souffle et a ouvert de nouvelles portes, aussi bien dans les sujets abordés que dans les résultats obtenus. La CPS s'est efforcée de faciliter, plutôt que de diriger, les débats sur les enjeux sectoriels, d'accroître l'harmonisation avec les travaux d'autres organismes régionaux et partenaires du développement et, ce qui est le plus important, de permettre à ses membres de faire montre d'un engagement renouvelé.

1. La Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie visait à donner un nouvel élan au travail avec les directeurs océaniques de ces secteurs ainsi qu'à la coopération entre eux, après une coupure de cinq années. Elle a mis en évidence la volonté de mettre au point un plan de développement de l'agriculture régionale tenant compte des ressources disponibles, d'améliorer les liens entre les efforts déployés à l'échelle nationale et les efforts déployés à l'échelle régionale, et d'éviter tout cloisonnement dans le soutien apporté.

La Conférence des directeurs des services planification et statistique a constitué pour la CPS, les pays océaniques et les organismes techniques régionaux une occasion de trouver un accord sur la rationalisation, grâce à des partenariats, de l'assistance technique à la collecte de données dans la région. Enfin, durant la Conférence régionale des femmes du Pacifique, l'accent a été mis sur l'émancipation économique, qui représente un enjeu central pour les femmes océaniques, et les participants ont proposé un mécanisme d'établissement de liens stratégiques entre les pays membres, les partenaires du développement et les dispositifs régionaux et mondiaux d'égalité entre hommes et femmes.

2. Lors de toutes les réunions et conférences, des débats ciblés ont été prévus sur des enjeux pertinents du secteur concerné, ce qui a permis aux pays membres de faire entendre leur voix et leur point de vue. Les retours de la Conférence des directeurs des pêches ont révélé que 77 % des personnes interrogées estimaient avoir pu s'exprimer lorsqu'elles le désiraient.
3. Au cours des conférences des directeurs de l'agriculture et de la foresterie, des directeurs des pêches et des directeurs des services planification et statistique, les divisions de la CPS concernées ont présenté de nouveaux projets de plan d'activité réalisés à partir de l'évaluation des performances et de consultations, et ont proposé une vision, une mission et une structure mieux à même de répondre aux besoins de la région, permettant aux membres d'orienter davantage les priorités et les travaux de la CPS.
4. Enfin, définir un objet plus précis pour les réunions a permis d'atteindre les résultats attendus, comme en témoigne par exemple la révision du cadre de suivi des îles-santé pendant la Réunion des directeurs de la santé ; en effet, le concept des îles-santé a été mis au point en 1995, mais n'a été rendu pleinement opérationnel que récemment, après que les directeurs de la santé ont chargé la CPS et l'OMS d'en élaborer le cadre en 2016. De même, pendant la Conférence des directeurs des pêches, ces derniers ont travaillé à un projet d'indicateurs des pêches côtières aux fins de suivi et d'évaluation dans le rapport de situation régional sur les pêches côtières. Ce rapport, publié en août 2017, constitue le premier exemple d'adoption d'un mécanisme de rapport unique pour les pêches côtières de toute la région.

## TRANSFORMER L'APPUI FOURNI À LA STATISTIQUE RÉGIONALE



Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres et les partenaires

Le processus de priorisation engagé à la CPS a permis de réexaminer le rôle et les fonctions de la Division statistique pour le développement, compte tenu notamment de la hausse rapide de la demande de statistiques relatives à la région.

### Examen des services de la Division statistique pour le développement

En novembre 2016, une équipe d'évaluation externe a étudié les moyens pour la Division d'améliorer ses performances à moyen terme ainsi que de s'adapter aux mutations régionales et mondiales dans le domaine de la statistique. Elle s'est entretenue avec des acteurs clés, notamment des États et Territoires membres, des partenaires du développement, des bailleurs de fonds, ou encore l'équipe de direction de la CPS et les agents de la Division.

Elle a conclu que la Division statistique pour le développement disposait d'un avantage comparatif du fait de ses connaissances, de ses liens et de sa maîtrise de l'ensemble du système statistique de la région. Toutefois, il est apparu que la Division n'avait pas fait évoluer son champ d'action stratégique au même rythme que la réflexion des parties prenantes.

L'équipe d'évaluation a suggéré d'optimiser la coordination entre les partenaires techniques et les bailleurs du secteur, ainsi que de diffuser de façon plus ciblée et rapide des statistiques concernant l'Océanie afin de guider les décisions prises par les États et Territoires. L'idée était ici qu'offrir une aide technique dans le cadre de partenariats régionaux permettrait de mieux tirer parti des ressources limitées de la Division et d'améliorer la cohérence du soutien statistique apporté.

Enfin, l'équipe a recommandé à la Division de prendre la tête du système statistique de la région, ainsi que d'assurer la coordination du soutien statistique dans le cadre d'un dispositif de partenariats et d'externalisation techniques, qui permettrait d'agrandir le réservoir de ressources tout en évitant le dédoublement des tâches.

### Processus de changement

Des ateliers pour le personnel ont été organisés afin de présenter les conclusions et les recommandations de l'évaluation, et un comité directeur a été constitué pour superviser le projet de transformation de la Division statistique pour le développement.

La Division a présenté son nouveau plan d'activité à la cinquième Conférence des directeurs des services planification et statistique, qui a eu lieu à Nouméa en novembre 2017, de même que des propositions de changements radicaux, notamment la révision du cadre régional de gouvernance de la statistique, des partenariats techniques pour la collecte de données statistiques, un plan quinquennal de collecte pour la région, une nouvelle stratégie de diffusion de données, ou encore la création d'un Comité océanien des méthodes statistiques. Au bout de trois jours de débats intenses, les participants à la Conférence ont approuvé ces propositions, sous réserve de la finalisation du mandat de ce nouveau comité et du cadre de gouvernance.

**De nombreuses parties prenantes ont estimé que la Conférence des directeurs des services planification et statistique avait été un franc succès.**

« J'ai eu plusieurs échos du succès retentissant de la Conférence des directeurs des services planification et statistique. Vous et votre équipe devez être félicités pour l'excellente qualité de cet événement. Je suis ravie que le projet de comité des méthodes ait été approuvé. » – Kristen Himelein, Méthodologiste principale, Banque mondiale, Washington

## Nouveaux rôles, nouvelles structures

### Chef de file des systèmes statistiques

De nouveaux cadres régionaux viendront soutenir le rôle de chef de file des systèmes statistiques océaniques assuré par la Division statistique pour le développement. Par exemple, la mise en place du Comité des méthodes, dont les membres proviendront des services nationaux de la statistique des pays océaniques et d'institutions internationales, permettra l'harmonisation des méthodes, des normes, des systèmes et des procédures à l'échelle régionale afin que la collecte de données statistiques s'appuie sur les meilleures pratiques, fournisse des informations pertinentes et réponde aux besoins variés des pays océaniques de toute taille.

### Programme de partenariats techniques et plan quinquennal de collecte de statistiques

Les États et Territoires insulaires océaniques sont fortement tributaires des outils de collecte statistique concernant les ménages pour orienter l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles et l'évaluation de ces politiques. La mise en place de partenariats techniques à l'échelle régionale et le plan quinquennal de collecte de statistiques faciliteront la mobilisation de ressources, optimiseront l'efficacité de l'utilisation de celles-ci, et amélioreront la planification et la coordination du travail des différents partenaires.

### Stratégie régionale de diffusion de données

La stratégie vise à faciliter l'accès des analystes stratégiques et des décideurs politiques à des données statistiques sur l'Océanie plus pertinentes et adaptées, avec le soutien d'un référentiel régional de données *ad hoc*, l'objectif étant de pouvoir exploiter plus facilement les statistiques. Pour l'heure, de nombreux utilisateurs ont du mal à se procurer des données, et en particulier des données à jour.



Cinquième Conférence des directeurs des services planification et statistique, Nouméa, 14-16 novembre 2017.

## AMÉLIORER LA GOUVERNANCE INTERNE



### Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres et les partenaires

La bonne gouvernance fait partie des valeurs inscrites dans le Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016-2020. Toutefois, plusieurs documents de gouvernance clés de la CPS n'étaient plus à jour, ou étaient difficiles d'accès ou de lecture. Exemples :

- Il n'existait pas de version approuvée du texte de la Convention de Canberra (le traité fondateur de la CPS) à la suite de sa modification.
- Le règlement intérieur des organes directeurs de la CPS (Comité des représentants des gouvernements et administrations [CRGA]/Conférence) et celui des sous-comités étaient dissociés et pas tout à fait conformes aux pratiques actuelles.
- Le manuel consacré aux délégations de pouvoirs évoquait des postes qui n'existaient plus.
- Les politiques financières de la CPS n'avaient pas été mises à jour, et présentaient donc des lacunes importantes en matière de responsabilité.

Par conséquent, la CPS ne répondait pas aux exigences de trois des sept piliers de l'évaluation menée par l'Union européenne, à savoir une évaluation externe du système de contrôle interne de la CPS, de son système de comptabilité, des règles d'audit externe, ainsi que des procédures concernant le financement par subventions, les achats, les instruments financiers et les subdélégations. Cette situation compromettait les relations et les accords de financement avec l'UE et d'autres bailleurs de fonds.

### Lettre d'information de la CPS



La CPS a lancé et diffusé *Objectif Océanie* lors de la quarante-septième session du CRGA en 2017, afin de présenter un aperçu accessible de l'étendue et de l'impact de son travail. Le premier numéro ayant été publié sur papier, certaines informations étaient obsolètes dès la parution, et il n'était pas possible d'assurer un suivi précis de la diffusion ou de l'engagement. En outre, les coûts de production étaient très élevés, et rendaient peu réaliste l'objectif d'une parution trimestrielle.

La lettre d'information en ligne a été lancée comme prévu en octobre 2017. La plateforme de diffusion permet d'obtenir des informations sur les personnes qui reçoivent et ouvrent la publication, sur l'endroit où elles se trouvent, les articles qu'elles choisissent de lire ainsi que sur les contenus qu'elles partagent. Le passage à un format uniquement numérique a réduit la complexité et les coûts de production de cette lettre, tout en augmentant la pertinence et la visibilité des informations et, partant, l'engagement avec la CPS.

Diffusion initiale :	1 371
Nouvelles demandes d'abonnement :	+ de 1 500
Nombre total d'ouvertures du document :	+ de 2 400

La Direction opérations et gestion de la CPS a donc mené une révision des principaux documents et politiques de gouvernance en 2017, en prenant notamment les mesures suivantes :

- préparation, pour la première fois en vingt ans, d'une version consolidée de la Convention de Canberra, reprenant les dispositions approuvées actuellement en vigueur ;
- approbation par les participants à la dixième Conférence de la CPS du nouveau dispositif de gouvernance de la Communauté du Pacifique, qui définit le règlement intérieur du CRGA et de la Conférence ainsi que de ses sous-comités ;
- création d'actes d'autorisation et de délégation de pouvoirs à jour ; et
- révision, actualisation et application de plus de dix politiques financières et liées aux finances.

Cette nouvelle attention accordée à la gouvernance contribue à optimiser la responsabilité, la transparence et l'accès aux informations et, partant, à renforcer la confiance des membres et des bailleurs de fonds. La CPS a répondu aux exigences de la nouvelle évaluation des sept piliers menée par l'UE, ce qui confirme la confiance qu'accorde l'Union à la capacité de la CPS à obtenir des résultats, et donne un nouvel élan aux négociations sur le financement au titre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED). Les pays membres de la CPS, conscients de l'importance de ces mises à jour, ont salué toutes ces améliorations.

Les nouveaux documents de gouvernance sont certes désormais entrés en vigueur, mais ils n'ont pas encore été intégrés aux pratiques quotidiennes de la CPS. Les récents efforts de renforcement des capacités en matière de gouvernance interne et de respect des règles ont accru la sensibilisation à ces questions dans toute l'Organisation, et ont permis de tirer plusieurs enseignements, notamment :

- l'importance d'une actualisation régulière et systématique de tous les principaux documents de gouvernance interne ;
- la nécessité de définir des méthodes permettant de concrétiser l'engagement en faveur de la responsabilité et de la bonne gouvernance dans l'ensemble de la CPS ;
- le fait qu'il est crucial d'assurer une sensibilisation et un soutien permanents de l'ensemble du personnel dans le domaine de la gouvernance ; et
- la nécessité d'une consultation précoce et régulière des divisions lors de l'élaboration de politiques et de procédures.

Ces enseignements permettront d'orienter la planification et la mise au point de mesures de gestion ciblées au cours de l'année 2018.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE



### Preuves de la pertinence des produits organisationnels de la CPS

#### Progrès accomplis en 2017

Organisation de la dixième Conférence des directeurs des pêches de la CPS, avec atelier de retour d'information sur le nouveau plan d'activité de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, et notamment sur ses objectifs, suivi de l'approbation du plan par les participants à la conférence, et organisation de la première Conférence technique régionale sur les pêches côtières, à la demande de ces derniers

Organisation de la troisième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports et de la troisième Conférence régionale des directeurs de l'énergie et des transports aux Tonga Réunion du Groupe océanique de surveillance du secteur énergétique en marge de la Conférence de la Pacific Power Association au Samoa Organisation de la huitième réunion du Groupe consultatif océanique sur l'énergie à Suva

Soutien à l'organisation de la treizième Conférence régionale des femmes du Pacifique (réunissant 260 personnes issues des pouvoirs publics, de la société civile, des organisations régionales, des organismes d'aides au développement et des établissements universitaires) ainsi que de la Conférence des femmes micronésiennes

Représentation de 20 (91 %) des 22 États et Territoires insulaires océaniques à la Conférence des directeurs de la santé en 2017 ; 19 (86 %) d'entre eux avaient envoyé des représentants de niveau approprié (par exemple secrétaire, secrétaire adjoint ou directeur de la santé publique, des services cliniques ou des services de soins infirmiers)

Organisation de la cinquième Conférence régionale des directeurs des services planification et statistique

Co-organisation de la session extraordinaire de la Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie

Participation de 15 pays océaniques à l'essai relatif à l'évaluation PILNA

Apport des perspectives stratégiques de l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) de la CPS au groupe de systèmes opérationnels, afin de garantir le bon fonctionnement des liens entre financements et résultats

Rédaction du descriptif de fonctions pour le poste de conseiller en relations avec les bailleurs de fonds aux fins de diffusion

Rapport d'avancement dans la réalisation des objectifs du Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique lors des conférences des ministres et des directeurs de l'énergie, organisées en avril aux Tonga

Mise en place de comités interministériels et de réseaux de projets « de la montagne au récif » à l'échelle nationale, et renforcement de leurs aspects stratégiques, techniques et autres en lien avec l'initiative « de la montagne au récif »

Mise à jour de la liste de diffusion GIS-PacNet pour l'Océanie Facilitation de la communication concernant les possibilités et les progrès concernant les systèmes d'information géographique (SIG) et la télédétection dans la région

Élaboration, finalisation et mise en œuvre d'un cadre sur le changement climatique à l'échelle de la CPS, afin de renforcer la coopération avec d'autres organismes

Organisation, par le Programme recherche, preuves et information scientifiques de la CPS, de la réunion du ROSSP, dispositif à participation volontaire regroupant des pays, zones et organisations œuvrant à la promotion de la veille sanitaire et des systèmes de réponse connexes

Planification et mise en œuvre d'activités relatives aux services cliniques spécialisés dans le Pacifique en coopération avec les directeurs des services cliniques, des organisations régionales du secteur ainsi que des médecins et des infirmiers

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE



### Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement de ses connaissances, compétences, capacités et sensibilisation

#### Progrès accomplis en 2017

Responsabilisation accrue des enseignants et des directeurs d'établissements par la mise en place de normes visant à optimiser les mécanismes de suivi des systèmes

Coordination par l'équipe SPAC du processus de présentation des résultats pour le Rapport de résultats 2016 de la CPS : contribution à des améliorations significatives du contenu, concernant notamment les synthèses des résultats, les zooms sur les réalisations ou encore l'utilisation de graphiques et de photographies, conformément aux suggestions formulées par les membres du sous-comité du CRGA

Apport important de capacités complémentaires en matière de planification, de suivi-évaluation et d'amélioration continue à la Division statistique pour le développement, à la Direction opérations et gestion et au Département développement social en l'absence de ressources dédiées à ce domaine, ce qui a permis d'améliorer la compréhension des processus et des exigences connexes

Amélioration de la connaissance et de la compréhension du travail effectué par l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue dans toute la CPS, grâce aux éléments suivants : 1) le plan de communication de l'équipe SPAC ;

- 2) une campagne réussie de changement d'image : deux courtes vidéos, un envoi de courriels et la création d'une bannière sur la réflexion et l'amélioration continue à la CPS ;
- 3) un stand de l'équipe SPAC à la session du CRGA, et la production de quatre courtes vidéos sur les résultats et l'amélioration continue au sein de la CPS ;
- 4) l'amélioration des pages de l'intranet consacrées à l'équipe SPAC ; et
- 5) des bannières, des affiches et des publications pour des événements en rapport avec le travail de l'équipe.

**Progrès accomplis en 2017**

Assistance technique fournie à la nouvelle Responsable de la mobilisation de ressources, avec transfert de compétences depuis l'équipe SPAC

Participation aux réunions du comité technique du Partenariat océanien pour la résilience afin de mettre la dernière main aux dispositifs de gouvernance relatifs au Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique

Participation à l'édition 2017 de la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique et de la Réunion régionale sur la résilience

Transmission de renseignements sur la dimension culturelle de la note d'information sur les océans à la Commissaire régionale à la gouvernance de l'océan, accompagnée d'une assistance technique sur les savoirs traditionnels et la culture dans les négociations sur la biodiversité au-delà des zones relevant de la juridiction nationale

**CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE**

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer ses convictions, opinions, motivations et intentions

**Progrès accomplis en 2017**

Approbation par le CRGA du programme d'évaluation du Plan stratégique afin de garantir qu'une amélioration continue reposant sur des données factuelles oriente l'adaptation, tout en préservant la pertinence pour les membres

Optimisation de l'engagement et du dialogue avec le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) dans le cadre du partenariat conclu avec la CPS, grâce à un programme d'amélioration continue : évaluation du financement Sud-Sud en 2016, et invitation du ministère à l'atelier MELnet

Préparation et organisation par l'équipe SPAC de deux réunions du sous-comité du CRGA, et implication active des membres de celui-ci à l'évaluation des progrès réalisés au regard du Plan stratégique, à l'aide du Rapport de résultats 2016, et rapport d'étape semestriel 2017. Le Rapport de résultats 2016 a été approuvé par le CRGA, tandis que le rapport d'étape semestriel a suscité des débats et donné lieu à des recommandations d'amélioration lors de la réunion du sous-comité (décembre).

Formation pratique au suivi-évaluation et à l'amélioration continue organisée par le DFAT pour 23 référents MEL ainsi que d'autres agents concernés

Organisation d'1 atelier MELnet annuel et de 4 formations, contribuant ainsi à l'harmonisation de l'implication et de la participation des divisions, des programmes et des services généraux de Nouméa et de Suva au processus de présentation des résultats

Négociation du cahier des charges pour 2 évaluations du changement climatique, montrant la volonté des divisions de garantir la cohérence avec le Plan stratégique

Envoi par tous les membres de la WCPFC, y compris ceux qui n'appartiennent pas à la CPS, de données opérationnelles des journaux de pêche à la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, afin d'alimenter les évaluations des stocks de thonidés de la région. La Division a contribué à ce résultat en évaluant les envois et les lacunes de données, en développant les capacités et les systèmes et en incitant les membres à transmettre leurs données.

**CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE**

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance de l'Organisation

**Progrès accomplis en 2017**

Forte implication de l'équipe SPAC avec l'ensemble des divisions/programmes thématiques afin de garantir la concordance entre les plans d'activité (y compris les plans révisés) et le Plan stratégique

Élaboration de l'accord de partenariat entre la CPS et la Nouvelle-Calédonie en tenant compte des enseignements tirés de l'évaluation du premier partenariat

Amélioration de l'engagement et du dialogue avec le DFAT dans le cadre du partenariat conclu avec la CPS, avec, en conséquence, la signature d'une nouvelle convention de financement pour la période 2018-2020

Finalisation d'une proposition de projet en santé publique pour financement par l'AFD, et approbation par l'AFD

Signature d'accords au titre du Fonds Pacifique pour 2017, permettant le versement de 92 600 euros pour les PTOM français

Appel à propositions 2018 : participation de l'équipe SPAC à la conception de trois nouveaux projets envoyés au comité directeur du Fonds Pacifique (montant total de 100 000 euros). La décision sera prise au début de l'année 2018

Saisie d'un nombre croissant de données relatives aux plans de travail dans IRIS par les divisions et les programmes sans l'aide ni les ressources de l'équipe SPAC

Mise à disposition de 22 plans de travail nationaux sur le site Internet de la CPS (demande plus forte de plans de travail de la part de la haute direction)

Participation de l'équipe SPAC au processus de priorisation, ce qui a permis à la haute direction de faire preuve d'anticipation stratégique pour opérer des choix en matière de priorités organisationnelles

**Progrès accomplis en 2017**

Élaboration et diffusion dans MELnet et au sein de la CPS de cinq outils de planification, de suivi-évaluation et d'amélioration continue, ce qui a contribué au renforcement des capacités de présentation des résultats et à l'amélioration du processus correspondant ; 100 % des divisions, des programmes et des services généraux ont utilisé l'outil relatif au cadre de résultats pour le rapport 2017

Les nouvelles conventions de financement avec la Suède ainsi que le soutien bilatéral opéré avec le DFAT pour le poste aux Îles Salomon représentent une première pour l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et pour la CPS tout entière

Mise au point de protocoles d'accord avec ONU Femmes, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et l'initiative de renforcement du système judiciaire dans le Pacifique

Séances régulières de planification commune avec le HCDH sur la mise en œuvre des traités de l'ONU et de l'EPU, ainsi qu'avec ONU Femmes, le DFAT et le Département développement social de la CPS sur les programmes d'élimination de la violence à l'égard des femmes et d'égalité des sexes

Extension des partenariats au sein de la CPS et établissement de partenariats avec de nouveaux secteurs (par exemple organismes de lutte contre le changement climatique, organisations confessionnelles ou secteur judiciaire)

Transformation de la Division statistique pour le développement à l'issue d'une consultation exhaustive des pays membres, des bailleurs de fonds et des partenaires du développement

Organisation d'une formation sur l'IPC par la Division statistique pour le développement en coopération avec le Bureau australien de la statistique, et d'une formation sur les registres et statistiques de l'état civil en partenariat avec l'UNICEF, l'OMS et l'UNFPA

Conclusion par la CPS d'un partenariat avec l'UNICEF et l'UNFPA pour la collecte de données, avec le Bureau néo-zélandais de la statistique et la Banque mondiale pour la collecte de données, ainsi qu'avec la Banque mondiale pour les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages

Organisation de missions sur le terrain regroupant plusieurs organismes (CPS, FIP, PROE, GIZ et PNUD) afin d'appuyer la mise en œuvre de plans de travail nationaux conjoints dans certains États et Territoires insulaires océaniques

Distribution, pour avis, du projet de plan d'activité de la Division ressources terrestres aux membres lors de la Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie et de la Conférence régionale des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie

Les pays font preuve d'une prise en charge croissante de leur programme national de DCP. De plus en plus d'États et de Territoires insulaires océaniques accordent ou recherchent des financements pour leur propre matériel, installent leurs propres DCP et organisent eux-mêmes les formations dans ce domaine. Ils mettent également en place leurs propres services et équipes pour les DCP.

Le Programme politiques, planification et réglementation (Division santé publique) fait partie du groupe de travail thématique de l'ONU sur les différents enjeux liés aux MNT en Océanie. Il a travaillé avec, notamment, le PNUD, l'Association océanique des fonctionnaires des services de santé (PIHOA), l'OMS et le McCabe Centre for Law and Cancer afin de mettre en œuvre des initiatives pour les pays océaniques.

Le Programme recherche, preuves et information scientifiques (Division santé publique) a travaillé en étroite collaboration avec la PIHOA, l'OMS, les CDC et un certain nombre d'universités à la planification et à la mise en œuvre d'activités de renforcement de la surveillance de la santé publique dans les pays insulaires océaniques

Le Programme de renforcement des services cliniques spécialisés dans le Pacifique (Division santé publique) a coopéré avec le Collège royal des chirurgiens d'Australasie, l'OMS et l'Université nationale des Fidji pour planifier et étudier un certain nombre d'initiatives de renforcement des services cliniques dans la région

La CPS coopère régulièrement avec les organisations membres du CORP dans le cadre du groupe de travail sur l'égalité hommes-femmes. Elle a mis l'accent sur l'assistance technique et la sensibilisation dans le domaine des déterminants sociaux de la santé, de l'émancipation économique des femmes, du développement social ainsi que de la formation en ligne sur le genre. La CPS participe également, avec le groupe de travail sur les ODD et les dispositifs liés aux Conférences des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, à l'harmonisation du suivi et à l'intégration de la dimension du genre.

# CHAPITRE 10B

## RENFORCER LE SAVOIR ET L'EXPERTISE TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES

La CPS constitue un pôle régional de compétences techniques spécialisées, utilisé pour renforcer et, dans certains cas, compléter les capacités régionales et nationales existantes. Une telle démarche présente l'avantage de permettre des économies d'échelle.

La CPS s'engage à tirer parti des atouts qu'elle possède dans les domaines scientifiques et techniques en rapport avec les priorités de développement de ses membres. Elle continue également à étudier la mise en place de domaines d'excellence par le resserrement des liens avec les institutions externes chefs de file, la mise à profit des complémentarités avec d'autres secteurs et l'élaboration de méthodes de travail novatrices dans l'ensemble de ses programmes d'activité.

En 2017, un processus de priorisation a permis de définir plus précisément les domaines de compétence techniques et scientifiques de la CPS, en accordant davantage d'attention aux éléments suivants :

- développement et application des sciences halieutiques (vers la création d'un pôle d'excellence) ;
- valorisation et utilisation des ressources génétiques végétales et agricoles (en prévision de la création d'un pôle d'excellence) ;
- évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale (service régional d'intérêt général) ;
- surveillance de la santé publique (service régional d'intérêt général) ;
- changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience (cartographie SIG, notamment) ;
- gestion et gouvernance des océans (y compris les transports et les limites maritimes) et mise en place du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine ;
- coordination et diffusion des données régionales ;
- droits de la personne, y compris l'égalité hommes-femmes et la jeunesse ;
- énergie ; et
- maladies non transmissibles.

### Centre de Documentation

#### Rechercher en ligne une publication de la CPS

La bibliothèque numérique de la CPS propose un moteur de recherche global qui permet d'accéder aux publications qui ont été produites par la CPS et ses membres. Vous pouvez rechercher le numéro PDF de n'importe quelle publication de la CPS grâce au moteur de recherche en ligne intégré ci-dessous. Si vous recherchez le texte d'un article, consultez le site pour accéder aux publications et ressources supplémentaires. Vous pouvez également commander le service papier de la publication recherchée de vos clients en passant contact avec la CPS.

Mot-clé :

Rechercher

Travailler / Rechercher / Documents / Règles / Paramètres

## Publications scientifiques et techniques

En 2017, des agents des divers programmes et divisions de la CPS ont signé 26 ouvrages et articles parus dans des revues scientifiques et techniques à comité de lecture, et notamment :

- *Pacific Islands Literacy and Numeracy Assessment – collaboration and innovation in reporting and dissemination*
- *Fossil fuel subsidies in the Pacific Island context: Analysis of the case of Kiribati*
- *A case for formal education in the technical, vocational education and training (TVET) sector for climate change adaptation and disaster risk reduction in the Pacific Islands region*
- *A comparison of weighted time-product dummy and time dummy hedonic indexes*
- *The biology of coral reefs* (ouvrage)

En outre, la CPS a apporté une contribution significative à la littérature grise (ouvrages, lettres d'information, bulletins, notes d'orientation et rapports soumis à révision interne). L'Organisation a également chargé des spécialistes d'effectuer des recherches et de produire des publications en son nom, et a aidé les pays océaniques à lancer et à réaliser des études, ainsi qu'à rédiger des rapports.

La bibliothèque numérique de la CPS, moteur de recherche global permettant d'accéder en ligne aux publications de l'Organisation, contient actuellement 20 000 documents. En 2017, 513 documents y ont été ajoutés, dont 321 publiés au cours de l'année.

## SOUTENIR L'AGRICULTURE DURABLE TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE DE VALEUR

Par l'intermédiaire de la Division ressources terrestres, la CPS soutient le développement de l'agriculture et de la foresterie dans les pays membres. Le travail de la Division porte notamment sur les ressources génétiques végétales, la production agricole, la santé des végétaux, la biosécurité, l'agriculture biologique, la gestion durable des terres et des forêts, l'élaboration de politiques ou encore le conseil aux communautés rurales.

Dans ces domaines, les services proposés par la Division sont essentiels à la réalisation de l'objectif de développement n° 1 de la CPS, à savoir renforcer la gestion durable des ressources naturelles.

Afin de progresser dans la réalisation de cet objectif, la Division a tenu compte des remarques formulées en 2015 lors d'une étude d'amélioration de la performance, qui recommandait de repositionner son activité.

Dans ce contexte, et afin de renforcer ses domaines de compétence existants, elle a créé quatre piliers opérationnels : les ressources génétiques, la gestion durable des terres et des forêts, l'agriculture durable à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les marchés pour assurer les moyens de subsistance. Cette nouvelle structure tient compte des recommandations de l'étude visant à renforcer les capacités de fonctionnement et de direction ainsi qu'à encourager la conclusion de partenariats plus efficaces avec les bailleurs de fonds et les acteurs scientifiques en optimisant l'adéquation entre les services proposés et les priorités pour l'attribution des ressources.

La mise en œuvre des piliers opérationnels en 2017 a permis d'accroître l'intégration des travaux tout au long de la chaîne de valeur, des ressources génétiques végétales aux marchés pour assurer les moyens de subsistance.

Par exemple, les travaux du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT)<sup>11</sup> sont liés à la santé et à la protection des végétaux dans le cadre d'une coopération efficace avec le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), partenaire clé d'un essai d'utilisation de semences à pollinisation libre pour certains légumes (tomate, poivron et aubergine).

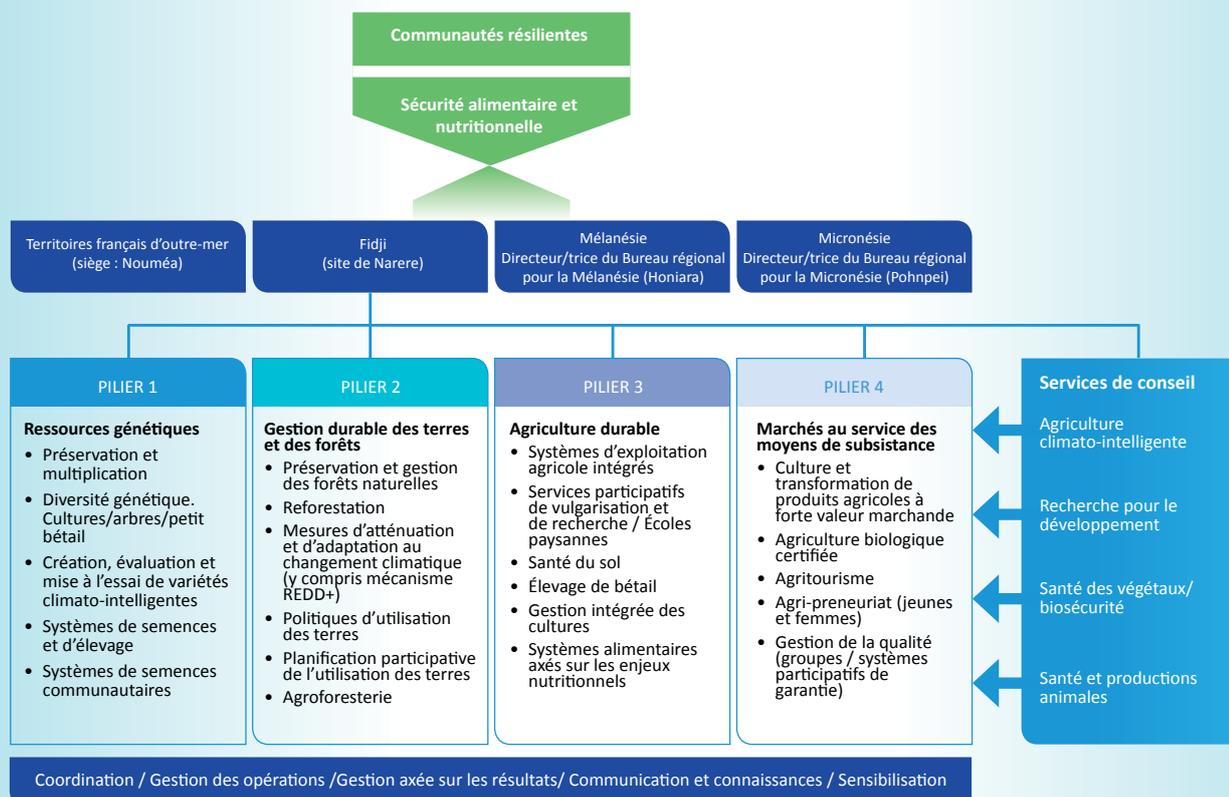


Figure 10.1 : Les quatre piliers opérationnels de la Division ressources terrestres.

11 En 2016, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CPS) a été désigné comme l'un des deux domaines techniques de spécialité susceptibles de devenir des pôles d'excellence.

À l'échelle nationale, ce travail de coopération de la Division ressources terrestres, tant en interne qu'avec l'ACIAR, apporte des avantages considérables aux agriculteurs qui devaient auparavant acheter des semences hybrides pour chaque saison de culture. Les cultivateurs peuvent à présent conserver des semences de la saison précédente, par exemple celles ayant obtenu un bon rendement au cours d'une année anormalement sèche, en vue de leur prochaine récolte. Ils ont acquis des compétences en matière de gestion des semences, ainsi que le savoir-faire technique nécessaire pour gérer eux-mêmes la commercialisation de semences à pollinisation libre, avec de surcroît un partage des connaissances et des produits au sein d'une communauté de pratique. Les essais de ce type menés aux Fidji et aux Îles Salomon ont été couronnés de succès.

Une telle approche intégrée renforcera les capacités de mise en place de démarches analogues dans d'autres pays membres, avec le soutien continu de partenaires tels que l'ACIAR.

La nouvelle démarche opérationnelle de la Division ressources terrestres et ses capacités d'intégration renforcées permettront également d'élargir le spectre en matière de demandes de financement. Lors d'une séance spéciale de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie en octobre 2017, les pays membres ont appelé de leurs vœux une prise en compte particulière des pays-atolls durant l'élaboration des descriptifs de projet et des demandes de financement correspondantes. Ils ont estimé que les piliers opérationnels adoptés par la Division étaient pertinents, mais ont demandé davantage de débats sur la structure de gouvernance.

L'évaluation a permis de retirer des enseignements éloquentes pour le nouveau positionnement de la Division ressources terrestres. Si les domaines de travail technique restent cohérents, il est néanmoins possible de dégager en continu des pistes d'amélioration concernant l'efficacité de la Division et la gestion du soutien fourni aux membres tout au long de la chaîne de valeur.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

### Preuves de la pertinence des produits organisationnels de la CPS



#### Progrès accomplis en 2017

Rédaction de la note conceptuelle relative au Hub océanien pour l'apprentissage et l'innovation, et diffusion en interne ainsi qu'auprès des membres du sous-comité du CRGA

Signature, par des agents de divers programmes et divisions de la CPS, de 26 ouvrages et articles parus dans des revues scientifiques et techniques à comité de lecture

Les programmes de la CPS relatifs aux droits fondamentaux se fondent sur les meilleures pratiques, notamment une assistance technique pour les rapports sur la mise en œuvre des traités dans ce domaine, une formation pour les étudiants en droit de l'Université du Pacifique Sud, ou encore de nouveaux programmes d'éducation aux droits fondamentaux dans les écoles ainsi que l'application d'une démarche centrée sur l'humain

Réalisation de quatre documents multimédias destinés aux divisions de la CPS, aux hauts fonctionnaires, à la société civile et à d'autres partenaires clés : le *Guide océanien sur les indicateurs statistiques destinés à l'établissement des rapports sur les droits de la personne*, qui donne des clés pour interpréter les principaux indicateurs statistiques du point de vue des droits fondamentaux, ainsi que trois documents multimédias sur 1) l'histoire des droits de la personne adaptée à l'Océanie (vidéo), 2) l'application d'une démarche axée sur les droits et 3) les conventions essentielles relatives aux droits de la personne (animations sur tableau blanc).

Réalisation d'une simulation rétrospective et à échelle réduite de la houle à Tanna (Vanuatu) afin d'améliorer la connaissance du régime des vagues dans la région ainsi que la capacité à évaluer les aléas à venir

Production de modèles numériques de terrain à l'échelle 1:10 000 pour les Fidji et Vanuatu

Réalisation d'une évaluation de précision par un chargé de projet du Service des forêts pour la détection des changements en forêt, qui a été présentée lors de la Conférence océanienne des utilisateurs des SIG et des données de télédétection

Mise en place d'un diplôme d'études supérieures en développement durable de la montagne au récif

Élaboration d'un programme-pays au titre du Fonds vert pour le climat aux États fédérés de Micronésie

Organisation de deux réunions du Groupe d'experts scientifiques et techniques

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement de ses connaissances, compétences, capacités et sensibilisation



### Progrès accomplis en 2017

La CPS a apporté les contributions suivantes :

- i. Cosignature du rapport du Bureau de l'UNESCO à Bangkok intitulé *Analysing and Utilizing Assessment Data for Better Learning Outcomes* (analyser et exploiter les données issues des évaluations pour optimiser les résultats d'apprentissage)
- ii. Réalisation, pour le compte de l'UNICEF, d'une petite étude préliminaire sur la participation aux programmes d'accueil et d'éducation de la petite enfance et les résultats scolaires
- iii. Présentation d'une communication sur les conclusions des études PaBER et PILNA à la conférence Education Forum for Development de UKFEIT, à l'université d'Oxford
- iv. Reconnaissance et soutien, par l'Institut de statistique (ISU) de l'UNESCO, de la PILNA comme outil régional d'évaluation pertinent pour mesurer la réalisation de l'ODD n° 4
- v. Présentation, en collaboration avec l'université de l'Alberta, d'une communication intitulée *Management consultations in education and accuracy of appraisal: Halo effects or horned judgements?* (consultations sur la gestion dans le domaine de l'éducation et précision de l'évaluation : effets de halo ou jugement biaisé ?) lors de la conférence de la New Zealand Association for Research in Education Conference (NZARE 2017), qui a eu lieu à l'université de Waikato

Mise à l'essai des instruments destinés à l'évaluation PILNA avec le concours et les conseils techniques du Conseil australien de recherche pédagogique. Renforcement des capacités des États et Territoires insulaires océaniques dans le cadre d'un atelier régional organisé en 2017, qui a rassemblé plus de 80 personnes venues de 15 pays

Révision par un comité de lecture et publication d'une étude sur les subventions aux combustibles fossiles à Kiribati

Renforcement des capacités en interne pour l'évaluation de la précision, avec des représentants de la Division ressources terrestres, du Service des forêts, de l'USP et de l'équipe géomatique

Organisation et animation de la Conférence océanienne des utilisateurs des SIG et des données de télédétection, destinée aux organisations et aux utilisateurs des SIG et des données de télédétection dans la région

Soutien à une formation à l'infrastructure de données spatiales et à la mise en œuvre de serveurs pour les services météorologiques de Vanuatu et du Samoa

Utilisation de nouvelles données biologiques et démarches analytiques dans l'évaluation des stocks de thon obèse. Ces nouvelles données ont modifié de manière substantielle les résultats et produit une estimation à la fois plus optimiste et plus précise.

Lancement d'une évaluation relative à la dimension de genre dans le secteur de la pêche aux Îles Salomon avec la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance de l'Organisation



### Progrès accomplis en 2017

Augmentation de la collecte et de l'analyse d'échantillons biologiques grâce à l'amélioration des processus de collecte en partenariat avec les observateurs océaniques des pêches, et optimisation du stockage et de la diffusion des résultats (publications)

Innovations et progrès en matière de suivi et de notification électroniques des données sur la pêche commerciale et à petite échelle. Élaboration de nouvelles applications et méthodes, grâce aux compétences techniques internes, afin d'appuyer la collecte et la gestion électroniques des données par les enquêteurs locaux, les équipages des navires de pêche et les agents des services des pêches

Approbation, lors de la Conférence des directeurs des services planification et statistique, du projet de la Division statistique pour le développement et de la Banque mondiale d'opérer une révision des méthodes d'enquête sur le budget et la consommation des ménages dans le cadre d'un test aux Îles Marshall

Nomination de la Directrice de la Division statistique pour le développement au sein du Groupe régional océanien sur les ODD du Pacifique ainsi que du secrétariat du groupe sur les données de ce dernier

Entrée d'un démographe de la Division statistique pour le développement au sein du Comité de pilotage de la statistique sociale, du Comité de pilotage des registres et statistiques de l'état civil et du Comité de pilotage de la statistique économique de la CESAP

Soutien à la mise en place du Conseil océanien des SIG et de la télédétection, lancé lors de la Conférence océanienne des utilisateurs des SIG et des données de télédétection

Les travaux du Programme politiques, planification et réglementation soutiennent la Feuille de route régionale relative aux MNT et la stratégie pour un Pacifique sans tabac à l'horizon 2025. Ces initiatives se déroulent dans le cadre du Plan d'action régional du Pacifique occidental pour la lutte contre les maladies non transmissibles (2014-2020) et du Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020. Toutes ces stratégies s'appuient sur des données factuelles.

Le travail mené par le Programme recherche, preuves et informations scientifiques de la Division santé publique à l'appui du renforcement de la sécurité sanitaire dans la région a contribué à l'élaboration de la nouvelle Stratégie pour la sécurité sanitaire dans le Pacifique et de la Stratégie de lutte contre les maladies émergentes pour la région Asie-Pacifique (SMEAP III), toutes deux fondées sur des bases factuelles.

Les travaux du Programme de renforcement des services cliniques spécialisés en Océanie sur le renforcement des personnels de santé dans la région soutiennent les efforts visant à assurer le suivi et à atteindre le nombre requis de chirurgiens, anesthésistes et obstétriciens pour 1 000 habitants, ainsi qu'à atteindre les objectifs de taux de mortalité périopératoire dans le Pacifique. Le Programme a rassemblé des données sur le nombre de ces praticiens par rapport à la population des pays océaniques ainsi que sur le taux de mortalité périopératoire.

# CHAPITRE 10C

## RÉPONDRE AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES AU MOYEN D'APPROCHES PLURIDISCIPLINAIRES

La CPS détient un avantage comparatif considérable puisqu'elle est en mesure d'appliquer une approche pluridisciplinaire pour traiter certains enjeux particulièrement complexes du développement au sein de la région.

La CPS continue à concevoir, à élaborer et à mettre en œuvre des programmes pluridisciplinaires s'appuyant sur des éléments factuels et s'inscrivant dans une démarche consultative. Certaines questions sociales (genre, jeunesse, culture et droits de la personne), environnementales et économiques sont traitées en priorité et intégrées transversalement, dans la mesure du possible, à l'ensemble des programmes de la CPS, et l'Organisation travaille en étroite collaboration avec ses membres et ses partenaires afin d'améliorer la coordination intersectorielle à l'échelle nationale et régionale.

Les divisions et les programmes de la CPS ont réalisé de nombreux travaux intersectoriels en 2017. Quelques exemples sont donnés ci-après.

- La Division ressources terrestres et le Programme durabilité environnementale et changement climatique ont œuvré ensemble dans le domaine du changement climatique, notamment s'agissant de la représentation de la CPS à la COP23.
- La question du changement climatique a été intégrée aux travaux des principaux programmes et divisions de la CPS.
- L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne a travaillé avec les divisions de la CPS et les gouvernements océaniques pour appliquer une approche fondée sur les droits à l'ensemble des programmes, contribuant ainsi de manière non négligeable à la réalisation des ODD.
- La question de l'assistance Sud-Sud a fait l'objet d'une évaluation, dont les conclusions ont orienté l'appel à l'édition 2017 des financements Sud-Sud.
- La Division statistique pour le développement a mis en œuvre un projet WorldFish en coopération avec la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins.
- La Division statistique pour le développement a organisé une formation sur les registres et les statistiques de l'état civil en coopération avec la Division santé publique.
- La Division statistique pour le développement a mené à bien un projet de système d'information sur la gestion de l'éducation en coopération avec le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement.

## OPTIMISATION DES INFORMATIONS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA NUTRITION ET LA PAUVRETÉ GRÂCE À LA BASE DE DONNÉES SUR L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE PACIFIQUE



Approches pluridisciplinaires au service des priorités de développement des membres

La base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique, élaborée par la CPS en collaboration avec la FAO et l'Université de Wollongong, vient combler une lacune dans la région en reliant les données sur l'acquisition de nourriture dans les ménages et les données sur la nutrition afin de consolider la recherche et l'élaboration de politiques dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la lutte contre la pauvreté. Si les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages sont utiles pour l'économie nationale, les données qu'elles offrent ne permettent pour le moment pas d'établir de comparaison dans le cadre d'études sur la pauvreté et la nutrition.

Le besoin d'une telle base s'est fait sentir lorsqu'il s'est avéré que les utilisateurs des données des enquêtes budget-consommation des ménages n'appliquaient pas tous les mêmes facteurs de conversion calorique et nutritionnelle aux denrées achetées par les ménages, ce qui compromet la précision, la comparabilité et l'efficacité des analyses sur la pauvreté et la nutrition, de même que l'élaboration de politiques. La base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique remédiera à ce problème, et permettra de mettre au point des politiques plus réactives pour réduire la pauvreté, améliorer la situation nutritionnelle et limiter la prévalence des MNT dans le Pacifique.

La base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique met en rapport les aliments et les boissons avec des variables micronutritionnelles et macronutritionnelles, l'objectif étant de permettre des estimations comparables, et en temps opportun, de l'apport en calories et en nutriments des ménages.

*« Il s'agit d'une base complète présentant les valeurs nutritionnelles des aliments couramment consommés dans la région. Elle servira en premier lieu à l'analyse de données relatives au budget alimentation, en vue de l'élaboration de profils nutritionnels pour les ménages. En outre, elle permettra d'évaluer en continu le profil nutritionnel de la région et de déterminer le profil et l'état nutritionnels de certains individus et groupes de population. De telles analyses seront utiles à l'évaluation de l'état sanitaire de la région et pourront orienter les politiques de santé ainsi que les pratiques agricoles. »* – Joanna Russell, Faculté des sciences de la santé et de la société, Université de Wollongong.

L'utilisation de cette base permettra de définir plus rapidement le seuil de pauvreté alimentaire (élément essentiel pour estimer la prévalence de la pauvreté) et étayera la réalisation d'études sur la nutrition. Les informations ainsi recueillies seront également utiles pour estimer la prévalence de la sous-alimentation, définir les possibilités d'enrichissement des aliments et fournir des données factuelles pour l'élaboration de politiques d'amélioration de la sécurité alimentaire et de réduction des MNT liées à l'alimentation. Elle facilitera en outre l'établissement de rapports concernant la réalisation des ODD n° 1 (élimination de la pauvreté) et 2 (faim zéro).

La base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique est actuellement utilisée dans le cadre d'une étude de l'évolution des systèmes d'alimentation dans le Pacifique, reposant sur des données tirées d'enquêtes sur le budget et la consommation des ménages. Une prochaine étude s'appuiera également sur cette base afin d'estimer l'importance du poisson pour la nutrition en Océanie et le déficit de production de poisson prévu pour 2030.

La base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique sera achevée et son mode d'emploi rédigé en janvier 2018. Ces deux éléments seront mis à la disposition de tous les pays océaniques réalisant des enquêtes sur le budget et la consommation des ménages ainsi que de tous les utilisateurs des données de telles enquêtes. Les pays qui adopteront la classification de cette base pourront bénéficier des possibilités d'exploitation des données tirées des enquêtes sur le budget et la consommation des ménages dans les analyses sur la pauvreté et la nutrition.

## PROGRAMMATION INTÉGRÉE : L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE



Approches pluridisciplinaires au service des priorités de développement des membres – genre

La CPS s'est engagée à intégrer la dimension de genre dans toute l'Organisation. Il s'agit là d'un processus continu, qui n'a donc pas de fin, visant à parvenir à l'égalité entre hommes et femmes. Cela nécessite d'associer l'engagement et le leadership, les capacités et les systèmes. L'ensemble de la CPS doit travailler à ce processus.

Le Département développement social et la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins de la CPS coopèrent depuis plusieurs années afin de favoriser une approche intégrée du genre dans les programmes de pêche. La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins avait déjà reconnu l'importance du travail des femmes dans ce secteur, au niveau local, en soutenant les scientifiques au sein de la Division, ou en assurant la promotion des femmes dans les sciences et la gestion halieutiques. Toutefois, en dépit de son engagement à intégrer la dimension de genre, la Division devait encore renforcer ses « capacités » et mettre au point un « système » à cet égard.

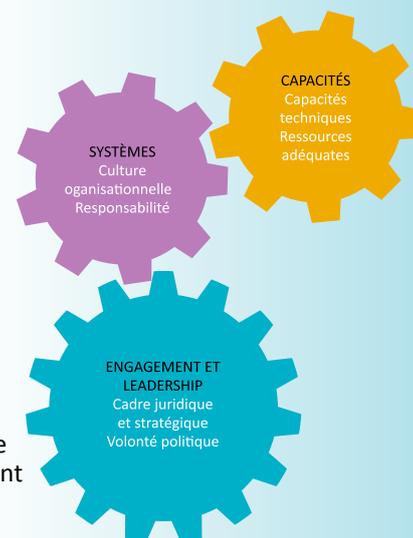
Le travail a commencé avec cinq agents issus de la Section aquaculture. En 2016, la Division a adopté une démarche plus proactive, en ajoutant une question sur la dimension de genre au processus de recrutement de nouveaux agents et en intégrant certains éléments connexes à son plan d'activité.

La CPS met actuellement en œuvre un programme de renforcement des capacités des pays océaniques à intégrer la dimension de genre dans les programmes et les services des administrations publiques (Promotion de l'égalité des sexes dans les États et Territoires insulaires océaniques, financé par le DFAT). En 2017, la portée du projet a été étendue grâce à un travail avec les ministères, en synergie avec d'autres programmes de la CPS. L'Organisation procèdera à un état des lieux des capacités des acteurs de la pêche à intégrer la dimension de genre et réalisera une évaluation de cette problématique dans les secteurs de la pêche côtière et de l'aquaculture.

Les conclusions de ces études serviront à appuyer des projets d'élaboration de lois et de règlements, ainsi qu'à gérer des stratégies sensibles au genre pour la pêche côtière. Une première évaluation de la dimension de genre a été réalisée aux Îles Salomon en 2017 ; au moins quatre autres suivront en 2018.

En 2017, des études de cas sur le genre dans l'aquaculture ont été menées au Samoa, à l'exemple d'études du même type effectuées aux Fidji en 2016. Leur objectif consistait à évaluer le rôle des hommes et des femmes dans l'aquaculture et à déterminer les mesures possibles pour faire en sorte que les femmes puissent tirer profit des projets dans ce domaine.

En 2017, un travail de coopération entre la CPS, PacFish, WorldFish, l'Université de technologie de Sydney et la FAO a permis de constituer un guide sur le genre et l'intégration sociale dans le secteur de la pêche, afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie « Une nouvelle partition pour les pêches côtières » et des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (FAO). Ce guide permettra de renforcer les capacités des acteurs de la pêche en matière d'approche intégrée du genre et d'intégration sociale. Des ateliers régionaux sont prévus au cours de l'année 2018.



#### ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement de ses connaissances, compétences, capacités et sensibilisation



##### Progrès accomplis en 2017

Collaboration avec la Banque mondiale dans le cadre d'un contrat passé avec Et4d (Education Technology for Development) afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme d'éveil et d'apprentissage pour la petite enfance dans le Pacifique. Conclusion de relations de travail solides entre la CPS, Et4d et le ministère tongien de l'Éducation.

Réalisation d'une mission commune avec l'ISU à Tuvalu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée et présentation de recommandations destinées à améliorer les mécanismes systémiques d'exploitation des données permettant de prendre des décisions fondées sur des faits

#### CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer ses convictions, opinions, motivations et intentions



##### Progrès accomplis en 2017

Intensification du travail avec les divisions de la CPS et les gouvernements océaniques pour appliquer une approche fondée sur les droits à l'ensemble des programmes, ce qui constitue un élément important du soutien apporté à l'Organisation et aux pays dans la réalisation des ODD

Rédaction du document d'action pour le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement aux États fédérés de Micronésie

#### CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance de l'Organisation



##### Progrès accomplis en 2017

Intégration des enjeux du changement climatique dans les principales divisions de la CPS, ce qui leur permet de mettre au point des activités tenant compte de ces enjeux

Coordination entre la Division ressources terrestres et le Programme durabilité environnementale et changement climatique dans le cadre d'actions liées au changement climatique, et notamment la représentation de la CPS à la COP23 de la CCNUCC

Coopération entre le Programme politiques, planification et réglementation et des groupes de jeunes, des associations nationales de lutte contre le diabète, des comités nationaux de lutte contre les MNT, des députés, les forces de l'ordre, etc. afin de planifier et de mettre en œuvre des activités visant à prévenir et combattre les MNT

Réalisation du projet WorldFish en concertation avec la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et la Division statistique pour le développement

Réalisation d'un atelier de formation aux registres et statistiques de l'état civil en concertation avec la Division santé publique et la Division statistique pour le développement

Mise en œuvre du projet de système d'information sur la gestion de l'éducation par la Division statistique pour le développement, en concertation avec le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement

# CHAPITRE 10D

## RENFORCER LA PLANIFICATION, LA HIÉRARCHISATION DES PRIORITÉS, L'ÉVALUATION, L'AMÉLIORATION CONTINUE ET L'INNOVATION

L'efficacité de l'action que mène la CPS aux côtés de ses membres dépend de la mise en place de processus adaptés de planification, de hiérarchisation des priorités, d'évaluation et d'amélioration continue. En 2017, dans le cadre de ses programmes, l'Organisation s'est attachée à recenser les réussites et les échecs et à en comprendre les raisons, en vue de peaufiner la conception et l'exécution des programmes à venir et de bâtir des approches novatrices. Elle a également associé ses membres à la conception et à l'évaluation des programmes afin de partager davantage la responsabilité quant à la performance et de mieux comprendre l'impact de son action.

Des séances de réflexion plus constructives, une planification dynamique et un engagement stratégique aux côtés de ses membres lui ont permis de renforcer les systèmes internes. Les processus et les produits ont ainsi été optimisés, et davantage axés sur le Plan stratégique.

### Renforcer les outils de la CPS en matière de performance

Outre l'outil d'évaluation de la performance décrit au début du présent rapport, l'année 2017 a vu l'élaboration et le lancement de plusieurs autres éléments importants :

- le modèle de zoom sur les réalisations ;
- la hiérarchie des résultats, qui met en évidence les liens de causalité entre les capacités de la CPS, les biens et services fournis aux pays océaniques, les résultats attendus à moyen et à long terme, ainsi que leur contribution aux objectifs de développement des pays océaniques, tels que décrits dans le Plan stratégique de la CPS 2016-2020 ;
- le glossaire des résultats, qui fournit une description et des exemples des résultats le plus fréquemment atteints par les divisions, les programmes et les services généraux de la CPS en matière de produits, de résultats escomptés et d'impact ; et
- l'outil relatif aux cadres de résultats et aux rapports, qui répond au besoin d'instruments de planification, de suivi-évaluation et d'amélioration continue plus conviviaux afin d'optimiser l'établissement de rapports de performance institutionnelle par la CPS.

Une plus grande standardisation des outils et des processus de planification, de suivi-évaluation et d'amélioration continue est en préparation pour 2018 afin de poursuivre le renforcement de la gestion de la performance et des rapports connexes au sein de la CPS.

### S'appuyer sur des données factuelles pour définir les priorités et orienter l'adaptation des processus de planification et de suivi-évaluation de l'activité

Les mutations du secteur des droits de la personne ont fait évoluer le rôle joué par le programme de la CPS intervenant dans ce domaine. Auparavant, l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, unique structure abordant cette thématique dans la région, devait répondre à toute une gamme de priorités, et notamment les réformes législatives relatives à la violence domestique. Les pouvoirs publics se montrant de plus en plus prêts à traiter eux-mêmes les questions de droits fondamentaux, les demandes d'assistance qu'ils adressent à la CPS concernent des enjeux plus variés (par exemple les engagements en vertu de traités, les droits de l'enfant, le handicap ou encore le changement climatique). En outre, plusieurs organismes leur proposent à présent de l'aide dans le domaine du genre et des droits de la personne.

Une évaluation indépendante, réalisée en 2015 et 2016 au terme d'un cycle de financement du DFAT et d'un plan d'activité de quatre ans, a mis en exergue la nécessité pour l'Équipe de préciser son rôle compte tenu des évolutions observées. Ces conclusions ont mené à un processus intensif de planification et de priorisation, d'une durée de deux ans, qui a débouché sur un nouveau plan d'activité et cadre de suivi-évaluation. Les parties prenantes ont notamment été consultées et le personnel associé à la planification en vue de la définition d'une vision, de stratégies et d'un projet de plan d'activité pour l'Équipe.

- Le plan d'activité a été affiné en mettant l'accent sur les domaines où la valeur ajoutée de la CPS était la plus importante et où les signes de nécessité de la poursuite du travail étaient évidents. Tout au long de l'année 2017, la CPS a organisé à intervalles réguliers des réunions de planification dans les pays, avec les ministères concernés ; elle a également travaillé sur les domaines d'action prioritaires planifiés avec les bailleurs de fonds et d'autres partenaires du développement. Le personnel a rédigé des notes de synthèse destinées à orienter la définition de chaque nouveau domaine prioritaire, notes qui ont contribué à la cohérence des messages communiqués.

- Le cadre de suivi-évaluation a été affiné en mettant l'accent sur l'obtention de résultats clairs et tangibles au regard des priorités, ainsi que sur l'élaboration et la mise à l'essai de systèmes permettant de suivre les résultats, puis d'établir des rapports et de tirer les enseignements correspondants. Les indicateurs et les résultats attendus contenus dans le projet de cadre de résultats ont été testés au début de l'année 2017, lors de la rédaction du rapport annuel de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne. Des systèmes de suivi-évaluation et d'amélioration continue ont ensuite été élaborés et diffusés auprès du personnel tout au long de l'année 2017.

Les processus de planification et de suivi-évaluation de l'activité ont été liés les uns aux autres dans le cadre de réunions semestrielles de réflexion et de planification à l'intention du personnel, organisées dans toute l'Organisation conformément à la politique PEARL instaurée en 2016 (cf. encadré). Ces réunions ont permis au personnel de mieux comprendre les nouveaux systèmes et priorités, ainsi que de voir comment les enseignements tirés des anciennes priorités pouvaient renforcer les nouvelles.

Ce processus intensif de planification et de priorisation a amené plusieurs résultats :

- L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne a mis sur pied un plan d'activité, un cadre de suivi-évaluation et un budget-programme pour la période 2017-2021, assortis de priorités clairement articulées et de systèmes de suivi des résultats et d'amélioration continue pour l'ensemble du programme.
- Le portefeuille de financement a été diversifié, un plus grand nombre de bailleurs de fonds ayant manifesté de l'intérêt pour les activités menées par l'Équipe.
- Le personnel et les ministères concernés ont fait la preuve de leur adhésion et de leur compréhension du programme de travail et des résultats prévus, et concentrent leurs efforts sur les activités convenues.
- Les systèmes de rapport et de réflexion ont été mis au point simultanément. Ils sont complémentaires, ce qui signifie que les indicateurs de suivi sont utilisés activement à des fins d'amélioration continue, en particulier pour ce qui est des nouveaux domaines traités.

L'évaluation indépendante de 2016 est intervenue à point nommé pour mettre en évidence les premiers changements nécessaires. L'avis des pays a constitué la deuxième source de données factuelles. Le processus de planification et de priorisation et la mise au point du plan d'activité ayant été pilotés par les pays, les priorités de ces derniers ont pu être harmonisées avec celles de l'Équipe. Les processus de planification des travaux annuels permettent aux pays d'apporter leur contribution en continu. Des plans de travail pour les agents de coordination nationaux de l'Équipe sont en cours d'élaboration en coopération avec les ministères hôtes, et une communication régulière avec ces ministères est assurée. De plus, le plan d'activité permet à la CPS de « prévoir l'imprévu » et de répondre aux enjeux émergents dans les pays, dans la mesure où ils s'inscrivent dans les grandes priorités du plan. Ces demandes d'activités « imprévues » sont la preuve de la confiance accordée par les autorités nationales à la CPS.



Jayshree Mangubhai, lors d'une formation des membres de RRRT au suivi-évaluation et à l'amélioration continue.



De gauche à droite : Albert Seluka, Conseiller principal aux droits de la personne (RRRT), ainsi que trois agents de coordination nationaux : Tarjo Arelong (Îles Marshall), Ameroti Nkora (Kiribati) et Stella Duburiya (Nauru).

## Réflexion, amélioration continue et adaptation de l'Organisation : la révolution

Dans le cadre de sa politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (PEARL), la CPS a mis en place des réunions semestrielles de réflexion, d'amélioration continue et de planification dans toute l'Organisation en 2016. Cette mesure, pour récente qu'elle soit, a déjà permis d'opérer un net changement au sein de la CPS : les agents emploient de plus en plus de termes liés à l'évaluation, la demande d'activités de perfectionnement professionnel reposant sur le suivi-évaluation et l'amélioration continue est en hausse (par exemple, plusieurs secteurs ont déposé des demandes de formation sur les méthodes permettant de mesurer le changement de comportements), les divisions et les programmes se montrent davantage disposés à opérer une véritable réflexion (et sont en mesure de le faire), et MELnet est reconnu comme ressource importante pour l'Organisation tout entière.

En 2017, 92 % des divisions et programmes ont organisé des réunions semestrielles de réflexion. Le contraste entre la qualité des informations fournies en 2017 et celle des années précédentes est frappant, de même que, ce qui est encore plus important, l'amélioration et l'engagement qu'elle représente. Ces réunions ont été marquées initialement par quelques difficultés, notamment la mise en place d'un environnement sûr et propice à une réflexion honnête sur les réussites et les échecs, la compréhension des différentes cultures représentées au sein des équipes, ou encore la gêne éventuelle à donner un retour d'information. Le cadre général des réunions de réflexion tient compte de ces dynamiques, les directeurs et les référents MEL dans les divisions pouvant adapter les réunions au contexte et au mode de travail de l'équipe.

La variation en matière d'offre et de demande d'aide en matière de suivi-évaluation et d'amélioration continue pour l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) est une nouvelle preuve de cette rapide mutation organisationnelle : l'équipe SPAC est de plus en plus invitée à planifier des cadres, plans, projets et activités dans ce domaine avec les divisions et les programmes, à y participer ou à les animer. De même, la demande de travail institutionnel de l'équipe SPAC s'inscrit elle aussi en hausse. Cela consiste notamment à organiser des réunions des référents MEL de toute l'Organisation afin de mettre en commun les pratiques efficaces ou moins efficaces et de réaliser une synthèse des résultats et de l'amélioration continue au niveau organisationnel en milieu et en fin d'année, dans le but de transmettre à la haute direction, aux pays membres et aux partenaires du développement une analyse critique de son activité par rapport au Plan stratégique de la CPS.

## Agents juniors océaniques



### Renforcement de l'engagement et de la collaboration avec les membres et les partenaires

En 2013, le Programme pêche côtière a créé un nouveau poste d'« agent junior océanique » afin d'ouvrir aux professionnels débutant dans ce secteur l'accès à des possibilités de perfectionnement professionnel en travaillant à la CPS et en appuyant la réalisation du programme de travail. Huit personnes ont ainsi travaillé dans ce cadre au Programme pêche côtière entre 2013 et 2016. En 2017, ce projet a été élargi à cinq autres postes au sein du Programme pêche côtière ainsi que, pour la première fois, du Programme pêche hauturière. Ce sont donc 13 agents juniors océaniques au total qui ont été recrutés depuis 2013.

Il s'agit de postes à durée déterminée de 12 mois, recrutés à l'international, qui proposent un salaire attrayant et d'autres avantages. Les exigences sont les suivantes :

- Le poste est réservé aux seuls ressortissants et résidents d'États et Territoires insulaires océaniques.
- Il s'adresse uniquement aux personnes employées de façon permanente ou temporaire dans un service national des pêches océanique ou dans un organisme équivalent et travaillant activement dans le domaine des sciences halieutiques, des politiques relatives à la pêche ou sur les aspects techniques de la gestion des pêcheries.
- L'employeur des candidats doit autoriser leur détachement pour une période de 12 mois, et les réengager à l'issue du contrat ; il doit fournir une lettre d'appui signée.

En mars 2017, les participants à la dixième Conférence des directeurs des pêches ont pris note de l'engagement sans faille démontré par le Programme pêche côtière en faveur de ce programme, et ont soutenu l'initiative prise par le Programme pêche hauturière de pourvoir un poste du même type. Toutefois, la mise en œuvre du programme s'est heurtée à quelques difficultés. Au cours de ses cinq années d'existence, il a subi des améliorations et des ajustements en continu en réponse aux retours d'information et aux enseignements tirés des agents juniors eux-mêmes, de leurs superviseurs à la CPS ainsi que de leur organisation d'origine. Le financement du programme provenant de plusieurs sources, un processus de planification et de hiérarchisation des priorités s'est révélé nécessaire pour mettre sur pied un programme durable à même de répondre à la hausse des demandes.



Navneel Singh, Agent junior océanien des Fidji, lors d'une campagne de relevés sous-marins.

*À ce jour, 13 agents juniors océaniques ont été recrutés (huit ne sont plus en poste, cinq le sont actuellement). Ils sont pour la plupart entrés au Programme pêche côtière de la CPS, trois d'entre eux ayant bénéficié de l'élargissement au Programme pêche hauturière. Ils proviennent des Fidji (trois personnes), de Kiribati (une personne), des Îles Marshall (une personne), de Niue (une personne), de Papouasie-Nouvelle-Guinée (deux personnes), du Samoa (deux personnes), de Tuvalu (une personne) et de Vanuatu (deux personnes). Six de ces agents sont des femmes, le sexe étant l'un des éléments pris en compte lors du recrutement afin de soutenir et d'encourager l'égalité des chances pour les femmes dans le secteur de la pêche.*

Dans le cadre du renforcement des processus internes de suivi-évaluation et d'amélioration continue, et du fait de la croissance du programme, une évaluation indépendante a été organisée en 2017. Même si le programme était constamment ajusté en fonction des enseignements tirés, le suivi des anciens bénéficiaires, visant à déterminer l'impact à long terme du programme, se montrait notamment quelque peu limité.

L'évaluation a révélé que, pour les agents juniors océaniques, cette expérience s'était révélée stimulante et enrichissante. Parmi les difficultés rencontrées figuraient le stress de l'arrivée dans un nouveau pays et, dans certains cas, le manque de supervision et de conseils. La plupart d'entre eux ont semblé retirer beaucoup de satisfaction de leur travail, et tous ont indiqué avoir une image positive de la CPS. La majorité d'entre eux continue à travailler dans le secteur de la pêche de la région.

L'évaluation a également révélé que la CPS avait adapté le programme en fonction de certains problèmes rencontrés par les agents juniors, en apportant notamment davantage de soutien à l'installation et en mettant en place un mentorat de meilleure qualité et un système de parrainage. De même, elle a fait évoluer l'idée centrale du poste, passant du perfectionnement professionnel à une démarche plus centrée sur le travail, et a étendu le programme à d'autres domaines.

En ce qui concerne l'impact à plus long terme, les participants se sont montrés enthousiastes sur l'application des connaissances acquises à la CPS dans le cadre de leur poste actuel :

*« Mon expérience s'est révélée essentielle pour diriger et soutenir l'organisation de formations, le recueil de données, ainsi que le suivi et l'évaluation de la collecte de données. »*

*« [Mes collègues] ont vraiment apprécié et reconnu les compétences que j'ai rapportées dans mon organisation. »*

Pour l'un d'eux, la mise en œuvre d'une enquête à l'échelle nationale à son retour a été *« la principale réalisation découlant de ce poste à la CPS [...]. J'ai rédigé le rapport en appliquant directement ce que j'avais appris à la CPS. »*

D'après l'évaluation, parmi les résultats les plus satisfaisants observés, figurait l'augmentation de la confiance des agents juniors océaniques dans leur capacité à réaliser des travaux techniques et à relever les défis posés par le fait de travailler dans un environnement non familial.

## Enseignements tirés

Dans un contexte où priment les fonds projet à court terme, il peut être difficile de mettre en œuvre des initiatives à l'échelle d'une division, telles que le programme des agents juniors océaniques. L'inclusion officielle de celui-ci, en tant que composante prioritaire, dans le programme de travail a facilité la planification des postes correspondants ainsi que leur pérennisation, grâce à l'utilisation de fonds programme, mais aussi de différents fonds projet prévoyant un volet renforcement des capacités.

Il peut sembler paradoxal de dépenser des ressources de suivi-évaluation et d'amélioration continue, qui ne sont guère abondantes, dans l'évaluation de ce programme manifestement réussi, mais l'élargissement opéré en 2017 a été considéré comme une bonne occasion d'investir dans l'organisation d'entretiens de suivi avec d'anciens agents juniors océaniques, afin d'obtenir un retour d'information instructif et de poursuivre l'optimisation de la conception et de l'exécution du programme.

De même, si les considérations relatives au suivi-évaluation, à l'amélioration continue et à l'innovation se limitent souvent à des activités propres à un projet, fixer des priorités communes, comme cela a été le cas pour le programme des agents juniors océaniques, permet de réaliser un travail d'évaluation, d'ajustement et d'amélioration continue impliquant toute la division, ainsi que de mesurer l'impact à long terme à l'issue des projets concernés.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

### Preuves de la pertinence des produits organisationnels de la CPS



#### Progrès accomplis en 2017

Élaboration en cours d'un cadre de suivi-évaluation et d'amélioration continue pour la nouvelle Division géosciences, énergie et services maritimes

Évaluation de la démarche adoptée pour le Programme intégré sur le changement climatique de Choiseul aux Îles Salomon

Achèvement de l'évaluation de la démarche impliquant l'ensemble de l'île à Kiribati

Mise au point d'outils améliorés de suivi pour les formations et ateliers de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, notamment de données complètes de formation ventilées par sexe, ainsi que d'enquêtes auprès des participants à l'issue des ateliers

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

### Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement de ses connaissances, compétences, capacités et sensibilisation



#### Progrès accomplis en 2017

Renforcement des systèmes internes du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement grâce à des séances de réflexion plus constructives, à la planification dynamique de mesures et à un engagement plus stratégique aux côtés des membres. Ceux-ci ont recommandé une assistance technique pour la mise en place d'un système plus structuré, robuste et systématique pour le travail engagé aux côtés des pays océaniques (c'est là l'un des enseignements des années passées).

Organisation de 4 « Pacific Cafés », et donc contribution à l'amélioration continue en matière de programmation innovante au sein de la CPS. Cet événement permet aux professionnels de l'Organisation de partager leur expérience dans des domaines pertinents pour d'autres agents, notamment la neutralité en carbone, l'agriculture biologique, l'optimisation des applications informatiques ou encore le SIG et la télédétection.

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

### Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance de l'Organisation



#### Progrès accomplis en 2017

Organisation de réunions de réflexion en milieu ou en fin d'année par 83,3 % des équipes (10 divisions ou programmes sur 12). Signalement d'une amélioration de la qualité des processus et des produits par MELnet.

Le cadre régional en faveur de la culture, le cadre régional en faveur de l'égalité hommes-femmes, les cadres de suivi-évaluation, l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement ont renforcé le suivi-évaluation et l'amélioration continue ainsi que l'harmonisation avec le Plan stratégique et le Cadre de résultats stratégiques de la CPS, grâce à l'assistance technique fournie par l'équipe SPAC

Réalisation d'une évaluation indépendante du programme des agents juniors océaniques de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins au bout de cinq ans d'existence

Achèvement du plan d'activité de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne pour la période 2017-2021 à l'issue d'un processus rigoureux de mise au point, tant en interne qu'en externe

Élaboration et mise en œuvre du nouveau cadre de suivi-évaluation de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et des systèmes de suivi-évaluation et d'amélioration continue, de manière à renforcer les capacités du personnel dans ce domaine

La production de ressources sur les connaissances s'est révélée essentielle à l'intensification du partage en externe des enseignements de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne

Un conseiller en planification et en suivi-évaluation a rejoint la Division santé publique en 2016, à plein temps, afin d'aider les équipes à respecter leurs obligations en la matière

Des réunions de réflexion et d'amélioration continue impliquant l'ensemble de la Division santé publique ont été organisées au milieu et en fin d'année ; elles s'imposent comme un élément normal du travail du personnel

Envoi de rapports financiers mensuels pour chaque programme (ventilés par objectif de développement du plan d'activité) au Directeur et aux directeurs adjoints de la Division santé publique avant la fin de la première semaine de chaque mois

# CHAPITRE 10E

## OPTIMISER LES CAPACITÉS DES PERSONNES, DES SYSTÈMES ET DES PROCESSUS

Pour concrétiser les objectifs de développement de ses membres et les objectifs de son Plan stratégique, la CPS met tout en œuvre pour que ses systèmes soient « aptes à remplir leur mission ». Pour ce faire, elle travaille à l'amélioration de l'efficacité de ses services, politiques, infrastructures et dispositifs de gestion en interne.

Soucieuse de mieux servir ses membres, elle a œuvré à l'amélioration de son mode de communication, de ses systèmes et de ses processus, dans le but d'assurer une meilleure information sur les services qu'offre la CPS et une plus grande visibilité de l'impact de l'action qu'elle mène de concert avec les membres et les partenaires du développement. L'ajustement des processus internes a permis d'obtenir des produits de grande qualité à l'appui des événements organisés dans le cadre du soixante-dixième anniversaire de la CPS en 2017.

Pour garantir la pérennité des fonctions de la CPS, l'Organisation a redoublé d'efforts pour mobiliser des ressources et renforcé sa gestion financière en mettant sur pied un nouveau système en matière de projets.

Elle a cherché à intégrer davantage les principes et les pratiques de la gestion des risques dans ses systèmes financiers et administratifs, et à harmoniser ses systèmes de gouvernance, de gestion et d'administration.

Au cours du processus de priorisation, les divisions ont été aidées à adopter de nouvelles structures, tandis que les politiques de ressources humaines pertinentes et le règlement du personnel ont été passés en revue.

Dans le domaine du changement climatique et de la durabilité environnementale, l'Organisation a mis en place une politique de responsabilité sociale et environnementale et déposé une demande d'accréditation de la CPS au titre du Fonds vert pour le climat.

### Contribution de la Direction opérations et gestion à la priorisation

En 2016, la CPS a reconnu qu'elle devait modifier ses pratiques budgétaires afin de mettre en rapport les ressources et les domaines prioritaires. Par conséquent, tous les domaines de travail de l'Organisation, y compris la Direction opérations et gestion, ont été soumis à un processus de priorisation.

Au début de ce processus, la Direction comptait huit unités distinctes, toutes placées sous la responsabilité du Directeur général adjoint (Nouméa). Des consultations du personnel, des divisions et des programmes ont notamment été organisées au titre de l'exercice de priorisation, dans l'objectif de recentrer les ressources de la CPS sur ses fonctions les plus essentielles. La Direction opérations et gestion a donc choisi de concentrer ses ressources et ses efforts sur trois piliers :

- finances, et notamment voyages et achats ;
- services d'information ; et
- ressources humaines.

Cette démarche a été validée par le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique en décembre 2016.

La Direction opérations et gestion a mis à jour son plan d'activité afin d'y faire apparaître ses nouveaux objectifs stratégiques, et a mis l'accent sur l'amélioration des systèmes et des processus de l'Organisation afin de renforcer le principe d'« une seule CPS », dotée de systèmes flexibles, où la Direction opérations et gestion fonctionne comme une équipe unie et rend compte de son action.

Des mutations structurelles ont été opérées en janvier 2017 afin que les résultats attendus de la priorisation puissent être atteints. Des équipes ont été regroupées, décentralisées ou déplacées, dans un souci de fourniture stratégique de prestations de services. L'objectif de la Direction opérations et gestion était par ailleurs d'agir davantage en économisant des ressources (faire mieux avec moins) ; cette réorganisation lui a permis de réinjecter

2,5 millions d'euros dans le budget global de la CPS, tout en investissant dans de nouveaux postes stratégiques de haut niveau pour accompagner les changements et gérer les risques.

D'une manière générale, ces changements ont permis à la Direction opérations et gestion de réduire la part de ses actions financée au titre des fonds ordinaires en 2017. Cela n'a pas conduit à une augmentation des ressources attribuées aux programmes (en raison de facteurs externes qui ont amené une réduction globale des fonds ordinaires), mais les réductions de fonds ordinaires au niveau des programmes ont pu être compensées par les économies réalisées. En outre, l'attention accordée par le Département des finances à l'amélioration du recouvrement des redevances administratives pour gestion de projet a permis d'apporter 670 000 euros supplémentaires au budget. Ces avancées ont également contribué à intégrer les principes du recouvrement intégral des coûts et de la viabilité financière dans l'ensemble de la CPS, mais aussi à optimiser la performance et à redynamiser des domaines qui, jusqu'alors, avaient tendance à marquer le pas.

Le processus de priorisation et ce regain d'attention ont permis d'obtenir des résultats éloquentes dans les domaines prioritaires de la Direction opérations et gestion en 2017, et notamment :

- amélioration de la gestion et de l'information financières ;
- amélioration de l'infrastructure informatique (grâce à la concentration des ressources) ;
- mise en place de prestations d'assurance-maladie harmonisées pour tous les agents de la CPS ;
- évolution sensible vers l'harmonisation des systèmes et des processus dans toute la CPS ainsi qu'entre Nouméa et Suva, tirée par les différentes réformes financières ;
- amélioration de la gouvernance interne, avec formations sur la délégation de pouvoirs et les achats ;
- fourniture de produits de qualité à l'occasion des festivités du soixante-dixième anniversaire de la CPS ainsi que du CRGA et de la Conférence ;
- maintien des contributions aux projets de réorientation organisationnelle ; et
- regroupement des locaux de la CPS à Suva, avec le passage de sept à quatre sites, ce qui a permis d'améliorer la santé et la sécurité au travail.

En outre, la Direction opérations et gestion a commencé à élaborer quatre nouveaux systèmes opérationnels : un nouvel intranet, un système d'information sur la gestion des finances, un système de gestion des voyages et un système d'information sur les ressources humaines. Ces quatre dispositifs, qui devraient être lancés en 2018, constituent le résultat direct de la réaffectation de ressources aux processus et aux systèmes dans ces domaines hautement prioritaires. Ils sont en effet essentiels à l'efficacité de la CPS et au maintien de la confiance des bailleurs de fonds. Les nouveaux systèmes seront entièrement intégrés afin d'optimiser encore l'efficacité et de réduire les besoins de double saisie.

Tous ces changements ont également contribué au développement d'une culture d'« une seule Direction opérations et gestion ». Des équipes qui, auparavant, travaillaient de leur côté sont désormais conscientes de l'importance de la collaboration et de l'intégration des processus avec les autres équipes. Les quatre systèmes d'information qui seront mis en place au cours de l'année 2018 sont le fruit de projets regroupant plusieurs équipes. Par ailleurs, l'accent est à présent mis sur l'harmonisation de l'application des politiques et procédures entre les différents sites d'affectation des agents.

## Enseignements tirés

Un enseignement essentiel est que les changements ne se sont pas produits au même rythme dans la Direction opérations et gestion et dans les programmes et divisions, voire, parfois, d'un pilier à l'autre de la Direction. Si cette dernière dispose d'une vision nette de l'intérêt de ces améliorations pour la CPS (renforcement de l'efficacité, de la confiance des bailleurs de fonds et de la mobilisation de ressources), cette vision n'est pas encore partagée. Autrement dit, là où la gestion du changement est appliquée de manière moins résolue, certaines des améliorations sont éclipsées ou compromises par l'attention accordée aux processus. La Direction opérations et gestion sait qu'elle doit s'adapter et trouver des moyens de sensibiliser et d'associer les divisions et programmes à toutes ces évolutions, et qu'il s'agit d'une occasion d'apprentissage mutuel pour les équipes, afin d'assurer une gestion globale et optimale du changement. L'intégration d'une culture d'« une seule CPS » à l'échelle de l'Organisation demandera encore du travail : si la structure, la gouvernance et les politiques sont en place, reste à assurer leur application effective.

## Une seule Organisation, une seule CPS

La CPS reconnaît depuis longtemps que la faiblesse de ses systèmes financiers constitue un frein aux gains d'efficacité. En effet, le système d'information de gestion financière était constitué de quatre structures opérationnelles distinctes, qui utilisaient chacune une devise principale différente, une situation qui compliquait considérablement le contrôle des opérations financières. La nécessité de publier des informations sur plusieurs supports, de réaliser des virements entre les structures, de gérer plusieurs systèmes de paie et de surveiller les taux de change a généré une complexité inutile, retardé la publication des états financiers et mené à un manque de contrôle.

En janvier 2017, alors que l'euro était adopté comme monnaie fonctionnelle à la CPS, le Département des finances a dirigé la consolidation des systèmes financiers. Pour la première fois, toutes les informations relatives aux finances de l'Organisation ont été publiées sur un même système d'information de gestion financière. Les avantages prévus d'une telle évolution étaient notamment les suivants :

- amélioration de l'information financière ;
- établissement plus rapide de rapports de meilleure qualité sur les comptes de gestion ;
- meilleure intégration de la gestion de la paie ;
- gains d'efficacité grâce à la réduction des doubles saisies ;
- possibilités d'optimisation de la gestion des projets et du suivi des financements par la mise en œuvre de technologies complémentaires ; et
- hausse de la confiance accordée par les bailleurs de fonds.

Consciente de l'importance de ce changement pour le principe d'« une seule Organisation », l'équipe des finances a transféré un cadre du siège de Nouméa à l'antenne de Suva, avec pour mission de diriger l'harmonisation des processus et des pratiques. L'Organisation a également consacré du temps à former et à accompagner les agents des finances de chaque division afin de garantir une bonne compréhension des changements.

En 2017, des comptes de gestion mensuels portant sur les activités essentielles et les activités des projets ont été systématiquement préparés et envoyés à la haute direction dans un délai de 30 jours à compter de la fin de chaque mois. La balance générale des comptes pour la fin de l'exercice devrait pouvoir être établie avant la fin du mois de février 2018, ce qui représente un progrès notable par rapport au processus compliqué de consolidation et de rapprochement, qui prenait auparavant jusqu'à six mois.

Au cours de l'année, tous les principaux indicateurs financiers, et notamment les taux d'exécution des projets, les avances aux partenaires et aux sous-bénéficiaires, le suivi des engagements et la gestion des achats, ont été ajoutés pour la première fois aux rapports. L'amélioration de l'information financière a permis d'augmenter la sensibilisation à l'importance de la qualité de cette information dans toute la CPS, et a mis en évidence le besoin d'investissements complémentaires dans d'autres systèmes (notamment un système moderne d'information sur les ressources humaines et des processus de gestion de projet) pour que les réformes financières de l'Organisation puissent déployer tous leurs effets.

Les changements ont optimisé la gestion de la trésorerie, dans la mesure où l'amélioration du suivi a permis à la CPS de :

- réduire le nombre de comptes bancaires de projet séparés ;
- consolider les avoirs en devises, ce qui a par conséquent permis d'améliorer la gestion des placements de trésorerie ;
- réduire la sous-exploitation des soldes de trésorerie et leur éparpillement sur différents sites (notamment les soldes en dollars fidjiens à Suva) ; et
- définir les efforts encore nécessaires en matière de gestion de la trésorerie.

Par ailleurs, les activités du Bureau régional pour la Micronésie de la CPS ont été entièrement intégrées pour la première fois. Cela a permis d'identifier, de rapprocher et d'apurer un grand nombre de dépenses de projets en attente, qui posaient problème depuis plusieurs années.

L'amélioration de la qualité des données et des rapports a également profité aux projets. La prise en compte en temps réel des données brutes pour Nouméa, Suva et le Bureau régional pour la Micronésie a permis de réaliser les rapports de projet facilement et rapidement, sans plus nécessiter ni traitement de grande ampleur ni délais importants. En outre, dans le cadre de projets faisant intervenir plusieurs divisions et sites de la CPS, tels que la réponse au cyclone Pam, il a été possible de traiter l'information financière dans un seul système et de publier des rapports à intervalles réguliers, sans devoir passer par des processus complexes de consolidation et de rapprochement.

Si la transition vers « une seule Organisation » semblait simple, bon nombre de ses avantages prévus ayant d'ailleurs été concrétisés, sa mise en œuvre a très vite mis en exergue les divergences de pratiques entre les cinq sites officiels de la CPS. Cette situation a compromis les résultats attendus en matière de précision et de pertinence de la gestion et de l'information financières. Par exemple, les processus de paie n'étaient pas les mêmes à Nouméa et à Suva, ce qui limitait la capacité des finances à gérer les salaires depuis un seul site. Afin de faire avancer les réformes, la CPS a dû se pencher sur ces systèmes morcelés et s'efforcer de mettre en place une interprétation systématique des politiques, d'harmoniser les pratiques et de fournir des niveaux de service identiques sur tous ses sites.

Un autre résultat inattendu de ce processus est que l'amélioration de la visibilité et du contrôle de la gestion et de l'exécution financières a mis en lumière un plus grand nombre de problèmes de conformité. L'Organisation continue à analyser les raisons de cette situation, même si elle ne devrait pas perdurer.

## Principaux enseignements tirés du lancement du système d'information de gestion financière

- De nouveaux systèmes peuvent amener le changement.
- Le personnel doit bénéficier d'un niveau approprié d'aide et de gestion du changement.
- Instaurer un nouveau système institutionnel a une incidence sur tous les autres systèmes ; le travail assuré par la CPS doit donc être collaboratif.
- Les nouveaux systèmes doivent être soutenus par des politiques et des procédures claires et à jour.
- La décentralisation ne fonctionne que si elle s'accompagne de directives et d'attentes claires en matière de comportement.
- Au sein des divisions, les processus doivent être harmonisés, simplifiés et rationalisés en continu.

La CPS est consciente qu'il reste beaucoup de travail pour consolider la base d'une structure unifiée, notamment dans le domaine de l'harmonisation des pratiques et des processus internes. Pour ce faire, il faudra fournir un soutien constant à la gestion du changement dans l'ensemble de l'Organisation, en parallèle de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet de nouveau système financier pour la gestion de projet.



Les lauréats du trophée vert de la CPS : à l'occasion de la journée mondiale sans voiture, ce sont les membres de l'équipe Suivi et analyse des pêcheries et de l'écosystème qui ont réalisé le plus grand nombre de kilomètres entre leur domicile et leur lieu de travail à l'aide de moyens de transport durables.

## Stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre à la CPS

Depuis 2011, la CPS procède chaque année à un inventaire de ses émissions de gaz à effet de serre, afin d'évaluer ses progrès par rapport aux valeurs de référence. Les résultats de l'inventaire réalisé en 2016 ont montré que l'Organisation avait réduit son empreinte carbone de 12 % par agent en moyenne depuis 2011, un chiffre en net recul par rapport à 2015, où la réduction était de 24 %.

Cela peut s'expliquer par les mouvements et transferts de personnel entre les bureaux de la CPS, les différences d'efficacité énergétique entre les différents sites de l'Organisation, ainsi que les conditions météorologiques de l'année. Ainsi, la consommation d'énergie des bureaux des Fidji et des îles Salomon a augmenté entre 2015 et 2016, tandis que l'empreinte du siège, à Nouméa, a continué à se réduire. Plusieurs mesures doivent être prises afin de poursuivre la réduction globale de l'empreinte carbone, de la consommation d'énergie et des coûts que cela représente pour la CPS :

- envisager la modernisation des bureaux régionaux (notamment aux Fidji et aux îles Salomon) par l'application prioritaire de mesures d'efficacité énergétique ;
- poursuivre les efforts de communication afin que le personnel s'engage dans le programme de réduction des émissions sur l'ensemble des sites de la CPS.

Le travail en faveur de la viabilité environnementale au sein de la CPS a donné naissance à une politique indépendante de responsabilité sociale et environnementale, constituant un cadre général pour les autres politiques de l'Organisation, et qui a été lancée à l'issue d'une consultation du personnel en 2017. Cette politique est également nécessaire pour l'accréditation du titre du Fonds vert pour le climat, opération dans laquelle la CPS s'est actuellement engagée.

À l'échelle régionale, l'Organisation met en œuvre un projet soutenu par le Fonds Pacifique et destiné à renforcer la responsabilité sociale et environnementale dans les organisations membres du CORP et d'autres organismes d'aide au développement. Un premier atelier régional a eu lieu en juillet 2017 ; il sera suivi d'un second en 2018.

## PRODUITS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE



### Preuves de la pertinence des produits organisationnels de la CPS

#### Progrès accomplis en 2017

- Identification des possibilités de réaffectation des ressources aux domaines prioritaires et mise en place d'un fonds interne pour l'innovation
- Réduction du nombre de bureaux à Suva (ce qui a permis d'améliorer la santé et la sécurité au travail) par le transfert d'agents à Narere ainsi qu'entre le centre-ville et le campus de Nabua
- Optimisation de l'efficacité des processus financiers, avec l'élaboration d'un nouveau système pour ce qui est des projets
- Amélioration de l'harmonisation des avantages pour le personnel dans l'ensemble de la CPS, avec la mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'assurance
- Soutien fourni au processus de priorisation à l'œuvre dans les divisions géosciences, développement économique et statistique pour le développement, afin d'aider le passage à de nouvelles structures
- Évaluation du système Performance et Développement (PDS), et début de l'étude des autres politiques de ressources humaines et du règlement du personnel
- Mise au point d'un nouveau SIRH, dont le lancement est prévu pour 2018
- Détermination et début de mise en place de nouveaux systèmes opérationnels pour l'intranet et la gestion des voyages
- Fourniture de produits de qualité à l'appui des festivités du soixante-dixième anniversaire de la CPS, grâce à l'optimisation de processus internes
- Élaboration d'une méthode de recouvrement intégral des coûts pour les services linguistiques
- Élaboration d'un nouvel intranet
- Amélioration de la coopération à l'échelle de la Direction opérations et gestion pour des projets importants, et travail continu d'optimisation des systèmes opérationnels utilisés par plusieurs équipes
- Élaboration d'un budget directeur pour la Division géosciences, énergie et services maritimes pour la période 2018-2021 afin d'intégrer précisément tous les coûts de fonctionnement et de détecter les insuffisances en matière de financement
- Prises de diverses mesures par les agents des divisions développement économique et géosciences en vue de la fusion au sein de la nouvelle Division géosciences, énergie et services maritimes
- Rédaction d'un projet de politique de responsabilité sociale et environnementale
- Envoi de la demande d'accréditation de la CPS au titre du Fonds vert pour le climat
- Contribution de l'équipe SPAC à la feuille de route relative aux systèmes opérationnels
- Poursuite du développement du plan d'activité de la Division ressources terrestres ainsi que de la restructuration de ses équipes techniques en piliers opérationnels et en services de conseil

## ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE



### Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour le renforcement de ses connaissances, compétences, capacités et sensibilisation

#### Progrès accomplis en 2017

- Mise au point d'une nouvelle approche de gestion des installations afin d'optimiser la rentabilité pour ce qui est du siège, des campus de Suva et des logements
- Mise en œuvre d'une politique relative aux achats améliorée et de nouvelles délégations de pouvoir, avec les processus connexes
- Mise en œuvre d'une politique relative aux voyages améliorée et de nouvelles délégations de pouvoir, avec les processus connexes
- Renforcement, par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, des capacités du personnel concernant les nouveaux enjeux de ressources humaines, notamment le changement climatique et l'intégration de la dimension religieuse aux programmes d'élimination de la violence à l'égard des femmes. L'Équipe a également organisé un atelier sur le changement climatique ainsi qu'une formation consacrée à la religion et aux droits fondamentaux pour son personnel.
- Renforcement, par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, des capacités du personnel concernant le suivi-évaluation et l'amélioration continue, le processus du PDS ainsi que le leadership (par la participation des agents au programme de leadership de la CPS)

## CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE



### Preuves de l'efficacité des produits et des interventions de la CPS pour faire évoluer ses convictions, opinions, motivations et intentions

- Révision et mise à jour des principaux documents de gouvernance interne par la Direction opérations et gestion, ce qui a permis d'améliorer la sensibilisation aux exigences applicables
- Amélioration de la coopération à l'échelle de la Direction opérations et gestion pour des projets importants, et travail continu d'optimisation des systèmes opérationnels utilisés par plusieurs équipes

## CHANGEMENT DE PRATIQUES – INFORMATIONS RELATIVES À LA PERFORMANCE

Preuves des effets de l'application des connaissances, compétences et capacités acquises ainsi que du changement de comportements sur la performance de l'Organisation

**Progrès accomplis en 2017**

Mise en œuvre du recouvrement intégral des coûts pour les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'ensemble de la CPS, mise en place pour les installations dans le budget 2018, et introduction de modèles de recouvrement des coûts pour les services linguistiques Intégration du recouvrement intégral des coûts dans les nouvelles propositions de budget

Mise en œuvre de processus financiers plus efficaces, avec introduction d'une structure unifiée pour les systèmes d'information de gestion financière de la CPS

Réduction des risques externes grâce à l'application de nouvelles politiques en matière de finances

Intégration réussie de la politique PEARL parmi les cadres moyens et au sein de MELnet ; cette politique a été appliquée au processus de recrutement de 6 agents pour des postes dans le domaine du suivi-évaluation et de l'amélioration continue

Après consultation des services TIC, l'équipe SPAC a décidé de mettre un terme à la planification des travaux dans IRIS en raison de l'insuffisance des capacités requises pour l'assistance technique, ce système nécessitant en effet que des moyens importants y soient consacrés pour pouvoir répondre aux besoins opérationnels actuels

Mise en œuvre de processus PEARL par l'équipe SPAC pour la planification des travaux, le suivi et la mesure des résultats, ainsi que pour la réflexion et la présentation de rapports

Envoi de l'appel à propositions pour une coopération Sud-Sud aux divisions et programmes de la CPS, avec remise des propositions dans les délais impartis et amélioration de la qualité des propositions ; 11 propositions ont été reçues et analysées au regard des critères de sélection ; 6 échanges ont été réalisés dans les domaines de la statistique, du patrimoine culturel, de l'énergie durable et des holothuries de sable ; 3 pays océaniques (Samoa américaines, Niue et Tokelau) ont participé pour la première fois à ce type de coopération

Réalisation d'une évaluation à mi-parcours et d'une évaluation de fin de cycle pour le personnel du Département transports

Réduction des émissions de gaz à effet de serre de la CPS

Compensation totale des émissions du projet RESCCUE

# PERSPECTIVES POUR 2018

L'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2016-2020 de la CPS constitue une mesure clé de l'année 2018. Ce plan a été adopté dans l'objectif d'en faire un document évolutif, appelé à être amélioré et adapté afin d'orienter l'action de la CPS tout au long de la période couverte. Son évaluation se fera en plusieurs étapes.

Dans le cadre du renforcement des preuves de résultats à l'échelle de la CPS, un outil sur la nature des données en question à la CPS sera ajouté aux outils de planification, suivi-évaluation et amélioration continue et lancé par l'intermédiaire de MELnet, en même temps que d'autres activités mises au point grâce aux processus de réflexion et d'amélioration continue, notamment l'organisation de formations sur les méthodes permettant de mesurer le changement de comportements.

À la suite du processus de priorisation engagé à la CPS, le reste de la période couverte par le Plan stratégique sera dévolu à 10 domaines prioritaires :

- développement et application des sciences halieutiques (activités tendant vers la création d'un pôle d'excellence) ;
- valorisation et utilisation des ressources génétiques végétales et agricoles (en prévision de la création d'un pôle d'excellence) ;
- évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale (service régional d'intérêt général) ;
- surveillance de la santé publique (service régional d'intérêt général) ;
- changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience (cartographie SIG, notamment) ;
- gestion et gouvernance des océans (y compris les transports et les limites maritimes) et mise en place du Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine ;
- coordination et diffusion des données régionales ;
- droits de la personne, y compris l'égalité hommes-femmes et la jeunesse ;
- énergie ; et
- maladies non transmissibles.

En outre, la CPS assurera des services de recherche et de consultation en réponse à la demande émise par le CRGA concernant la mise en place d'un Hub océanien pour l'apprentissage et l'innovation.

# INDEX

## A

accès aux informations 99  
ACIAR (Centre australien pour la recherche agricole internationale) 6, 68, 104–105  
agriculture 12, 65–68, 103–105, 108, 123 *voir également*  
  aquaculture ; Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique ; directeurs de l'agriculture et de la foresterie ; Division ressources terrestres ; foresterie  
agriculture climato-intelligente 104  
alcool 65, 70  
alimentation 66–67, 107–108  
Alliance française 71  
Améliorer la qualité de l'éducation 83–89 *voir également*  
  éducation  
Améliorer le développement social 55–64 *voir également*  
  développement social  
Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers 21–26  
Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes 45–54 *voir également* catastrophes ; changement climatique  
application des savoirs 90  
Approches pluridisciplinaires au service des priorités de développement des membres 90–93, 107–109  
aquaculture 21, 24–25, 91, 108–109 *voir également*  
  pêche(s)  
arbres *voir* foresterie  
assainissement 21  
Association des producteurs biologiques des îles Marshall 12  
atolls 16–17, 41, 67–68  
audit 98  
Australie 11, 58, 69  
autoévaluation  
  au moyen de l'outil d'évaluation de la performance viii  
  changement climatique et gestion des catastrophes 46  
  développement social 56  
  durabilité environnementale 5  
  éducation / enseignement 84  
  introduction de 91  
  marchés étrangers 22  
  MNT et sécurité alimentaire 66  
  objectifs de développement ix–x  
  objectifs organisationnels x, 92–93  
  santé 76  
  Secrétariat xi  
  statistique(s) 36  
  transports et énergie 28

## B

bailleurs de fonds *voir* financement(s) / fonds  
banque allemande de développement (KfW) 77, 79  
base de données régionale des indicateurs minima du

  développement national 37  
base de données sur l'approvisionnement alimentaire et la nutrition dans le Pacifique 107–108  
bibliothèque numérique 103  
biodiversité 67  
biosécurité 21–25, 67, 104 *voir également* santé  
boisson 65, 70  
boissons sucrées 65  
Bureau régional pour la Micronésie 118

## C

cadre de suivi des îles-santé 95  
cadre et hiérarchie des résultats 110  
Cadre océanien d'assurance-qualité 85  
Cadre océanien de qualifications 85  
Cadre sur le changement climatique 45  
calcul xi, 83–84, 87  
capacités 90–123 *voir également* évaluation ; renforcer l'engagement et la collaboration ; savoir(s) / connaissances ; tirer les enseignements des résultats  
capacités dynamiques 90–93, 110–123  
capacités stratégiques 90–109  
cartographie SIG 103, 123  
catastrophes  
  dans la région 3  
  priorisation des 103, 123  
  réponse aux 40–41, 45–54, 77–78  
  SAR 29  
Centre australien pour la recherche agricole internationale 6, 68, 104–105  
Centre de coopération de technologie maritime 27  
Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine v, xii, 6, 103, 123  
Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) xii, 45, 67, 104  
changement climatique  
  atténuation 27–28, 30–31, 45–46, 51–54, 116, 120  
  éco-réfugiés 3  
  incidence sur l'agriculture 65–68  
  incidence sur les atolls 16–17  
  priorisation du 103, 107, 123  
Chuuk 68  
coco / cocotier 21–22  
collaboration *voir* renforcer l'engagement et la collaboration  
Comité des représentants des gouvernements et administrations v, 98–99, 116, 123  
Comité océanien des méthodes statistiques 96–97  
commerce 21–26 *voir également* secteur maritime  
Commission de la condition de la femme 60  
Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) 6–7

- Communauté du Pacifique
- autoévaluation *voir* autoévaluation
  - contexte institutionnel 4
  - États et Territoires membres 1, 90–102, 110
  - partenariat entre la CPS et la Nouvelle-Calédonie 94
  - théorie du changement de la CPS 2
- comportements
- changements de xiii
  - envers les femmes 56, 58, 60
  - informations relatives à la performance 19, 33, 43, 62, 73, 101, 109
- comptabilité *voir* finances
- concept des îles-santé 95
- Conférence des directeurs des services planification et statistique 96–97
- Conférence des femmes micronésiennes 60
- Conférence des ministres de la Condition féminine 60
- Conférence des Parties 3
- conférence du Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique 31
- Conférence régionale des femmes du Pacifique 59–60, 95
- Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports 27
- Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) v, 116
- conseils scientifiques et techniques
- changement climatique et gestion des catastrophes 51–53
  - développement social 61
  - durabilité environnementale 18–19
  - éducation / enseignement 88
  - marchés étrangers 26
  - MNT et sécurité alimentaire 72
  - place dans le Plan stratégique 2, 90–93
  - priorisation du 103–106
  - santé 81
  - statistique(s) 42
  - tirer les enseignements des résultats xi
  - transports et énergie 32
- conseils techniques *voir* conseils scientifiques et techniques
- contexte institutionnel 4
- Convention de Bâle 47
- Convention de Canberra 98–99
- Convention de Waigani 47
- Convention relative aux droits des personnes handicapées 55
- coordination et diffusion des données régionales 37–41, 107–108 *voir également* statistique(s)
- COP (conférence des Parties) 3
- COSPPac (Programme océanique de soutien climat et océans dans la région Pacifique) 16
- CPS *voir* Communauté du Pacifique
- création de revenus 24–25, 41, 60, 65–66, 104
- CRGA (Comité des représentants des gouvernements et administrations) v, 16, 98–99, 123
- cultures *voir* agriculture ; Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique
- cyclones 3, 49–50, 77–78
- D**
- décharge de Nanu'u 47
- déchets 47–48
- déchets dangereux 47–48
- dengue 78
- Département développement social 55, 108
- développement social 55–64, 107–108, 110 *voir également* droits de la personne ; égalité hommes–femmes ; jeunesse / jeunes ; questions économiques
- diabète 68–69
- diplôme d'études supérieures en épidémiologie de terrain 77–78
- directeurs de la santé 95
- directeurs de l'agriculture et de la foresterie 95, 104
- directeurs des pêches 95
- directeurs des services planification et statistique 95–96
- Direction opérations et gestion 99, 116–117
- Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté 109
- dispositif de gouvernance de la Communauté du Pacifique 99
- diversité culturelle 61, 63
- Division développement économique 91
- Division géosciences, énergie et services maritimes 15, 91
- Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins 11, 107–108
- Division ressources terrestres 23, 91, 94, 104–105, 107
- Division santé publique 69, 76–77, 107
- Division statistique pour le développement 35, 91, 94, 96, 107
- données *voir* statistique(s)
- droits *voir* droits de la personne / droits fondamentaux
- droits de la personne / droits fondamentaux *voir également* développement social
- priorisation des 103, 123
- réalisations / activités réalisées en matière de 55–56, 60–61, 63–64
- RRRT 110
- durabilité environnementale *voir également* changement climatique
- agriculture durable et aquaculture xii, 5–25, 45, 65–68, 104–105, 109
- politique de responsabilité sociale et environnementale 116, 120
- Programme durabilité environnementale et changement climatique 107

## E

eau xiii, 15–20, 47, 67–68 *voir également* aquaculture ; océans

échange Sud-Sud 35, 69, 107

éducation / enseignement 83–89, 103, 123

efficacité 90

égalité hommes-femmes / égalité entre les sexes

comportement vis-à-vis de xiii

priorisation de xi, 103, 123

progrès accomplis en matière de 40–41, 55–64, 95, 108–110

employés 91, 99, 111, 116–120

empreinte carbone *voir* changement climatique

énergie

énergies bas carbone et efficacité énergétique 27–28, 30–33, 120

priorisation des 103, 123

qualifications dans le domaine de l'énergie durable 83, 85

énergie solaire 27–28, 30

énergies bas carbone 27–28, 30

énergies propres 27–28, 30

énergies renouvelables 27–28, 30

engagement *voir* renforcer l'engagement et la collaboration

engagement auprès des partenaires 92, 94–102

enquêtes 37–38

enquêtes sur le budget et la consommation des ménages 107–108

enseignants et directeurs d'établissements xi

Enseignement et formation techniques et professionnels dans le Pacifique (PacTVET) 85

enseignements tirés

- administration et gouvernance internes 114, 117, 119
- agriculture 23, 68
- catastrophes 50, 78–79
- eaux souterraines 17
- éducation / enseignement 86–87
- énergie 31
- foresterie 14
- gestion de la santé / gestion sanitaire 69, 80
- pêche(s) 9, 11, 25
- Youth@Work 59–60

épidémiologie *voir* santé

EQAP (Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement) xi, 87, 107

Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne 55, 57–58, 94, 107, 110–111

équipe Stratégie, performance et amélioration continue 112

équipe Suivi et analyse des pêcheries et de l'écosystème 120

établissements scolaires *voir* éducation / enseignement

état civil 107

États et Territoires membres 1, 90–102, 110

États fédérés de Micronésie *voir* Micronésie

Europe 11, 47, 98–99

évaluation 57–58, 90–93, 110–115, 123

évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul xi, 83–84, 87

## F

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 6, 66, 68, 107, 109

FED (Fonds européen de développement) 99

Fédération internationale du diabète 69

femmes *voir* égalité hommes-femmes

Feuille de route régionale pour un développement durable 39

Feuille de route régionale relative aux maladies non transmissibles 66, 68

FIDA (Fonds international de développement agricole) 68

Fidji

- commerce 22
- consommation énergétique à l'antenne des Fidji 120
- Division ressources terrestres aux 104
- foresterie aux 14, 65
- gestion des catastrophes 45, 49–50
- pêche(s) 6
- présidence de la Conférence 3
- questions sociales aux 55, 109
- registre statistique des entreprises 35
- réponse aux MNT 68–69, 71

Fiji Business Disaster Resilience Council 49–50

financement(s) / fonds 94, 98–99, 111, 116–118

finances v, 98–99, 116–118

FIP (Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique) vii, 53, 54, 63, 88, 102

Fonds européen de développement 99

Fonds international de développement agricole 68

Fonds Pacifique 71, 116

Fonds vert pour le climat 116

foresterie 12–14, 65–66, 94–95, 104–105

forum national pour l'emploi et l'émancipation des jeunes 59

fruits de mer xii

Futuna 47–48, 70–71

## G

gaz à effet de serre 30–31, 120 *voir également* changement climatique

géothermie 28

gestion de la qualité 79–80, 85–87

gestion de la qualité au laboratoire 79–80

gestion de projet(s) 91, 116–119

gestion des eaux souterraines xiii, 47

gestion des risques 116–117

gestion des zones côtières 47  
glissements de terrain 50  
gouvernance, interne v, 98–99, 116–117  
gouvernance interne v, 98–99, 116–117  
Groupe régional océanien sur les ODD 39  
Guam 69

## H

handicap 55  
haute direction 118  
herbes aromatiques 21, 23  
Honiara 30–31, 58  
hôpital de Lenakel 79  
Hub océanien pour l'apprentissage et l'innovation v, 123  
Hunter New England Local Health District Population Health 78

## I

île d'Ambae 78  
île de Carteret 3  
Îles Cook 68–70  
Îles Marshall  
conditions météorologiques aux 3, 40–41  
égalité hommes-femmes aux 55, 60  
secteur maritime 21, 65  
Îles Salomon  
développement social 57–59  
évaluation du financement de l'action climatique et de la gestion des risques de catastrophe 45  
pêche(s) 6  
ports aux 30 30–31  
poste 94  
réponse au diabète 69  
sécurité énergétique 27, 120

## impact

changements en matière de xiii  
informations relatives à la performance 26, 54, 74, 89

indice des prix à la consommation 35

informations relatives à la performance 20, 26, 33, 44, 53–54, 63, 73–74, 82, 89, 101–102, 106, 109, 121–122  
approches pluridisciplinaires au service des priorités des membres 109  
changement climatique et gestion des catastrophes 51–54  
conseils scientifiques et techniques 105–106  
développement social 61–64  
durabilité environnementale 18–20  
éducation / enseignement 88–89  
engagement et collaboration avec les membres et les partenaires 100–102  
marchés étrangers 26  
MNT et sécurité alimentaire 72–74  
personnes, systèmes et processus 121–122

santé 82  
statistique(s) 42–44  
transports et énergie 32–33

infrastructure 45

Initiative régionale sur la navigation en Océanie 16  
innovation 90–93, 110–115  
Institut de technologie de Kiribati 83, 85  
intégration des approches 90–93, 107–109  
Internet et intranet 93, 117  
IPC (indice des prix à la consommation) 35

## J

jeunesse / jeunes 55–59, 61–64, 103, 123  
journée mondiale sans voiture 120  
juges agréés 58

## K

KfW (banque allemande de développement) 77, 79  
Kiribati  
conditions météorologiques à 3  
éducation à 85–86  
ressources naturelles à 12, 16–17, 67–68  
secteur maritime 21  
tabagisme à 70

## L

lagons 47  
LandCare Research 23  
lecture et écriture xi, 83–84, 87  
lentille de Laura 17  
lettre d'information 98  
loi sur les ressources minérales des grands fonds marins de Kiribati (2017) 15  
lois 55–58, 65 *voir également les libellés des différentes lois*  
lutte contre les espèces envahissantes 21, 23, 47, 67

## M

maladies *voir* maladies non transmissibles ; santé  
maladies non transmissibles xi–xii, 65–66, 68–74, 107–108, 123  
malnutrition 66–67, 107–108  
manuel consacré aux délégations 98  
marchés 21–26  
marchés étrangers 21–26  
marées 16, 28  
MEL (suivi-évaluation et amélioration continue) 57–58, 91, 110–112, 123  
Mélanésie 104  
Micronésie 3, 68, 104  
Mini-Jeux du Pacifique 77–78  
MIOFA (Association des producteurs biologiques des îles

Marshall) 12  
mission 2, 95  
MNT (maladies non transmissibles) xi–xii, 65–66, 68–74,  
107–108, 123

## N

Nations Unies 3, 6, 49, 58, 70–71  
Nauru 27  
Niue 21, 23, 35, 59, 70  
Niue Fresh 23  
normes minimales de performance énergétique 27  
Nouméa 96–97, 116–120  
Nouvelle partition pour les pêches côtières 109  
Nouvelle-Calédonie 48, 71, 94  
Nouvelle-Zélande  
commerce 21, 23  
déchets en 48  
essai PILNA en conditions réelles 87  
réponse aux MNT 69, 71  
Service national de la statistique néo-zélandais 37  
numérique, bibliothèque 103  
nutrition 66–67, 107–108

## O

obésité 70  
*Objectif Océanie* 98  
objectifs *voir* objectifs de développement ; objectifs  
stratégiques organisationnels  
objectifs 1-3: v, 2  
objectifs de développement  
1 : 5–20 *voir également* durabilité  
environnementale ; ressources naturelles  
2 : 21–26  
3 : 27–33 *voir également* énergie ; transports  
maritimes  
4 : 35–44 *voir également* statistique(s) ; suivi  
5 : 45–54 *voir également* catastrophes ;  
changement climatique  
6 : 55–64 *voir également* développement social  
7 : 65 *voir également* maladies non transmissibles ;  
sécurité alimentaire  
8 : 75–82 *voir également* santé  
9 : 83–89 *voir également* éducation  
autoévaluation au regard des ix–x  
place dans le Plan stratégique 2, 90–91  
synergie avec les ODD xiv  
Objectifs de développement durable v, xiv, 39, 108  
objectifs stratégiques organisationnels x, 90–123 *voir  
également* évaluation ; renforcement de l'engagement  
et de la collaboration ; savoir(s) / connaissances ; tirer les  
enseignements des résultats  
occupation des sols / utilisation des terres 12, 65–66, 94,  
104 *voir également* agriculture ; foresterie

océans 5–6, 15–16, 45, 103, 123 *voir également* Centre  
de la Communauté du Pacifique pour la science marine ;  
pêche(s) ; secteur maritime  
ODD (Objectifs de développement durable) v, xiv, 39, 108  
ONG (organisations non gouvernementales) 55, 57–58, 60,  
68  
oreillons 78  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et  
l'agriculture 6, 66, 68, 107, 109  
Organisation du secteur privé océanien 49–50  
Organisation mondiale de la Santé (OMS) 77–78, 95  
Organisations non gouvernementales 55, 57–58, 60, 68  
organismes nuisibles 21, 23, 47, 67  
outil d'évaluation de la performance *voir* autoévaluation

## P

PacFish 11, 109  
Pacific Regional Organic Policy Toolkit (guide régional  
pour l'élaboration des politiques relatives à l'agriculture  
biologique) 12  
PacNet 75  
Palau 3  
Papouasie-Nouvelle-Guinée 3, 45  
pauvreté 107–108  
Pays et Territoires d'Outre-mer 47–48  
PCCOS (Centre de la Communauté du Pacifique pour la  
science marine) v, xii, 6, 103  
PEARL (planification, évaluation, responsabilité, réflexion et  
amélioration continue) à la CPS 91, 111–112  
pêche(s) xii–xiii, 5–11, 103, 108–109, 123 *voir également*  
aquaculture ; Centre de la Communauté du Pacifique  
pour la science marine ; directeurs des pêches  
personnel / agents 91, 99, 111, 116–120  
personnes, systèmes et processus 90–93, 116–123  
Perspectives pour 2018  
changement climatique et gestion des catastrophes 46  
développement social 56  
durabilité environnementale 6  
marchés 22  
MNT et sécurité alimentaire 66  
priorités 123  
réalisation des objectifs organisationnels 93  
santé 76  
statistique(s) 36  
transports et énergie 28  
petits États insulaires en développement (PEID) 1  
PGEP (« Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes  
dans les pays insulaires océaniques ») 40–41  
Philippines 24  
PIB (produit intérieur brut) 28, 49  
PILNA (évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à  
l'écriture et au calcul) xi, 83–84, 87  
PIPSO (Organisation du secteur privé océanien) 49–50

- PIRFO (programme régional océanien d'observation des pêcheries) 5–6
- plan d'action national en faveur des droits de la personne 55
- Plan stratégique xi, 2, 4, 83–84, 90–123
- Plan stratégique de la Communauté du Pacifique xi, 2, 4, 83, 90–123
- planification 90–91, 95–97, 110–115
- planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue à la CPS 91, 111–112
- planification, suivi-évaluation et amélioration continue 91, 110, 123
- Plate-forme d'action pour le Pacifique en faveur de l'avancement des femmes et de l'égalité des sexes 60
- police 55, 57
- politique de responsabilité sociale et environnementale 116, 120
- politique relative aux ressources minérales des îles Salomon 15
- pollution 30, 47–48
- Polynésie française 60, 70–71
- PopGIS (application) 37–38
- ports 27–28, 30–31
- ports verts 27–28, 30–31
- Port-Vila 78
- pratiques, changements de xiii, 35, 45
- préservation / protection *voir* durabilité environnementale
- priorisation 90, 93–94, 107, 110–116
- processus, personnes et systèmes 90–93, 116–123
- produit intérieur brut 28, 49
- produits
  - changements en matière de xiii
  - informations relatives à la performance 18–19, 26, 32, 42, 51–54, 61, 72, 81, 88, 100, 105, 121
- PROE (Programme régional océanien de l'environnement) 48
- programmation intégrée 108–109
- Programme de développement durable à l'horizon 2030 39
- programme de partenariats techniques 97
- Programme durabilité environnementale et changement climatique 107
- Programme national d'émancipation économique 59
- Programme océanien de soutien climat et océans dans la région Pacifique (COSPPac) 16
- Programme pêche hauturière 7
- Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement xi, 87, 107
- Programme régional océanien de l'environnement 48
- programme régional océanien d'observation des pêcheries 5–6
- Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique 49
- Projet INTEGRE 47–48
- « Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques » 40–41, 108
- protection de la famille 55, 57–58
- protection de l'enfance 55, 57–58
- province de Ba 50
- PTOM (Pays et Territoires d'Outre-mer) 47–48
- Q**
- questions économiques 24–25, 47, 107 *voir également* création de revenus
- R**
- rapport de situation régional sur les pêches côtières 95
- recensements 35, 37–38
- réchauffement climatique *voir* changement climatique
- recherche et sauvetage 27, 29
- Recommandations pour une alimentation et une vie saines dans le Pacifique 66
- réflexion 91, 110–112
- Registre océanien des qualifications et des normes 83, 86
- règlementation relative au bois de santal (2016) 12–14
- Renforcer la gestion durable des ressources naturelles 5–20 *voir également* durabilité environnementale ; ressources naturelles
- Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation 90–93, 110–115 *voir également* planification ; priorisation / hiérarchisation des priorités ; tirer les enseignements des résultats
- Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale 75–80 *voir également* santé
- Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique 27–33 *voir également* énergie ; transports maritimes
- Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit 5–44 *voir également* statistique(s) ; suivi
- Renforcer l'engagement et la collaboration 23–25, 59–60, 79–80, 85–87, 94–102, 112–114
- Renforcer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire 65–74 *voir également* maladies non transmissibles ; sécurité alimentaire
- répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires 68–69, 107–109
- réserve d'eau de Bonriki 16–17
- résilience des entreprises 49–50
- responsabilité 91, 98–99, 110–115
- ressources 91, 97, 104, 116 *voir également* ressources naturelles
- ressources humaines 91, 99, 111, 116–120
- ressources minérales 15
- ressources naturelles 5–26 *voir également* agriculture ; énergie

résultats, tirer les enseignements des *voir* tirer les enseignements des résultats  
réunion des associations de lutte contre le diabète dans le Pacifique 68–69  
réunions régionales 95  
rhinocéros du cocotier 5  
Royaume des Tonga *voir* Tonga  
RRRT (Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne) 55, 57–58, 94, 107, 110–111

## S

Samoa 27, 70, 109  
Samoa américaines 35, 68  
santé 75–80, 95, 103, 123 *voir également* alimentation ; maladies non transmissibles  
santé des sols 12, 67–68  
santé publique *voir* santé  
SAR (recherche et sauvetage) 27, 29  
savoir(s) / connaissances *voir également* conseils scientifiques et techniques  
    application du/des 2, 90  
    des États et Territoires membres 90–102  
    évolution du/des xiii  
    informations relatives à la performance 19, 32, 43, 53, 62, 72, 81, 88, 100, 106, 109, 121  
scores *voir* autoévaluation  
sécheresse 3, 40–41  
Secrétariat xi, 91  
Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP) vii, 53, 54, 63, 88, 102  
secteur maritime 27–33, 68, 103, 123  
secteur privé 45, 49–50  
sécurité alimentaire 21–25, 65–68, 72–74, 104, 107–108  
    *voir également* agriculture ; pêche(s)  
sécurité de la navigation dans le Pacifique 27  
semences, disponibilité des *voir* agriculture  
service national de la statistique néo-zélandais 37  
service national de protection des végétaux de Niue 23  
SOCADIS (société) 48  
société civile 55, 57–58, 60, 68  
sous-alimentation 66–67, 107–108  
SPAC (équipe Stratégie, performance et amélioration continue) 112  
statistique(s)  
    au sujet de la gestion sanitaire 75  
    au sujet de la sécurité alimentaire 107–108  
    au sujet de l'agriculture 68  
    au sujet de l'éducation 83  
    au sujet du genre 60  
fourniture de 93, 95–97, 103, 123  
mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès accomplis 35–44  
Stratégie décennale océanienne sur la statistique 37

Stratégie en faveur de l'émancipation des jeunes 59–60  
Suède 58, 94  
suivi 35–44, 110–111  
suivi-évaluation et amélioration continue 57–58, 91, 110–112, 123  
surpoids 70  
Sustainable Energy Industry Association of the Pacific Islands 85  
Suva 27, 117–119  
système d'information de gestion financière 117–118  
système d'information sur la gestion de l'éducation 107  
système judiciaire 55, 57–58  
systèmes, personnes et processus 90–93, 116–123

## T

tabagisme 65, 70  
Tails (application) 6  
Tarawa Sud 16–17  
taro 45  
taxation 65  
taxes d'importation 65  
technologies et services d'information 116–117  
Territoires français d'outre-mer 104  
thon 6  
thon obèse 7–9  
*Thunnus obesus* 7–9  
tirer les enseignements des résultats xi–xiii, 90–91, 99, 110–115  
Tonga  
    application de lois relatives à la violence domestique 57–58  
    aquaculture 6, 21, 24–25  
    foresterie aux 12–14  
    recensement de la population et des logements 35  
    santé aux 70–71  
    Stratégie régionale pour la sécurité de la navigation 27  
transparence 99, 118  
transports maritimes 27–33, 68, 103, 123  
Tuvalu 16, 35, 67, 70

## U

Université de technologie de Sydney (UTS) 109  
Université de Wollongong (UoW) 107–108  
universités *voir* Améliorer la qualité de l'éducation  
utilisateurs, enquête menée auprès des 37–39

## V

valeurs 2  
Vanuatu  
    développement social à 59–60  
    gestion de la qualité au laboratoire 79–80  
    gestion des catastrophes à 3, 49, 77–79

pêche(s) 6  
réponse aux MNT 71  
réunions à 94  
végétaux *voir* agriculture ; foresterie  
village de Tukuraki 50  
violence domestique xiii, 55, 57–58, 110  
vision 2, 95  
volcan de Manaro Voui 3, 78  
volcans 78  
volonté politique 59–60

## **W**

« Wake Up! », projet en faveur de la jeunesse 70  
Wallis et Futuna 47–48, 70–71  
WorldFish 107, 109

## **Y**

Youth@Work 59–60, 111

## **Z**

Zoom sur les réalisations  
  changement climatique et gestion des catastrophes  
  47–50  
  développement social 57–60  
  durabilité environnementale 7–11, 16–17  
  éducation / enseignement 85–87  
  engagement et collaboration avec les membres et les  
  partenaires 95–99  
  introduction de 91, 110  
  marchés étrangers 23–25  
  MNT et sécurité alimentaire 67–71  
  santé 77–80  
  statistique(s) 37–41  
  transports et énergie 29–31

